

ROYAUME DE BELGIQUE

DOCUMENTAIRE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1956

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF FENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1959

Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1956

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1956

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1959

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
1. Généralités.
 2. Infractions prises en considération.
 3. Unités statistiques prises en considération.
 4. Méthode d'élaboration.
 5. Organisation des travaux.
- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
1. Economie générale du droit criminel.
 2. Notions de droit pénal.
 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 4. Le droit criminel et la statistique.
- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. -- Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégagant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique.

en sont exceptés :

- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;
- les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;
- 2^o) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3^o) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N ^o d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n^o 26, Duel, ne figure dans aucun tableau aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N ^o d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	} C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28 C. P. art. 443 à 452.
		29 C. P. art. 453.
Violation de sépulture		30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications		33 C. P. 460 et 460bis.
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
		Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c).
Vols et maraudages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis.
		Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4.
		Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
		Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890 art. 4.
Recel	40	Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2.
		Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113.
Incendie	41 42	Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
		C. P. art. 505 et 506.
Destructions et dommages	43 44 45	Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
		C. P. art. 510 à 518.
		C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
		Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en-

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 195		Sexe et antécédents		STATISTIQUE DES INFRACTIONS		
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
	BULLETIN A DEPOUILLER	BULLETIN A DECOMPTER	Infrac.	Année	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction	Nombre des condamnations Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction				
Tribunal	Canton { lieu de naissance domicile lieu des faits	Canton { lieu de naissance domicile lieu de faits				
Infraction	Age Etat civil Nombre d'enfants	Age Etat civil Nombre d'enfants				
Peine prononcée	Instruction Profession Ivrognerie	Instruction Profession Ivrognerie				
Sursis	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires				
Peine ou mesure accessoire	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.				
Cumul plus de 6 mois	Internements A. L. D. S. R.	Internements A. L. D. S. R.				
Appel police	B ^I	B ^{II}	46			C

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le volet A est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Les volets B I et B II servent à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet B I d'une fiche.

En même temps, et à l'aide du dossier du délinquant où sera classé le bulletin de condamnation, la condamnation éventuelle précédente, relevant de la statistique criminelle et encourue pendant la même année par le même individu, est codifiée sur le volet B II sous la rubrique "Bulletin à décompter". Il y a lieu de noter que cette condamnation précédente a déjà dû être codifiée antérieurement sur le volet B I d'une autre fiche.

Après cette opération, la fiche codifiée est classée séparément et perd tout contact et toute possibilité d'identification avec le bulletin de condamnation qu'elle représente.

En fin d'année, l'ensemble des fiches est transmis à l'Institut National de Statistique, où les dépouillements et dénombrements sont opérés à l'atelier de mécanographie.

Le compte séparé des données codifiées sur les volets B I et B II permet, par soustraction des condamnations à décompter, d'établir le compte des individus définitivement condamnés, retenus seulement pour la dernière condamnation de l'année.

Le volet C de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet B I, est mentionnée séparément sur le volet C.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;
- 3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés

d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par « droit criminel » ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et

condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent

être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

À défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus élémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de Justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémente, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de Justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers,	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1 ^o La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2 ^o Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^o de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de *condamnés* et le nombre d'*infractions individuelles* commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèverait :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique "Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble.	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1947	Hommes	132 848	190 719	558 417	583 367	657 165	490 234	359 360	226 503	3 198 613
	Femmes	131 530	190 692	559 660	588 925	658 873	542 000	411 663	300 460	3 383 803
	Ensemble.	264 378	381 411	1 118 077	1 172 292	1 316 038	1 032 234	771 023	526 963	6 582 416
1948	Hommes	131 177	198 336	619 938	565 957	651 237	498 502	366 498	252 638	3 284 283
	Femmes	129 412	194 365	590 982	554 820	657 738	550 774	417 794	320 118	3 416 003
	Ensemble.	260 589	392 701	1 210 920	1 120 777	1 308 975	1 049 276	784 292	572 756	6 700 286
1949	Hommes	125 471	197 616	627 078	551 518	649 951	505 725	365 624	256 313	3 279 296
	Femmes	123 711	195 590	601 970	542 473	656 451	561 122	422 129	327 137	3 430 583
	Ensemble.	249 182	393 206	1 229 048	1 093 991	1 306 402	1 066 847	787 753	583 450	6 709 879
1950	Hommes	120 317	196 795	616 107	556 109	647 396	516 914	364 746	260 429	3 278 813
	Femmes	118 812	195 755	595 376	546 712	654 846	572 007	426 194	334 665	3 444 367
	Ensemble.	239 129	392 550	1 211 483	1 102 821	1 302 242	1 088 921	790 940	595 094	6 723 180
1951	Hommes	117 607	191 319	612 913	566 076	643 406	532 384	366 671	265 479	3 295 855
	Femmes	115 832	188 957	592 414	552 686	648 566	583 609	430 471	341 628	3 454 163
	Ensemble.	233 439	380 276	1 205 327	1 118 762	1 291 972	1 115 993	797 142	607 107	6 750 018
1952	Hommes	115 306	184 955	608 890	570 442	641 759	546 578	367 381	271 253	3 306 564
	Femmes	113 396	182 843	591 246	554 957	646 543	595 385	435 378	351 187	3 470 935
	Ensemble.	228 702	367 798	1 200 136	1 125 399	1 288 302	1 141 963	802 759	622 440	6 777 499
1953	Hommes	115 389	178 320	599 656	576 630	639 274	557 068	368 640	274 876	3 309 853
	Femmes	113 239	175 819	587 084	559 908	643 968	603 467	442 754	359 108	3 484 447
	Ensemble.	228 628	354 139	1 186 740	1 136 538	1 283 242	1 160 535	811 394	633 984	6 794 300
1954	Hommes	117 567	174 216	588 506	582 111	634 471	567 659	372 437	277 128	3 314 095
	Femmes	115 735	172 691	578 194	563 872	639 968	612 509	450 505	366 474	3 499 948
	Ensemble.	233 302	346 907	1 166 700	1 145 983	1 274 439	1 180 168	822 942	643 602	6 814 043
1955	Hommes	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble.	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble.	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1956.

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1956	Densité par km2 en 1956
Bruxelles	1 106,07	1 371 816	1 240
Louvain	1 129,28	337 658	299
Nivelles	1 048,21	192 414	184
Anvers	1 000,90	833 177	832
Malines	503,63	264 110	524
Turnhout	1 356,05	278 826	206
Mons	1 182,67	433 044	366
Charleroi	1 469,22	598 902	408
Tournai	1 072,18	233 991	218
Gand	1 354,50	547 694	404
Audenarde	679,44	251 668	370
Termonde	943,80	453 846	480
Bruges	1 227,98	388 312	316
Courtrai	678,26	410 662	605
Furnes	628,02	93 853	149
Ypres	700,74	145 490	208
Liège	882,87	619 707	702
Huy	1 014,92	142 731	141
Verviers	2 042,16	236 123	116
Tongres	1 179,82	260 222	221
Hasselt	1 228,13	275 560	224
Arlon	1 235,92	87 739	71
Marche-en-Famenne	1 402,05	57 554	41
Neufchâteau	1 780,00	70 905	40
Namur	1 124,42	222 438	198
Dinant	2 535,83	143 271	56
Le Royaume	30 507,07	8 951 443	293

(1) Y compris les moins de 16 ans.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1956 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n^o 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter et constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n^o 1 correspond au tableau n^o 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES, ET DES
CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RECIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE
D'INFRACTION
ANNEE 1956

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTEES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	5 1 6	4 — 4	1 1 2	5 1 6	4 — 4	1 1 2	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	22 1 23	12 — 12	10 1 11	22 1 23	12 — 12	10 1 11	— — —	— — —	— — —
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	811 197 1 008	491 137 628	320 60 380	773 190 963	474 135 609	299 55 354	38 7 45	17 2 19	21 5 26
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	30 18 48	21 12 33	9 6 15	29 18 47	20 12 32	9 6 15	— — 1	1 — 1	— — —
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Hommes Femmes Ensemble	126 26 152	68 20 88	58 6 64	116 25 141	65 20 85	51 5 56	10 1 11	3 — 3	7 1 8
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	41 6 47	37 6 43	4 — 4	40 6 46	36 6 42	4 — 4	1 — 1	1 — 1	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers : peines correctionnelles	7	Hommes Femmes Ensemble	2 231 287 2 518	1 026 150 1 176	1 205 137 1 342	2 093 277 2 370	993 149 1 142	1 100 128 1 228	138 10 148	33 1 34	105 9 114
peines de police	8	Hommes Femmes Ensemble	342 75 417	236 54 290	106 21 127	330 69 399	232 53 285	98 16 114	12 6 18	4 1 5	8 5 13
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	306 30 336	139 11 150	167 19 186	287 28 315	135 11 146	152 17 169	19 2 21	4 — 4	15 2 17
Avortement	10	Hommes Femmes Ensemble	34 140 174	24 107 131	10 33 43	34 139 173	24 107 131	10 32 42	— 1 1	— — —	1 1 1
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	117 41 158	48 28 76	69 13 82	102 38 140	42 25 67	60 13 73	15 3 18	6 3 9	9 — 9
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	13 9 22	7 6 13	6 3 9	13 9 22	7 6 13	6 3 9	— — —	— — —	— — —
Attentats à la pudeur et viols : peines criminelles	14	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	15	Hommes Femmes Ensemble	804 18 822	505 14 519	299 4 303	788 18 806	500 14 514	288 4 292	16 — 16	5 — 5	11 — 11

Relevé n° 1 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTEES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	192 460 652	101 220 321	91 240 331	185 437 622	98 212 310	87 225 312	7 23 30	3 8 11	4 15 19
Outrages publics aux mœurs : peines correctionnelles	17	Hommes Femmes Ensemble	851 205 1 056	519 168 687	332 37 369	826 202 1 028	505 167 672	321 35 356	25 3 28	14 1 15	11 2 13
peines de police	18	Hommes Femmes Ensemble	11 5 16	9 4 13	2 1 3	10 5 15	9 4 13	1 1 2	1 — 1	— — —	1 — 1
Adultère et bigamie	19	Hommes Femmes Ensemble	2 542 1 539 4 081	1 483 1 152 2 635	1 059 387 1 446	2 415 1 507 3 922	1 434 1 136 2 570	981 371 1 352	127 32 159	49 16 65	78 16 94
Abandon de famille	20	Hommes Femmes Ensemble	418 11 429	130 7 137	288 4 292	391 10 401	127 7 134	264 3 267	27 1 28	3 — 3	24 1 25
Meurtre : peines criminelles	21	Hommes Femmes Ensemble	12 2 14	9 2 11	3 — 3	12 2 14	9 2 11	3 — 3	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	22	Hommes Femmes Ensemble	2 1 3	— 1 1	2 — 2	2 1 3	— 1 1	2 — 2	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles volontaires : peines criminelles	23	Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	2 — 2	— — —	2 — 2	2 — 2	— — —	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	24	Hommes Femmes Ensemble	3 683 531 4 214	1 848 312 2 054	1 835 219 2 054	3 482 513 3 995	1 788 307 2 095	1 694 206 1 900	201 18 219	60 5 65	141 13 154
peines de police	25	Hommes Femmes Ensemble	2 560 800 3 360	1 433 505 1 938	1 127 295 1 422	2 381 780 3 161	1 373 498 1 871	1 008 282 1 290	179 20 199	60 7 67	119 13 132
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes Femmes Ensemble	78 5 83	33 5 38	45 — 45	73 4 77	31 4 35	42 — 42	5 1 6	2 1 3	3 — 3
Calomnies et injures : peines correctionnelles	28	Hommes Femmes Ensemble	136 85 221	69 54 123	67 31 98	130 81 211	67 53 120	63 28 91	6 4 10	2 1 3	4 3 7
peines de police	29	Hommes Femmes Ensemble	59 52 111	35 32 67	24 20 44	56 52 108	34 32 66	22 20 42	3 — 3	1 — 1	2 — 2
Violation de sépulture	30	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 — —	— — —	1 — —	1 — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret professionnel	32	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 — —	— — —	1 — —	1 — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	— 1 1	1 — 1	— 1 1	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —

Relevé n° 1 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTEES		
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	3	—	3	3	—	3	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	3	—	3	3	—	3	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	4 187	2 027	2 160	3 903	1 945	1 958	284	82	202
		Femmes	903	639	354	957	626	331	36	13	23
		Ensemble	5 180	2 666	2 514	4 860	2 571	2 289	320	95	225
peines de polices	36	Hommes	151	96	55	144	94	50	7	2	5
		Femmes	52	40	12	50	39	11	2	1	1
		Ensemble	203	136	67	194	133	61	9	3	6
Banqueroute	37	Hommes	81	49	32	77	46	31	4	3	1
		Femmes	14	9	5	14	9	5	—	—	—
		Ensemble	95	58	37	91	55	36	4	3	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1 917	793	1 124	1 684	742	942	233	51	182
		Femmes	384	217	167	360	209	151	24	8	16
		Ensemble	2 301	1 010	1 291	2 044	951	1 093	257	59	198
peines de police	39	Hommes	27	20	7	27	20	5	2	—	2
		Femmes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Ensemble	29	21	8	27	21	6	2	—	2
Recel	40	Hommes	336	175	161	324	173	151	12	2	10
		Femmes	143	98	45	140	96	143	2	2	1
		Ensemble	479	273	206	464	269	195	15	4	11
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	5	2	3	5	2	3	—	—	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Ensemble	6	3	3	6	3	3	—	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	12	6	6	12	6	6	—	—	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Ensemble	13	7	6	13	7	6	—	—	—
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	358	180	178	320	170	150	38	10	28
		Femmes	44	25	19	44	25	19	—	—	—
		Ensemble	402	205	197	364	195	169	38	10	28
peines de police	45	Hommes	231	152	79	217	146	71	14	6	8
		Femmes	42	21	21	40	20	20	2	1	1
		Ensemble	273	173	100	257	166	91	16	7	9
Totaux		Hommes	22 740	11 791	10 949	21 314	11 367	9 947	1 426	424	1 002
		Femmes	6 222	4 060	2 162	6 023	3 989	2 034	199	71	128
		Ensemble	28 962	15 851	13 111	27 337	15 356	11 981	1 625	495	1 130

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1947 à 1956 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 611	39 924
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1947	23 055	7 664	30 719
1948	28 261	8 857	37 118
1949	27 285	8 195	35 480
1950	23 431	7 111	30 542
1951	23 938	6 793	30 731
1952	25 273	7 006	32 279
1953	22 063	6 470	28 533
1954	20 596	5 923	26 519
1955	20 601	6 086	26 687
1956	21 314	6 023	27 337

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1947	75,05	24,95	100
1948	76,14	23,86	
1949	76,90	23,10	
1950	76,72	23,28	
1951	77,90	22,10	
1952	78,30	21,70	
1953	77,32	22,68	
1954	77,67	22,33	
1955	77,20	22,80	
1956	77,97	22,03	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930 et 1940 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 613	493	1 062
1920	1 022	162	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1947 à 1956.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1947 à 1956

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Taux moyens relevés de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1947	721	226	467	76	88	78
1948	860	259	554	91	101	93
1949	832	239	529	88	93	89
1950	715	206	454	76	80	76
1951	726	197	455	77	77	76
1952	764	202	476	81	79	80
1953	666	186	420	70	73	70
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Le nombre de condamnés est un peu plus élevé en 1956 qu'en 1955; 27.337 contre 26.690. Le taux de criminalité s'établit cette année à 399. On constate que cette augmentation est uniquement imputable à un accroissement de la criminalité masculine, dont le taux monte de 620 en 1955 à 640 en 1956.

Ceci est confirmé par l'examen du tableau B, qui donne le pourcentage des hommes dans le total des condamnés: 77,97% en 1956 contre 77,20% l'année précédente.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Un examen plus approfondi de la récidive fait

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1947	18 748	11 971	30 719
1948	23 574	13 544	37 118
1949	22 190	13 290	35 480
1950	17 863	12 682	30 545
1951	17 833	12 898	30 731
1952	18 599	13 680	32 279
1953	16 462	12 071	28 533
1954	14 881	11 638	26 519
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337

l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1947.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1947 à 1956.

Le pourcentage de récidivistes (43,83% en 1956) ne diffère pas sensiblement de celui de l'année antérieure. Il est exactement au même niveau qu'en 1954. La hausse qui s'est manifestée depuis la guerre dans le nombre relatif de récidivistes semble donc actuellement arrêtée. La situation peut être considérée comme tout-à-fait normale.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1947	61,03	38,97	100
1948	63,51	36,49	
1949	62,54	37,46	
1950	58,48	41,52	
1951	58,02	41,98	
1952	57,62	42,38	
1953	57,69	42,31	
1954	56,12	43,88	
1955	56,75	43,25	
1956	56,17	43,83	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

— ANNEE 1956

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	MARIÉS						VEUFS				DIVORCÉS				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL				
			CELIBATAIRES		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis		
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
		Ensemble	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	6	
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes	1	3	4	1	6	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	12	10	22	
		Femmes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
		Ensemble	1	3	4	2	6	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	12	11	23	
Faux en écritures	3	Hommes	101	46	104	62	258	156	1	4	1	5	5	19	4	7	—	—	—	474	299	773	
		Femmes	23	9	30	3	71	25	—	—	—	—	—	—	3	7	—	—	—	135	55	190	
		Ensemble	124	55	134	65	329	181	3	6	3	8	9	25	7	14	—	—	—	609	354	963	
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	7	1	—	1	11	7	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	20	9	29	
		Femmes	1	—	5	1	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	6	18	
		Ensemble	8	1	5	2	17	11	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	32	15	47	
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes	43	23	6	12	14	15	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	65	51	116	
		Femmes	10	—	6	2	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	5	25	
		Ensemble	53	23	12	14	18	17	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	85	56	141	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	4	—	8	2	24	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36	4	40	
		Femmes	—	—	1	—	4	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	
		Ensemble	4	—	9	2	28	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	4	46	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	393	260	136	203	443	549	3	14	3	18	8	31	6	25	1	—	—	993	1 100	2 093	
		Femmes	30	16	28	34	81	63	—	3	4	3	3	5	3	4	—	—	—	149	128	277	
		Ensemble	423	276	164	237	524	612	3	17	7	21	11	36	9	29	1	—	—	1 142	1 228	2 370	
Infractions contre la sécurité publique	8	Hommes	76	20	40	25	110	50	—	—	1	1	2	2	3	—	—	—	—	232	98	330	
		Femmes	12	1	8	3	28	9	—	—	3	—	2	1	—	2	—	—	—	53	16	69	
		Ensemble	88	21	48	28	138	59	—	—	4	1	4	3	3	2	—	—	—	285	114	399	
Avortement	9	Hommes	49	48	17	31	66	62	2	1	—	2	—	4	1	4	—	—	—	135	152	287	
		Femmes	—	1	2	2	8	9	—	—	1	—	—	2	1	1	—	—	—	11	17	28	
		Ensemble	49	49	19	33	74	71	2	2	—	3	—	6	2	5	—	—	—	146	169	315	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	Hommes	4	1	6	1	13	7	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	24	10	34	
		Femmes	23	4	19	8	57	13	—	—	4	5	2	1	—	1	—	—	—	107	32	139	
		Ensemble	27	5	25	9	70	20	—	—	4	5	2	1	—	2	—	—	—	131	42	173	
Destruction ou supposition d'état	11	Hommes	—	1	8	6	31	48	—	—	1	—	2	1	—	4	—	—	—	42	60	102	
		Femmes	6	2	—	—	18	10	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	25	13	38	
		Ensemble	6	3	8	6	49	58	—	—	1	—	2	1	1	5	—	—	—	67	73	140	
Enlèvement de mineurs	12	Hommes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Attentats à la pudeur et viols	13	Hommes	4	1	—	1	2	3	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	7	6	13	
		Femmes	—	—	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	6	3	9	
		Ensemble	4	1	1	1	5	6	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	13	9	22	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	Hommes	295	85	57	46	131	121	2	8	10	10	2	9	2	9	1	—	—	500	288	788	
		Femmes	7	—	—	1	7	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	14	4	18	
		Ensemble	302	85	57	47	138	123	2	8	10	10	2	9	2	10	1	—	—	514	292	806	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	34	18	19	24	42	32	—	3	1	1	1	6	1	3	—	—	—	98	87	185	
		Femmes	46	40	50	70	84	61	—	7	10	14	5	5	21	6	18	—	—	212	225	437	
		Ensemble	80	58	69	94	126	93	—	7	13	15	6	6	27	7	21	—	—	310	312	622	

Relevé n° 2 — 1956 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis	
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	284	104	78	66	132	122	1	6	5	3	4	12	1	8	—	—	505	321	826	
		Femmes	107	7	14	7	41	16	2	2	—	—	3	—	—	3	—	—	167	35	202	
		Ensemble	391	111	92	73	173	138	3	8	5	3	7	12	1	11	—	—	672	356	1 028	
peines de pol.	18	Hommes	5	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	10	
		Femmes	—	1	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	
		Ensemble	5	2	2	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	15	
Adultère et bigamie	19	Hommes	437	183	451	387	424	288	26	11	30	18	40	65	26	29	—	—	1 434	981	2 415	
		Femmes	3	3	454	127	674	238	—	—	—	—	—	3	5	—	—	—	1 136	371	1 507	
		Ensemble	440	186	908	514	1 098	526	26	11	30	18	40	68	31	29	—	—	2 570	1 352	3 922	
Abandon de famille	20	Hommes	6	4	50	105	63	110	—	—	—	—	5	19	3	26	—	—	127	264	391	
		Femmes	—	—	4	2	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10	
		Ensemble	6	4	54	107	66	111	—	—	—	—	5	19	3	26	—	—	134	267	401	
Meurtre	21	Hommes	3	—	—	—	4	2	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	9	3	12	
		Femmes	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
		Ensemble	5	—	—	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	3	14	
peines correc.	22	Hommes	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	
		Femmes	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
		Ensemble	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	
peines crim.	23	Hommes	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	827	461	195	302	739	851	6	12	12	20	6	30	3	18	—	—	1 788	1 694	3 482	
		Femmes	62	17	55	50	176	118	4	4	6	9	2	2	2	6	—	—	307	206	513	
		Ensemble	889	478	250	352	915	969	10	16	18	29	8	32	5	24	—	—	2 095	1 900	3 995	
peines de pol.	25	Hommes	549	233	212	202	584	498	3	9	7	16	12	24	6	26	—	—	1 373	1 008	2 381	
		Femmes	68	22	99	56	304	154	1	14	15	14	6	9	5	13	—	—	498	282	780	
		Ensemble	617	255	311	258	888	652	4	23	22	30	18	33	11	39	—	—	1 871	1 290	3 161	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	15	15	7	6	9	16	—	2	—	1	—	—	—	2	—	—	31	42	73	
		Femmes	2	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	4	—	4	
		Ensemble	17	15	8	6	9	16	—	2	1	1	—	—	—	2	—	—	35	42	77	
Calomnies et injures	28	Hommes	11	11	12	12	44	34	—	3	—	1	—	1	—	1	—	—	67	63	130	
		Femmes	14	4	6	3	32	17	—	1	1	1	—	—	—	2	—	—	53	28	81	
		Ensemble	25	15	18	15	76	51	—	4	1	2	—	1	—	3	—	—	120	91	211	
peines de pol.	29	Hommes	13	3	6	5	13	10	1	—	—	1	—	2	1	1	—	—	34	22	56	
		Femmes	8	—	5	5	14	14	1	—	2	—	—	1	2	—	—	—	32	20	52	
		Ensemble	21	3	11	10	27	24	2	—	2	1	—	3	3	1	—	—	66	42	108	
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Ensemble	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	

Relevé n° 2 --- 1956 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N.° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis	
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Vols et maraudages	34	Hommes	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Vols et maraudages	35	Hommes	1.056	708	257	346	609	769	4	20	6	25	10	54	2	36	1	—	1.945	1.958	3.903	
		Femmes	186	44	119	63	284	163	16	11	8	18	6	16	7	16	—	—	626	331	957	
		Ensemble	1.242	752	376	409	893	932	20	31	14	43	16	70	9	52	1	—	2.571	2.289	4.860	
Vols et maraudages	36	Hommes	32	8	19	20	41	21	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	94	50	144	
		Femmes	4	1	7	3	26	3	1	—	1	4	—	—	—	—	—	—	39	11	50	
		Ensemble	36	9	26	23	67	24	1	—	3	5	—	—	—	—	—	—	133	61	194	
Banqueroute	37	Hommes	1	1	10	12	34	15	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	46	31	77	
		Femmes	3	—	1	3	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	14	
		Ensemble	4	1	11	15	39	17	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	55	36	91	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	190	185	128	240	403	437	3	13	9	10	4	43	5	14	—	—	742	942	1.684	
		Femmes	30	13	36	32	120	78	3	3	11	9	5	5	4	11	—	—	209	151	360	
		Ensemble	220	198	164	272	523	515	6	16	20	19	9	48	9	25	—	—	951	1.093	2.044	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	Hommes	7	1	2	—	11	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	20	5	25	
		Femmes	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
		Ensemble	7	1	2	1	12	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	21	6	27	
Recel	40	Hommes	36	21	32	35	99	87	1	—	—	2	5	6	—	—	—	—	173	151	324	
		Femmes	11	3	16	9	59	24	1	4	6	1	2	6	1	3	—	—	96	44	140	
		Ensemble	47	24	48	44	158	111	2	4	6	3	7	6	1	3	—	—	269	195	464	
Incendie	41	Hommes	2	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5	
		Femmes	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
		Ensemble	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6	
Incendie	42	Hommes	4	2	—	—	2	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	6	6	12	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
		Ensemble	4	2	—	—	2	3	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	7	6	13	
Destructions et dommages	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	44	Hommes	86	56	10	22	73	62	—	2	—	5	1	2	—	1	—	—	170	150	320	
		Femmes	5	5	3	1	15	11	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	25	19	44	
		Ensemble	91	61	13	23	88	73	—	2	1	5	2	3	—	2	—	—	195	169	364	
Destructions et dommages	45	Hommes	57	19	19	12	63	38	2	—	1	—	—	2	4	—	—	—	146	71	217	
		Femmes	3	1	2	7	13	11	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	20	20	40	
		Ensemble	60	20	21	19	76	49	3	—	2	—	—	—	2	4	—	—	166	91	257	
Totaux		Hommes	4.634	2.529	1.899	2.187	4.502	4.428	57	108	91	142	109	337	72	216	3	—	11.367	9.947	21.314	
		Femmes	668	194	972	494	2.143	1.052	43	57	80	73	42	73	41	91	—	—	3.989	2.034	6.023	
		Ensemble	5.302	2.723	2.871	2.681	6.645	5.480	100	165	171	215	151	410	113	307	3	—	15.356	11.981	27.337	

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Etat civil des condamnés.

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1947 à 1956 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

TABLEAU A. — NOMBRE DE CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNEES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Primaires	Récidivistes	Total
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	6 854	4 023	10 877	2 212	2 425	4 637	5 813	6 329	12 142	86	168	254
	Femmes	1 017	267	1 314	1 038	528	1 566	3 031	1 660	4 691	49	43	92
	Ensemble	7 901	4 290	12 191	3 250	2 953	6 203	8 844	7 989	16 833	135	211	346
1947	Hommes	5 457	2 109	7 566	2 358	2 137	4 495	5 244	4 696	9 940	82	134	216
	Femmes	1 118	246	1 364	1 185	502	1 687	2 780	1 334	4 114	37	42	79
	Ensemble	6 575	2 355	8 930	3 543	2 639	6 182	8 024	6 030	14 054	119	176	295
1948	Hommes	7 506	2 510	10 016	2 940	2 371	5 311	6 387	5 252	11 639	86	153	239
	Femmes	1 296	257	1 553	1 401	552	1 953	3 295	1 428	4 723	52	45	97
	Ensemble	8 802	2 797	11 599	4 341	2 923	7 264	9 682	6 680	16 362	138	198	336
1949	Hommes	7 234	2 559	9 793	2 674	2 421	5 095	6 112	5 026	11 138	111	148	259
	Femmes	1 267	211	1 508	1 250	527	1 777	2 992	1 338	4 330	54	60	114
	Ensemble	8 501	2 800	11 301	3 924	2 948	6 872	9 104	6 364	15 468	165	208	373
1950	Hommes	5 762	2 511	8 273	2 077	2 354	4 431	4 900	4 596	9 496	81	134	215
	Femmes	978	270	1 248	1 023	535	1 558	2 456	1 263	3 716	61	63	124
	Ensemble	6 740	2 781	9 521	3 100	2 889	5 989	7 356	5 856	13 212	142	197	339
1951	Hommes	5 635	2 672	8 307	2 171	2 348	4 519	5 051	4 782	9 833	83	149	232
	Femmes	915	226	1 141	1 045	529	1 574	2 374	1 202	3 576	45	55	100
	Ensemble	6 550	2 898	9 448	3 216	2 877	6 093	7 425	5 984	13 409	128	204	332
1952	Hommes	5 831	2 864	8 695	2 340	2 548	4 888	5 330	5 038	10 368	84	181	265
	Femmes	832	189	1 021	1 099	563	1 662	2 496	1 253	3 749	68	73	141
	Ensemble	6 663	3 053	9 716	3 439	3 111	6 550	7 826	6 291	14 117	152	254	406
1953	Hommes	4 905	2 611	7 516	2 088	2 227	4 315	4 726	4 328	9 054	80	170	250
	Femmes	751	203	954	1 000	494	1 494	2 414	1 106	3 250	50	52	102
	Ensemble	5 656	2 814	8 470	3 088	2 721	5 809	7 140	5 434	12 574	130	222	352
1954	Hommes	4 387	2 378	6 765	1 905	2 233	4 138	4 288	4 243	8 531	77	144	221
	Femmes	675	173	848	898	417	1 315	2 141	1 076	3 217	59	49	108
	Ensemble	5 062	2 551	7 613	2 803	2 650	5 453	6 429	5 319	11 748	136	193	329
1955	Hommes	4 429	2 472	6 901	1 806	2 017	3 823	4 464	4 271	8 735	82	119	201
	Femmes	666	198	864	898	456	1 354	2 295	1 044	3 339	56	39	95
	Ensemble	5 095	2 670	7 765	2 704	2 473	5 177	6 759	5 315	12 074	138	158	296
1956	Hommes	4 634	2 529	7 163	1 899	2 187	4 086	4 502	4 428	8 930	57	108	165
	Femmes	668	194	862	972	494	1 466	2 143	1 052	3 195	43	57	100
	Ensemble	5 302	2 723	8 025	2 871	2 681	5 552	6 645	5 480	12 125	100	165	265

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNEES DE COMPTE	SEXE	DIVORCES															ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
		AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total			
		Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total												
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	181	300	481	63	230	293	39	136	175	50	6	56	15 298	13 617	28 915						
	Femmes	136	121	257	29	48	77	28	59	87	5	1	6	5 363	2 727	8 090						
	Ensemble	317	421	738	92	278	370	67	195	262	55	7	62	20 661	16 344	37 005						
1947	Hommes	167	204	371	81	198	279	48	130	178	2	8	10	13 439	9 616	23 055						
	Femmes	132	115	247	29	38	67	27	78	105	1	—	1	5 309	2 355	7 664						
	Ensemble	299	319	618	110	236	346	75	208	283	3	8	11	18 748	11 971	30 719						
1948	Hommes	164	252	416	121	253	374	72	153	225	2	9	11	17 278	10 983	28 261						
	Femmes	160	126	286	30	65	95	62	88	150	—	—	—	6 296	2 561	8 857						
	Ensemble	324	378	702	151	318	469	134	241	375	2	9	11	23 574	13 544	37 118						
1949	Hommes	137	209	346	95	291	386	66	194	260	5	3	8	16 434	10 851	27 285						
	Femmes	119	123	242	30	58	88	43	92	135	1	—	1	5 756	2 439	8 195						
	Ensemble	256	332	588	125	349	474	109	286	395	6	3	9	22 190	13 290	35 480						
1950	Hommes	123	218	341	104	282	386	66	194	260	26	6	32	13 139	10 295	23 434						
	Femmes	119	110	229	48	62	110	37	86	123	2	1	3	4 724	2 387	7 111						
	Ensemble	242	328	570	152	344	496	103	280	383	28	7	35	17 863	12 682	30 545						
1951	Hommes	122	202	324	134	332	466	68	169	237	15	5	20	13 279	10 659	23 938						
	Femmes	108	94	202	32	62	94	35	71	106	—	—	—	4 554	2 239	6 793						
	Ensemble	230	296	526	166	394	560	103	240	343	15	5	20	17 833	12 898	30 731						
1952	Hommes	145	205	350	108	335	443	70	184	254	7	3	10	13 915	11 358	25 273						
	Femmes	113	96	209	31	61	92	44	85	129	1	2	3	4 684	2 322	7 006						
	Ensemble	258	301	559	139	396	535	114	269	383	8	5	13	18 599	13 680	32 279						
1953	Hommes	101	182	283	109	302	411	66	166	232	2	—	2	12 077	9 986	22 063						
	Femmes	112	88	200	27	64	91	31	78	109	—	—	—	4 385	2 085	6 470						
	Ensemble	213	270	483	136	366	502	97	244	341	2	—	2	16 462	12 071	28 533						
1954	Hommes	113	162	275	104	334	438	51	177	228	—	—	—	10 925	9 671	20 596						
	Femmes	99	84	183	40	78	118	44	90	134	—	—	—	3 956	1 967	5 923						
	Ensemble	212	246	458	144	412	556	95	267	362	—	—	—	14 881	11 638	26 519						
1955	Hommes	101	133	234	99	351	450	56	201	257	—	3	3	11 037	9 567	20 604						
	Femmes	100	98	198	44	53	97	49	89	138	1	—	1	4 109	1 977	6 086						
	Ensemble	201	231	432	143	404	547	105	290	395	1	3	4	15 146	11 544	26 690						
1956	Hommes	91	142	233	109	337	446	72	216	288	3	—	3	11 367	9 947	21 314						
	Femmes	80	73	153	42	73	115	41	91	132	—	—	—	3 989	2 034	6 023						
	Ensemble	171	215	386	151	410	561	113	307	420	3	—	3	15 356	11 981	27 337						

TABLEAU B. — POURCENTAGES DES CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNEES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
Pri-maires	Ré-ci-di-vistes				Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total		
Pourc. moyens rétro-actifs de 1930 à 1939	Hommes	18,42	10,87	29,29	5,98	6,58	12,56	15,70	17,13	32,83	0,23	0,46	0,69
	Femmes	2,81	0,72	3,53	2,82	1,44	4,26	8,20	4,49	12,69	0,14	0,11	0,25
	Ensemble	21,23	11,59	32,82	8,80	8,02	16,82	23,90	21,62	45,52	0,37	0,57	0,94
1947	Hommes	17,78	6,86	24,64	7,67	6,95	14,62	17,09	15,32	32,41	0,27	0,43	0,70
	Femmes	3,63	0,80	4,43	3,87	1,63	5,50	9,07	4,36	13,43	0,12	0,13	0,25
	Ensemble	21,41	7,66	29,07	11,54	8,58	20,12	26,16	19,68	45,84	0,39	0,56	0,95
1948	Hommes	20,22	6,84	27,06	7,92	6,39	14,31	17,21	14,15	31,36	0,23	0,41	0,64
	Femmes	3,49	0,69	4,18	3,78	1,48	5,26	8,87	3,86	12,73	0,14	0,12	0,26
	Ensemble	23,71	7,53	31,24	11,70	7,87	19,57	26,08	18,01	44,09	0,37	0,53	0,90
1949	Hommes	20,39	7,21	27,60	7,54	6,82	14,36	17,23	14,16	31,39	0,31	0,42	0,73
	Femmes	3,58	0,68	4,26	3,53	1,48	5,01	8,44	3,78	12,22	0,15	0,17	0,32
	Ensemble	23,97	7,89	31,86	11,07	8,30	19,37	25,67	17,94	43,61	0,46	0,59	1,05
1950	Hommes	18,86	8,22	27,08	6,80	7,71	14,51	16,04	15,05	31,09	0,26	0,44	0,70
	Femmes	3,20	0,88	4,08	3,36	1,76	5,12	8,05	4,13	12,18	0,20	0,20	0,40
	Ensemble	22,06	9,10	31,16	10,16	9,47	19,63	24,09	19,18	43,27	0,46	0,64	1,10
1951	Hommes	18,36	8,69	27,05	7,06	7,64	14,70	16,43	15,57	32,00	0,27	0,48	0,75
	Femmes	2,98	0,73	3,71	3,41	1,72	5,13	7,73	3,92	11,65	0,14	0,18	0,32
	Ensemble	21,34	9,42	30,76	10,47	9,36	19,83	24,16	19,49	43,65	0,41	0,66	1,07
1952	Hommes	18,07	8,87	26,94	7,26	7,89	15,15	16,51	15,61	32,12	0,26	0,56	0,82
	Femmes	2,58	0,58	3,16	3,40	1,75	5,15	7,73	3,90	11,63	0,21	0,22	0,43
	Ensemble	20,65	9,45	30,10	10,66	9,64	20,30	24,24	19,51	43,75	0,47	0,78	1,25
1953	Hommes	17,20	9,15	26,35	7,32	7,80	15,12	16,57	15,18	31,75	0,28	0,59	0,87
	Femmes	2,63	0,71	3,34	3,51	1,73	5,24	8,47	3,88	12,35	0,17	0,18	0,35
	Ensemble	19,83	9,86	29,69	10,83	9,53	20,36	25,04	19,06	44,10	0,45	0,77	1,22
1954	Hommes	16,54	8,97	25,51	7,19	8,42	15,61	16,17	16,00	32,17	0,29	0,55	0,84
	Femmes	2,55	0,65	3,20	3,39	1,57	4,96	8,07	4,06	12,13	0,22	0,11	0,40
	Ensemble	19,09	9,62	28,71	10,58	9,99	20,57	24,24	20,06	44,30	0,51	0,73	1,24
1955	Hommes	16,54	9,25	25,85	6,76	7,56	14,32	16,73	16,00	32,73	0,31	0,44	0,75
	Femmes	2,50	0,74	3,24	3,37	1,71	5,08	8,60	3,91	12,51	0,21	0,15	0,36
	Ensemble	19,04	10,00	29,09	10,13	9,27	19,40	25,33	19,91	45,24	0,52	0,59	1,11
1956	Hommes	16,95	9,25	26,20	6,95	8,00	14,95	16,46	16,21	32,67	0,21	0,39	0,60
	Femmes	2,45	0,71	3,16	3,55	1,81	5,36	7,84	3,84	11,68	0,16	0,21	0,37
	Ensemble	19,40	9,96	29,36	10,50	9,81	20,31	24,30	20,05	44,35	0,37	0,60	0,97

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNEES DE COMPTE	SEXE	DIVORCES											ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
		AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total		
		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total								
Pourc. moyens rétro-actifs de 1930 à 1939	Hommes	0,49	0,81	1,30	0,17	0,63	0,80	0,11	0,37	0,48	0,13	0,02	0,15	41,23	36,87	78,10		
	Femmes	0,37	0,33	0,70	0,08	0,13	0,21	0,07	0,17	0,24	0,02	—	0,02	14,51	7,39	21,90		
	Ensemble	0,86	1,14	2,—	0,25	0,76	1,01	0,18	0,54	0,72	0,15	0,02	0,17	55,74	44,26	100,00		
1947	Hommes	0,54	0,66	1,20	0,26	0,64	0,90	0,15	0,42	0,57	—	0,02	0,02	43,76	31,30	75,06		
	Femmes	0,42	0,37	0,79	0,09	0,12	0,21	0,08	0,25	0,33	—	—	—	17,28	7,66	24,94		
	Ensemble	0,96	1,03	1,99	0,35	0,76	1,11	0,23	0,67	0,90	—	0,02	0,02	61,04	38,96	100,00		
1948	Hommes	0,44	0,68	1,12	0,33	0,68	1,01	0,19	0,42	0,61	0,01	0,02	0,03	46,55	29,59	76,14		
	Femmes	0,43	0,34	0,77	0,08	0,17	0,25	0,17	0,24	0,41	—	—	—	16,96	6,90	23,86		
	Ensemble	0,87	1,02	1,89	0,41	0,85	1,26	0,36	0,66	1,02	0,01	0,02	0,03	63,51	36,49	100,00		
1949	Hommes	0,38	0,59	0,97	0,27	0,82	1,09	0,19	0,55	0,74	0,01	0,01	0,02	46,32	30,58	76,90		
	Femmes	0,33	0,34	0,67	0,08	0,16	0,24	0,12	0,26	0,38	—	—	—	16,23	6,87	23,10		
	Ensemble	0,71	0,93	1,64	0,35	0,98	1,33	0,31	0,81	1,12	0,01	0,01	0,02	62,55	37,45	100,00		
1950	Hommes	0,40	0,71	1,11	0,34	0,92	1,26	0,22	0,63	0,85	0,09	0,02	0,11	43,01	33,70	76,71		
	Femmes	0,39	0,36	0,75	0,16	0,20	0,36	0,12	0,28	0,40	—	—	—	15,48	7,81	23,29		
	Ensemble	0,79	1,07	1,86	0,50	1,12	1,62	0,34	0,91	1,25	0,09	0,02	0,11	58,49	41,51	100,00		
1951	Hommes	0,39	0,66	1,05	0,44	1,08	1,52	0,22	0,55	0,77	0,05	0,01	0,06	43,22	34,68	77,90		
	Femmes	0,35	0,30	0,65	0,10	0,20	0,30	0,11	0,23	0,34	—	—	—	14,82	7,28	22,10		
	Ensemble	0,74	0,96	1,70	0,54	1,28	1,82	0,33	0,78	1,11	0,05	0,01	0,06	58,04	41,96	100,00		
1952	Hommes	0,44	0,64	1,08	0,33	1,04	1,37	0,22	0,57	0,79	0,02	0,01	0,03	43,11	35,19	78,30		
	Femmes	0,35	0,30	0,65	0,10	0,19	0,29	0,13	0,26	0,39	—	—	—	14,50	7,20	21,70		
	Ensemble	0,79	0,94	1,73	0,43	1,23	1,66	0,35	0,83	1,18	0,02	0,01	0,03	57,61	42,39	100,00		
1953	Hommes	0,35	0,64	0,99	0,38	1,16	1,44	0,23	0,58	0,81	—	—	—	42,33	35,00	77,32		
	Femmes	0,39	0,31	0,70	0,09	0,22	0,31	0,11	0,27	0,38	—	—	—	15,37	7,30	22,68		
	Ensemble	0,74	0,95	1,69	0,47	1,28	1,75	0,34	0,85	1,19	—	—	—	57,70	42,30	100,00		
1954	Hommes	0,43	0,61	1,04	0,39	1,26	1,65	0,19	0,66	0,85	—	—	—	41,20	36,47	77,67		
	Femmes	0,37	0,32	0,69	0,15	0,29	0,44	0,17	0,34	0,51	—	—	—	14,92	7,41	22,33		
	Ensemble	0,80	0,93	1,73	0,54	1,55	2,09	0,36	1,00	1,36	—	—	—	56,12	43,88	100,00		
1955	Hommes	0,37	0,50	0,87	0,38	1,31	1,69	0,21	0,76	0,97	—	0,01	0,01	41,35	35,84	77,19		
	Femmes	0,38	0,37	0,75	0,16	0,20	0,36	0,18	0,33	0,51	—	—	—	15,40	7,41	22,81		
	Ensemble	0,75	0,87	1,62	0,54	1,51	2,05	0,39	1,09	1,48	—	0,01	0,01	56,75	43,25	100,00		
1956	Hommes	0,33	0,52	0,85	0,40	1,23	1,63	0,27	0,79	1,06	0,01	—	0,01	41,58	36,39	77,97		
	Femmes	0,29	0,27	0,56	0,15	0,27	0,42	0,15	0,33	0,48	—	—	—	14,59	7,44	22,03		
	Ensemble	0,62	0,79	1,41	0,55	1,50	2,05	0,42	1,12	1,54	0,01	—	0,01	56,17	43,83	100,00		

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables ; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFS ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1947	6 823	14 955	21 778
1948	8 069	17 439	25 508
1949	7 719	16 451	24 170
1950	6 824	14 165	20 989
1951	6 985	14 278	21 263
1952	7 491	15 059	22 550
1953	6 663	13 398	20 061
1954	6 338	12 568	18 906
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1947	15 764	14 955	30 719
1948	19 679	17 439	37 118
1949	19 029	16 451	35 480
1950	16 380	14 165	30 545
1951	16 453	14 278	30 731
1952	17 220	15 059	32 279
1953	15 135	13 398	28 533
1954	13 951	12 568	26 519
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.

(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, groupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFS ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1947	31,33	68,67	100
1948	31,63	68,37	
1949	31,94	68,06	
1950	32,51	67,49	
1951	32,85	67,15	
1952	33,22	66,78	
1953	33,21	66,79	
1954	33,52	66,48	
1955	31,82	68,18	
1956	33,03	66,97	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1947	51,32	48,68	100
1948	53,02	46,98	
1949	53,63	46,37	
1950	53,63	46,37	
1951	53,53	46,47	
1952	53,35	46,65	
1953	53,04	46,96	
1954	52,61	47,39	
1955	51,66	48,34	
1956	52,70	47,30	

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3. — CONDAMNÉS REPARTIS PAR PROFESSION, ETAT SOCIAL ET GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

A. — HOMMES — ANNÉE 1956

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	6	—	7	2	6	13	—	—	1	35
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	4	—	6	1	1	9	—	—	—	21
	Aidants	—	—	2	—	1	2	—	—	—	5
Agriculture, élevage	Patrons	98	13	155	31	30	256	1	9	68	661
	Employés	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	36	9	121	27	34	111	2	6	15	361
	Aidants	3	—	12	—	8	22	1	2	8	56
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	6	—	6	2	1	2	—	—	1	18
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	104	13	162	34	36	269	1	9	69	697
	Employés	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvriers	46	9	133	30	36	122	2	6	16	400
	Aidants	3	—	14	—	9	24	1	2	8	61
		154	22	312	64	81	415	4	17	93	1 162

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons	2	—	3	3	—	1	—	1	1	11
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	20	2	48	15	12	40	1	—	3	141
	Aidants	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	2	—	3	3	—	1	—	1	1	11
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	20	2	49	15	12	41	1	—	3	143
	Aidants	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
		22	2	53	20	12	42	1	1	4	157

Relevé n° 3 — A — 1956 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

III. — Industrie

Industrie des mines	Patrons	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	176	36	783	320	200	907	6	6	58	2 492
	Aidants	—	—	1	1	—	2	—	—	—	4
Industrie des carrières	Patrons	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	9	2	36	10	6	47	—	2	7	119
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie des métaux bruts	Patrons	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	2	1	9	5	8	7	—	—	1	33
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des métaux façonnés	Patrons	2	—	—	3	—	3	—	1	—	9
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	93	14	286	150	69	261	3	4	18	898
	Aidants	2	—	—	1	—	3	—	—	—	6
Industrie céramique	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	4	1	1	2	—	—	—	9
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie verrière	Patrons	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	12	2	22	17	11	33	1	1	2	101
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie chimique	Patrons	—	—	1	2	—	—	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	3	2	1	3	—	—	—	9
	Aidants	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1

Relevé n° 3 — A — 1956 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	39	2	60	14	6	38	2	1	5	167
	Employés	2	—	1	1	—	1	—	—	—	5
	Ouvriers	49	2	128	42	36	92	3	5	11	368
	Aidants	2	—	20	4	5	12	—	—	2	45
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie textile	Patrons	2	—	3	1	1	2	—	—	—	9
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	47	2	87	35	37	126	2	7	15	358
	Aidants	1	—	1	—	—	4	—	—	—	6
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du vêtement	Patrons	6	1	29	5	5	7	—	1	—	54
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	4	—	16	10	7	9	—	2	—	48
	Aidants	—	—	1	1	1	—	—	—	1	4
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie de la construction	Patrons	45	2	36	30	5	32	2	—	4	156
	Employés	—	—	2	4	—	—	—	—	—	6
	Ouvriers	275	25	673	313	153	596	12	20	40	2 107
	Aidants	12	—	32	15	7	27	1	—	—	94
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	2	—	11	10	2	7	2	—	1	35
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	56	5	118	48	28	120	3	3	13	394
	Aidants	—	—	1	1	2	—	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	6	1	2	1	—	3	—	—	—	13
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	16	—	29	12	23	30	—	2	2	114
	Aidants	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	1	—	2	—	—	3	—	—	1	7
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	—	—	1	4	—	3	—	—	—	8
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1956 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	—	—	4	1	2	1	—	—	—	8
	Employés	2	—	6	2	3	—	—	—	—	13
	Ouvriers	3	1	19	14	4	10	—	—	—	51
	Aidants	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	14	3	32	23	10	19	—	—	—	101
	Employés	4	—	7	2	—	4	—	—	1	18
	Ouvriers	67	7	203	109	40	112	2	5	6	551
	Aidants	—	—	2	—	1	2	—	—	—	5
	Indéterm.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	10	—	21	1	2	14	—	—	1	49
	Employés	8	—	4	13	4	7	—	—	1	37
	Ouvriers	267	29	713	342	134	513	6	14	45	2 063
	Aidants	3	—	—	1	1	2	—	—	1	8
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	126	9	199	93	33	131	6	3	11	611
	Employés	17	—	22	23	7	12	—	—	2	83
	Ouvriers	1 078	126	3 132	1 434	758	2 874	38	71	219	9 730
	Aidants	20	—	60	24	18	54	1	—	4	181
	Indéterm.	—	—	1	—	2	3	—	—	—	6
		1 241	135	3 414	1 574	818	3 074	45	74	236	10 611

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	210	20	439	144	76	324	—	19	29	1 261
	Employés	41	2	133	56	36	35	—	4	4	311
	Ouvriers	16	1	38	14	19	28	—	—	1	117
	Aidants	9	—	8	3	7	7	—	1	—	36
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	70	4	114	52	37	92	—	8	7	384
	Employés	97	8	394	179	85	107	3	9	9	891
	Ouvriers	3	—	23	18	17	12	—	1	—	74
	Aidants	2	—	5	1	1	1	—	—	—	10
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Total	Patrons	280	24	553	196	113	416	—	27	36	1 645
	Employés	138	10	527	235	121	142	3	13	13	1 202
	Ouvriers	19	1	61	32	36	40	—	1	1	191
	Aidants	11	—	13	4	8	8	—	—	—	46
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
		448	35	1 154	468	278	606	4	41	51	3 085

Relevé n° 3 — B — 1956 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	2	2	—	2	—	—	—	6
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	2	1	—	—	—	—	—	3
	Employées	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	Ouvrières	1	—	1	2	1	2	—	—	—	7
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	4	—	6	6	1	10	—	1	—	28
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	5	—	21	26	8	10	—	2	1	73
	Employées	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3
	Ouvrières	20	—	97	126	28	90	—	6	3	370
	Aidantes	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		25	—	120	152	39	100	—	8	4	448

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	26	—	70	37	43	43	—	3	12	234
	Employées	2	—	15	8	2	3	—	—	1	31
	Ouvrières	5	—	10	9	17	6	—	—	—	47
	Aidantes	—	—	1	2	—	2	—	—	—	5
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	25	—	55	48	80	66	2	7	4	287
	Employées	8	—	44	45	6	8	—	1	—	112
	Ouvrières	18	—	51	64	61	31	—	3	3	231
	Aidantes	—	—	2	—	2	3	—	—	—	7
	Indéterm.	1	—	2	—	1	—	—	—	—	4
Total	Patronnes	51	—	125	85	123	109	2	10	16	521
	Employées	10	—	59	53	8	11	—	1	1	143
	Ouvrières	23	—	61	73	78	37	—	3	3	278
	Aidantes	—	—	3	2	2	5	—	—	—	12
	Indéterm.	1	—	4	—	1	—	—	—	—	6
		85	—	252	213	212	162	2	14	20	960

Relevé n° 3 — B — 1956 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	—	—	11	6	4	—	—	—	—	—	21
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	1	—	3	—	—	—	1	—	—	—	5
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Professions libérales diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1	—	16	6	4	1	—	—	—	—	28

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques: eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Pouvoir judiciaire	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7
Personnel enseignant	1	—	—	4	—	1	—	—	—	—	3
Armée	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	3
Fonctionnaires et employé d'ordre administratif	5	—	18	17	3	—	—	1	—	—	44
Total	8	—	20	24	3	1	—	1	—	—	58

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2
Service domestique et des personnes	12	—	107	67	49	30	—	5	—	—	270
Soins personnels	6	—	12	14	7	7	—	—	—	—	46
Total	18	—	120	82	56	37	—	5	—	—	318

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	38	2	247	288	66	133	—	10	5	—	789
--	----	---	-----	-----	----	-----	---	----	---	---	-----

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	199	25	936	933	282	848	1	90	54	—	3 368
Total général des femmes condamnées	379	28	1 732	1 703	662	1 297	3	133	86	—	6 023

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNEE 1956.

Relevé n° 3 — 1956 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	154	22	312	64	81	415	4	17	93	1 162
	Femmes	4	1	20	5	—	14	—	5	2	51
	Ensemble	158	23	332	69	81	429	4	22	95	1 213
II. Pêche	Hommes	22	2	53	20	12	42	1	1	4	157
	Femmes	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
	Ensemble	23	2	54	20	12	43	1	1	4	160
III. Industrie	Hommes	1 241	135	3 414	1 574	818	3 074	45	74	236	10 611
	Femmes	25	—	120	152	39	100	—	8	4	448
	Ensemble	1 266	135	3 534	1 726	857	3 174	45	82	240	11 059
IV. Commerce	Hommes	448	35	1 154	468	278	606	4	41	51	3 085
	Femmes	85	—	252	213	212	162	2	14	20	960
	Ensemble	533	35	1 406	681	490	768	6	55	71	4 045
V. Professions libérales	Hommes	27	3	86	54	12	23	1	1	4	211
	Femmes	1	—	16	6	4	1	—	—	—	28
	Ensemble	28	3	102	60	16	24	1	1	4	239
VI. Fonctions publiques	Hommes	89	6	153	84	58	130	1	7	12	540
	Femmes	8	—	20	24	3	1	—	1	1	58
	Ensemble	97	6	173	108	61	131	1	8	13	598
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	13	—	66	27	35	47	1	2	2	193
	Femmes	18	—	120	82	56	37	—	5	—	318
	Ensemble	31	—	186	109	91	84	1	7	2	511
VIII. Professions non déterminées	Hommes	487	61	1 439	570	373	1 261	13	30	107	4 341
	Femmes	38	2	247	288	66	133	—	10	5	789
	Ensemble	525	63	1 686	858	439	1 394	13	40	112	5 130
IX. Sans profession	Hommes	104	23	307	95	142	283	1	14	45	1 014
	Femmes	199	25	936	933	282	848	1	90	54	3 368
	Ensemble	303	48	1 243	1 028	424	1 131	2	104	99	4 382
Total hommes		2 585	287	6 984	2 956	1 809	5 881	71	187	554	21 314
Total femmes		379	28	1 732	1 703	662	1 297	3	133	86	6 023
Total général		2 964	315	8 716	4 659	2 471	7 178	74	320	640	27 337

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

La statistique criminelle n'a relevé la profession qu'à partir de 1941.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I et IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1948	Hommes	4 191	248	1 981	14 158	413	1 089	6 181	28 261
	Femmes	584	43	281	1 587	28	5 102	1 232	8 857
	Ensemble	4 775	291	2 262	15 745	441	6 191	7 413	37 118
1949	Hommes	3 818	310	1 976	13 899	334	1 264	5 684	27 285
	Femmes	542	48	334	1 491	15	4 715	1 050	8 195
	Ensemble	4 360	358	2 310	15 390	349	5 979	6 734	35 480
1950	Hommes	3 040	247	1 874	12 095	282	1 106	4 790	23 434
	Femmes	496	53	262	1 233	15	4 144	918	7 111
	Ensemble	3 536	300	2 136	13 318	297	5 250	5 708	30 545
1951	Hommes	2 746	263	1 913	12 550	404	1 180	4 882	23 938
	Femmes	476	48	280	1 149	16	3 950	874	6 793
	Ensemble	3 222	311	2 193	13 699	420	5 130	5 756	30 731
1952	Hommes	3 131	273	1 788	13 294	395	1 275	5 117	25 273
	Femmes	533	49	257	1 126	22	4 101	918	7 006
	Ensemble	3 664	322	2 045	14 420	417	5 376	6 035	32 279
1953	Hommes	2 759	262	1 810	11 562	260	1 048	4 362	22 063
	Femmes	530	49	247	1 057	21	3 793	773	6 470
	Ensemble	3 289	311	2 057	12 619	281	4 841	5 135	28 533
1954	Hommes	2 644	222	1 719	10 509	266	1 036	4 200	20 596
	Femmes	530	35	232	954	21	3 409	742	5 923
	Ensemble	3 174	257	1 951	11 463	287	4 445	4 942	26 519
1955	Hommes	2 873	219	1 718	9 786	342	1 051	4 615	20 604
	Femmes	589	28	212	832	20	3 588	817	6 086
	Ensemble	3 462	247	1 930	10 618	362	4 639	5 432	26 690
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 363	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1948	Hommes	11,29	0,67	5,34	38,15	1,11	2,93	16,65	76,14
	Femmes	1,57	0,11	0,75	4,28	0,07	13,76	3,32	23,86
	Ensemble	12,86	0,78	6,09	42,43	1,18	16,69	19,97	100,00
1949	Hommes	10,76	0,87	5,57	39,17	0,94	3,56	16,03	76,90
	Femmes	1,53	0,13	0,94	4,20	0,04	13,30	2,96	23,10
	Ensemble	12,29	1,00	6,51	43,37	0,98	16,86	18,99	100,00
1950	Hommes	9,95	0,81	6,13	39,59	0,92	3,62	15,68	76,70
	Femmes	1,63	0,17	0,87	4,01	0,05	13,57	3,00	23,30
	Ensemble	11,58	0,98	7,00	43,60	0,97	17,19	18,68	100,00
1951	Hommes	8,94	0,86	6,22	40,84	1,31	3,84	15,89	77,90
	Femmes	1,54	0,15	0,91	3,74	0,05	12,86	2,85	22,10
	Ensemble	10,48	1,01	7,13	44,58	1,36	16,70	18,74	100,00
1952	Hommes	9,71	0,84	5,53	41,18	1,22	3,95	15,87	78,30
	Femmes	1,65	0,15	0,80	3,49	0,07	12,70	2,84	21,70
	Ensemble	11,36	0,99	6,33	44,67	1,29	16,65	18,71	100,00
1953	Hommes	9,67	0,92	6,34	40,52	0,91	3,67	15,29	77,32
	Femmes	1,86	0,17	0,87	3,70	0,07	13,30	2,71	22,68
	Ensemble	11,53	1,09	7,21	44,22	0,98	16,97	18,00	100,00
1954	Hommes	9,97	0,84	6,48	39,63	1,00	3,91	15,84	77,67
	Femmes	2,00	0,13	0,88	3,59	0,08	12,85	2,80	22,33
	Ensemble	11,97	0,97	7,36	43,22	1,08	16,76	18,64	100,00
1955	Hommes	10,76	0,82	6,44	36,67	1,28	3,94	17,29	77,20
	Femmes	2,21	0,10	0,79	3,12	0,08	13,44	3,06	22,80
	Ensemble	12,97	0,92	7,23	39,79	1,36	17,38	20,35	100,00
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS.

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS ANNEE 1956

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclat.	CONDAMNÉS AGES AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	6	—	8	—	2	—	4	—	1	1	—	—	22	1	23
Faux en écritures	3	33	14	207	61	208	48	190	39	107	23	28	5	—	—	773	190	963
Faux témoignage ou serment	4	5	1	2	3	11	2	4	5	5	4	2	3	—	—	29	18	47
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	21	7	46	3	23	2	18	4	8	7	—	2	—	—	116	25	141
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	8	1	10	2	13	1	6	2	2	—	—	—	40	6	46
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	202	13	606	61	535	74	436	83	256	37	58	9	—	—	2.093	277	2.370
peines de police	8	33	9	85	16	101	23	56	11	44	10	11	—	—	—	330	69	399
Infractions contre la séc. publ.	9	16	—	68	5	76	5	60	11	53	5	14	2	—	—	287	28	315
Avortement	10	2	23	8	44	7	31	8	16	8	15	1	8	—	—	34	139	173
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	1	40	21	44	16	10	—	5	—	—	—	—	—	102	38	140
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Enlèvement de mineurs	13	2	—	8	4	1	3	1	2	1	—	—	—	—	—	13	9	22
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	15	165	3	213	5	144	8	128	2	82	—	56	—	—	—	788	18	806
Corrupt. de la jeunesse et prost.	16	9	22	45	129	61	114	31	101	32	56	7	15	—	—	185	437	622
Outrages publics aux bonnes mœurs :																		
peines correctionnelles	17	147	95	257	49	158	25	137	22	84	9	43	2	—	—	826	202	1.028
peines de police	18	1	—	5	—	1	2	1	1	2	1	—	1	—	—	10	5	15
Adultère et bigamie	19	80	105	635	587	833	485	580	254	250	72	37	4	—	—	2.415	1.507	3.922
Abandon de famille	20	3	1	85	—	139	3	104	5	45	1	15	—	—	—	391	10	401
Meurtre :																		
peines criminelles	21	—	—	6	1	2	1	3	—	1	—	—	—	—	—	12	2	14
peines correctionnelles	22	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Lésions corporel. volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	24	435	51	1.097	133	853	129	657	111	351	79	89	10	—	—	3.482	513	3.995
peines de police	25	224	80	710	189	607	214	485	154	269	111	86	32	—	—	2.381	780	3.161
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	4	2	35	2	12	—	16	—	5	—	1	—	—	—	73	4	77
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	8	7	10	17	25	18	47	22	27	12	13	5	—	—	130	81	211
peines de police	29	6	7	9	7	7	8	17	11	13	15	4	4	—	—	56	52	108
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret profession	32	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	3	—	3
peines correctionnelles	35	768	149	1.465	270	784	179	530	156	296	167	60	36	—	—	3.903	957	4.860
peines de police	36	17	6	39	10	27	13	26	8	24	9	11	4	—	—	144	50	194
Banqueroute	37	1	—	10	3	29	3	15	5	19	3	3	—	—	—	77	14	91
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	79	32	462	111	535	94	359	66	195	46	54	11	—	—	1.684	360	2.044
peines de police	39	3	—	2	1	1	1	7	—	7	—	5	—	—	—	25	2	27
Recel	40	22	16	63	29	85	25	87	42	49	24	18	4	—	—	324	140	464
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	2	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	5	1	6
peines correctionnelles	42	4	—	2	—	—	—	3	—	1	1	2	—	—	—	12	1	13
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	46	5	95	10	66	8	57	12	37	6	19	3	—	—	320	44	364
peine de police	45	28	1	52	4	47	13	43	8	37	10	10	4	—	—	217	40	257
Totaux		2 370	652	6 386	1 777	5 445	1 549	4 137	1 154	2 325	726	651	165	—	—	21 314	6 023	27 337

* H = Hommes; F = Femmes; E = Ensemble.

Relevé n° 5. — AGE DES CONDAMNÉS, EN TREIZE CATEGORIES, PAR A. — HOMMES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT										
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans		
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1	—	—	—	1	1	1	—	1	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	1	1	2	2	4	2	
Faux en écritures	3	6	2	20	5	57	18	88	44	67	61	
Faux témoignage ou serment	4	3	—	2	—	1	—	1	—	4	2	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	6	2	8	5	12	3	18	13	10	6	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	1	—	2	—	5	1	7	—	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	31	7	127	37	163	91	188	164	177	186	
												peines correctionnelles
peines de police	8	10	—	21	2	29	8	36	12	47	18	
Infractions contre la sécurité publique	9	—	2	10	4	18	12	20	18	27	27	
Avortement	10	—	—	2	—	1	1	5	1	4	1	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	3	—	4	6	14	16	13	14	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Enlèvement de mineurs	13	2	—	—	—	—	—	4	4	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
												peines criminelles
peines correctionnelles	15	64	1	87	13	79	37	61	36	55	45	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	5	—	4	—	15	—	20	10	12	23	
Outrages publics aux mœurs	17	42	3	93	9	102	26	82	47	60	43	
												peines correctionnelles
peines de police	18	1	—	—	—	2	—	2	1	1	—	
Adultère et bigamie	19	13	2	57	8	171	60	276	128	307	193	
Abandon de famille	20	—	—	2	1	8	14	20	43	35	50	
Meurtre	21	—	—	—	—	1	—	3	2	1	—	
												peines criminelles
												peines correctionnelles
peines de police	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Lésions corporelles volontaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
												peines criminelles
peines correctionnelles	24	111	10	248	66	322	178	320	277	267	267	
peines de police	25	71	4	130	19	222	70	259	159	212	194	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	2	—	2	—	11	3	8	13	1	6	
Calomnies et injures	28	4	—	3	1	—	3	5	2	10	6	
												peines correctionnelles
peines de police	29	4	—	1	1	4	—	2	3	1	2	
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
												peines criminelles
												peines correctionnelles
peines de police	35	241	22	375	130	435	281	331	418	195	318	
Banqueroute	36	11	—	5	1	18	1	15	5	12	6	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	37	—	—	1	—	1	2	6	1	13	7	
												peines correctionnelles
peines de police	38	18	2	45	14	93	62	151	156	142	195	
Recel	39	1	—	2	—	1	—	1	—	—	—	
Incendie	40	5	4	13	—	18	7	21	17	27	22	
												peines criminelles
												peines correctionnelles
peines de police	41	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	
Destructions et dommages	42	3	—	1	—	—	1	—	1	—	—	
												peines criminelles
												peines correctionnelles
peines de police	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	44	12	1	27	6	30	21	29	15	20	29	
												peines criminelles
peines de police	45	12	—	10	6	25	4	15	8	17	13	
Totaux		680	62	1300	328	1848	911	2009	1618	1751	1738	

PRIMAIRES ET RECIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS ANNEE 1956

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																		TOTAL	Prim. et récidiv. réunis	Numéros de la nomenclature	
		De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu							
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes						
		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30				
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	1	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	57	23	63	49	42	36	30	22	30	25	9	6	5	8	—	—	—	12	10	22	2	
Faux témoignage ou serment	4	2	3	1	1	1	1	1	—	4	—	—	1	—	1	—	—	—	20	9	29	4	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	5	3	7	3	5	1	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	65	51	116	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	3	—	8	1	3	1	2	1	3	—	2	—	—	—	—	—	—	36	4	40	6	
																							peines correctionnelles
peines de police	8	72	100	85	138	64	149	29	80	44	103	10	25	3	20	—	—	993	1 100	2 093	7		
Infractions contre la sécurité publique	9	21	15	22	11	15	8	5	17	14	4	2	2	3	—	—	—	—	232	98	330	8	
Avortement	10	17	5	12	18	7	23	7	18	12	16	5	3	—	6	—	—	—	135	152	287	9	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	2	—	7	1	—	—	1	3	1	3	1	—	—	—	—	—	—	24	10	34	10	
Destruction ou supposition d'état	12	2	15	2	2	3	3	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	42	60	102	11	
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
																							peines criminelles
peines correctionnelles	15	24	20	34	24	39	31	15	17	18	32	9	10	15	22	—	—	—	500	288	788	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	11	15	10	7	8	6	2	8	6	16	5	2	—	—	—	—	—	98	87	185	16	
Outrages publics aux mœurs	17	31	24	37	39	22	39	10	25	16	33	5	17	5	16	—	—	—	—	505	321	826	17
peines de police	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	10	18	
Adultère et bigamie	19	178	155	171	148	130	131	42	58	70	80	17	12	2	6	—	—	—	1 434	981	2 415	19	
Abandon de famille	20	20	34	17	37	6	44	4	18	11	12	4	8	—	3	—	—	—	127	264	391	20	
Meurtre	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
																							peines criminelles
																							peines correctionnelles
peines de police	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	3	12	21	
Lésions corporelles volontaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
																							peines criminelles
peines correctionnelles	24	150	169	121	208	114	214	44	116	69	122	13	37	9	30	—	—	—	1 788	1 694	3 482	24	
peines de police	25	104	97	116	140	101	128	61	60	64	84	21	32	12	21	—	—	—	1 373	1 008	2 381	25	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	1	4	2	8	3	3	1	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	31	42	73	27	
Calomnies et injures	28	6	3	11	9	11	16	4	8	6	9	5	3	2	3	—	—	—	—	67	63	130	28
peines de police	29	2	2	3	3	7	4	1	—	7	5	—	1	2	1	—	—	—	34	22	56	29	
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—																	

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe

a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1947.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1947	Hommes	640	1 669	5 997	6 616	5 069	2 138	486	434	6	23 055
	Femmes	163	471	2 111	2 179	1 628	795	170	144	3	7 664
	Ensemble	803	2 140	8 108	8 795	6 697	2 933	656	578	9	30 719
1948	Hommes	976	2 018	7 950	7 887	5 905	2 408	609	508	—	28 261
	Femmes	269	604	2 465	2 459	1 901	830	177	152	—	8 857
	Ensemble	1 245	2 622	10 415	10 346	7 806	3 238	786	660	—	37 118
1949	Hommes	869	2 158	8 119	6 939	5 627	2 478	550	545	—	27 285
	Femmes	255	535	2 352	2 080	1 762	855	173	183	—	8 195
	Ensemble	1 124	2 693	10 471	9 019	7 389	3 333	723	728	—	35 480
1950	Hommes	519	1 877	7 247	5 725	4 922	2 217	524	403	—	23 434
	Femmes	169	473	2 051	1 786	1 563	769	170	130	—	7 111
	Ensemble	688	2 350	9 298	7 511	6 485	2 986	694	533	—	30 545
1951	Hommes	644	2 074	7 128	5 883	4 890	2 382	718	219	—	23 938
	Femmes	154	507	1 953	1 713	1 426	739	240	61	—	6 793
	Ensemble	798	2 581	9 081	7 596	6 316	3 121	958	280	—	30 731
1952	Hommes	693	1 952	7 686	6 265	5 181	2 425	826	245	—	25 273
	Femmes	137	447	2 079	1 820	1 464	741	254	64	—	7 006
	Ensemble	830	2 399	9 765	8 085	6 645	3 166	1 080	309	—	32 279
1953	Hommes	528	1 420	6 792	5 735	4 472	2 249	590	277	—	22 063
	Femmes	124	418	1 991	1 717	1 256	716	183	65	—	6 470
	Ensemble	652	1 838	8 783	7 452	5 728	2 965	773	342	—	28 533
1954	Hommes	325	1 284	6 612	5 239	4 203	2 168	517	248	—	20 596
	Femmes	90	345	1 790	1 614	1 221	664	141	58	—	5 923
	Ensemble	415	1 629	8 402	6 853	5 424	2 832	658	306	—	26 519
1955	Hommes	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	Ensemble	592	1 596	8 035	7 047	5 491	3 049	519	361	—	26 690
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	De 70	Age inconnu	TOTAL
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	ans et plus		
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1947	Hommes	2,08	5,43	19,52	21,55	16,50	6,96	1,58	1,41	0,02	75,05
	Femmes	0,53	1,53	6,87	7,11	5,30	2,59	0,55	0,47	—	24,95
	Ensemble	2,61	6,96	26,39	28,66	21,80	9,55	2,13	1,88	0,02	100,00
1948	Hommes	2,63	5,44	21,41	21,25	15,91	6,49	1,64	1,37	—	76,14
	Femmes	0,72	1,62	6,65	6,63	5,12	2,23	0,48	0,41	—	23,86
	Ensemble	3,35	7,06	28,06	27,88	21,03	8,72	2,12	1,78	—	100,00
1949	Hommes	2,45	6,08	22,88	19,56	15,86	6,98	1,55	1,54	—	76,90
	Femmes	0,72	1,51	6,63	5,86	4,97	2,41	0,49	0,51	—	23,10
	Ensemble	3,17	7,59	29,51	25,42	20,83	9,39	2,04	2,05	—	100,00
1950	Hommes	1,70	6,14	23,72	18,74	16,11	7,26	1,71	1,32	—	76,70
	Femmes	0,55	1,55	6,73	5,86	5,12	2,51	0,56	0,42	—	23,30
	Ensemble	2,25	7,69	30,45	24,60	21,23	9,77	2,27	1,74	—	100,00
1951	Hommes	2,09	6,76	23,20	19,14	15,91	7,75	2,33	0,72	—	77,90
	Femmes	0,50	1,65	6,36	5,58	4,64	2,40	0,78	0,19	—	22,10
	Ensemble	2,59	8,41	29,56	24,72	20,55	10,15	3,11	0,91	—	100,00
1952	Hommes	2,15	6,05	23,81	19,41	16,05	7,51	2,56	0,76	—	78,30
	Femmes	0,42	1,38	6,45	5,64	4,54	2,30	0,78	0,19	—	21,70
	Ensemble	2,57	7,43	30,26	25,05	20,59	9,81	3,34	0,95	—	100,00
1953	Hommes	1,85	4,98	23,80	20,10	15,67	7,88	2,07	0,97	—	77,32
	Femmes	0,43	1,46	6,98	6,03	4,40	2,51	0,64	0,23	—	22,68
	Ensemble	2,28	6,44	30,78	26,13	20,07	10,39	2,71	1,20	—	100,00
1954	Hommes	1,23	4,84	24,93	19,75	15,85	8,18	1,95	0,94	—	77,67
	Femmes	0,34	1,30	6,75	6,09	4,60	2,50	0,53	0,22	—	22,33
	Ensemble	1,57	6,14	31,68	25,84	20,45	10,68	2,48	1,16	—	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITÉ, PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux moyens relevés de 1930 à 1939 (Cfr. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1947	Hommes	482	875	1 074	1 134	771	436	135	721
	Femmes	124	247	377	370	247	147	41	226
	Ensemble	304	561	725	750	509	284	85	467
1948	Hommes	744	1 017	1 282	1 393	907	483	166	860
	Femmes	208	311	417	443	289	152	42	259
	Ensemble	478	668	860	923	596	308	100	554
1949	Hommes	692	1 092	1 295	1 258	866	490	150	832
	Femmes	206	273	391	383	268	125	41	239
	Ensemble	451	685	852	824	565	312	92	529
1950	Hommes	431	953	1 176	1 029	760	428	143	714
	Femmes	142	241	344	326	238	134	39	206
	Ensemble	287	598	767	681	497	274	87	454
1951	Hommes	547	1 084	1 162	1 039	760	447	195	726
	Femmes	132	268	329	309	219	126	55	196
	Ensemble	341	678	753	678	488	279	120	455
1952	Hommes	601	1 055	1 262	1 098	807	443	225	764
	Femmes	121	244	351	327	226	124	58	202
	Ensemble	363	652	814	718	515	277	134	476
1953	Hommes	457	796	1 133	994	699	404	160	666
	Femmes	109	238	339	307	195	119	41	186
	Ensemble	285	519	740	656	446	255	95	420
1954	Hommes	276	737	1 124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	108	31	169
	Ensemble	178	470	720	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	350
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
100									
1947	Hommes	85	84	70	87	85	81	52	76
	Femmes	74	98	100	97	88	91	56	88
	Ensemble	82	87	75	89	86	82	53	78
1948	Hommes	131	98	83	107	100	89	65	91
	Femmes	124	124	111	116	102	94	58	101
	Ensemble	130	103	89	110	101	89	62	93
1949	Hommes	122	105	84	97	96	90	58	88
	Femmes	123	109	104	106	95	94	56	93
	Ensemble	122	106	88	98	96	90	57	89
1950	Hommes	76	92	76	79	83	79	56	76
	Femmes	85	96	91	85	84	83	53	80
	Ensemble	78	93	79	81	84	79	54	76
1951	Hommes	96	105	75	80	83	82	75	77
	Femmes	79	107	87	80	78	78	75	76
	Ensemble	92	105	78	80	83	80	75	76
1952	Hommes	106	102	82	85	89	82	87	81
	Femmes	72	97	93	85	80	77	79	79
	Ensemble	98	101	84	85	87	80	83	80
1953	Hommes	81	77	73	77	77	75	62	70
	Femmes	65	95	90	80	69	74	56	73
	Ensemble	77	80	77	78	76	74	59	71
1954	Hommes	49	71	73	69	73	71	54	66
	Femmes	46	79	82	75	68	67	42	66
	Ensemble	48	73	75	71	72	69	50	66
1955	Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66
	Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68
	Ensemble	69	72	72	71	74	74	39	66
1956	Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68
	Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67
	Ensemble	115	93	75	68	75	73	34	67

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par deux causes principales de perturbation : les variations dans la répartition par âge de la population et les innovations en matière de compétence judiciaire à partir de l'année 1944.

1. — La répartition de la population.

La composition d'une population est variable. Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

2. — Changements dans la compétence judiciaire.

L'élargissement considérable de la compétence des conseils de guerre a enlevé aux tribunaux ordinaires la connaissance d'un grand nombre de crimes et délits de droit commun. Aussi assiste-t-on, dans les comptes de la statistique criminelle, à une chute radicale à partir de 1944, cette chute ne correspondant aucunement à une baisse de la criminalité. C'est donc avec prudence qu'il faut examiner les chiffres de la statistique criminelle après 1943. Cependant si l'on suppose que cette

cause de perturbation a eu une même influence pour chaque groupe d'âge, ce qui est probable, il sera permis de l'éliminer pour arriver à des chiffres représentant uniquement les variations de la criminalité générale, c'est-à-dire en supposant cette criminalité générale invariable depuis l'année de base.

* * *

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p^{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p^{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle *fictive*, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande ; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1947	Hommes	650	1 797	7 022	7 057	3 996	1 910	694	23 126
	Femmes	166	501	2 383	2 356	1 321	667	226	7 620
	Ensemble	816	2 298	9 405	9 413	5 317	2 577	920	30 746
1948	Hommes	1 003	2 089	8 382	8 669	4 701	2 116	797	27 757
	Femmes	278	630	2 636	2 821	1 545	690	229	8 829
	Ensemble	1 281	2 719	11 018	11 490	6 246	2 806	1 026	36 586
1949	Hommes	933	2 243	8 467	7 829	4 488	2 147	778	26 885
	Femmes	276	553	2 472	2 439	1 433	690	244	8 107
	Ensemble	1 209	2 796	10 939	10 268	5 921	2 837	1 022	34 992
1950	Hommes	581	1 957	7 689	6 404	3 939	1 875	655	23 100
	Femmes	190	489	2 175	2 076	1 272	608	202	7 012
	Ensemble	771	2 446	9 864	8 480	5 211	2 483	857	30 112
1951	Hommes	738	2 226	7 597	6 466	3 939	1 958	655	23 579
	Femmes	177	543	2 080	1 968	1 171	572	200	6 711
	Ensemble	915	2 769	9 677	8 434	5 110	2 530	855	30 290
1952	Hommes	810	2 167	8 251	6 833	4 182	1 941	741	24 925
	Femmes	162	494	2 219	2 082	1 208	563	207	6 935
	Ensemble	972	2 661	10 470	8 915	5 390	2 504	948	31 860
1953	Hommes	616	1 635	7 408	6 186	3 623	1 952	596	22 016
	Femmes	146	482	2 143	1 955	1 043	540	159	6 468
	Ensemble	762	2 117	9 551	8 141	4 666	2 492	755	28 484
1954	Hommes	372	1 514	7 349	5 601	3 431	1 846	520	20 633
	Femmes	104	405	1 960	1 821	1 021	490	125	5 926
	Ensemble	476	1 919	9 309	7 422	4 452	2 336	645	26 559
1955	Hommes	554	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 923	433	21 524
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 454	530	27 582

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1947	Hommes	2,11	5,84	22,84	22,95	13,00	6,21	2,26	75,21
	Femmes	0,54	1,63	7,75	7,67	4,30	2,17	0,73	21,79
	Ensemble	2,65	7,47	30,59	30,62	17,30	8,38	2,99	100,00
1948	Hommes	2,74	5,71	22,91	23,70	12,85	5,78	2,18	75,87
	Femmes	0,76	1,72	7,20	7,71	4,22	1,89	0,63	24,13
	Ensemble	3,50	7,43	30,11	31,41	17,07	7,67	2,81	100,00
1949	Hommes	2,67	6,41	24,20	22,37	12,83	6,13	2,22	76,83
	Femmes	0,79	1,58	7,06	6,97	4,10	1,97	0,70	23,17
	Ensemble	3,46	7,99	31,26	29,34	16,93	8,10	2,92	100,00
1950	Hommes	1,93	6,50	25,53	21,26	13,08	6,23	2,18	76,71
	Femmes	0,63	1,62	7,22	6,90	4,23	2,02	0,67	23,29
	Ensemble	2,56	8,12	32,75	28,16	17,31	8,25	2,85	100,00
1951	Hommes	2,44	7,35	25,08	21,35	13,00	6,46	2,16	77,84
	Femmes	0,58	1,79	6,87	6,50	3,87	1,89	0,66	22,16
	Ensemble	3,02	9,14	31,95	27,85	16,87	8,35	2,82	100,00
1952	Hommes	2,54	6,80	25,90	21,45	13,13	6,09	2,33	78,24
	Femmes	0,51	1,55	6,96	6,53	3,79	1,77	0,65	21,76
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,16	5,74	26,01	21,72	12,72	6,85	2,09	77,29
	Femmes	0,51	1,69	7,52	6,87	3,66	1,90	0,56	22,71
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,40	5,70	27,67	21,09	12,92	6,95	1,96	77,69
	Femmes	0,39	1,53	7,38	6,86	3,84	1,84	0,47	22,31
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,50	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,30	6,93	26,58	19,76	12,93	6,97	1,57	78,04
	Femmes	0,85	1,96	7,22	5,95	3,70	1,93	0,35	21,96
	Ensemble	4,15	8,89	33,80	25,71	16,63	8,90	1,92	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1947	Hommes	2,81	7,77	30,36	30,52	17,28	8,26	3,00	100,00
	Femmes	2,18	6,58	31,27	30,92	17,33	8,75	2,97	100,00
	Ensemble	2,65	7,47	30,59	30,62	17,30	8,38	2,99	100,00
1948	Hommes	3,61	7,53	30,20	31,23	16,94	7,62	2,87	100,00
	Femmes	3,15	7,14	29,85	31,95	17,50	7,82	2,59	100,00
	Ensemble	3,50	7,43	30,11	31,41	17,07	7,67	2,81	100,00
1949	Hommes	3,47	8,35	31,49	29,12	16,69	7,99	2,89	100,00
	Femmes	3,40	6,82	30,49	30,09	17,68	8,51	3,01	100,00
	Ensemble	3,46	7,99	31,26	29,34	16,93	8,10	2,92	100,00
1950	Hommes	2,52	8,47	33,28	27,72	17,05	8,12	2,84	100,00
	Femmes	2,71	6,97	31,02	29,61	18,14	8,67	2,88	100,00
	Ensemble	2,56	8,12	32,75	28,16	17,31	8,25	2,85	100,00
1951	Hommes	3,12	9,44	32,22	27,42	16,71	8,31	2,78	100,00
	Femmes	2,64	8,09	30,99	29,32	17,45	8,52	2,98	100,00
	Ensemble	3,02	9,14	31,95	27,85	16,87	8,35	2,82	100,00
1952	Hommes	3,25	8,70	33,10	27,41	16,78	7,79	2,97	100,00
	Femmes	2,34	7,12	32,00	30,02	17,42	8,12	2,98	100,00
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,80	7,43	33,65	28,10	16,45	8,86	2,71	100,00
	Femmes	2,26	7,45	33,13	30,22	16,13	8,35	2,46	100,00
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,80	7,34	35,62	27,14	16,63	8,95	2,52	100,00
	Femmes	1,76	6,83	33,07	30,73	17,23	8,27	2,11	100,00
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	4,23	8,88	34,05	25,33	16,57	8,93	2,01	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,15	8,89	33,80	25,71	16,63	8,90	1,92	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, $\frac{c}{p}$ est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c^1 \times p^{1,30}}{p^1} + \frac{c^2 \times p^{2,30}}{p^2} + \dots + \frac{c^n \times p^{n,30}}{p^n}}{p^{1,30} + p^{2,30} + \dots + p^{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice	
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1947	Hommes	767	738
	Femmes	245	881
	Ensemble	502	769
1948	Hommes	921	886
	Femmes	284	1 022
	Ensemble	598	916
1949	Hommes	892	859
	Femmes	261	939
	Ensemble	572	876
1950	Hommes	766	737
	Femmes	226	813
	Ensemble	492	753
1951	Hommes	782	753
	Femmes	216	777
	Ensemble	495	758
1952	Hommes	827	796
	Femmes	223	802
	Ensemble	520	796
1953	Hommes	730	703
	Femmes	208	748
	Ensemble	465	712
1954	Hommes	684	658
	Femmes	191	692
	Ensemble	434	665
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663
1956	Hommes	714	687
	Femmes	195	701
	Ensemble	451	691

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\text{(donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \text{)}$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C^{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

On peut constater que les indices se rapprochent tous de 100, ce qui signifie que la criminalité propre à chaque groupe ne diffère plus guère de ce qu'elle était en 1930.

En ce qui concerne les hommes, les indices se répartissent autour de 100 sans présenter de caractère bien remarquable. En revanche, pour les femmes, il se confirme que la criminalité est en baisse constante pour les très jeunes, ainsi que pour celles de 40 ans et plus. C'est le groupe de 18 à moins de 30 ans qui est en hausse sensible, celui de 30 à moins de 40 restant de son côté parfaitement stable.

TABLEAU I
Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1947	Hommes	103	92	84	113	112	110	109	100
	Femmes	76	108	105	103	95	95	80	100
	Ensemble	96	94	88	111	108	107	101	100
1948	Hommes	133	89	83	116	110	102	115	100
	Femmes	111	117	100	107	96	85	69	100
	Ensemble	127	94	86	114	106	97	98	100
1949	Hommes	128	99	87	108	108	107	105	100
	Femmes	120	111	102	101	97	92	81	100
	Ensemble	126	101	90	106	105	103	99	100
1950	Hommes	93	100	92	103	110	108	104	100
	Femmes	95	114	104	99	99	94	77	100
	Ensemble	93	102	94	102	108	105	96	100
1951	Hommes	115	112	89	102	108	111	101	100
	Femmes	93	132	104	98	95	92	80	100
	Ensemble	110	115	92	101	105	106	95	100
1952	Hommes	119	103	92	102	109	104	108	100
	Femmes	82	116	107	100	95	88	80	100
	Ensemble	111	105	94	101	105	100	101	100
1953	Hommes	103	88	93	104	106	118	99	100
	Femmes	79	122	111	101	88	90	66	100
	Ensemble	97	94	96	104	102	111	90	100
1954	Hommes	66	87	98	101	108	119	92	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	Ensemble	65	91	101	101	104	112	82	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100
1956	Hommes	156	105	94	94	107	119	73	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	151	112	97	93	103	113	65	100

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Relevé n° 6 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CHARLEROI					TOURNAI					GAND					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		
1	2	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
Faux en écritures	3	35	12	10	6	63	5	7	1	—	13	19	12	8	4	43	
Faux témoignage ou serment	4	1	1	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	4	—	4	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	4	5	1	1	11	1	1	—	—	2	4	3	2	—	9	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	46	58	5	7	116	15	21	4	3	43	84	108	13	14	219	
peines correctionnelles																	
peines de police	8	32	14	6	5	57	5	8	1	2	16	9	1	1	—	11	
Infractions contre la sécurité publique	9	8	11	—	3	22	33	10	2	2	17	7	7	1	1	16	
Avortement	10	1	—	11	7	19	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	9	—	—	12	—	—	1	—	1	2	4	1	—	7	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines criminelles																	
peines correctionnelles	15	29	26	—	—	55	12	10	1	—	23	37	21	3	—	61	
prostitution	16	17	15	58	85	175	1	2	6	8	17	6	5	11	9	31	
Corruption de la jeunesse et outrages publics aux mœurs	17	18	18	4	1	41	17	13	10	1	41	29	23	7	1	60	
peines criminelles																	
peine de police	18	1	1	1	1	4	2	—	—	—	2	—	—	1	—	1	
Adultère et bigamie	19	207	128	161	64	560	30	28	32	9	99	75	62	64	19	220	
Abandon de famille	20	14	12	—	—	26	1	3	—	—	4	6	16	—	—	22	
Meurtre	21	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines criminelles																	
peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines correctionnelles	24	106	97	9	10	222	16	28	1	2	47	163	200	31	40	434	
peines de police	25	189	172	78	42	481	95	89	30	19	233	31	14	13	2	60	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	1	3	—	—	4	1	1	—	—	2	5	6	—	—	11	
Calomnies et injures	28	3	4	2	1	10	1	1	1	—	3	6	5	5	2	18	
peines correctionnelles																	
peines de police	29	6	4	6	2	18	1	1	5	1	8	—	—	1	—	1	
Violation de sépulture	30	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines criminelles																	
peines correctionnelles	35	165	216	41	54	476	36	49	14	8	107	124	137	42	22	322	
peines de police	36	21	21	12	5	59	6	2	5	1	14	1	1	—	—	2	
Banqueroute	37	3	1	—	—	2	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	82	95	14	21	212	8	19	5	4	36	41	71	20	13	145	
peines correctionnelles																	
peines de police	39	2	1	—	—	3	1	—	—	—	1	3	—	—	—	3	
Recel	40	14	19	12	5	50	6	5	3	—	14	13	13	6	3	35	
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	
peines criminelles																	
peines correctionnelles	42	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines correctionnelles	44	4	10	—	3	17	3	3	—	—	6	12	13	1	2	28	
peines de police	45	25	14	3	3	45	8	5	2	3	18	10	6	1	—	17	
Totaux		1.039	970	434	326	2.769	275	306	124	64	769	695	730	241	134	1.800	

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

462

329

329

AUDENARDE					TERMONDE					BRUGES					COURTRAI					Numéros de la nomenclature
HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		
53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	2bis
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
1	1	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
9	2	2	—	13	18	12	9	2	41	15	6	2	1	24	16	7	3	2	28	3
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	5	1	1	—	—	7
3	2	4	—	9	9	3	—	—	12	1	5	1	1	8	3	1	—	—	4	5
2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	6
37	55	6	3	101	59	75	9	9	152	58	64	4	7	133	38	41	5	—	84	7
2	—	—	—	2	3	1	2	—	6	—	1	1	—	2	18	5	3	—	26	8
9	3	—	—	14	12	15	—	—	27	7	6	1	—	14	6	3	—	—	9	9
1	—	—	—	1	2	—	—	—	3	2	5	—	—	4	1	—	2	—	3	10
2	—	—	—	2	1	—	1	1	3	—	6	3	1	10	—	2	2	2	6	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
8	9	1	—	18	41	23	—	—	64	37	18	1	—	56	21	11	—	—	32	15
1	—	—	—	3	7	4	5	8	24	8	5	12	9	34	5	3	20	8	36	16
4	5	1	—	10	33	21	9	2	65	39	29	14	5	87	22	13	9	5	49	17
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
11	15	15	2	43	34	27	21	13	95	47	36	31	15	129	44	32	23	16	115	19
6	4	—	—	10	6	15	—	—	21	6	16	1	—	23	3	6	—	—	9	20
—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
79	77	15	9	180	187	163	38	24	412	153	126	31	15	325	134	120	15</			

Relevé n° 6 -- 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	ARLON					MARCHÉ					NEUCHÂTEAU				
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes	
1	2	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1											1	1			2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2															
Faux en écritures	3	9	2	1		12	10	1			11	10			1	11
Faux témoignage ou serment	4	1		1		2							1			1
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	3			5										
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1				1	3		1		4					
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	16	14	4	2	36	6	4	1		11	6	11	2	1	20
Infractions contre la sécurité publique	8	2	1	1		4						6	2	1		9
Avortement	9	5	3			8		1			1					
Exposition ou délaisement d'enfants	10	1	1	2		4										
Destruction ou supposition d'état	11										2			1		3
Enlèvement de mineurs	12															
Attentats à la pudeur et viols	13	1				1										
Corruption de la jeunesse et prostitution	14															
Outrages publics aux mœurs	15	6				6	5	3			8	2	2			4
Adultère et bigamie	16			1		1			1		1					
Abandon de famille	17	4	1	3		8	3	1	1		5	3		1		4
Meurtre	18															
Lésions corporelles volontaires	19	5	8	5	3	21	2	4	5		11	1	2	2	1	6
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	2	1			3						1				1
Calomnies et injures	21															
Violation de sépulture	22															
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	1				1										
Violation du secret professionnel	24	24	18	2	4	48	5	11			16	14	8			22
Violation du secret des lettres et autres communications	25	10	17	8	4	39	10	5	1	1	17	15	4	4		23
Vol et maraudages	27			1		1							1			1
Banqueroute	28		3	1		4						1	2		1	4
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	29												1			1
Recel	30															
Incendie	31															
Destructions et dommages	32															
Totaux		129	105	42	15	291	61	50	23	5	139	78	51	13	6	148

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

332

242

209

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	NAMUR					DINANT					A L'ETRANGER					TOTAL GENERAL						
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total		
		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes
1	2	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	2bis	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1																						
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2																						
Faux en écritures	3	14	10	4	2	30	4	3	1	1	9	13	5	5		23	474	299	155	55	963	3	
Faux témoignage ou serment	4	1				1	3	1			4						20	9	12	6	47	5	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	2	1		4	1	1			2	3	1	1		5	65	51	29	5	141	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6																						
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	28	39	3	4	74	23	11	3	5	42	2				2	993	1.100	149	128	2.370	7	
Infractions contre la sécurité publique	8	26	17	11	2	56	14	12	4		30	1				1	232	98	53	16	399	8	
Avortement	9	8	12	1	1	22	8	14	1	1	24	1	8	1		10	135	152	11	17	315	9	
Exposition ou délaisement d'enfants	10			2		3					1						24	10	107	32	173	10	
Destruction ou supposition d'état	11	3	5	2	3	13		1			1						42	60	25	13	140	11	
Enlèvement de mineurs	12																						
Attentats à la pudeur et viols	13																						
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	7	7			14	6	3		1	10	2	2	1		5	500	288	14	4	806	15	
Outrages publics aux mœurs	15	1		4	3	8				1	1	2	3	5		11	98	87	212	225	622	16	
Adultère et bigamie	16	13	7	10	2	32	6	2	2	1	11	2	2			4	505	321	167	35	1.028	17	
Abandon de famille	17	1		1		2											9	2	4	1	16	18	
Meurtre	18	27	17	24	6	74	8	11	9	5	33	2		2	1	5	1.434	980	1.136	371	3.921	19	
Lésions corporelles volontaires	19	3	9			12	2	6			8					1	127	264	7	3	401	20	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20																						
Calomnies et injures	21																						
Violation de sépulture	22																						
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23																						
Violation du secret professionnel	24	8	7	1		16	26	15	2	5	48	4	1			5	1.788	1.694	307	206	3.995	24	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	131	98	49	30	308	50	58	18	14	140	2				2	1.373	1.008	498	282	3.161	25	
Vol et maraudages	27		1			2																	
Banqueroute	28																						
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	29																						
Recel	30																						
Incendie	31																						
Destructions et dommages	32																						
Totaux		369	356	151	75	951	223	196	63	50	532	64	53	15	6	138	11.367	9.947	3.989	2.034	27.337		

428

371

305

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.

CANTONS	1956			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	172 009	585	967	938
Anderlecht	125 000	177	330	227
Assche	59 558	99	65	40
Hal	60 459	117	87	66
Ixelles	156 029	276	387	231
Molenbeek-Saint-Jean	121 806	218	399	232
Saint-Gilles	56 532	70	271	141
Saint-Josse-ten-Noode	156 351	225	362	222
Schaerbeek	157 499	222	487	273
Sint-Kwintens-Lennik	39 807	60	41	26
Uccle	143 091	224	282	192
Vilvorde	65 267	76	92	84
Wolvertem	58 408	69	45	44
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	3	1 070
Louvain	133 719	313	261	264
Aarschot	38 157	90	88	81
Diest	43 904	126	97	98
Glabbeek	18 904	37	28	24
Haacht	37 918	46	46	48
Tirlemont	47 233	128	107	111
Léau	17 823	25	20	28
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Nivelles	72 156	205	213	232
Gienappe	18 224	40	33	30
Jodoigne	26 167	53	54	49
Perwez	17 307	29	33	37
Wavre	58 560	165	140	140
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	5
Anvers	301 496	945	1 329	1 466
Berchem	99 272	123	168	111
Boom	52 948	102	59	55

CANTONS	1956			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Borgerhout	144 690	253	332	208
Brecht	47 999	88	47	44
Ekeren	88 586	139	153	112
Kontich	51 218	89	74	54
Zandhoven	46 968	65	55	110
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	1	—
Malines	95 004	238	183	167
Duffel	43 383	54	48	45
Heist-op-den-Berg	49 609	46	34	23
Lierre	42 633	97	57	59
Puurs	33 481	31	26	21
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Turnhout	57 319	176	152	146
Arendonk	28 009	47	55	61
Herentals	56 922	150	125	119
Hoogstraten	25 885	52	49	48
Mol	69 930	169	144	153
Westerloo	40 761	101	84	21
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Mons	84 459	371	438	451
Boussu	76 810	298	389	383
Chièvres	15 781	44	34	36
Dour	34 750	118	142	142
Enguien	14 896	49	39	40
La Louvière	55 557	245	328	340
Lens	28 449	53	89	103
Pâturages	43 517	161	176	191
Rœulx	41 962	117	157	168
Soignies	36 863	101	125	117
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	4
Charleroi	148 393	701	924	974
Beaumont	11 979	32	32	35
Binche	69 862	261	289	259
Châtelet	75 368	317	404	374
Chimay	14 603	36	35	26
Fontaine-l'Évêque	60 254	206	242	251
Gosselies	50 063	144	178	168
Jumet	39 318	140	188	161
Marchienne-au-Pont	42 665	131	165	197
Merbes-le-Château	17 766	58	53	60
Seneffe	44 963	137	174	188
Thuin	23 668	43	61	49
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	27

CANTONS	1956			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	49 887	182	173	194
Antoing	24 867	65	62	64
Ath	17 955	83	81	81
Celles	11 991	17	13	11
Flobecq	11 229	40	39	40
Frasnes-lez-Buissenal	10 474	33	32	32
Lessines	21 969	92	100	102
Leuze	19 335	30	29	23
Péruwelz	22 723	72	91	94
Quevaucamps	23 924	71	89	86
Templeuve	19 637	35	36	42
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Gand	181 335	877	955	1 037
Assenede	24 332	61	64	67
Deinze	25 872	47	40	47
Eeklo	40 154	128	113	110
Evergem	48 838	146	146	104
Kaprijke	16 151	39	33	37
Kruishoutem	19 616	39	23	26
Ledeberg	43 856	119	138	119
Lochristi	25 934	42	31	40
Nazareth	23 333	26	34	32
Nevele	19 196	44	34	29
Oosterzele	42 910	138	105	89
Waarschoot	14 497	28	24	19
Zomergem	21 670	51	38	44
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Audenarde	37 432	132	97	90
Grammont	31 156	107	66	65
Herzele	43 980	121	112	102
Nederbrakel	18 088	45	31	28
Ninove	45 811	148	106	105
Renaix	31 009	95	80	75
Sint-Maria-Horebeke	15 863	40	26	29
Zottegem	28 329	76	75	70
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Termonde	61 458	260	208	215
Alost	103 128	402	354	364
Beveren-Waas	29 954	139	100	97
Hamme	29 583	89	82	80
Lokeren	31 351	128	93	94
Sint-Gillis-Waas	33 465	140	105	92
Saint-Nicolas	56 158	194	182	188
Tamise	37 389	109	94	95
Wetteren	38 308	134	91	88
Zele	33 952	108	97	83
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2

CANTONS	1956			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	190 305	682	674	743
Ardoise	15 831	27	18	18
Gistel	29 515	69	53	49
Ostende	68 230	334	435	478
Ruiselede	12 550	23	10	9
Tielt	18 971	59	43	34
Torhout	52 910	148	111	110
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Courtrai	97 945	373	328	356
Avelgem	15 453	48	49	46
Harelbeke	46 753	124	117	98
Izegem	32 786	78	65	67
Menin	57 976	180	197	224
Meulebeke	17 486	35	28	26
Mouscron	55 023	139	160	164
Moorsele	24 863	37	39	30
Oostrozebeke	19 913	23	16	18
Roulers	42 464	155	128	141
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Furnes	30 314	85	98	126
Dixmude	24 853	47	36	34
Haringe	14 658	30	12	13
Nieuport	23 758	63	71	80
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Ypres	46 290	131	132	143
Hooglede	18 369	28	24	23
Messines	16 706	46	48	52
Passendale	18 210	47	40	35
Poperinge	15 835	57	44	41
Wervik	30 080	137	120	115
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Liège	155 670	620	931	1 005
Dalhem	23 082	32	37	50
Fexhe-Slins	37 347	55	81	76
Fléron	61 216	109	144	132
Grivegnée	59 380	118	182	124
Herstal	43 155	113	183	177
Hollogne-aux-Pierres	83 872	249	309	280
Louveigné	21 958	32	34	40
Saint-Nicolas	43 708	64	73	60
Seraing-sur-Meuse	69 080	240	344	331
Waremmé	21 239	33	28	24
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	6

CANTONS	1956			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	46 167	180	156	173
Ferrières	4 274	8	5	7
Hannut	18 144	24	24	28
Héron	14 228	22	26	32
Jehay-Bodegnée	16 293	27	35	36
Landen	20 088	78	82	80
Nandrin	23 537	52	59	72
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	3
Verviers	45 316	196	193	223
Aubel	20 363	53	49	57
Dison	19 753	36	58	45
Eupen	25 787	82	86	87
Herve	12 178	31	24	22
Limbourg	23 127	32	21	29
Malmédy	21 664	83	75	78
Saint-Vith	17 408	33	35	35
Spa	36 361	91	96	115
Stavelot	14 166	31	24	25
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Tongres	32 735	87	60	58
Bilzen	71 594	146	225	239
Borgloon (Looz)	33 894	38	32	29
Bree	23 176	36	23	17
Maaseik	29 535	39	32	36
Meehelen	50 626	90	118	126
Zichen-Z.-B.	15 062	30	27	31
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Hasselt	60 811	152	142	137
Peringen	67 440	121	137	133
Herck-la-Ville	29 990	54	32	34
Neerpelt	43 789	110	75	66
Peer	28 284	38	58	64
Saint-Trond	45 237	139	104	86
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Arlon	22 242	72	78	101
Etalle	14 201	35	31	28
Fauvillers	4 081	12	14	16
Florenville	10 503	20	14	18
Messancy	18 411	51	60	71
Virton	18 301	53	49	54
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	3

CANTONS	1956			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	13 748	47	47	54
Durbuy	7 821	7	11	12
Erezée	5 659	12	8	11
Houffalize	8 519	10	12	12
La Roche	8 669	31	23	27
Nassogne	4 539	9	9	7
Vielsalm	8 599	15	11	15
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Neufchâteau	15 865	46	37	36
Bastogne	12 238	38	33	30
Bouillon	7 222	10	11	13
Paliseul	11 791	28	24	19
Saint-Hubert	10 660	25	16	22
Sibret	7 515	18	6	7
Wellin	5 614	29	24	16
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	5
Namur	101 138	432	457	515
Andenne	20 262	93	80	81
Eghezée	20 065	45	51	51
Fosse	50 617	155	162	169
Gembloux	30 356	85	112	132
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	3
Dinant	25 803	103	126	140
Beauraing	12 467	24	31	38
Ciney	22 270	58	57	65
Couvin	16 982	55	52	55
Florennes	13 453	37	38	37
Gedinne	10 272	32	29	36
Philippeville	10 499	22	27	30
Rochefort	14 568	43	53	59
Walcourt	16 957	46	65	71
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1956			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 371 816	2 418	3 818	3 786
Louvain	337 658	765	647	655
Nivelles	192 414	492	473	493
Anvers	833 177	1 804	2 218	2 207
Malines	264 110	466	348	315
Turnhout	278 826	695	609	616
Mons	433 044	1 557	1 917	1 975
Charleroi	598 902	2 206	2 745	2 769
Tournai	233 991	720	745	769
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 543 938	11 123	13 520	13 585
Gand	547 694	1 787	1 778	1 802
Audenarde	251 668	764	593	566
Termonde	453 846	1 703	1 406	1 398
Bruges	388 312	1 342	1 344	1 442
Coutrai	410 662	1 192	1 127	1 170
Furnes	93 583	225	217	254
Ypres	145 490	446	408	411
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 291 255	7 459	6 873	7 043
Liège	619 707	1 665	2 346	2 305
Huy	142 731	391	387	431
Verviers	236 123	668	661	718
Tongres	260 222	466	517	536
Hasselt	275 560	614	548	520
Arlon	87 739	243	246	291
Marche-en-Famenne	57 554	131	121	139
Neufchâteau	70 905	194	151	148
Namur	222 438	810	862	951
Dinant	143 271	420	478	532
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 116 250	5 602	6 317	6 571
Totaux	8 951 443	24 184	26 710	27 199
A l'étranger		3 153	627	138
Inconnu				
Totaux généraux	8 951 443	27 337	27 337	27 337

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Relevé n° 7 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	1 ^{er} DEGRE			2 ^e DEGRE			3 ^e DEGRE			4 ^e DEGRE			5 ^e DEGRE			6 ^e DEGRE			7 ^e DEGRE			8 ^e DEGRE			9 ^e DEGRE			10 ^e DEGRE			AU TOTAL		
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations			6 condamnations			7 condamnations			8 condamnations			9 condamnations			10 condamnations			11 condamnations et plus			AU TOTAL		
			Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total	Spécialistes	Non spécia- listes	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	56	96	152	32	39	71	14	16	30	3	16	19	5	9	14	—	5	5	1	10	11	2	3	5	—	2	2	2	10	12	115	206	321
		Femmes	8	15	23	2	6	8	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	25	35
		Ensemble	64	111	175	34	45	79	14	17	31	3	17	20	5	9	14	—	5	5	1	12	13	2	3	5	—	2	2	2	10	12	125	231	356
Adultere et bigamie	19	Hommes	142	352	494	73	149	222	38	65	103	10	46	56	8	27	35	—	22	22	—	11	11	—	8	8	—	8	8	—	22	22	271	710	981
		Femmes	65	173	238	28	49	77	10	18	28	4	11	15	2	3	5	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	3	3	—	—	—	109	262	371
		Ensemble	207	525	732	101	198	299	48	83	131	14	57	71	10	30	40	—	24	24	—	13	13	—	9	9	—	11	11	—	22	22	380	972	1 352
Abandon de famille	20	Hommes	65	46	111	48	19	67	24	11	35	8	12	20	11	4	15	2	4	6	—	5	5	1	1	2	—	1	1	—	2	2	159	105	264
		Femmes	1	—	1	—	1	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
		Ensemble	66	46	112	48	20	68	25	11	36	9	12	20	11	4	15	2	4	6	—	5	5	1	1	2	—	1	1	—	2	2	161	106	267
Meurtre	21	Hommes	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	297	382	679	222	159	381	131	69	200	58	64	122	44	53	97	28	27	55	28	23	51	9	21	30	8	10	18	27	34	61	852	842	1 694
		Femmes	39	63	102	22	10	32	25	9	34	11	7	18	3	2	5	2	1	3	2	—	2	—	2	—	1	—	1	4	3	7	109	97	206
		Ensemble	336	445	781	244	169	413	156	78	234	69	71	140	47	55	102	30	28	58	30	23	53	9	23	32	9	10	19	31	37	68	961	939	1 900
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	1	11	12	—	9	9	1	7	8	—	2	2	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	3	3	2	40	42
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	11	12	—	9	9	1	7	8	—	2	2	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	3	3	2	40	42
Calomnies et injures	28	Hommes	1	26	27	3	11	14	—	4	4	1	2	3	1	2	3	—	5	5	—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	2	26	28
		Femmes	1	13	14	—	6	6	1	2	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	39	41	3	17	20	1	6	7	1	5	6	1	2	3	—	5	5	—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	2	26	28
Violation de sépulture	30	Hommes	1	6	7	—	3	3	—	2	2	1	1	2	—	4	4	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	20	22
		Femmes	2	9	11	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	17	20
		Ensemble	3	15	18	1	5	6	—	2	2	1	3	4	—	5	5	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	5	37	42	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1947. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1947.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1947	Hommes	23 055	4 367	5 249	9 616	189	228	417
	Femmes	7 664	1 078	1 277	2 355	141	166	307
	Ensemble	30 719	5 445	6 526	11 971	177	212	389
1948	Hommes	28 261	4 872	6 111	10 983	172	216	388
	Femmes	8 857	1 106	1 455	2 561	125	164	289
	Ensemble	37 118	5 978	7 566	13 544	161	204	365
1949	Hommes	27 285	4 818	6 033	10 851	176	222	398
	Femmes	8 195	1 023	1 416	2 439	125	173	298
	Ensemble	35 480	5 841	7 449	13 290	165	210	375
1950	Hommes	23 434	4 562	5 733	10 295	195	244	439
	Femmes	7 111	1 008	1 379	2 387	141	194	335
	Ensemble	30 545	5 570	7 112	12 682	182	233	415
1951	Hommes	23 938	4 838	5 821	10 659	202	243	445
	Femmes	6 793	990	1 249	2 239	145	184	329
	Ensemble	30 731	5 828	7 070	12 898	189	230	419
1952	Hommes	25 273	5 455	5 903	11 358	216	233	449
	Femmes	7 006	1 014	1 308	2 322	145	186	331
	Ensemble	32 279	6 469	7 211	13 680	200	223	424
1953	Hommes	22 063	4 772	5 214	9 986	216	236	452
	Femmes	6 470	924	1 161	2 085	143	179	322
	Ensemble	28 533	5 696	6 375	12 071	200	223	423
1954	Hommes	20 596	4 654	5 017	9 671	226	244	470
	Femmes	5 923	883	1 084	1 967	149	183	332
	Ensemble	26 519	5 537	6 101	11 638	209	230	439
1955	Hommes	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	Ensemble	26 690	5 558	5 986	11 544	208	224	432
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1947 A 1956

ANNEES	SEXE	Recidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
		100		
1947	Hommes	91	86	89
	Femmes	93	89	91
	Ensemble	91	86	88
1948	Hommes	83	82	82
	Femmes	83	88	86
	Ensemble	83	83	83
1949	Hommes	85	84	85
	Femmes	83	93	88
	Ensemble	85	85	85
1950	Hommes	94	92	93
	Femmes	94	104	99
	Ensemble	94	94	94
1951	Hommes	97	92	94
	Femmes	96	98	97
	Ensemble	97	93	95
1952	Hommes	104	88	95
	Femmes	96	100	98
	Ensemble	103	90	96
1953	Hommes	104	89	96
	Femmes	95	96	95
	Ensemble	103	90	96
1954	Hommes	109	92	100
	Femmes	99	98	99
	Ensemble	108	93	100
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99

Indices en

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 y 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1956

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui, avant encouru une condamnation pour ivresse publique ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson				
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	1	1	—	—	1	1	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble.	1	1	—	—	1	1	—	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	1	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble.	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Faux en écritures	3	Hommes	1	31	—	—	—	1	1	30	
		Femmes	—	1	—	—	—	—	—	—	1
		Ensemble.	1	32	—	—	—	1	1	—	31
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	1	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes	4	7	—	—	—	1	2	6	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	4	7	—	—	2	1	2	—	6
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	354	606	—	—	329	464	25	142	
		Femmes	18	35	—	—	17	25	1	10	
		Ensemble.	372	641	—	—	346	489	26	152	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	8	Hommes	43	25	—	—	39	20	4	5	
		Femmes	2	2	—	—	2	2	—	—	
		Ensemble.	45	27	—	—	41	22	4	5	
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	28	51	—	—	19	24	9	27	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble.	28	51	—	—	19	24	9	27	
Avortement	10	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	1	9	—	—	—	1	1	8	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble.	1	9	—	—	—	1	1	—	8
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	—	2	—	—	—	—	—	2	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	2	—	—	—	—	—	—	2

Relevé n° 8 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, avant encouru une condamnation pour ivresse publique ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	15	Hommes	17	33	—	—	1	2	16	31
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	17	33	—	—	1	2	16	31
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	4	16	—	—	—	1	4	15
		Femmes	—	19	—	—	—	2	—	17
		Ensemble.	4	35	—	—	—	3	4	32
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	29	80	—	—	17	28	12	52
		Femmes	3	2	—	—	—	2	3	—
		Ensemble.	32	82	—	—	17	30	15	52
Outrages publics aux mœurs	18	Hommes	4	2	—	—	3	1	1	1
		Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—
		Ensemble.	5	2	—	—	4	1	1	1
Adultère et bigamie	19	Hommes	49	108	—	—	2	—	47	108
		Femmes	—	8	—	—	—	—	—	8
		Ensemble.	49	116	—	—	2	—	47	116
Abandon de famille	20	Hommes	5	18	—	—	—	—	5	18
		Femmes	7	1	—	—	—	—	7	1
		Ensemble.	12	19	—	—	—	—	12	19
Meurtre	21	Hommes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	1	—	—	—	—	—	—	1
Meurtre	22	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	23	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	220	538	1	1	148	258	71	279
		Femmes	12	33	—	—	10	18	2	15
		Ensemble.	232	571	1	1	158	276	73	294
Lésions corporelles volontaires	25	Hommes	140	216	—	—	100	96	40	129
		Femmes	6	15	—	—	5	6	1	9
		Ensemble.	146	231	—	—	105	102	41	129
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	10	14	—	—	7	7	3	7
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	10	14	—	—	7	7	3	7

Relevé n° 8 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
			4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes	4	11	—	—	—	1	4	10
		Femmes	—	3	—	—	—	1	—	2
		Ensemble.	4	14	—	—	—	2	4	12
Calomnies et injures	29	Hommes	2	7	—	—	2	1	—	6
		Femmes	—	2	—	—	—	—	—	2
		Ensemble.	2	9	—	—	2	1	—	8
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	35	Hommes	130	369	—	—	60	46	70	323
		Femmes	2	26	—	—	1	1	1	25
		Ensemble.	132	395	—	—	61	47	71	348
Vols et maraudages	36	Hommes	1	10	—	—	—	1	1	9
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	1	10	—	—	—	1	1	9
Banqueroute	37	Hommes	3	2	—	—	—	—	3	2
		Femmes	—	1	—	—	—	—	—	1
		Ensemble.	3	3	—	—	—	—	3	3
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	32	159	—	—	3	—	29	155
		Femmes	3	4	—	—	—	2	—	2
		Ensemble.	35	163	—	—	3	6	32	157
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	Hommes	1	2	—	—	1	—	—	2
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble.	1	3	—	—	1	1	—	2
Recel	40	Hommes	7	31	—	—	2	—	5	31
		Femmes	1	3	—	—	—	1	1	2
		Ensemble.	8	34	—	—	2	1	6	33

Relevé n° 8 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
			4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes	1	1	—	—	1	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	1	1	—	—	1	—	—	1
Incendie	42	Hommes	3	3	—	—	2	—	1	3
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	3	3	—	—	2	—	1	3
Incendie	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes	28	84	—	—	20	51	8	32
		Femmes	1	9	—	—	1	6	—	3
		Ensemble.	29	93	—	—	21	58	8	35
Destructions et dommages	45	Hommes	24	25	—	—	19	13	5	12
		Femmes	—	2	—	—	—	1	—	1
		Ensemble.	24	27	—	—	19	14	5	13
Totaux		Hommes	1 147	2 463	1	1	778	1 023	368	1 439
		Femmes	56	167	—	—	57	68	19	99
		Ensemble.	1 203	2 630	1	1	835	1 091	387	1 538
Totaux généraux			3 833		2		1 906		1 925	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1931-1956 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38 262	8 559	22,37
1932	38 150	8 291	21,73
1933	37 977	7 933	20,89
1934	39 653	7 835	19,76
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces *délinquants*.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces *délinquants*, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous répartit par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1^o) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2^o) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3^o) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4^o) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois depuis 1917.

B. — COMMUNES DE 25.000 ANNEE

Relevé n° 9 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS									
		Janvier		Février		Mars		Avril		Mai	
		Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1										
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2										
Faux en écritures	3	12	7	4	1	3	2	2	3	4	1
Faux témoignage ou serment	4	2				1			1	2	1
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2				2	1	1	2	3	1
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6						1				
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	13	15	8	10	22	21	8	14	15	16
	8	6	7	2		4	2	4	3	2	6
Infractions contre la sécurité publique	9	1	2	2	3	4	6		2	2	3
Avortement	10					1					
Exposition ou délaisement d'enfants	11		2	1		1					1
Destruction ou supposition d'état	12										1
Enlèvement de mineurs	13										1
Attentats à la pudeur et viols	14										
	15	4	2	3		4		9	2	8	6
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	11	20	8	9	5	5	1	1	6	3
Outrages publics aux mœurs	17	9	1	2	1	9	7	8	3	14	6
	18									1	
Adultère et bigamie	19	26	20	18	13	22	15	24	13	21	9
Abandon de famille	20		5	2	7	1	2	2	3		2
Meurtre	21										
	22										
	23										
Lésions corporelles volontaires	24	22	36	12	13	33	44	19	27	21	31
	25	27	30	16	7	22	18	15	16	32	15
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27			1			3	1			1
Calomnies et injures	28	2	3		2	1	3		2	2	2
	29					1		1			2
Violation de sépulture	30										
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31										
Violation du secret professionnel	32										
Violation du secret des lettres et autres communications	33										
Vols et maraudages	34										
	35	40	41	21	26	37	35	36	30	32	37
	36	2		3	2	3	3	1	1		
Banqueroute	37	2				2					
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	13	11	12	11	18	23	13	23	9	12
	39				1			1			1
Recel	40	5	1	3	2	3			1	2	4
Incendie	41										
	42										
Destructions et dommages	43										
	44	3	1	2	2	1	4	1	6	2	4
	45	1	3	1	4	1	2	1	5	4	4
Totaux		203	207	121	114	201	197	148	158	182	170

A MOINS DE 100.000 HABITANTS. 1956

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	DURANT LE MOIS DE												FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE				FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée		TOTAL		Nombres de la nomenclature		
		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Octobre à Mars		Avril à Septembre		Primaires	Recidivistes			
		Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes	Primaires	Recidivistes					
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1																							
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2		1																					
Faux en écritures	3	5	6	1	3	2	2	6	5	5	5	4	1	6	3	2		1		15	17	72	56	
Faux témoignage ou serment	4	2				1								1								8	2	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5		1					2				2								3	1	17	10	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6																					1	1	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	9	21	20	24	20	37	17	22	12	23	18	13	7	26					2		169	244	
	8	5	1	7	7	2	4	5	1	10	6	4	3	3	2							54	42	
Infractions contre la sécurité publique	9	2	6	2		2	2	3	3	1	2	2	2		3							21	34	
Avortement	10	5				1		1	3	1	1	2	2							4		15	6	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	2	3	1		4		1	1		1	1	1	1						1	4	12	14	
Destruction ou supposition d'état	12																					1	1	
Enlèvement de mineurs	13																							
Attentats à la pudeur et viols	14																							
	15	11	3	4	4	9	5	9	4	3	5	5	1	4	4	1				6	3	80	39	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	3	2	5	8	2	5	11	2	4	2	1	2	8	5		2		1	16	23	81	90	
Outrages publics aux mœurs	17	12	6	13	10	15	7	12	6	8	4	8	10	6	9	1		1		27	9	145	79	
	18		1										2									3	1	
Adultère et bigamie	19	24	20	23	14	21	12	16	11	35	27	29	11	21	17	5	1			26	20	311	203	
Abandon de famille	20		2	3	3	2	2	1		1	1	1	1		2					2	8	15	39	
Meurtre	21																							
	22																							
	23																							
Lésions corporelles volontaires	24	13	26	24	45	40	38	22	27	27	38	19	37	26	19					2	3	280	384	
	25	20	20	24	22	20	19	19	23	20	11	20	11	28	24							263	216	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27					3			3	2	2		1									7	10	
Calomnies et injures	28	1				1		1	2	2	1	1	1	2	2							13	20	
	29		3						1	2	1	2										4	9	
Violation de sépulture	30																							
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31																							
Violation du secret professionnel	32																					1	1	
Violation du secret des lettres et autres communications	33		1						1															
Vols et maraudages	34																							
	35	27	33	31	42	25	30	38	39	74	36	39	31	55	62	5	1			35	39	495	482	
	36	2				4	1	5	2	2	1		1	2	1							24	12	
Banqueroute	37									1										5	3	14	5	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	13	17	11	18	16	12	8	17	17	13	10	11	15	26	1	3			46	59	202	256	
	39										1			1								2	3	
Recel	40	1	2	6	5	3	6	3	1	2		2	3	2	1	1		2			1	1	36	27
Incendie	41																							
	42																							
Destructions et dommages	43																							
	44	7	4	3	11	7	4	3	3	1	5	2	5	2	5					1		35	55	
	45		2	4			1	1	1														20	28
Totaux		164	181	184	219	201	187	184	180	234	187	171	154	199	216	16	9	5	1	190	193	2.403	2.373	

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1956

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée	
+ 100 000 habitants	696	474	529	529	556	529	627	579	679	714	658	697	24	10	368	7 669
25 000 — 100 000	410	235	398	306	352	345	403	388	364	421	325	415	25	6	383	4 776
10 000 — 25 000	459	213	360	347	371	317	377	338	382	397	314	334	12	4	165	4 390
— 10 000	1 065	609	881	973	1 118	1 214	1 383	1 305	1 268	1 064	1 158	1 068	40	11	838	13 995
Total	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée	

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1947	2 443	2 089	2 460	2 405	2 358	2 543	2 551	2 710	2 729	2 662	2 912	2 434	315	180	2 801	33 592
1948	2 994	2 365	2 738	2 827	3 275	3 386	3 181	3 532	3 408	3 257	2 940	2 945	656	489	3 981	41 974
1949	3 233	2 561	2 695	2 960	3 394	3 224	3 511	3 487	3 532	3 052	2 645	2 792	488	352	3 583	41 509
1950	2 676	2 217	2 505	2 531	2 784	2 866	3 083	3 022	2 921	2 691	2 296	2 293	451	328	3 045	35 709
1951	2 918	2 444	2 346	2 601	2 924	2 962	3 285	2 968	2 905	2 679	2 545	2 204	435	263	2 373	36 085
1952	3 025	2 383	2 727	2 773	2 824	2 887	3 171	2 980	3 137	3 103	2 994	2 741	493	303	2 541	38 082
1953	2 707	1 924	2 306	2 470	2 573	2 827	2 924	2 653	2 590	2 504	2 202	2 402	478	262	2 157	32 979
1954	2 252	1 811	2 030	2 106	2 325	2 335	2 498	2 398	2 480	2 632	2 218	2 490	428	161	2 168	30 332
1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 190	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830

2. — POURCENTAGES.

1947	7,27	6,22	7,32	7,16	7,02	7,57	7,59	8,07	8,13	7,92	8,68	7,25	0,93	0,53	8,34	100
1948	7,13	5,63	6,52	6,73	7,80	8,08	7,58	8,40	8,13	7,76	7,--	7,02	1,56	1,17	9,49	
1949	7,79	6,17	6,49	7,13	8,18	7,77	8,46	8,90	8,51	7,35	6,37	6,73	1,17	0,85	8,63	
1950	7,49	6,21	7,02	7,09	7,80	8,02	8,64	8,47	8,19	7,54	6,42	6,42	1,26	0,91	8,52	
1951	8,17	6,77	7,05	7,22	8,10	8,21	9,10	8,23	8,06	7,42	7,05	6,11	1,21	0,73	6,57	
1952	7,94	6,27	7,16	7,28	7,41	7,58	8,33	7,82	8,24	8,15	7,86	7,20	1,29	0,80	6,67	
1953	8,22	5,83	6,99	7,49	7,80	8,58	8,87	8,04	7,85	7,59	6,68	7,28	1,45	0,79	6,54	
1954	7,42	5,97	6,69	6,94	7,67	7,70	8,24	7,90	8,18	8,68	7,31	8,21	1,41	0,53	7,15	
1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89	
1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	

Le relevé n° 10 reproduit ci-dessous donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre repartis d'après le mois où ils ont été commis.

Relevé n° 10. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES COMMISES EN BELGIQUE DANS UN LIEU INDETERMINE ET A. — PAR DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							DANS UN LIEU DETERMINE								FAITS COMMIS		Total général	Nombres de la nomenclature									
		DURANT							LES MOIS DE								En Belgique dans un lieu déterminé ou indéterminé	A l'étranger											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	4 une époque inconnue ou indéterminée					Total								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis								
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	1	—	4	1							
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	2	11	2							
Faux en écritures	3	40	17	28	25	29	44	32	34	35	40	33	46	6	2	—	87	498	172	14	684	3							
Faux témoignage ou serment	4	6	3	3	2	4	3	3	—	—	3	1	4	—	—	—	1	33	—	—	33	4							
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	13	1	6	9	9	12	8	13	11	11	7	6	—	—	—	3	109	5	5	119	5							
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	4	5	4	5	5	—	2	—	—	5	—	5	—	—	—	8	46	—	—	46	6							
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	105	72	116	94	103	133	138	128	145	102	127	106	—	—	—	3	1 372	13	3	1 388	8							
									33	32	36	29	15	—	—	1	313	1	—	314	8								
Infractions contre la sécurité publique	8	31	10	23	23	20	26	34	14	19	9	15	15	—	—	—	3	183	4	1	188	9							
									9	14	7	18	9	17	24	19	10	8	7	10	15	—	10	123	12	—	135	10	
Avortement	10	8	6	6	17	7	12	6	11	8	7	10	15	—	—	—	10	123	12	—	135	10							
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1	8	2	5	4	4	5	6	2	5	4	7	2	1	—	20	76	7	—	83	11							
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12							
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	—	1	2	1	1	1	—	1	1	—	—	—	1	10	2	—	12	13							
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14							
									44	41	50	32	41	6	3	65	532	28	1	561	15								
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	28	25	21	40	48	34	54	13	28	20	14	32	—	—	—	46	308	21	1	330	16							
									63	70	50	31	41	3	3	103	735	20	1	756	17								
Outrages publics aux mœurs	16	54	21	17	15	17	10	21	1	1	3	—	1	—	—	—	12	—	—	—	12	18							
									18	1	—	2	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	12	18	
Adultère et bigamie	19	228	135	139	150	191	191	198	183	153	230	194	167	19	3	202	2 383	239	7	2 629	19								
Abandon de famille	20	8	9	6	10	5	6	9	8	11	10	11	7	1	5	21	127	9	—	136	20								
Meurtre	21	—	1	1	—	1	—	1	4	1	—	—	2	—	—	—	11	—	—	—	11	21							
									22	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	22	
Lésions corporelles volontaires	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23							
									23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
									24	188	102	181	184	202	176	241	239	215	189	177	183	—	—	6	2 283	9	4	2 296	24
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	25	149	90	129	113	199	168	203	217	202	157	186	150	—	—	—	1	2 004	1	1	2 006	25							
									27	7	4	3	3	5	6	10	6	3	5	2	5	—	—	59	—	—	59	27	
Calomnies et injures	28	7	14	13	9	5	5	10	17	17	7	12	8	1	—	—	9	134	2	—	136	28							
									29	—	1	6	11	9	3	4	5	5	9	15	5	—	—	73	—	—	73	29	
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31							
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32							
Violation du secret professionnel	32	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	32							
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	33							
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34							
									35	283	155	193	203	203	180	206	180	259	290	256	305	16	1	154	2 884	122	14	3 020	35
									36	13	5	16	4	13	11	10	14	22	8	7	13	—	—	6	142	—	—	142	36
Banqueroute	37	9	1	2	5	3	4	3	—	1	1	2	4	—	1	16	52	12	—	64	37								
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	69	63	66	74	69	85	70	86	85	82	71	71	5	1	165	1 062	139	5	1 206	38								
									39	4	1	1	3	4	3	—	1	2	—	1	2	—	—	22	—	—	22	39	
Recel	40	18	12	22	16	18	20	20	19	32	10	14	25	5	2	35	268	37	1	306	40								
Incendie	41	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41							
									42	3	—	—	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	7	—	—	7	42	
Destructions et dommages	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43							
									44	34	16	13	21	14	20	21	29	39	28	28	18	—	—	3	284	—	1	285	44
									45	17	13	15	21	14	16	27	19	17	16	23	20	—	—	3	221	—	—	221	45
Totaux		1 397	813	1 102	1 165	1 267	1 254	1 457	1 389	1 466	1 384	1 303	1 330	64	22	973	16 386	857	61	17 304									

BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE, DES INFRACTIONS COMMISES EN DES INFRACTIONS COMMISES A L'ETRANGER. PRIMAIRES. — ANNEE 1956

B. — PAR DES CONDAMNES

Relevé n° 10 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							DANS UN LIEU DETERMINE								FAITS COMMIS		Total général	Nombres de la nomenclature		
		DURANT							LES MOIS DE								En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger				
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque incertaine ou indéterminée					Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	1	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	9	4	—	13	2
Faux en écritures	3	27	16	19	16	29	29	16	23	22	27	22	19	3	—	—	55	323	114	3	440	3
Faux témoignage ou serment	4	3	1	—	2	1	1	1	1	1	1	2	1	—	—	—	—	14	1	—	15	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	8	3	8	7	9	5	8	7	12	11	13	8	—	—	—	4	103	1	—	104	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5	6
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	119	70	115	113	148	137	175	171	169	146	147	141	—	—	—	4	1 655	12	—	1 667	7
Infractions contre la sécurité publique	8	14	4	9	14	12	6	23	8	10	14	15	8	—	—	—	1	138	3	—	141	8
Avortement	9	17	7	22	13	21	23	34	26	28	24	20	21	—	—	—	7	263	15	4	282	9
Exposition ou délaisement d'enfants	10	5	5	1	5	2	—	3	3	6	1	6	4	—	—	—	3	44	5	—	49	10
Destruction ou supposition d'état	11	12	5	4	—	7	6	6	—	4	11	3	5	2	—	—	17	82	5	—	87	11
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	12
Attentats à la pudeur et viols	13	—	1	—	—	1	2	—	—	2	1	2	—	—	—	—	1	12	1	—	13	13
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols	15	18	11	16	21	18	28	28	23	21	24	14	32	1	—	—	43	298	14	2	314	15
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	49	25	20	22	22	14	23	14	18	16	17	20	5	1	—	43	309	23	1	333	16
Outrages publics aux mœurs	17	18	13	22	24	35	32	55	41	46	34	24	23	—	—	—	35	404	16	—	420	17
Outrages publics aux mœurs	18	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5	18
Adultère et bigamie	19	129	90	101	82	86	82	114	92	89	131	126	107	6	2	—	123	1 360	111	—	1 471	19
Abandon de famille	20	25	18	16	19	15	23	24	16	19	20	21	21	3	—	—	37	277	20	—	297	20
Meurtre	21	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	—	—	3	21
Meurtre	22	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22
Meurtre	23	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	23
Lésions corporelles volontaires	24	202	102	204	170	207	218	225	209	214	180	197	169	—	—	—	12	2 309	12	1	2 322	24
Lésions corporelles volontaires	25	133	54	112	86	119	131	163	167	155	125	116	142	—	—	—	1	1 504	—	—	1 504	25
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	6	2	13	2	8	4	5	5	7	8	8	6	—	—	—	—	74	1	—	75	27
Calomnies et injures	28	8	5	12	9	9	10	9	5	8	8	11	9	—	—	—	4	107	—	—	107	28
Calomnies et injures	29	2	2	1	3	6	5	5	6	9	5	7	5	—	—	—	—	56	—	—	56	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5	33
Vol et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	3	34
Vol et maraudages	35	267	153	221	209	223	223	229	225	233	249	226	266	6	1	—	163	2 894	107	6	3 007	35
Vol et maraudages	36	1	2	7	4	4	7	5	9	11	10	10	2	—	—	—	3	75	—	—	75	36
Banqueroute	37	2	1	3	2	4	2	2	1	1	—	2	4	—	—	—	11	35	8	1	44	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	104	90	95	117	85	105	109	99	102	107	77	109	9	3	—	203	1 414	202	12	1 628	38
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	1	1	—	—	1	1	—	—	1	3	—	—	—	—	—	1	9	—	—	9	39
Recel	40	25	7	8	14	14	16	19	19	10	18	19	16	1	—	—	10	196	27	—	223	40
Incendie	41	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	41
Incendie	42	—	1	1	—	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6	—	—	6	42
Incendie	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages	44	22	17	21	23	24	23	30	35	17	25	33	33	1	—	—	—	304	4	—	308	44
Destructions et dommages	45	13	10	11	12	15	12	14	12	10	9	8	13	—	—	—	—	139	—	—	139	45
Totaux		1 233	718	1 066	990	1 130	1 151	1 333	1 221	1 227	1 212	1 152	1 184	37	9	781	14 444	706	30	15 180		

RECIDIVISTES. — ANNEE 1956

C. — PAR DES CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES RÉUNIS. — ANNÉE 1956

Relevé n° 10 — 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							DANS UN LIEU DÉTERMINÉ							FAITS COMMIS		Total général	Numéros de la nomenclature			
		DURANT							LES MOIS DE							En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger					
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre					à une époque inconnue ou indéterminée	Total	
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis			
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	1	—	6	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	1	2	1	2	4	1	3	—	1	—	—	—	—	—	17	5	2	24	2
Faux en écritures	3	67	33	47	41	58	73	48	57	57	67	55	65	9	2	142	821	286	17	1 124	3	
Faux témoignage ou serment	4	9	4	3	4	5	4	4	1	—	4	3	5	—	—	1	47	1	—	48	4	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	21	4	14	16	18	17	16	20	23	22	20	14	—	—	7	212	6	5	223	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	5	5	6	6	5	—	2	1	3	5	—	5	—	—	8	51	—	—	51	6	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	224	142	231	207	251	270	313	299	314	248	274	247	—	—	7	3 027	25	3	3 055	7	
Infractions contre la sécurité publique	8	45	14	32	37	32	32	57	41	42	50	44	23	—	—	2	451	4	—	455	8	
	9	31	14	40	22	38	47	53	40	47	33	35	36	—	—	10	446	19	5	470	9	
Avortement	10	13	11	7	22	9	12	9	14	14	8	16	19	—	—	13	167	17	—	184	10	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	13	13	6	5	11	10	11	6	6	16	7	12	4	1	37	158	12	—	170	11	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	12	
Enlèvement de mineurs	13	—	1	1	—	2	4	1	3	3	1	3	1	—	—	2	22	2	—	24	13	
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14
	15	46	36	37	61	66	62	82	67	62	74	46	73	7	3	108	830	28	1	859	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	103	46	37	37	39	24	44	27	46	36	31	52	5	1	89	617	35	3	655	16	
Outrages publics aux mœurs	17	71	28	68	85	79	84	155	104	116	84	55	64	3	5	138	1 139	43	2	1 184	17	
	18	1	—	2	—	2	3	1	1	2	4	—	1	—	—	—	17	16	—	33	18	
Adultère et bigamie	19	357	225	240	232	277	273	312	275	242	361	320	274	25	5	325	3 743	350	7	4 100	19	
Abandon de famille	20	33	27	22	29	20	29	33	24	30	30	32	28	4	5	58	404	29	—	433	20	
Meurtre	21	1	1	1	—	1	—	1	4	1	1	1	2	—	—	—	14	—	—	14	21	
	22	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—	—	4	22	
Lésions corporelles volontaires	23	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	23	
	24	390	204	385	354	409	394	466	448	429	369	374	352	—	—	18	1 592	21	5	4 618	24	
	25	282	144	241	229	318	299	366	384	357	282	302	302	—	—	2	3 508	1	1	3 510	25	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	13	6	16	5	13	10	15	11	10	13	10	11	—	—	—	133	1	—	134	27	
Calomnies et injures	28	15	19	25	18	14	15	19	22	25	15	23	17	1	—	13	241	2	—	243	28	
	29	2	3	7	14	15	8	9	11	14	14	22	10	—	—	—	129	—	—	129	29	
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	30	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	32	
Violation du secret professionnel	32	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	7	33	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	2	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	31	
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	35	550	308	414	412	426	403	435	405	492	539	482	571	22	2	317	5 778	229	20	6 027	35	
	36	14	7	23	8	17	18	15	23	33	18	17	15	—	—	9	217	—	—	217	36	
Banqueroute	37	11	2	5	7	7	6	5	1	2	1	4	8	—	1	27	87	20	1	108	37	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	173	153	161	191	154	190	179	185	187	189	148	180	14	4	368	2 476	341	17	2 834	38	
	39	5	2	1	3	5	4	—	1	2	3	1	2	—	—	1	31	—	—	31	39	
Recel	40	43	19	30	30	32	36	39	38	42	28	33	41	6	2	45	464	64	1	529	40	
Incendie	41	—	—	2	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	6	—	—	6	41	
	42	3	1	1	1	1	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	13	—	—	13	42	
	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	44	56	33	34	44	38	43	51	64	56	53	61	51	1	—	3	588	4	1	593	44	
	45	30	23	26	33	29	28	41	31	27	25	31	33	—	—	3	360	—	—	360	45	
Totaux		2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830	1 563	91	32 484		

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE

jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1956

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAUX
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	190	88	151	118	181	186	234	164	184	170	191	164	4	2 025
Faits d'ivresse commis isolément	966	610	991	1 060	1 031	1 175	1 235	989	1 015	998	868	861	—	11 802
Total des deux catégories	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4	13 827

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1942, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque inconnue
	commiss isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1942	1 710	461	2 201	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2
1943	1 944	415	2 349	164	178	177	208	196	202	220	219	208	225	171	180	1
1944	1 534	201	1 735	211	153	151	155	119	135	125	97	103	128	173	185	—
1945	1 063	179	1 242	63	87	95	90	105	99	130	137	152	116	89	79	—
1946	3 296	502	3 798	238	283	332	397	389	396	363	358	343	242	194	261	2
1947	4 892	1 023	5 915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13
1948	5 897	1 723	7 620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités	9
2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle	9
Nomenclature détaillée	10
3. Unités prises en considération par la statistique criminelle	13
4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle	13
Modèle de fiche	15
5. Organisation des travaux statistiques	16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel	17
2. Notions de droit pénal :	
1) Le droit pénal est un droit écrit	17
2) Infractions et peines principales	17
3) Peines accessoires et subsidiaires	17
4) Personnalité des peines	18
5) Non rétroactivité de la loi pénale	18
6) Tentative	18
7) Concours	18
8) Participation	18
9) Causes de justification	18
10) Causes d'excuse	18
11) Circonstances atténuantes	18
12) Récidive	19
13) Extinction de peine	19
14) Délais de prescription	19

15) Libération et condamnation conditionnelle	19
16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance	19
17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930	19
3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence	20
1) Mission de la police judiciaire	20
2) Saisine des juridictions répressives	20
a) Actions publique et civile	20
b) Action publique devant les juridictions répressives	21
Les juridictions de jugement	21
1) Tribunaux de police	22
2) Tribunaux correctionnels	23
3) Cours d'appel	23
4) Cours d'assises	23
5) Cour de cassation	23
Extinction de l'action publique	23
4. Le droit et la statistique	24
1) Infractions et peines	24
2) Concours et participation	24
3) Récidive	24
§ 3. Données démographiques.	
Tableaux :	
1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge	26
2) Étendue territoriale et densité de population par km ² par arrondissement judiciaire	27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° Le sexe des condamnés :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° Les antécédents judiciaires :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

DOCUMENTATION

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain BRUXELLES

P^oe

C. B. 2. 2

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1956

N^o. I

La reproduction des données est subordonnée

à l'indication de la source.

Mars 1958

SOMMAIRE

<i>Actes notariés.</i>	p. 1
<i>Défense sociale.</i>	p. 7
<i>Grâces et libération conditionnelle.</i>	p. 13
<i>Juridiction du travail.</i>	p. 19
<i>Adoptions.</i>	p. 27
<i>Protection de l'enfance.</i>	p. 31

STATISTIQUE
des
ACTES NOTARIÉS

ANNÉE 1956

ACTES NOTAIRES

ANNEE 1956

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTAIRES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR
CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT - ANNEE 1956

CANTONS	1956		CANTONS	1956	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	24.930	443.258.842	Malines (2 cantons)	5.371	26.097.043
Anderlecht	5.739	41.308.594	Duffel	1.595	6.764.566
Assche	2.971	11.217.584	Heist-op-den-Berg	2.865	8.001.202
Hal	3.125	14.844.665	Lierre	1.828	9.111.741
Ixelles (2 cantons)	7.294	69.952.353	Puurs	1.565	5.977.035
Molenbeek-Saint-Jean	5.057	43.042.385	Arr. jud. de Malines :	13.224	55.951.587
Saint-Gilles	2.560	20.679.478	Turnhout	2.573	12.196.176
Saint-Josse	6.517	48.552.301	Arendonk	1.162	3.770.346
Schaerbeek (2 cantons)	7.204	60.363.229	Herentals	2.789	11.007.305
Sint-Kwintens-Lennik	2.371	10.343.831	Hoogstraten	1.257	7.484.570
Uccle	6.037	39.926.429	Mol	4.131	13.340.544
Vilvorde	2.779	12.678.837	Westerloo	1.693	5.484.290
Wolvertem	3.182	14.543.161	Arr. jud. de Turnhout :	13.605	53.283.231
Arrond. jud. de Bruxelles :	79.766	830.711.709	Mons	4.862	18.410.937
Louvain (2 cantons)	8.456	42.063.919	Boussau	3.066	6.510.674
Aarschot	1.725	4.987.416	Chièvres	767	2.508.592
Diest	2.022	6.224.649	Dour	2.383	5.846.005
Glabbeek	965	3.249.811	Enghien	985	3.865.834
Haacht	2.040	6.687.446	La Louvière	3.055	13.795.775
Tirlemont	2.319	12.564.971	Lens	1.771	4.868.991
Léau	828	2.746.436	Pâturages	2.668	7.544.818
Arrond. jud. de Louvain :	18.355	78.524.648	Roeulx	1.966	6.134.339
Nivelles	4.931	23.956.450	Soignies	1.905	8.355.686
Genappe	1.375	5.250.049	Arr. jud. de Mons :	23.428	77.841.451
Jodoigne	1.536	6.353.142	Charleroi (2 cantons)	8.172	40.174.329
Perwez	956	3.741.850	Beaumont	819	4.356.559
Wavre	4.543	21.289.385	Binche	2.943	10.727.461
Arrond. jud. de Nivelles :	12.341	60.570.876	Châtelet	3.487	10.245.877
Anvers (4 cantons)	24.207	284.548.302	Chimay	1.190	4.726.483
Berchem	2.209	14.876.392	Fontaine-l'Evêque	2.628	9.180.942
Boom	1.863	6.608.714	Gosselies	2.462	9.262.296
Borgerhout	4.724	28.450.830	Jumet	2.838	8.655.705
Brecht	2.552	11.553.464	Marchienne-au-Pont	1.869	10.617.363
Ekeren	3.581	14.989.849	Merbes-le-Château	892	2.902.103
Kontich	2.022	10.438.782	Seneffe	1.950	7.620.906
Zandhoven	1.882	9.426.117	Thuin	1.529	5.330.032
Arrond. jud. d'Anvers	42.840	380.690.430	Arr. jud. de Charleroi :	30.779	123.800.056

CANTONS	1956		CANTONS	1956	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.702	12.601.548	Bruges (3 cantons)	9.715	80.962.755
Antoing	1.275	3.463.874	Ardoote	595	3.108.628
Ath	1.030	4.158.661	Gistel	1.141	6.766.551
Celles	499	2.171.963	Ostende	2.987	24.763.587
Flobecq	592	1.993.100	Ruisselede	374	2.954.913
Frasnes	969	4.477.460	Tielt	732	7.621.119
Lessines	1.570	6.931.863	Torhout	2.616	10.950.716
Leuze	1.009	4.186.663			
Péruwelz	1.128	3.488.791	Arrond. jud. de Bruges :	18.160	137.128.269
Quevaucamps	881	3.170.468			
Templeuve	825	2.945.608	Courtrai (2 cantons)	4.302	26.687.213
Arrond. jud. de Tournai :	12.480	49.589.999	Avelgem	604	2.907.297
			Harelbeke	1.846	11.909.353
Gand (3 cantons)	9.010	71.936.157	Izegem	1.419	7.086.519
Assenede	867	3.006.031	Menin	2.178	9.982.792
Deinze	963	5.095.372	Meulebeke	994	3.987.459
Eeklo	1.665	7.849.657	Mouscron	3.070	11.896.994
Evergem	2.345	14.616.190	Moorsele	1.118	5.941.130
Kaprijke	644	3.514.043	Oostrozebeke	513	1.989.871
Kruishoutem	871	4.270.318	Roulers	1.687	10.939.048
Ledeberg	1.736	13.046.167	Arrond. jud. de Courtrai :	17.731	92.427.676
Loochristi	967	3.531.229			
Nazareth	843	5.505.287	Furnes	1.426	11.351.942
Nevele	901	7.831.664	Dixmude	1.065	7.031.923
Oosterzele	1.703	8.689.279	Haringe	568	2.684.489
Waarschoot	634	4.292.352	Nieuport	1.122	8.664.681
Zomergem	687	3.839.438	Arrond. jud. de Furnes	4.181	29.733.035
Arrond. jud. de Gand :	23.836	157.023.184			
			Ypres (2 cantons)	1.492	9.044.808
Audenarde	1.682	8.551.764	Hoëglede	577	3.454.794
Grammont	1.445	7.173.516	Messines	593	5.910.244
Herzele	2.438	10.020.122	Passendale	798	5.151.295
Nederbrakel	849	3.697.808	Poperinge	782	4.537.029
Ninove	3.133	10.750.132	Wervik	899	6.072.458
Renaix	1.410	7.479.138	Arrond. jud. d'Ypres :	5.141	34.170.626
Sint-Maria-Horebeke	460	2.459.925			
Zottegem	1.025	4.146.943	Liège (2 cantons)	10.216	127.225.635
Arrond. jud. d'Audenarde :	12.440	54.279.348	Dalhem	978	4.206.418
			Fexhe-Slins	2.251	8.703.166
Termonde	2.203	9.048.846	Fléron	2.778	9.358.557
Alost	4.069	28.335.407	Grivegnée	2.480	15.370.376
Beveren	1.374	5.489.306	Herstal	2.569	10.348.407
Hamme	1.203	5.132.496	Hollogne-aux-Pierres	2.520	8.748.080
Lokeren	1.600	8.916.745	Louveigné	1.459	5.443.862
Sint-Gillis-Waas	2.670	8.822.782	Saint-Nicolas	2.182	12.690.893
Saint-Nicolas	2.462	12.301.672	Seraing	3.701	12.243.903
Tamise	1.697	6.188.763	Waremmes	1.430	4.240.816
Wetteren	1.606	6.857.154	Arrond. jud. de Liège :	32.564	218.580.113
Zeze	1.378	5.560.424			
Arr. jud. de Termonde :	20.262	96.653.595			

CANTONS	1956		CANTONS	1956	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	2.526	9.735.040	Marche-en-Famenne	854	3.719.699
Ferrières	785	2.208.039	Durbuy	861	3.964.973
Hannut	1.194	4.934.655	Erezée	413	1.429.221
Héron	776	1.876.553	Houffalize	640	3.831.862
Jehay-Bodegnée	1.339	4.719.143	Laroche	625	3.345.870
Landen	1.342	3.576.026	Nassogne	647	4.355.343
Nandrin	1.078	4.082.424	Vielsalm	905	4.124.786
Arrond. jud. de Huy :	9.040	31.131.880	Arr. jud. de Marche-en-Famenne :	4.945	24.771.754
Verviers	2.815	17.432.859	Neufchâteau	909	3.166.246
Aubel	909	3.130.252	Bastogne	1.112	4.655.335
Dison	895	3.682.256	Bouillon	519	1.644.559
Eupen	1.197	7.120.748	Paliseul	618	3.039.698
Herve	684	4.089.893	Saint-Hubert	673	2.149.477
Limbourg	914	3.882.794	Sibret	642	3.367.483
Malmédy	1.715	6.090.511	Wellin	461	2.412.219
Saint-Vith	1.297	3.577.698	Arrond. jud. de Neufchâteau :	4.934	20.435.017
Spa	1.856	9.169.519			
Stavelot	1.196	3.923.946	Namur (2 cantons)	5.822	29.917.555
Arrond. jud. de Verviers :	13.478	62.100.468	Andenne	1.449	6.550.479
			Eghezée	1.044	6.607.113
Tongres	1.779	8.243.178	Fosses	2.673	9.037.409
Bilzen	2.466	7.056.354	Gembloux	1.987	7.289.666
Borgloon (Looz)	1.464	5.370.010	Arrond. jud. de Namur :	12.975	59.402.222
Brée	922	3.123.563			
Maaseik	1.371	5.033.555	Dinant	1.588	6.504.301
Mechelen	2.220	5.834.096	Beauraing	749	2.775.099
Zichen-Zussen-Bolder	786	1.709.451	Ciney	1.431	5.408.703
Arrond. jud. de Tongres :	11.008	36.370.207	Couvin	1.253	3.492.081
			Flotennes	734	2.332.310
Hasselt	3.503	14.664.551	Gedinne	744	1.910.415
Beringen	2.105	5.854.605	Philippeville	779	2.512.378
Herck-la-Ville	1.552	5.782.503	Roche fort	819	3.452.808
Neerpelt	2.050	6.782.389	Walcourt	1.029	3.726.412
Peer	1.125	3.487.989	Arrond. jud. de Dinant :	9.126	32.114.507
Saint-Trond	2.167	12.768.363			
Arrond. jud. de Hasselt :	12.502	49.340.400			
Arlon	1.311	5.601.403	Total général :	465.722	2.866.260.536
Etalle	1.027	2.933.782			
Fauvillers	213	934.477			
Florenville	722	1.971.589			
Messancy	1.197	4.337.925			
Virton	1.111	3.855.072			
Arrond. jud. d'Arlon :	5.581	19.634.248			

STATISTIQUE de l'APPLICATION de la LOI

de

DÉFENSE SOCIALE du 9 avril 1930

ANNÉE 1956

iqu
me
it
le
38

p

n
e
r

ANNEE 1956

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INCULPES EN ETAT DE DEMENCE, DE DESEQUILIBRE

MENTAL OU DE DEBILITE MENTALE (1956)

NATURE DE L'INFRACTION COMMISE 1	Inculpés internés par application de l'article 7								
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7	Hommes 8	Femmes 9	Ensemble 10
Juridiction d'instruction									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	1	1	6	1	7	1	14	3	17
Les mœurs	38	-	41	-	-	-	79	-	79
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Incendie	-	1	4	1	-	-	4	2	6
Faux en écritures	10	2	-	-	-	-	10	2	12
Vols qualifiés	48	4	7	-	-	-	53	4	57
Autres crimes	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	18	4	-	-	-	-	18	4	22
Les mœurs	39	8	-	-	-	-	39	8	47
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Vols	38	8	-	-	-	-	38	8	41
Escroqueries	13	1	-	-	-	-	13	1	14
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	7	1	-	-	-	-	7	1	8
Autres délits	4	1	3	-	-	-	7	1	8
Total :	210	31	61	2	7	1	278	34	312
Juridiction de jugement									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Les mœurs	10	2	2	-	-	-	12	2	14
Les biens :									
Incendie	1	1	1	-	-	-	2	1	3
Faux en écritures	5	1	-	-	-	-	5	1	6
Vols qualifiés	10	1	-	-	-	-	10	1	11
Autres crimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	3	2	-	-	-	-	3	2	5
Les mœurs	4	-	-	-	-	-	4	-	4
Les biens :									
Vols	10	-	-	-	-	-	10	-	10
Escroqueries	2	4	-	-	-	-	2	4	6
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Autres délits	5	-	1	-	-	-	6	-	6
Total :	52	11	4	-	-	-	56	11	67
Article 23									8
Le Royaume :	282	42	65	2	7	1	334	45	387

Tableau 2 - DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUTEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1956)

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1956	82	244	91	21
1955	45	118	49	14
1954	22	366	43	20
1953	27	105	41	8
1952	25	80	38	12
1951	24	118	32	8
1950	39	136	39	6
1949	72	167	63	2
1948	68	172	47	4
1947	53	188	47	4

Tableau 3 - RECIDIVISTES OU DELINQUANTS D'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1956)

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION 1	En vertu de l'article 25				En vertu de l'article 24		Totaux		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		Hommes 8	Femmes 9	Ensemble 10
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7			
Crimes contre :									
Les mœurs	-	-	2	-	-	-	2	-	2
Les biens : Vols qualifiés	8	-	4	-	-	-	12	-	12
Faux en écritures	3	-	4	1	-	-	7	1	8
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les mœurs	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Les biens : Vols	11	1	7	-	-	-	18	1	19
Escroqueries	2	-	7	-	-	-	9	-	9
Abus de confiance	-	-	1	-	-	-	1	-	1
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Le Royaume :	26	1	25	1	-	-	51	2	53

Tableau 4 - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNEES (1956)

SIEGE 1	Internements			Mises à la disposition du gouvernement 5	Ensemble des mesures en vertu de la loi 6
	Juridictions d'instruction 2	Juridictions de jugement 3	Total 4		
COURS D'ASSISES					
	-	-	-	-	-
COUR MILITAIRE					
	-	2	2	-	2
COURS D'APPEL					
Bruxelles	55	8	63	16	79
Gand	10	4	14	6	20
Liège	13	10	23	4	27
Total :	78	24	102	26	128
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS					
Bruxelles	23	10	33	10	43
Louvain	8	-	8	-	8
Nivelles	4	1	5	-	5
Anvers	48	7	55	2	57
Malines	6	2	8	-	8
Turnhout	8	3	11	-	11
Mons	7	1	8	-	8
Charleroi	26	4	30	2	32
Toumai	4	-	4	1	5
Gand	20	1	21	2	23
Audenarde	1	-	1	-	1
Termonde	10	-	10	-	10
Bruges	5	-	5	5	10
Courtrai	3	-	3	-	3
Furnes	-	-	-	-	-
Ypres	-	1	1	-	1
Liège	21	1	22	3	25
Huy	1	-	1	-	1
Verviers	6	-	6	-	6
Tongres	16	-	16	-	16
Hasselt	2	-	2	-	2
Arlon	3	-	3	1	4
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-
Namur	6	-	6	1	7
Dinant	6	1	7	-	7
Total :	234	32	266	27	293
CONSEILS DE GUERRE					
	-	11	11	-	11
Total général :	312	67	379	53	432

STATISTIQUE des GRÂCES
et de la
LIBÉRATION CONDITIONNELLE

ANNÉE 1956

STATISTIQUE DES GRÂCES ET DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

- 1956 -

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRÂCES : REQUÊTES SOUMISES, REJETÉES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1934	11.744	7.839	66,75	3.905	33,25
1935	11.390	7.652	67,18	3.738	32,82
1936	9.784	6.479	66,22	3.305	33,78
1937	9.300	6.166	66,30	3.134	33,70
1938	8.275	5.468	66,08	2.807	33,92
1939	8.842	5.634	63,72	3.208	36,28
1940	5.957	3.501	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.867	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.706	35,94	11.948	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35

2. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNÉES	Sexe		Age							Etat civil		
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1953(1)	715	92	22	142	120	225	167	95	36	273	434	39
1953(2)	233	12	-	2	34	87	79	35	8	68	148	8
1954(1)	729	72	31	166	128	207	162	79	28	280	417	38
1954(2)	145	12	-	1	15	73	43	20	5	55	77	8
1955(1)	708	89	19	166	133	187	150	99	43	293	420	34
1955(2)	165	12	-	3	13	70	55	32	4	51	99	6
1956(1)	600	73	10	112	128	160	146	92	25	223	367	25
1956(2)	94	6	-	-	7	44	26	16	7	39	45	3

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

ANNÉES	Antécédents				Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine								
	Divorcés	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vois, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions, dégradations
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1953(1)	61	361	183	263	10	28	423	22	202	105	3	4	10
1953(2)	21	116	47	82	245	-	-	-	-	-	-	-	-
1954(1)	66	367	169	265	21	10	455	16	216	77	-	1	5
1954(2)	17	91	28	38	157	-	-	-	-	-	-	-	-
1955(1)	50	402	169	226	30	10	426	22	197	99	4	4	5
1955(2)	21	118	28	31	177	-	-	-	-	-	-	-	-
1956(1)	58	351	138	184	9	8	366	18	193	70	-	3	6
1956(2)	13	55	22	23	100	-	-	-	-	-	-	-	-

3. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERATIONS ACCORDEES

ANNÉES	Durée de la peine										
	Prononcée							Restant			
	Moins de 1 an	de 1 à -de 2 ans	de 2 à -de 5 ans	de 5 à -de 10 ans	de 10 à -de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à -de 6 mois	de 6 mois à -de 1 an	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1953 (1)	154	227	259	87	55	18	7	170	177	171	
1953 (2)	-	-	12	50	97	86	-	2	5	4	
1954 (1)	184	232	225	76	62	16	6	231	164	174	
1954 (2)	-	1	10	29	50	66	1	2	2	5	
1955 (1)	225	211	218	71	52	6	14	263	171	158	
1955 (2)	-	-	11	32	41	72	21	1	-	5	
1956 (1)	152	201	212	56	40	6	6	206	165	133	
1956 (2)	-	-	2	17	22	33	26	-	-	2	

ANNÉES	Durée du temps d'épreuve										
	à subir					à subir					
	de 1 à -de 2 ans	de 2 à -de 3 ans	de 3 à -de 5 ans	de 5 à -de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à -de 5 ans	de 5 à -de 10 ans	de 10 à -de 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
1	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1953 (1)	136	46	37	42	28	455	156	127	39	23	7
1953 (2)	16	20	17	34	147	3	10	51	36	145	-
1954 (1)	113	34	26	34	25	513	132	99	35	17	5
1954 (2)	8	11	20	35	74	7	20	26	30	73	1
1955 (1)	99	24	32	31	19	529	103	116	31	5	13
1955 (2)	14	3	22	58	74	3	12	34	63	44	21
1956 (1)	86	25	21	25	12	452	97	86	29	3	6
1956 (2)	5	7	7	29	50	2	13	16	22	21	26

(1) = Les prisons ou droit commun.
 (2) = Les centres d'internement ou inciviques.

4. - SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libérations conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à -de 2 ans après l'octroi	de 2 à -de 5 ans après l'octroi	de 5 à -de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1953 (1)	22	26	22	1	-	71	1.100
1953 (2)	4	10	31	1	-	46	36
1954 (1)	24	32	20	6	-	82	857
1954 (2)	3	1	11	6	-	21	18
1955 (1)	35	29	27	11	-	102	825
1955 (2)	2	5	12	14	-	33	2
1956 (1)	25	34	28	14	-	101	915
1956 (2)	1	2	4	5	-	12	6

STATISTIQUE
de la
JURIDICTION du TRAVAIL

ANNÉE 1956

5. - PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1953 (1)	1.007	343	1.983	901	147	156	3.329	677
1953 (2)	-	-	570	810	3	-	1.499	231
1954 (1)	945	258	2.748	860	140	107	2.897	646
1954 (2)	-	-	1.115	761	-	-	1.793	160
1955 (1)	468	268	2.344	918	83	88	2.450	388
1955 (2)	7	-	935	536	-	-	300	138
1956 (1)	349	174	2.322	808	119	88	2.398	464
1956 (2)	-	-	778	281	-	-	328	79

(1) = Les prisons ou de droit commun

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

Tableau 1 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGE DE JURI-DICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.554	209	397	1.655	293	398	77	316	-	5	1.281	210	905	-	166
	E	1.431	63	5	1.198	165	5	-	5	-	-	1.827	352	1.042	-	433
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120	5	115	-	-
Hal	O	54	13	35	-	6	33	3	26	-	4	-	-	-	-	-
	E	21	1	19	-	1	16	3	6	-	7	2	-	2	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	199	58	-	123	18	-	-	-	-	-	88	7	76	-	5
	E	37	12	-	24	1	-	-	-	-	-	27	7	20	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	O	165	31	-	78	56	-	-	-	-	-	72	9	49	-	14
	E	32	7	-	17	8	-	-	-	-	-	22	3	11	-	8
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Nivelles	O	43	8	3	19	13	3	-	2	-	1	21	-	7	-	14
	E	10	-	-	8	2	-	-	-	-	-	14	-	8	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Tubize	O	11	4	-	4	3	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-
	E	4	-	-	3	1	-	-	-	-	-	3	-	3	-	1
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wavre	O	136	39	39	54	4	39	-	39	-	-	22	1	21	-	-
	E	24	9	-	13	2	-	-	-	-	-	7	-	7	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	O	1.562	298	-	1.163	101	-	-	-	-	-	740	-	683	-	57
	E	545	47	-	469	29	-	-	-	-	-	447	-	399	-	48
	S	25	4	-	19	2	-	-	-	-	-	11	-	7	-	4
Malines	O	171	56	-	81	34	-	-	-	-	-	89	19	52	-	18
	E	44	11	-	21	12	-	-	-	-	-	26	9	12	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	O	294	42	55	149	48	16	4	11	-	1	60	11	35	-	14
	E	15	-	-	12	3	-	-	-	-	-	10	1	6	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers; E = Pour employés; S = Spéciale pour ouvriers du port; M = Mixte

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Mons	O	101	21	7	62	11	7	-	6	-	1	20	-	18	-	2
	E	47	11	-	36	-	-	-	-	-	-	18	1	13	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Dour	O	109	23	-	74	12	-	-	-	-	-	33	6	25	-	2
	E	4	-	-	2	2	-	-	-	-	-	8	1	3	-	4
La Louvière	O	454	99	102	109	144	16	-	16	-	-	54	6	44	-	4
	E	58	6	3	26	23	1	-	1	-	-	21	3	16	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Pâturages	O	122	45	1	68	8	1	-	1	-	-	35	4	23	-	8
	E	22	3	-	16	3	-	-	-	-	-	22	3	9	-	10
Soignies	O	18	8	-	1	9	-	-	-	-	-	3	1	1	-	1
	E	14	2	-	3	9	-	-	-	-	-	6	-	3	-	3
Charleroi	O	3.617	3.257	60	156	144	60	11	49	-	-	161	19	140	-	2
	E	455	343	-	43	69	-	-	-	-	-	44	11	33	-	-
Binche	O	278	146	8	107	17	8	6	2	-	-	83	14	69	-	-
	E	27	10	-	15	2	-	-	-	-	-	16	1	13	-	2
Font.-l'Évêque	O	30	4	-	26	-	-	-	-	-	-	41	-	17	-	24
	E	14	3	-	11	-	-	-	-	-	-	12	-	7	-	5
Tournai	O	41	12	-	24	5	-	-	-	-	-	16	-	16	-	-
	E	21	3	-	16	2	-	-	-	-	-	16	-	11	-	5
Lessines	O	19	2	-	7	10	-	-	-	-	-	9	3	6	-	-
	E	5	-	-	4	1	-	-	-	-	-	5	2	3	-	-
Gand	O	544	161	-	383	-	126	11	82	-	33	334	19	257	-	58
	E	318	102	-	216	-	18	-	13	-	-	226	22	165	-	39
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
Eeklo	O	59	39	3	6	11	5	-	1	-	4	22	-	15	-	7
	E	12	8	-	3	1	-	-	-	-	-	6	-	4	-	2
Audenarde	O	22	8	-	12	2	-	-	-	-	-	12	5	4	-	3
	E	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-
Renaix	O	36	14	2	11	9	2	-	2	-	-	11	1	9	-	1
	E	17	4	-	7	6	-	-	-	-	-	11	1	7	-	3
Termonde	O	102	35	16	42	9	8	3	4	1	-	30	-	19	7	4
	E	18	5	-	10	3	-	-	-	-	-	13	3	6	-	4
Alost	O	260	25	189	-	46	16	-	15	-	1	160	16	124	-	30
	E	40	1	31	-	8	-	-	-	-	-	48	5	26	-	17
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	3	-	2
Saint-Nicolas	O	87	23	13	51	-	13	2	11	-	-	41	5	28	-	8
	E	27	10	-	14	3	-	-	-	-	-	21	5	13	-	3

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruges	O	264	43	-	201	20	-	-	-	-	-	111	10	70	-	31
	E	71	4	-	66	1	-	-	-	-	-	40	3	25	-	12
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Ostende	O	192	-	45	142	5	24	12	12	-	-	85	8	75	-	2
	E	95	-	1	32	2	-	-	-	-	-	32	2	26	-	4
Tielt	O	109	44	12	42	11	12	3	6	-	3	55	12	34	-	9
	E	13	3	-	8	2	-	-	-	-	-	8	-	4	-	4
Courtrai	O	395	120	-	275	-	-	-	-	-	-	146	32	102	-	12
	E	63	13	-	50	-	-	-	-	-	-	32	7	22	-	3
Mouscron	O	40	10	-	30	-	-	-	-	-	-	16	-	9	-	7
	E	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Roulers	O	254	71	16	135	32	4	3	1	-	-	108	13	44	-	51
	E	32	6	1	15	10	1	-	1	-	-	16	2	12	-	2
Ypres	O	45	14	-	31	-	-	-	-	-	-	28	4	21	-	3
	E	9	2	-	7	-	-	-	-	-	-	7	1	5	-	1
Liège	O	550	143	-	327	80	-	-	-	-	-	183	15	154	-	14
	E	252	18	-	209	25	-	-	-	-	-	194	4	142	-	48
Comblain-au-Pont	O	16	5	-	8	3	-	-	-	-	-	8	3	5	-	-
	E	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Fléron	O	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	E	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	O	44	8	-	24	12	-	-	-	-	-	27	3	15	-	9
	E	15	2	-	11	2	-	-	-	-	-	12	-	5	-	7
Jemeppe	O	96	19	-	39	38	-	-	-	-	-	39	-	34	-	5
	E	23	2	-	8	13	-	-	-	-	-	8	-	4	-	4
Verviers	O	126	10	10	26	80	15	-	10	-	5	76	-	43	-	33
	E	58	4	-	25	29	-	-	-	-	-	42	-	32	-	10
Eupen	O	11	8	-	2	1	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
	E	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	O	264	30	1	208	25	1	-	1	-	-	153	8	118	-	27
	E	48	2	-	43	3	-	-	-	-	-	32	-	31	-	1
Namur	O	222	64	35	106	17	35	-	35	-	-	89	17	54	-	18
	E	73	4	-	63	6	-	-	-	-	-	43	4	21	-	18
Andenne	O	11	6	-	5	-	-	-	-	-	-	6	-	6	-	-
	E	4	1	-	3	-	-	-	-	-	-	5	-	2	-	3
Auvelais	O	125	38	-	70	17	-	-	-	-	-	61	8	47	-	6
	E	7	-	-	3	4	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-

ndiqu
e me
int
de
iss

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Dinant	O	86	17	2	16	51	2	-	2	-	-	30	5	20	-	5
	E	8	-	-	7	1	-	-	-	-	-	6	-	3	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippeville	O	72	51	4	17	-	4	-	4	-	-	18	4	9	-	5
	E	7	3	-	3	1	-	-	-	-	-	5	1	2	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	O	14.011	5.382	1.055	6.169	1.405	848	135	654	1	58	4.684	498	3.510	7	669
	E	3.986	726	60	2.743	457	36	3	26	-	7	3.370	454	2.185	-	731
	SetM	25	4	-	19	2	-	-	-	-	-	166	6	141	-	19
Total		18.022	6.112	1.115	8.931	1.864	884	138	680	1	65	8.220	958	5.836	7	1.419

Tableau 1 bis - DEPOTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET
DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	3.147	354	Termonde	82	326
Hal	26	1	Alost	186	5
Vilvorde	56	122	Saint-Nicolas	142	5
Louvain	146	2	Bruges	151	3
Nivelles	69	-	Ostende	89	2
Tubize	9	-	Tielt	136	-
Wavre	49	1	Courtrai	236	29
Anvers	865	28	Mouscron	65	7
Malines	238	5	Roulers	318	29
Turnhout	284	4	Ypres	80	-
Mons	92	1	Liège	363	18
Doyn	25	-	Comblain-au-Pont	9	-
La Louvière	136	1	Fléron	-	-
Pâturages	43	-	Huy	21	1
Solignies	32	-	Jemeppe	87	-
Charleroi	196	7	Verviers	119	4
Binche	37	1	Eupen	-	5
Fontaine-l'Evêque	21	1	Hasselt	454	2
Toumai	33	3	Namur	46	9
Lessines	10	-	Andenne	-	-
Gand	289	41	Auvclais	20	-
Eeklo	28	-	Dinant	69	5
Audenarde	37	3	Philippeville	42	-
Renaix	102	6	Le Royaume :	8.685	1.031

Tableau 2 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			AFFAIRES restant à juger
		Pendaires au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	{ pour ouvriers pour employés mixte	(1) 179	137	316	119	-	119	197
		(1) 336	312	648	248	-	248	400
		42	18	60	22	-	22	38
Anvers	{ pour ouvriers pour employés mixte	69	67	136	59	-	59	77
		187	102	289	85	-	85	204
		-	12	12	8	-	8	4
Mons	{ pour ouvriers pour employés mixte	16	37	53	32	5	37	16
		19	30	49	27	5	32	17
		-	1	1	-	-	-	1
Gand	{ pour ouvriers pour employés mixte	28	52	80	37	4	41	39
		40	46	86	39	1	40	46
		-	-	-	-	-	-	-
Bruges	{ pour ouvriers pour employés mixte	32	40	72	28	2	30	42
		11	33	44	27	5	32	12
		-	2	2	-	1	1	1
Liège	{ pour ouvriers pour employés mixte	28	41	69	29	1	30	39
		36	51	87	26	2	28	59
		3	3	6	6	-	6	-
Namur	{ pour ouvriers pour employés mixte	-	10	10	9	-	9	1
		3	13	16	13	-	13	3
		-	2	2	2	-	2	-
Le Royaume	{ pour ouvriers pour employés mixte	352	384	736	313	12	325	411
		632	587	1.219	465	13	478	741
		45	38	83	38	1	39	44
Total :		1.029	1.009	2.038	816	26	842	1.196

(1) Chiffre rectifié

STATISTIQUE
des
ADOPTIONS

ANNÉE 1956

ndique
e me
int
de
iss

1
2
3
4
7
5
8
3
6
6

APPRODIS- SEMENTS 1	A doptants				A doptés													
	Hom- mes seuls	Fem- mes seules	Epoux	Au to- tai	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		Total des adoptés			
					Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Hom- mes	Fem- mes	du sexe mas- culin	du sexe fémi- nin	de ix sexes	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	100	67	66	233	32	31	36	12	23	34	11	16	25	30	129	153	282	
Louvain	6	18	7	31	1	-	-	2	2	5	3	2	14	7	20	16	36	
Nivelles	6	4	6	16	4	2	2	3	1	1	1	-	1	2	9	8	17	
Anvers	33	15	15	63	9	15	9	7	3	9	4	1	9	11	34	43	77	
Malines	3	2	6	11	1	4	2	3	1	1	-	-	-	-	4	8	12	
Turnhout	1	4	4	9	1	6	1	-	-	1	-	-	1	-	3	7	10	
Mons	27	11	10	48	7	1	13	8	5	7	4	3	5	4	34	26	60	
Charleroi	24	13	11	48	8	10	9	10	9	3	3	3	2	7	31	33	64	
Tournai	7	7	2	16	3	1	-	-	2	3	1	3	3	4	9	11	20	
Gand	9	6	3	18	3	4	2	3	1	2	-	-	5	4	11	13	24	
Audenarde	3	8	8	19	2	4	1	1	1	5	-	-	6	2	10	12	22	
Termonde	4	9	2	15	-	-	1	1	-	1	-	-	7	8	8	10	18	
Bruce	7	9	4	20	3	3	-	1	1	-	3	-	5	6	12	15	27	
Courtrai	8	4	7	19	-	4	2	1	3	-	-	-	6	8	11	13	24	
Furnes	2	-	2	4	-	1	-	-	-	-	-	-	1	2	1	3	4	
Ypres	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1	
Liège	12	18	46	76	11	10	14	14	13	6	2	7	10	12	50	49	99	
Huy	8	7	6	21	1	2	3	1	3	2	2	-	5	9	14	14	28	
Verviers	11	10	6	27	6	5	1	5	3	-	2	1	4	-	16	11	27	
Tongres	7	7	-	14	3	1	-	1	-	-	1	-	5	5	9	7	16	
Hasselt	-	5	5	10	3	2	-	1	1	-	-	-	2	1	6	4	10	
Arlon	6	3	2	11	4	2	2	1	-	-	-	-	3	4	9	7	16	
Marche-en- Famenne	-	2	6	8	3	2	-	1	-	-	-	1	-	1	3	5	8	
Neufchâteau	2	2	2	6	-	-	-	-	1	1	1	-	1	2	3	3	6	
Namur	6	11	6	23	3	2	6	1	8	5	1	-	3	5	21	13	34	
Dinant	1	3	2	6	-	1	1	-	-	-	1	-	2	1	4	2	6	
Par ressort de Cour d'appel de:																		
Bruxelles	207	141	127	475	66	73	74	75	46	64	27	28	60	65	273	295	568	
Gand	33	37	26	96	8	21	6	7	6	8	3	-	31	30	54	66	120	
Liège	53	68	81	202	34	27	27	25	29	14	10	9	35	40	135	115	250	
Le Royaume :	293	246	234	773	108	121	107	107	81	86	40	37	126	135	462	486	948	
RECAPITULATION																		
Totaux pour le Royaume en :																		
1955	241	181	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	309	301	770	
1954	307	203	173	683	80	77	118	83	55	61	39	35	123	121	415	377	792	
1953	288	197	208	693	73	84	101	88	55	56	39	41	125	143	393	412	805	
1952	281	177	215	673	82	101	94	81	59	55	26	32	118	145	379	414	793	
1951	285	176	237	698	90	117	83	80	51	56	36	42	139	130	399	425	824	
1950	296	184	211	691	111	115	80	76	40	39	50	33	110	143	391	406	797	
1949	271	212	251	734	116	108	58	62	63	56	41	41	135	155	413	422	835	
1948	281	217	278	776	117	123	61	72	43	52	52	41	161	161	434	454	888	
1947	295	247	242	784	106	120	53	57	52	52	40	38	208	166	460	433	893	
1946	296	270	260	826	95	110	65	73	44	52	47	52	211	187	462	474	926	
1945	198	194	210	602	58	97	51	47	32	43	32	46	135	155	308	388	696	

iqu
me
t
e
is
p
n
e
l

TABEAU I.

1.- Il me paraît regrettable que ce tableau indique seulement les nombres d'hommes et de femmes qu'une mesure de déchéance obligatoire ou facultative a atteint.

Il serait fort intéressant de savoir combien de familles ont été touchées par une déchéance de puissance paternelle.

2.- Les mots "réquisitions du Ministère Public ne suivies de déchéance" devraient être précisés. On peut croire, en effet, qu'il s'agit d'actions en déchéance de puissance paternelle qui ont abouti à un jugement débouté. Je puis affirmer qu'il n'en est rien, du moins en ce qui concerne le parquet de Bruxelles.

Est considéré comme "réquisitions du Ministère Public" et indiqué comme telle dans le tableau statistique établi chaque année, toute affaire dans laquelle une réquisition a été lancée.

Le fait que ces réquisitions n'ont pas été suivies de déchéance peut être attribué à plusieurs causes :

- a) le respect des droits de la défense. Bien souvent le Procureur du Roi ne peut faire fixer l'affaire à plaider, comme il le voudrait, parce que les défendeurs qui ont fait appel au Bureau de Consultation gratuite demandent que leur soit laissé le temps d'obtenir le Pro Deo. Il importe aussi de laisser aux défendeurs le temps de prendre connaissance du dossier constitué par le Procureur du Roi et de réunir les éléments de leur propre dossier,
- b) le respect des règles de la procédure civile. C'est ainsi que, lorsque l'un des défendeurs a constitué avoué, il est bien souvent nécessaire, ou au moins opportun, de réassigner l'autre défendeur pour que le jugement soit réputé contradictoire à l'égard de toutes les parties en cause,
- c) l'assignation en déchéance de puissance paternelle constitue parfois un moyen de pression exercé dans un but d'assistance éducative. Devant l'imminence d'une déchéance de puissance paternelle les défendeurs manifestent un désir de redressement, ébauchent des efforts de meilleure compréhension de leurs devoirs. Il convient de leur laisser ce qui peut être une dernière chance et d'observer, parfois pendant plusieurs

mois, des familles menacées de dislocation.

Le tableau ne mentionne pas les réquisitions du Ministère Public des années antérieures et qui ont été suivies de déchéance dans l'année considérée. Cet élément serait intéressant : il serait indicatif de la politique suivie par les parquets en matière de déchéance de puissance paternelle qui peut se résumer comme suit : "éviter, si faire se peut, la déchéance de puissance paternelle".

3.- Il est significatif, me semble-t-il, que les Cours d'Appel, saisies de jugements de déchéance de puissance paternelle, n'ont, en aucun cas, infirmé, au moins en leur entier, les décisions du premier juge.

Le nombre des appels est d'ailleurs insignifiant.

Ceci, comme l'absence de réformations, indique, me paraît-il, que les déchéances de puissance paternelle ne sont prononcées que dans des circonstances telles que les intéressés eux-mêmes en acceptent les conséquences ou, en tous cas, admettent l'inutilité d'un recours.

4.- Notons d'ailleurs que de nombreux jugements de déchéance de puissance paternelle sont rendus par défaut, faute de comparaître.

Il est peut-être regrettable que les statistiques ne fassent aucune différence entre les jugements par défaut et les jugements contradictoires.

Cette distinction ferait, me paraît-il, apparaître que c'est à la suite de jugements contradictoires que les déchéances facultatives ont été limitées à certains droits; le juge du fond ayant, par le fait même de la contradiction, le loisir de confronter les arguments de fait apportés par le Procureur du Roi avec ceux que proposent les défendeurs, apprécie mieux les véritables carences des parents et les périls auxquels les enfants sont exposés. Il peut dès lors prendre une meilleure justice en ne privant les parents que des droits dont ils assumaient mal les obligations.

5.- Le tableau I permet de constater que ce sont les grandes agglomérations qui comptent le plus de cas de déchéances facultatives.

Faut-il affirmer que seul le facteur démographique soit en cause ?

Il n'est peut-être pas exclu que les parquets compétents pour ces grands centres ont pu compter sur la

collaboration d'une police spécialisée, des services sociaux publics ou privés, un personnel social et sont ainsi à même d'assurer un meilleur dépistage.

Je crois utile d'indiquer dans le petit tableau ci-joint les chiffres de population dans les grands arrondissements avec en regard le nombre total des déchéances de puissance paternelle obligatoires et facultatives prononcées en 1956.

Arrondissements	déchéances de puis- sance paternelle obli- gatoires	Déchéances de puis- sance paternelle fa- cultatives totales et partielles.	Totaux
Bruxelles (1.371.816)	15	93	108
Mons (433.044)	1	24	25
Charleroi (598.902)	16	48	64
Bruges (388.312)	2	41	43
Gand (547.694)	2	20	22
Liège (619.707)	9	44	53
Royaume (8.951.443)	90	492	582

TABLEAUX 7, 8, 11.

Ces tableaux révèlent que sur 24.445 mineurs déférés aux Parquets du Royaume, 19.126 ont bénéficié d'un classement; que des 5.319 restant, 127 furent déférés au juge d'instruction et que 3.813 furent déférés au juge des enfants, les Parquets demeurant saisis de 1.379 mineurs.

Le nombre des classements sans suite peut paraître énorme.

Il importe cependant de tenir compte que sous la rubrique "Mineurs impliqués" se rangent tous les dossiers constitués au nom d'un mineur. Il s'agit non seulement de tous les mineurs ayant été trouvés en état de vagabondage ou de fugue (art. 13) mais aussi les mineurs s'étant rendus coupables de débauche (art. 15) et ceux qui ont commis une infraction quelconque (art. 16). C'est ainsi qu'un dossier est constitué au nom d'un mineur lorsqu'il est victime d'un attentat à la pudeur commis par un adulte. C'est ainsi que toutes les infractions, y compris les plus petites contraventions à une disposition d'un règlement communal, donnent lieu à la création d'un dossier.

Notons encore qu'un dossier au nom du mineur est ouvert lorsque celui-ci est victime d'un accident de roulage dont il ne peut être rendu responsable, ou lorsqu'il est l'objet d'une chute, ou d'un autre événement fortuit.

Rapprochant les chiffres des tableaux 7 et 8 de ceux reproduits au tableau 11, il est à remarquer que sur 3.813 mineurs déférés au Juge des Enfants, 2.357 furent jugés et 153 renvoyés des poursuites:

Ce dernier chiffre me paraît concerner les acquittements mais ne pas tenir compte des dossiers classés par le Parquet après examen de la situation sociale des mineurs par le Juge des Enfants.

Il y a lieu de noter aussi que le chiffre de 2.357 mineurs jugés comprend celui de 890 mineurs réprimandés.

TABLEAU 2. (Réintégrations)

Il est frappant de constater que, alors que pour l'année 1956, 582 déchéances ont été prononcées, 40 personnes seulement ont introduit une demande en réintégration. 34 demandes ont été accueillies. 6 furent rejetées par les tribunaux et une seule par les Cours d'Appel.

Cette étonnante disproportion demande une explication.

Je crois :

1. que les intéressés ignorent qu'après l'expiration de 10 ou 5 ans, il leur est loisible de demander leur réintégration. Sans doute pourraient-ils se renseigner. N'oublions pas cependant que pour beaucoup l'appareil judiciaire est redoutable, que les frais de procédure sont relativement élevés.

2. que les Parquets ne remplissent pas complètement la mission qui leur est dévolue. Une fois la déchéance prononcée, on se contente de veiller à assurer le meilleur avenir possible des enfants, on expose des frais considérables pour attendre ce but.

Par contre, on ne fait rien ni sur le plan purement matériel, ni surtout sur le plan social, pour que cette déchéance, provisoire aux vœux du législateur, cesse dès l'expiration des délais prévus. Les parents qui ont encouru cette terrible sanction sont laissés à eux-mêmes et l'on espère que le choc psychologique provoqué par le jugement et le placement des enfants suffiront à réveiller leurs consciences.

Les Parquets souhaitent avoir la possibilité d'aider les parents déchus à se relever. Ils exercent, sans doute, une certaine surveillance, dictée d'ailleurs et surtout par le souci de protéger aussi tôt que possible les enfants qui viendraient à naître dans ces milieux par définition suspects et aussi pour vérifier si ces mêmes milieux n'excluent pas toute possibilité de contact ultérieur des enfants placés avec leurs parents déchus. A part cela, aucune action constructive et dynamique. Pourquoi ?

Parce que les Parquets ne disposent pas des assistants sociaux en nombre suffisant pour exercer cette action sociale après déchéance.

Le Gouvernement ne semble pas avoir compris qu'il est du plus haut intérêt social que les parents déchus se reclassent aussi rapidement que possible. On semble

perdre de vue que plus courte sera la période pendant laquelle les enfants seront écartés de leur milieu naturel, plus facile sera leur réadaptation à ce milieu redevenu normal. On continue à penser que l'internat est la meilleure solution et si on ne le pense plus, on agit comme si cette mesure anti-psychologique devait être la règle. On n'a pas encore compris que le problème se situant aussi sur un plan financier, le traitement d'une assistante sociale supplémentaire serait moins onéreux pour le Trésor que la charge d'un enfant jusqu'à sa majorité !

L'expérience apprend que les demandes de réintégration sont formulées bien longtemps après que les délais prévus par la loi se sont écoulés et qu'elles sont, avant tout, motivées par le désir de mettre un terme à l'exclusion des listes d'électeurs !

C'est ainsi qu'en 1958 -année où cette exclusion a pu être sentie par deux fois- on peut constater l'introduction de demandes de réintégration relativement à des déchéances prononcées en 1938 et concernant des enfants devenus majeurs depuis longtemps !

Est-ce à dire que nos concitoyens sont plus sensibles à l'égard de leurs droits politiques qu'à l'endroit de leurs droits paternels ? Certes non, mais à défaut d'une

action sociale constructive dont ils devraient être les bénéficiaires, les parents déçus, qu'on laisse dans l'ignorance, en viennent à considérer que leur déchéance est inéluctable, irrémédiable.

Il y a beaucoup à faire dans ce domaine; puisse le Gouvernement comprendre que pour le réaliser, les Parquets doivent être dotés d'un personnel social compétent et en nombre suffisant !

TABEAU 3. (Enfants confiés à la mère).

Cette rubrique concerne, je le suppose, des enfants qui, à la suite de la déchéance obligatoire du père, ont été placés sous la protutelle de la mère.

On sait qu'en cas de déchéance du père la mère jouit d'une préférence en ce qui concerne l'attribution de la protutelle. Cette préférence s'exerce souvent lorsque le père a été condamné pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche, infractions commises sur ses enfants légitimes, naturels reconnus ou adoptifs.

Cette solution est logique et souhaitable, surtout lorsque le père est incarcéré et purge une peine de prison.

Notons cependant que la situation peut devenir fort délicate lorsque le père, à l'expiration de sa peine, revient au foyer.

Notons aussi que l'attribution à la mère des pouvoirs de protutelle fait converger sur elle tous les droits et toutes les prérogatives de la puissance paternelle, en manière telle que les frais d'éducation et d'instruction des enfants lui incombent. L'Etat ne peut en assumer la charge.

STATISTIQUE
de la
PROTECTION de l'ENFANCE

ANNÉE 1956

por-
un
uta
ble
is"
lis
de
ar
e
s
vés

PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1956

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABLEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLE 1^{er}, 3 ET 4.

ARRONDISSEMENTS 1	Déchéance de droit (Article 1 ^{er})		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
			En tout		En partie					
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7	Hommes 8	Femmes 9	Hommes 10	Femmes 11
A. Première instance										
Bruxelles	8	7	39	39	6	9	53	55	23	33
Louvain	-	-	5	2	1	1	6	3	-	-
Nivelles	5	2	4	3	-	-	9	5	1	1
Anvers	7	1	8	11	2	3	17	15	3	-
Malines	-	-	17	8	-	-	17	8	1	2
Turnhout	2	-	6	4	-	-	8	4	-	-
Mons	1	-	13	11	-	-	14	11	49	42
Charleroi	12	4	24	13	6	5	42	22	9	8
Tournai	1	-	3	3	-	-	4	3	1	1
Gand	1	1	9	10	1	-	11	11	-	-
Audenarde	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Termonde	6	-	11	11	-	-	17	11	-	1
Bruges	2	-	19	20	1	1	22	21	-	-
Courtrai	3	-	8	6	2	5	13	11	1	1
Furnes	3	-	8	3	-	-	11	3	3	2
Ypres	2	-	9	4	-	-	11	4	-	-
Liège	6	3	24	19	1	-	31	22	9	9
Huy	3	1	5	5	-	-	8	6	-	-
Verviers	1	1	4	3	4	9	9	13	-	1
Tongres	-	-	4	3	-	-	4	3	-	-
Hasselt	2	1	1	2	-	-	3	3	1	-
Arlon	-	-	4	2	-	-	4	2	1	3
Marche-en-Fam.	1	-	3	3	1	-	5	3	2	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Namur	-	-	4	1	6	3	10	4	1	1
Dinant	-	1	4	3	-	-	4	4	-	-
Totaux :	68	22	236	189	31	36	335	247	106	106
B. Appel										
Bruxelles	-	-	1	2	-	-	1	2	-	-
Gand	-	-	4	3	-	-	4	3	-	-
Liège	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Totaux :	-	-	5	6	-	-	5	6	-	-

TABLEAU 2. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTEGRES DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE
PATERNELLE - ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS 1	Demandes en réintégration accueillies								Demandes en réintégration rejetées	
	Déchéance de droit (Art. 1 ^{er})		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)		Hommes 10	Femmes 11
	Hommes 2	Femmes 3	En tout		En partie		Hommes 8	Femmes 9		
4	5	6	7	8	9	10	11			
A. Première instance										
Bruxelles	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Anvers	-	-	1	1	-	1	1	2	-	1
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	1	2	1	2	-	-	2	4	-	-
Tournai	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	1	1	-	-	-	-	1	1	1	1
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	4	8	-	-	4	8	-	1
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	1	-	1	1	-	-	2	1	1	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Fam.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Totaux :	3	3	9	18	-	1	12	22	2	4
B. Appel										
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

TABLEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS. - NATURE DES DECISIONS.
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS - ARTICLES 5 ET 6.

NATURE DES DECISIONS 1	Enfants confiés à la mère		Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée		Total par sexe		Total général 8
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	
I. Mesure de garde	-	4	173	205	173	209	382
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille	47	61	245	183	292	244	536
B. Du tribunal	53	46	258	249	311	295	606
III. Décisions modificatives	3	6	285	262	288	268	556
Totaux :	103	117	961	899	1.064	1.016	2.080

TABLEAU 4. - DECISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES A LA DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COURS D'APPEL	Confirmatives						Infirmatives									
	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	Total	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	Total		
	en tout	en partie						en tout	en partie							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	2	-	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	5	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	1	-	-	1	-	-	-	2	-	-	1	-	-	-	-	1
Total :	8	-	-	1	-	-	1	10	-	-	1	-	-	-	-	1

por-
un
uta
ble
is"
lie
de
ar
e
5
v

Tableau 5 - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT FAMILIAUX, DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET SPECIAUX

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis						
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du Procureur ou du Roi ont été soumis à une autre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expira- tion de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Placements familiaux										
Garçons	402	145	547	35	-	1	-	8	-	32
Filles	419	175	594	76	-	-	-	-	-	33
Ensemble :	821	320	1.141	111	-	1	-	8	-	65
Placem. au trav. chez un part.(1)										
Garçons	184	84	268	36	1	-	1	23	-	22
Filles	345	173	518	77	-	-	-	-	-	79
Ensemble :	529	257	786	113	1	-	1	23	-	101
Etablissements d'éducation privés:										
Garçons	1.450	427	1.877	213	1	-	4	33	2	20
Filles	1.580	397	1.977	334	4	1	2	-	-	16
Ensemble :	3.030	824	3.854	547	5	1	6	33	2	36
Etablissements spéciaux privés :										
Garçons	219	75	294	27	-	1	-	1	-	6
Filles	299	78	377	66	-	-	1	-	-	14
Ensemble :	518	153	671	93	-	1	1	1	-	20
Etablissements de l'Etat :										
Garçons	29	50	79	35	1	-	-	6	-	1
Filles	15	21	36	11	1	-	1	-	-	-
Ensemble	44	71	115	46	2	-	1	6	-	1
Total :										
Garçons	2.284	781	3.065	346	3	2	5	71	2	81
Filles	2.658	844	3.502	564	5	1	4	-	-	142
Ensemble	4.942	1.625	6.567	910	8	3	9	71	2	223

(1) Ce poste était antérieurement compris dans le poste "Placements familiaux".

DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE DES PLACEMENTS PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT.

Trans- férés dans un autre éta- blis- sement de l'Etat	Total des sortis	Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de													Total des mineurs restant au 31 décembre
		Moins- de 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans à - de 7 ans	7 ans à - de 8 ans	8 ans à - de 9 ans	9 ans à - de 10 ans	10 ans et plus			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
-	76	126	97	59	44	24	9	21	13	14	8	56	471		
-	109	136	93	54	43	28	20	22	17	14	11	47	485		
-	185	262	190	113	87	52	29	43	30	28	19	103	956		
-	83	65	43	33	24	12	6	1	1	-	-	-	185		
-	156	145	102	71	19	14	10	-	1	-	-	-	362		
-	239	210	145	104	43	26	16	1	2	-	-	-	547		
-	273	534	385	236	147	82	66	47	35	22	18	32	1.604		
-	357	456	331	227	199	107	84	59	52	41	16	48	1.620		
-	630	990	716	463	346	189	150	106	87	63	34	80	3.224		
-	35	54	49	33	25	22	11	7	8	9	7	34	259		
-	81	74	45	44	31	21	9	14	10	11	12	25	296		
-	116	128	94	77	56	43	20	21	18	20	19	59	555		
9	52	18	7	2	-	-	-	-	-	-	-	-	27		
10	23	8	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13		
19	75	26	12	2	-	-	-	-	-	-	-	-	40		
9	519	797	581	363	240	140	92	76	57	45	33	122	2.546		
10	726	819	576	396	292	170	123	95	80	66	39	120	2.776		
19	1.245	1.616	1.157	759	532	310	215	171	137	111	72	242	5.322		

TABLEAU 6. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1956

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement aband., rec. par les comités de patronage et les sociétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais		Total	avec frais		Total	sans frais		Total	d'édu- cation		Total			
	2	3		4	5		6	7		8	9				
1	82	138	220	270	50	320	66	18	84	1	1	2	626	32	16
Bruxelles	1	14	15	60	3	63	13	2	15	-	3	3	96	-	-
Louvain	14	39	53	55	3	58	33	1	34	1	1	2	147	8	1
Nivelles	14	132	146	320	13	333	27	7	34	-	-	-	513	21	-
Anvers	15	46	61	186	5	191	2	9	11	3	4	7	270	10	8
Malines	1	8	9	83	-	83	10	-	10	-	1	1	103	-	-
Turnhout	4	29	33	118	10	128	31	6	37	-	-	-	198	6	-
Mons	21	138	159	318	19	337	76	8	84	5	2	7	587	52	-
Charleroi	19	49	68	75	10	85	15	5	20	-	-	-	173	28	-
Tournai	23	57	80	146	33	179	10	5	15	-	1	1	275	11	-
Gand	2	23	25	42	-	42	1	1	2	-	-	-	69	31	-
Audenarde	4	27	31	103	2	115	2	-	2	-	-	-	148	5	-
Termonde	10	46	56	153	14	167	10	2	12	-	1	1	236	-	-
Bruges	2	13	15	55	21	76	12	17	29	-	-	-	120	10	-
Courtrai	13	26	39	71	4	75	8	1	9	-	-	-	123	-	-
Furnes	9	11	20	64	14	78	2	1	3	1	3	4	105	1	-
Ypres	38	128	166	305	14	319	39	7	46	3	3	6	537	12	-
Lège	11	20	31	84	2	86	5	4	9	-	-	-	126	32	-
Huy	14	20	34	98	3	101	16	5	21	-	-	-	156	10	-
Verviers	5	10	15	19	2	21	6	1	7	-	-	-	43	-	-
Tongres	5	30	35	75	7	82	1	-	1	-	-	-	118	32	-
Hasselt	3	12	15	36	1	37	1	2	3	-	-	-	55	-	-
Arlon	9	6	15	17	1	18	1	1	2	-	-	-	35	35	-
Marche-en-Fam.	5	18	23	21	1	22	10	-	10	-	-	-	55	1	-
Neufchâteau	24	78	102	107	12	119	39	3	42	-	-	-	263	11	-
Namur	1	36	37	85	4	89	11	2	13	-	6	6	145	16	2
Dinant	949	1.154	1.503	2.956	258	3.221	447	102	555	14	26	40	5.322	364	11
Totaux :															

Chapitre II.

TABLEAU 7. - MINEURS SIGNALES AUX PARQUETS. - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicques dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier			Implicques dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour						Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper				
	mendié et vagabondage (Art. 13)		Total	inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits, q. allifés infractions (Art. 16)		Total				
	Garçons 2	Fillles 3		Garçons 4	Fillles 5	Garçons 6	Fillles 7	Garçons 8	Fillles 9	Garçons 10	Fillles 11	Garçons 12	Fillles 13	Garçons 14
1	211	102	140	139	261	115	80	143	2.711	974	3.192	1.371	3.403	1.473
Bruxelles	4	8	14	7	33	16	74	23	330	85	451	131	455	139
Louvain	7	4	3	4	35	22	1	5	270	37	309	68	316	72
Nivelles	18	4	68	9	121	51	4	21	1.867	376	2.060	657	2.078	661
Anvers	26	13	-	-	13	10	8	3	495	329	516	142	542	155
Malines	27	7	3	-	5	5	-	-	733	195	741	200	768	207
Turnhout	37	32	21	10	26	29	3	13	746	253	796	305	233	337
Mons	44	22	25	22	30	28	16	100	775	245	846	365	890	387
Charleroi	5	-	-	1	24	14	16	15	212	47	252	77	257	77
Tournai	34	12	24	4	34	29	31	58	1.025	201	1.114	292	1.148	304
Gand	28	10	-	-	16	15	7	3	346	88	369	106	397	116
Audenarde	40	18	3	2	40	14	263	69	315	83	621	168	661	186
Termonde	197	98	3	-	36	40	96	80	794	240	929	360	1.126	458
Bruges	46	20	10	-	17	12	-	1	551	148	578	161	624	181
Courtrai	5	2	4	-	8	6	16	4	143	28	171	38	176	40
Furnes	59	19	52	40	62	55	63	78	911	163	1.088	336	1.147	56
Ypres	25	5	5	5	7	7	15	18	202	34	229	64	254	69
Liège	12	8	2	1	37	13	7	1	322	54	361	69	373	77
Huy	55	15	-	-	14	14	57	26	750	184	821	226	876	241
Verviers	13	3	1	-	14	16	12	19	764	260	791	295	804	296
Tongres	10	-	2	1	1	5	1	3	87	15	91	24	101	24
Hasselt	22	8	5	-	7	7	1	11	74	9	91	21	113	29
Arlon	18	10	2	2	26	5	2	3	96	19	105	105	123	38
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	2	2	5	2	393	66	427	109	427	109
Neufchâteau	948	421	392	250	883	558	779	735	15.297	4.182	17.351	5.725	18.299	6.146
Namur														
Dinant														
Totaux :														

un
ble
is
lie
Be
27
6
5
V

TABLEAU 8. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1										
Bruxelles	2.703	1.158	-	-	540	232	160	83	3.403	1.473
Louvain	362	99	18	7	71	28	4	5	455	139
Nivelles	235	41	6	1	53	25	22	5	316	72
Anvers	1.759	568	3	-	283	84	33	9	2.078	661
Malines	477	107	-	2	54	42	11	4	542	155
Turnhout	711	196	11	-	19	3	27	8	768	207
Mons	699	241	-	1	86	64	48	31	833	337
Charleroi	655	213	2	1	191	149	42	24	890	387
Tournai	240	62	1	3	14	12	2	-	257	77
Gand	916	198	-	-	197	94	35	12	1.148	304
Audenarde	344	93	5	2	30	11	18	10	397	116
Termonde	410	83	-	-	163	59	88	44	661	186
Bruges	819	303	-	-	121	56	186	99	1.126	458
Courtrai	496	134	-	1	106	32	22	14	624	181
Furnes	137	31	3	1	28	5	8	3	176	40
Ypres	188	44	2	-	21	9	14	3	225	56
Liège	856	221	1	-	176	108	114	26	1.147	355
Huy	133	21	1	-	106	39	14	9	254	69
Verviers	281	42	1	4	77	21	14	10	373	77
Tongres	750	208	10	3	71	17	45	13	876	241
Hasselt	731	273	-	-	70	22	3	3	804	298
Arion	81	19	-	-	7	2	13	3	101	24
Marche-en-Famenne	75	12	2	4	16	4	20	9	113	29
Neufchâteau	113	34	1	1	2	1	7	2	123	38
Namur	325	69	7	3	95	37	-	-	427	109
Dinant	136	24	5	14	41	19	-	-	182	57
Totaux :	14.632	4.494	79	48	2.638	1.175	950	429	18.299	6.146

TABLEAU 9. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCcuper.

RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	18	7	18	7	2	2	16	5	-	-
Nivelles	1	-	6	1	7	1	2	-	3	1	2	-
Anvers	2	-	3	-	5	-	-	-	4	-	1	-
Malines	-	-	-	2	-	2	-	1	-	1	-	-
Turnhout	20	6	11	-	31	6	7	-	23	6	1	-
Mons	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	1	-
Charleroi	-	-	2	1	2	1	-	-	1	2	-	-
Tournai	-	-	1	3	1	3	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2
Audenarde	1	-	5	2	6	2	1	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-
Bruges	5	-	-	-	5	-	-	-	-	1	-	-
Courtrai	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-
Furnes	-	-	3	1	3	1	1	-	2	1	2	-
Ypres	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	1	6	3	-	-
Verviers	5	-	1	4	6	4	-	1	3	-	9	3
Tongres	2	-	10	3	12	3	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Arion	1	-	-	-	1	-	-	1	3	1	1	-
Marche-en-Fam.	-	-	2	4	2	4	1	1	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	1	1	1	1	1	-	8	2	-	1
Namur	2	-	7	3	9	3	-	-	5	14	-	-
Dinant	-	-	5	14	5	14	-	-	-	-	-	-
Totaux :	39	6	78	48	117	54	17	10	75	38	25	6

TABLEAU 10. - I. - MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNEES - DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLES 28, 29, 30 ET 31.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées										Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de													
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total	
	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	5	3	109	61	8	-	7	-	129	64	8	5	48	31	38	20	11	9	2	-	-	-	107	67
Louvain	-	-	8	-	-	-	1	-	9	9	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Nivelles	4	-	-	3	-	-	-	-	4	3	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	3	1
Anvers	2	3	29	35	-	-	2	-	33	38	10	5	9	3	15	15	2	3	-	-	-	36	26	
Malines	-	-	1	5	-	-	1	-	2	5	-	-	-	1	1	3	-	-	-	-	-	1	4	
Turnhout	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	1	3	
Mons	1	3	16	28	-	-	-	-	17	31	-	1	-	1	9	12	2	5	-	1	-	11	20	
Charleroi	7	5	19	26	3	-	-	-	29	31	1	-	11	9	24	17	1	-	-	-	-	37	26	
Tournai	2	1	8	9	1	-	3	-	14	10	4	3	3	3	8	3	1	-	-	-	-	16	9	
Gand	5	3	34	21	-	-	-	-	39	24	4	-	5	4	19	17	6	2	-	2	-	34	26	
Audenarde	-	-	4	-	-	-	1	-	5	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	
Termonde	-	-	3	8	-	-	-	-	3	8	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	
Bruges	-	1	3	3	-	-	-	-	3	4	-	-	1	-	3	2	1	-	2	-	-	6	3	
Courtrai	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	2	1	
Furnes	-	-	-	2	2	-	-	-	2	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	
Ypres	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Liège	6	-	13	25	-	-	6	2	25	27	8	6	7	11	11	9	3	3	1	-	-	32	29	
Huy	-	1	4	2	-	-	1	-	5	3	1	-	2	2	1	-	1	-	-	-	-	2	5	
Verviers	-	-	-	4	-	-	-	-	4	4	-	-	-	3	3	1	-	-	-	-	-	1	6	
Tongres	-	-	2	5	-	-	-	1	2	6	-	-	2	2	2	2	-	-	2	-	-	4	6	
Hasselt	-	-	-	1	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Marche-en-Fam.	1	-	-	2	-	-	-	-	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
Neufchâteau	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	
Namur	1	4	13	11	-	-	-	-	14	15	1	3	2	3	6	6	-	-	1	-	-	10	12	
Dinant	-	2	-	4	-	1	-	-	7	7	-	-	1	3	1	1	-	-	1	-	-	2	6	
Totaux :	35	26	266	258	14	1	22	4	337	289	40	25	98	78	144	116	29	26	10	8	-	4	321	257

TABLEAU 10. - II. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNEES, DUREE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN - ARTICLE 21, § 1^{er}.

ARRONDISSEMENTS	Observations ordonnées										Nombre des observations qui ont pris fin après une durée de												
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total		
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
Bruxelles	-	-	-	1	65	23	65	24	1	-	10	2	33	16	10	7	1	1	-	-	-	55	26
Louvain	-	-	-	-	15	-	15	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-
Nivelles	-	-	-	1	3	1	3	1	-	1	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	3	2
Anvers	-	-	-	1	21	1	21	2	-	4	4	1	8	-	-	1	-	-	-	-	-	12	2
Malines	-	-	-	2	4	-	4	2	-	1	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	2	1
Turnhout	-	-	-	-	4	-	4	-	1	-	1	-	3	-	1	1	-	-	-	-	-	6	1
Mons	-	-	-	-	14	-	14	-	2	-	2	-	5	-	1	-	-	-	-	-	-	8	-
Charleroi	-	-	-	-	10	5	10	5	1	-	1	1	8	4	-	-	-	-	-	-	-	10	5
Tournai	-	-	-	-	5	2	5	2	-	2	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-
Gand	-	-	1	-	12	-	13	-	2	-	2	-	7	-	1	-	-	-	-	-	-	10	-
Audenarde	-	-	-	-	2	2	2	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Termonde	-	-	-	-	2	2	2	2	-	1	3	-	4	4	2	-	-	-	-	-	-	9	6
Bruges	-	-	-	4	14	6	14	10	-	1	2	1	4	4	1	-	-	-	-	-	-	7	5
Courtrai	-	-	-	-	6	6	6	6	1	-	1	-	4	4	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Furnes	-	-	-	-	2	2	2	2	-	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Ypres	-	-	-	-	4	1	4	1	-	3	-	-	7	9	1	1	1	-	-	-	-	19	14
Liège	-	-	-	-	17	21	17	21	3	-	6	-	4	7	1	-	-	-	-	-	-	2	2
Huy	-	-	-	-	4	3	4	3	-	1	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	5	4
Verviers	-	-	-	-	1	5	5	5	-	2	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	3	1
Tongres	-	-	-	-	2	2	2	2	-	1	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Hasselt	-	-	-	-	1	1	1	1	-	1	-	-	3	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Arlon	-	-	-	-	1	1	1	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Marche-en-Fam.	-	-	-	-	1	1	1	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Neufchâteau	-	-	-	-	1	2	1	2	-	1	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Namur	-	-	-	-	3	2	3	2	-	1	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	2	1
Dinant	-	-	-	-	2	2	2	2	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Totaux :	-	-	1	8	218	84	219	92	7	4	46	12	99	46	20	11	3	2	-	-	-	175	76

x G = Garçons - F = Filles.

Tableau 11 - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT -

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts qui a prononcé la

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à ou une institution de charité ou ment publique (Art. 13, 14,
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Première instance									
Bruxelles	298	136	1	-	76	27	10	5	68
Louvain	58	26	1	-	33	14	1	-	6
Nivelles	40	10	2	2	18	2	1	-	3
Anvers	162	76	20	3	46	18	7	1	26
Malines	42	24	16	3	15	10	-	-	1
Turnhout	28	4	-	-	7	2	-	-	1
Mons	67	47	1	1	25	7	-	1	12
Charleroi	137	95	9	6	54	26	10	14	50
Tournai	26	12	-	-	5	-	1	2	10
Gand	123	73	8	4	61	27	3	4	35
Audenarde	30	5	-	-	13	1	-	-	8
Termonde	14	18	3	1	1	1	-	1	2
Bruges	81	48	22	8	26	18	1	1	3
Courtrai	138	42	2	3	87	16	-	-	11
Furnes	11	8	-	-	10	5	-	-	-
Ypres	16	9	1	-	13	5	-	-	2
Liège	132	64	2	1	47	6	6	1	16
Huy	62	18	13	5	35	4	1	-	4
Verviers	59	20	-	-	16	2	-	-	2
Tongres	75	17	-	-	40	2	-	1	5
Hasselt	19	11	-	-	8	5	-	-	5
Arlon	12	3	-	-	3	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	10	4	-	-	6	-	1	-	2
Neufchâteau	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	70	16	13	2	40	4	-	2	9
Dinant	7	6	-	-	3	-	-	1	-
Totaux	1.718	792	114	39	688	202	42	34	281
Appel									
Bruxelles	1	1	-	1	1	-	-	-	-
Gand	1	5	-	1	-	-	-	-	-
Liège	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	3	6	-	2	1	-	-	-	-

ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement mesure la plus grave

une société tution de d'enseigne- ou privée 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établis- sment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condam- nation (Art. 37)	
	Filles 11	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement		Garçons 16	Filles 17	Garçons 18	Filles 19	Garçons 20
Garçons 12		Filles 13	Garçons 14	Filles 15						
60	80	19	40	18	23	7	297	136	-	-
8	8	3	9	1	-	-	57	26	-	-
1	14	3	1	2	1	-	38	8	-	-
27	51	23	12	1	-	3	142	73	-	-
4	9	7	1	-	-	-	26	21	-	-
2	12	-	8	-	-	-	28	4	-	-
19	24	19	5	-	-	-	66	46	-	-
39	1	-	12	9	1	1	128	89	-	-
2	8	6	2	1	-	1	26	12	-	-
25	10	12	6	1	-	-	115	69	-	-
4	4	-	5	-	-	-	30	5	-	-
10	4	5	4	-	-	-	11	17	-	-
3	20	13	9	5	-	-	59	40	-	-
1	28	14	9	8	1	-	136	39	-	-
1	-	2	1	-	-	-	11	8	-	-
1	-	-	-	2	-	1	15	9	-	-
17	52	17	8	19	1	3	130	63	-	-
2	8	5	1	2	-	-	49	13	1	-
7	40	9	1	2	-	-	59	20	-	-
5	25	4	5	5	-	-	75	17	-	-
2	2	3	3	1	1	-	19	11	-	-
2	5	1	3	-	1	-	12	3	-	-
2	1	2	-	-	-	-	10	4	-	-
-	-	-	-	-	1	-	1	-	1	-
8	6	1	1	1	1	-	57	14	-	-
3	1	1	3	1	-	-	7	6	-	-
253	413	169	149	79	31	16	1.604	753	2	-
-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
2	-	-	1	2	-	-	1	4	-	-
-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
2	-	-	2	2	-	-	3	4	-	-

TABLEAU 12. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE. - ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22 ET 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 16, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	161	45	21	5	79	18	1	-	40	15	15	6	-	-	5	1	140	40
De 10 à moins de 11 ans	120	39	14	3	58	21	-	1	30	10	11	3	4	1	3	-	106	36
De 11 à moins de 12 ans	159	31	5	1	99	16	-	1	37	8	16	4	1	-	1	1	154	30
De 12 à moins de 13 ans	188	58	10	4	95	27	1	-	33	13	33	10	11	2	5	2	178	54
De 13 à moins de 14 ans	216	108	9	5	114	37	1	1	24	34	49	23	14	4	5	4	207	103
De 14 à moins de 15 ans	233	144	8	5	96	36	3	5	29	43	68	38	24	13	5	4	225	139
De 15 à moins de 16 ans	349	197	18	5	130	38	12	12	33	70	103	46	51	25	2	1	331	192
De 16 à moins de 17 ans	166	105	15	6	12	5	13	7	33	37	66	24	22	24	5	2	151	99
De 17 à moins de 18 ans	126	65	14	5	5	4	11	7	22	23	52	15	22	10	-	1	112	60
Totaux :	1.718	792	114	39	688	202	42	34	281	253	413	169	149	79	31	16	1.604	753

TABLEAU 5.

Placements familiaux.

Il est réconfortant de constater le nombre important d'enfants de parents déçus qui bénéficient d'un placement familial. Les chiffres me paraissent d'autant plus satisfaisants que l'intitulé de ce tableau semble exclure les enfants confiés à la mère.

Notons aussi que les 65 enfants qui sont "sortis" en 1956 n'ont pas été transférés dans un autre établissement mais ont seulement cessé d'être placés parce qu'ils avaient atteints leur majorité.

A remarquer aussi que les placements familiaux de filles semblent plus faciles à réaliser que pour les garçons (594 filles contre 547 garçons), mais que, par contre, les filles ont été plus souvent l'objet d'une mesure modificative de placement (76 filles contre 35 garçons).

Etablissements privés.

80 enfants restent dans ces établissements privés d'éducation depuis 10 ans et plus.

Il me paraît étonnant que, pour des enfants normaux, aucune nouvelle orientation n'ait pu être trouvée après 10 ans et plus.

Les chiffres avancés ne peuvent s'expliquer, me semble-t-il, que si l'on admet que les enfants dont il est question ont, au cours des dix années envisagées, suivi des cours dans plusieurs établissements, compte tenu de la progression de leurs études.

Etablissements de l'Etat.

40 enfants sur un total de 5.322 restent dans un établissement de l'Etat depuis fin 1956.

Ces chiffres indiquent, me semble-t-il, que les enfants du Procureur du Roi ne sont acheminés vers les Etablissements de l'Etat que lorsque toutes les ressources qu'offrent les établissements privés sont épuisées et que les enfants se révèlent absolument rebelles à toutes méthodes d'éducation.

Notons (tableau 6), en ce qui concerne Bruxelles, que 2 enfants seulement étaient placés dans un établissement de l'Etat en fin 1956, sur un total de 626.

NEEEEEEEEEEE

NATI

Vagal
Incon
Prosti
ou c
pros
la n
Fains
con
con

d'ai
Infra

TABEAU 13. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2).		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	78	72	-	3	26	14	5	9	18	24	18	8	9	13	3	1	78	69
Inconduite	448	253	34	13	7	1	25	11	130	120	168	62	68	39	16	7	414	240
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	54	92	4	5	31	28	-	4	2	27	10	15	7	13	-	-	50	87
Faits qualifiés infractions :	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
contre l'autorité	185	157	5	5	87	38	2	10	16	48	59	43	14	11	2	2	180	152
contre les mœurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
contre (crimes	115	22	22	2	73	16	4	-	4	2	10	1	1	-	1	1	93	20
les personnes (délits	49	4	7	1	30	2	1	-	2	1	7	-	2	-	-	-	42	3
contre (incendies	626	112	38	4	350	64	4	-	63	13	125	28	42	2	4	1	588	108
les (vols	2	1	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1
propriétés (escroqueries	64	18	1	2	36	12	-	-	12	4	8	-	4	-	3	-	63	16
d'autre nature	97	60	3	4	47	25	1	-	34	14	8	12	2	1	2	4	94	56
Infraction à la loi scolaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	1.718	792	114	39	688	202	42	34	281	253	413	169	149	79	31	16	1.604	753

TABLEAU 14. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES.
NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES

Nature des décisions 1	Nombre 2	Pourcentage 3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	19.306	89
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	892	4
Mineurs placés chez un particulier	76	0,3
Mineurs placés dans une institution privée	534	2,4
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	582	2,6
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	228	1,5
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	47	0,2
Totaux :	21.655	100,00

TABLEAU 15. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS TRIENNALES A L'EGARD DES MINEURS. - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE. ARTICLE 31.

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9	Garçons 10	Filles 11	Garçons 12	Filles 13	Garçons 14	Filles 15	Garçons 16	Filles 17
Bruxelles	131	31	-	5	44	34	21	42	72	54	62	32	11	9	341	257
Louvain	1	3	-	-	10	9	1	4	2	-	5	-	-	1	19	17
Nivelles	2	5	29	13	7	7	6	4	1	5	5	2	1	-	51	36
Anvers	17	26	-	-	68	40	26	27	25	30	37	13	1	3	174	139
Malines	17	6	38	17	5	1	-	4	-	4	-	1	-	-	60	33
Turnhout	-	1	-	-	10	5	-	2	-	1	4	1	-	-	14	10
Mons	17	21	42	33	31	36	9	15	10	14	17	4	3	-	129	123
Charleroi	106	179	101	46	19	16	52	79	43	75	48	17	13	24	382	436
Tournai	9	5	-	-	19	10	4	11	12	13	16	6	2	2	62	47
Gand	12	20	-	3	22	19	14	13	22	6	11	3	3	6	84	70
Audenarde	3	1	-	1	1	2	1	6	1	3	3	1	-	1	9	15
Termonde	9	8	-	1	9	8	2	12	4	4	2	-	-	-	26	33
Bruges	3	3	33	6	11	14	1	3	2	3	3	8	-	1	56	38
Courtrai	2	3	-	1	10	7	5	2	5	6	7	2	4	1	33	22
Furnes	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1
Ypres	3	1	-	5	2	-	1	2	-	2	-	2	-	6	7	
Liège	22	7	-	-	32	24	11	23	24	16	31	12	7	6	127	88
Huy	3	4	-	1	6	9	4	10	2	4	4	1	-	-	19	29
Verviers	3	2	-	-	10	3	5	5	3	-	9	-	-	-	30	10
Tongres	2	3	-	1	21	20	7	7	4	6	4	2	-	3	38	42
Hasselt	4	3	33	10	10	8	1	3	3	2	8	3	1	1	60	30
Arlon	-	3	-	-	2	2	2	3	2	1	1	1	1	-	8	10
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	3	-	1	-	-	-	1	1	-	-	5	1
Neufchâteau	2	1	-	2	2	3	2	2	1	-	-	-	-	-	7	7
Namur	13	11	2	5	19	17	3	14	10	17	4	5	5	2	56	71
Dinant	5	5	-	1	8	11	4	13	2	5	2	2	1	-	22	37
Totaux :	387	402	278	146	382	306	183	304	250	271	284	119	53	61	1.317	1.609

Tableau 16 - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSEMENTS

ETABLISSEMENTS	ENTRÉS			SORTIS						
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pen- dant l'année	Total des mineurs observés	à la suite d'une décision du juge des enfants					Total	Evadés
				Rendus à leurs parents	Confiés à un parti- culier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établis- sment de l'Etat	Placés dans un établis- sment spécial ap- proprié à leur état		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Privés										
Woluwé Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (filles)	11	31	42	3	-	22	-	4	29	1
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (filles)	12	91	103	14	-	73	2	-	89	-
Gand : quartier d'observation Notre Dame de la Miséricorde (filles) . .	10	59	69	7	-	46	-	2	55	3
Totaux :	33	181	214	24	-	141	2	6	173	4
D'Etat										
Moll (garçons)	123	563	686	122	24	79	229	38	492	41
Namur (filles)	38	163	201	17	1	8	122	7	155	4
Totaux :	161	726	887	139	25	87	351	45	647	45

D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE 1956

						RESTANT au 31 décembre, l'observation avant à cette date une durée de									
Décédés	Alliés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Expiration de terme	Total des sorties	Moins de 15 jours	15 jours à - de 1 mois	1 mois à - de 2 mois	2 mois à - de 3 mois	3 mois à - de 6 mois	6 mois à - de 1 an	1 an et plus	Total		
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
-	-	-	-	-	30	-	4	2	4	2	-	-	12		
-	-	-	-	-	89	4	2	8	-	-	-	-	14		
-	-	-	-	-	58	1	3	7	-	-	-	-	11		
-	-	-	-	-	177	5	9	17	4	2	-	-	37		
-	13	22	-	-	568	27	19	33	26	11	2	-	118		
-	-	-	-	-	159	7	6	-	8	15	5	1	42		
-	13	22	-	-	727	34	25	33	34	26	7	1	160		

Tableau 17 - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE

Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation
Etablissements d'éducation de l'Etat -

NATURE DE LA MESURE	ENTRES			SORTIS						
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Alliés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liberté surveillée	7.525	1.411	8.936	9	-	-	-	-	-	1.560
{ Garçons	7.525	1.411	8.936	9	-	-	-	-	-	1.560
{ Filles	2.231	645	2.876	115	-	-	-	-	-	425
Placements familiaux	67	27	94	6	-	-	-	-	-	13
{ Garçons	67	27	94	6	-	-	-	-	-	13
{ Filles	47	34	81	17	-	-	-	-	-	6
Placement au travail chez un particulier (1)	215	180	395	144	-	1	-	18	-	16
{ Garçons	215	180	395	144	-	1	-	18	-	16
{ Filles	296	284	580	224	1	-	-	-	-	43
Etablissements d'éducation privés	598	539	1.137	417	13	4	-	25	4	3
{ Garçons	598	539	1.137	417	13	4	-	25	4	3
{ Filles	862	591	1.453	564	9	1	2	-	2	27
Etablissements spéciaux privés	107	95	202	86	1	-	-	2	-	3
{ Garçons	107	95	202	86	1	-	-	2	-	3
{ Filles	134	79	213	81	1	-	1	-	-	5
Etablissements d'éducation de l'Etat										
Ruyselede-Wynghene (garçons)	149	159	308	91	12	1	3	24	-	2
Saint-Hubert (garçons)	31	4	35	24	1	4	-	3	-	-
Moll (garçons)	74	152	226	103	11	-	4	24	-	2
Saint-Servais (filles)	139	144	283	135	10	-	1	-	-	9
Bruges (filles)	22	50	72	41	1	-	4	-	-	-
Jumet. Home scolaire (garçons)	65	56	121	40	1	1	1	3	2	-
Wauthier-Braine (garçons)	15	69	84	55	10	-	-	2	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat :										
Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	29	47	76	29	5	-	2	8	-	-
Totaux										
{ Garçons	8.875	2.739	11.614	1.004	54	11	10	109	6	1.599
{ Filles	3.731	1.827	5.558	1.177	22	1	8	-	2	515
Total :	12.606	4.566	17.172	2.181	76	12	18	109	8	2.114
Bruges (asile-clinique avec maternité pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes)										
{ Mineures	21	53	74	42	-	-	-	-	-	1
{ Nourissons	5	16	21	15	-	1	-	-	-	-
Total :	12.632	4.635	17.267	2.238	76	13	18	109	8	2.115

(1) Ce poste était antérieurement compris dans le poste " Placements familiaux "

N.B. - Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. - Les transferts sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1956

privés - Etablissements spéciaux privés -
Etablissements de l'Etat

Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Mineurs restant au 31 décembre	RESTANT au 31 décembre la mesure ayant à cette date une durée de											
			Moins de 1 an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans à 4 ans	4 ans à 5 ans	5 ans à 6 ans	6 ans à 7 ans	7 ans à 8 ans	8 ans à 9 ans	9 ans à 10 ans	10 ans et plus	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
-	1.569	7.367	1.441	1.238	1.102	780	801	621	403	316	268	136	191	
-	540	2.336	650	396	343	269	213	134	114	73	66	31	37	
-	19	75	31	10	9	14	1	1	-	2	-	-	1	
-	23	58	32	14	6	1	1	3	-	-	-	-	1	
-	179	216	124	48	27	14	1	1	-	-	-	-	-	
-	268	312	200	76	25	7	3	1	-	-	-	-	-	
-	466	671	358	136	72	54	26	12	5	2	4	2	-	
-	605	848	445	186	103	61	3	9	4	2	3	3	1	
-	92	110	50	19	19	11	8	2	1	-	-	-	-	
-	88	125	47	20	30	10	10	6	1	-	1	-	-	
11	144	164	102	34	16	6	1	1	2	2	-	-	-	
3	35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
14	158	68	62	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
13	168	115	75	28	8	2	2	-	-	-	-	-	-	
10	56	16	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
16	64	57	27	17	8	1	3	-	1	-	-	-	-	
5	72	12	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
13	57	19	11	4	-	-	2	1	1	-	-	-	-	
62	2.855	8.750	2.018	1.518	1.313	880	854	639	413	322	272	138	192	
23	1.748	3.810	1.465	720	515	350	270	153	119	75	70	34	39	
85	4.603	12.569	3.683	2.238	1.828	1.230	1.124	792	532	397	342	172	231	
13	56	18	3	5	5	4	1	-	-	-	-	-	-	
-	16	5	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	
98	4.675	12.592	4	7	7	4	1	-	-	-	-	-	-	

provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne

TABLEAU 18. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1 956 DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUG. DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total			
		avec frais		sans frais	avec frais		sans frais	spécia.		Total				
		3	4	5	6	7	8	9	10	11		12	13	14
1	2												15	
Bruxelles	1.358	6	75	81	340	-	340	86	1	87	49	78	127	1.993
Louvain	415	-	6	6	37	2	39	8	1	9	5	16	21	490
Nivelles	138	-	16	16	19	-	19	8	-	8	5	6	11	192
Anvers	1.110	-	49	49	169	3	172	11	-	11	22	46	68	1.410
Malines	286	-	6	6	24	1	25	1	1	2	4	8	12	331
Turnhout	101	-	5	5	10	1	11	1	-	1	5	6	11	129
Mons	401	-	23	23	120	-	120	15	-	15	7	7	14	573
Charleroi	841	-	161	161	265	12	277	27	1	28	19	63	82	1.389
Tournai	160	1	23	24	43	-	43	8	-	8	6	16	22	257
Gand	841	3	47	50	147	6	153	13	2	15	7	24	31	1.090
Audenarde	155	-	15	15	27	-	27	2	-	2	4	5	9	208
Termonde	416	-	10	10	10	-	10	-	1	1	1	8	9	446
Bruges	216	-	7	7	14	-	14	1	-	1	11	25	36	274
Courtrai	482	-	13	13	17	3	20	5	-	5	6	27	33	553
Furnes	77	-	2	2	6	-	6	1	-	1	-	4	4	90
Ypres	207	-	4	4	6	-	6	1	-	1	3	4	7	225
Liège	650	1	66	67	75	2	77	12	2	14	24	34	58	866
Huy	165	-	17	17	15	-	15	1	-	1	6	3	9	207
Verviers	299	-	13	13	14	-	14	2	-	2	6	11	17	345
Tongres	462	-	6	6	20	-	20	3	-	3	2	12	14	505
Hasselt	146	-	16	16	23	1	24	3	-	3	4	8	12	201
Arlon	145	-	11	11	9	-	9	1	1	2	-	3	3	170
Marche-en-Famenne	40	-	3	3	6	-	6	2	-	2	-	1	1	52
Neufchâteau	24	-	3	3	3	1	4	2	-	2	-	3	3	36
Namur	431	2	28	30	44	1	45	5	-	5	2	6	8	519
Dinant	137	-	23	23	23	-	23	6	-	6	4	8	12	201
Totaux	9.703	13	648	661	1.486	93	1.519	225	10	235	202	432	634	12.752

TABLEAU 19. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30^e ANNEE. CONdamnATIONS ENCOURUES AU 31 DECEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITE.

REGIME LE PLUS SEVERE APPLIQUE PENDANT LA MINORITE	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés :										Individus qui ont subi aucune condamnation après leur majorité		
		une ou plusieurs condamnations de police					plus de cinq condamnations correctionnelles						Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité	
		une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une Cour d'assises	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Condamnés après leur majorité		Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liberté surveillée	941	95	169	62	27	21	3	19	1	2	107	69	574	367
Placement chez un particulier	12	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	5	6
Placement dans une institution privée	55	5	7	3	-	-	-	-	-	-	2	2	19	36
Placement dans un établissement spécial privé	36	2	3	2	-	2	1	-	-	-	1	5	16	20
Placement dans un établissement de l'Etat	622	37	69	52	24	15	10	20	2	3	64	44	346	282
Totaux :	1.666	147	251	119	51	38	14	37	3	5	174	122	932	711
Liberté surveillée	407	13	31	11	4	4	-	2	1	-	4	1	70	337
Placement chez un particulier	24	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	21
Placement dans une institution privée	384	17	41	16	9	3	1	3	1	3	5	1	100	284
Placement dans un établissement spécial privé	44	-	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	5	39
Placement dans un établissement de l'Etat	247	14	38	11	6	6	2	1	-	1	2	2	33	164
Totaux :	1.106	47	113	40	19	13	3	6	1	4	11	4	262	845

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Doc

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain—BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNÉE 1956

N^o. 2

La reproduction des données est subordonnée

à l'indication de la source.

Juillet 1958

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
Divorces et séparations de corps	1
Concordats et faillites	11
Déchéance du droit de conduire	23

STATISTIQUE DES DIVORCES

ET SEPARATIONS DE

CORPS

ANNEE 1956

Tableau 1. - DIVORCES - COMPTE DES

DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1954)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
Nombre total de demandes	1.372	62	106	771	77	28	302	568	124	291	51	106	100	124	26	44	577	71	147	21	31	21	3	6	165	42	5.236
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée:																											
a) Demandes accueillies	1.255	59	80	668	65	25	281	544	114	253	36	97	90	109	22	38	528	57	105	20	29	17	3	5	116	37	4.653
b) Demandes rejetées	117	3	11	58	11	3	15	16	10	9	14	6	10	5	4	6	40	9	17	1	1	4	-	1	10	5	386
c) Demandes abandonnées	-	-	15	45	1	-	6	8	-	29	1	3	-	10	-	-	9	5	25	-	1	-	-	-	39	-	197
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée:																											
a) Excès, sévices ou injures graves:	662	17	49	492	66	16	154	277	61	141	23	63	50	72	23	26	400	37	98	9	15	10	2	2	91	23	2.887
1. Demandes accueillies	545	14	26	391	54	13	134	253	53	104	9	54	42	59	19	20	359	23	57	3	13	7	2	2	47	19	2.327
2. Demandes rejetées et abandonnées	117	3	23	101	12	3	20	24	8	37	14	9	8	13	4	6	49	14	41	1	2	3	-	-	44	4	560
b) Adultère du mari:	239	7	12	84	-	2	34	74	7	56	6	12	14	21	1	4	25	10	6	3	4	4	-	-	31	2	648
1. Demandes accueillies	239	7	12	83	-	2	34	74	7	56	6	12	14	20	1	4	25	10	6	3	4	4	-	-	21	2	646
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
c) Adultère de la femme:	267	25	34	100	5	10	78	154	39	69	19	25	19	28	2	13	45	14	14	4	11	5	1	2	36	13	1.032
1. Demandes accueillies	267	25	31	100	5	10	78	154	37	69	19	25	19	27	2	13	45	14	14	4	11	4	1	2	32	13	1.021
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	3	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	4	-	11
d) Conversion de séparation de corps	7	1	-	5	-	-	1	-	-	1	1	-	1	-	-	1	2	-	2	-	-	-	-	1	2	2	27
1. Demandes accueillies	7	1	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	1	-	-	-	-	-	1	1	18
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	1	9
e) Consentement mutuel:	197	12	11	90	6	-	35	63	17	24	2	6	15	3	-	-	97	10	27	5	1	2	-	1	15	2	641
1. Demandes accueillies	197	12	11	90	6	-	35	63	17	24	2	6	15	3	-	-	97	10	27	5	1	2	-	1	15	2	641
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des demandes d'après l'auteur:																											
a) Demandes formées par le mari	541	29	57	338	29	16	151	277	61	137	22	53	38	58	9	24	259	29	61	6	20	8	2	1	82	24	2.332
b) Demandes formées par la femme	634	21	38	343	42	12	116	228	46	130	27	47	46	63	17	20	221	32	59	10	10	11	1	4	68	16	2.262
c) Demandes formées par consentement mutuel	197	12	11	90	6	-	35	63	17	24	2	6	16	3	-	-	97	10	27	5	1	2	-	1	15	2	642

Tableau 2. - DIVORCES - MENAGES

EN INSTANCE (ANNEE 1956)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde		Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Haslelt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
1. Nombre de ménages en instance ;																												
1. Total des demandes	1.372	62	106	771	77	28	302	568	124	291	51		106	100	124	26	44	577	71	147	21	31	21	3	6	165	42	5.236
2. Demandes à décompter	106	-	19	70	6	4	16	46	9	42	12		17	12	4	3	6	20	5	18	-	3	1	-	-	12	4	435
dont a) Doubles	106	-	19	70	6	4	16	46	9	42	12		17	12	4	3	6	20	5	18	-	3	1	-	-	12	4	435
b) Réintroduites la même année	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Nombre de ménages en instance	1.266	62	87	701	71	24	286	522	115	249	39		89	88	120	23	38	557	66	129	21	28	20	3	6	153	38	4.801
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille:																												
a) Pas ou plus d'enfants	696	24	27	126	31	7	182	265	50	119	15		33	35	48	5	15	345	34	41	10	6	9	2	4	58	15	2.207
b) 1 enfant	397	24	38	247	23	5	64	168	34	89	9		37	28	54	9	13	138	21	46	5	6	8	-	1	53	14	1.531
c) 2 enfants	130	7	17	68	15	9	25	60	17	22	10		9	14	13	7	5	48	8	24	2	4	3	1	1	29	4	562
d) 3 enfants	29	3	8	34	2	3	9	19	7	13	3		8	4	3	1	3	16	2	10	-	2	-	-	-	8	2	189
e) 4 enfants	9	3	3	4	-	-	3	6	6	3	1		2	4	-	-	2	5	1	4	2	2	-	-	-	3	3	66
f) 5 enfants	4	1	2	-	-	-	1	2	1	1	1		-	3	1	-	-	5	-	3	2	-	-	-	-	-	-	27
g) 6 enfants et plus	1	-	2	5	-	-	2	2	-	2	-		-	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	19
h) Situation inconnue	-	-	-	197	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	205
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage																												
a) Moins d'un an	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	4
b) De 1 à moins de 5 ans	120	10	9	125	19	-	44	91	17	26	7		10	3	16	1	4	82	7	30	2	1	4	2	1	23	3	657
c) De 5 à moins de 10 ans	433	19	35	215	20	7	82	179	38	79	13		27	32	35	3	15	204	21	50	7	5	7	1	2	46	10	1.585
d) De 10 à moins de 20 ans	486	23	28	234	16	10	100	158	40	90	11		39	38	33	17	11	174	24	29	2	17	6	-	3	59	16	1.664
e) De 20 à moins de 30 ans	166	8	12	89	12	7	46	82	14	44	8		9	13	28	2	1	65	12	17	4	5	2	-	-	16	6	668
f) De 30 à moins de 40 ans	58	2	2	19	3	-	12	12	5	10	-		4	2	8	-	5	32	2	2	-	-	1	-	-	9	2	190
g) De 40 à moins de 50 ans	3	-	1	2	-	-	2	-	-	-	-		-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	-	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	22

Tableau 4. - SEPARATION DE CORPS

MENAGES EN INSTANCE (ANNEE 1956)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde		Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
1. Nombre de ménages en instance :																												
1. Total des demandes	55	8	10	42	5	3	16	20	10	14	1		11	12	16	8	5	25	7	19	4	2	4	1	2	36	5	341
2. Demandes à décompter:	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-		-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	5	-	11
dont a) Doubles	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-		-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	5	-	11
b) Réintroduites la même année	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Nombre de ménages en instance	53	8	10	42	5	3	15	20	10	14	1		11	12	16	7	5	24	6	19	4	2	4	1	2	31	5	330
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille																												
a) Pas ou plus d'enfants	33	2	3	3	1	2	11	11	4	7	1		2	3	4	4	2	17	2	8	-	-	-	1	1	9	1	132
b) 1 enfant	10	2	3	11	3	1	1	7	1	4	-		4	3	7	-	1	3	3	6	-	-	2	-	-	7	3	82
c) 2 enfants	5	2	1	7	-	-	1	1	4	1	-		2	3	5	2	1	4	1	3	1	-	2	-	1	6	1	54
d) 3 enfants	2	-	1	3	-	-	1	-	1	1	-		3	2	-	1	1	-	-	1	1	-	-	-	-	4	-	22
e) 4 enfants	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	4	-	9
f) 5 enfants	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-		-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	6
g) 6 enfants et plus	1	1	2	4	1	-	-	-	-	-	-		-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	11
h) Situation inconnue	-	-	-	13	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	14
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage:																												
a) Moins d'un an	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	5
b) De 1 à moins de 5 ans	4	2	1	3	-	-	-	-	1	1	-		-	-	1	2	1	1	-	2	-	-	1	-	-	4	1	25
c) De 5 à moins de 10 ans	7	2	4	4	1	-	3	3	2	4	-		2	2	3	2	2	3	1	7	-	-	-	-	1	3	-	56
d) De 10 à moins de 20 ans	17	-	2	10	1	1	3	11	5	2	1		4	5	7	-	1	11	2	2	1	1	-	-	10	2	99	
e) De 20 à moins de 30 ans	9	2	3	13	2	1	4	5	-	6	-		4	4	4	2	-	6	2	4	2	1	2	1	6	2	85	
f) De 30 à moins de 40 ans	16	1	-	4	-	1	5	1	1	1	-		1	1	-	1	1	3	-	1	-	-	1	-	6	-	46	
g) De 40 à moins de 50 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-		-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	4	
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-		-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	10

STATISTIQUE DES
CONCORDATS ET FAILLITES

ANNEE 1958

1° Concordats judiciaires

Tableau 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1956

ANNEES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admises par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1945	184	-	4	-	1	5	-	-	174
1946	174	7	11	1	-	-	-	-	169
1947	169	41	16	2	6	-	9	2	175
1948	175	58	15	10	2	-	5	1	200
1949	200	134	64	16	7	7	19	5	216
1950	210	141	79	12	16	4	31	5	204
1951	216	172	74	15	16	-	27	1	39
1952	256	134	72	11	4	-	21	3	23
1953	227	175	67	17	10	11	17	8	45
1954	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1955	266	195	85	16	8	2	24	10	50
1956	291	172	64	17	7	5	23	5	51

Tableau 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION APRES ABANDON D'ACTIF EN 1956

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	
	1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	-	-	1	1	-	2	1	-	5
Moins de 10 %	-	-	-	-	2	1	-	1	4
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	2	-	-	2
De 30 à 50 %	-	-	-	-	1	-	-	-	1
De 50 à 75 %	-	-	-	1	-	-	-	-	1
De 75 % et +	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Paiement intégral	-	-	2	2	1	-	-	-	5
Inconnu	-	-	1	-	-	-	-	1	2
Total :	-	-	4	4	5	5	1	2	21

2° Faillites

Tableau 3 - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1956

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES												
	antérieures à l'année	déclarées ou réouvertes pendant l'année					Total	terminées					restant à terminer à la fin de l'année
		sur avenue du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	Total des faillites		par concordat	par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assignation	sur requête									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	369	133	44	2	11	190	559	7	20	1	158	186	373
Louvain	44	9	2	-	4	15	59	-	12	-	4	16	43
Nivelles	29	8	6	-	-	14	43	-	6	-	4	10	33
Anvers	476	57	138	4	9	208	684	2	108	24	80	214	470
Malines	76	6	20	-	1	27	103	-	8	-	9	17	86
Turnhout	39	2	6	-	-	8	47	-	4	-	4	8	39
Mons	90	10	5	-	4	19	109	2	6	-	13	21	88
Charleroi	1) 259	24	16	1	2	43	302	2	7	(2) 3	30	42	260
Toumai	15	8	2	-	4	14	29	-	5	-	5	10	19
Gand	124	18	19	3	8	48	172	-	19	5	28	52	120
Audenarde	19	2	3	-	-	5	24	-	2	-	2	4	20
Alost	45	-	4	-	6	10	55	-	-	-	-	-	55
Saint-Nicolas	23	-	1	5	7	13	36	-	3	-	3	6	30
Termonde	8	-	1	-	-	1	9	-	3	-	1	4	5
Bruges	112	4	2	2	28	34	146	1	5	2	24	32	114
Ostende	50	5	6	1	3	15	65	-	9	-	-	9	58
Courtrai	77	14	16	4	7	41	118	1	13	2	8	24	94
Furnes	20	2	1	2	-	5	25	-	(3) 2	-	-	2	23
Ypres	16	-	1	-	1	2	18	-	-	-	1	1	17
Liège	168	21	19	7	10	57	225	1	47	4	6	58	167
Huy	27	1	4	-	2	7	34	-	-	-	1	1	33
Verviers	(4) 64	3	8	-	2	13	77	-	2	2	1	5	72
Tongres	37	1	3	-	-	4	41	-	-	-	5	5	36
Hasselt	27	4	3	-	2	9	36	-	3	1	-	4	32
Arlon	18	2	2	-	4	8	26	-	4	1	3	8	18
Marche-en-Famenne	12	2	2	-	1	5	17	-	-	-	-	-	17
Neufchâteau	20	1	2	-	-	3	23	-	1	-	-	1	22
Namur	58	1	2	1	6	10	68	-	18	-	2	20	48
Dinant	29	2	4	-	5	11	40	-	6	-	2	8	32
Cour d'appel de Bruxelles	1.397	257	239	7	35	538	1.935	13	176	28	307	524	1.411
Gand	494	45	54	17	58	174	668	2	56	9	67	134	534
Liège	460	38	49	8	32	127	587	1	81	8	20	110	477
Totaux généraux	2.351	340	342	32	125	839	3.190	16	313	45	394	768	2.422

(1) chiffre rectifié

(2) dont 2 par reddition des comptes
1 rapportée par jugement

(3) devenu 1 seule par jonction

(4) chiffre rectifié

Tableau 4 - FAILLITES DECLAREES - 1956 - 1.- MONTANT DU PASSIF

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées ou réouvertes	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	encore inconnu
		3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	190	-	2	4	26	44	36	59	15	4
Louvain	15	-	-	2	2	2	3	5	1	-
Nivelles	14	-	2	3	1	1	1	1	3	2
Anvers	208	3	10	15	16	40	28	35	3	58
Malines	27	-	3	-	3	5	6	8	2	-
Turnhout	8	-	-	-	-	2	3	1	2	-
Mons	19	-	-	1	3	3	1	2	-	9
Charleroi	43	-	1	2	6	12	8	7	5	2
Toumai	14	-	1	-	3	3	1	6	-	-
Gand	48	-	1	2	7	6	7	1	-	24
Audenarde	5	-	-	1	1	-	3	-	-	-
Alost	10	-	-	2	-	3	2	3	-	-
Saint-Nicolas	13	-	-	1	1	4	2	5	-	-
Termonde	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Bruges	34	-	4	2	6	10	3	8	-	1
Ostende	15	-	-	-	1	5	4	5	-	-
Courtrai	41	-	-	-	3	9	7	12	-	10
Furnes	5	-	1	2	-	1	1	-	-	-
Ypres	2	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Liège	57	2	2	5	5	15	17	8	2	1
Huy	7	-	-	-	-	2	2	3	-	-
Verviers	13	-	1	-	3	3	2	2	-	2
Tongres	4	-	-	-	-	1	2	1	-	-
Hasselt	9	-	-	1	1	2	1	1	3	-
Arlon	8	-	-	1	1	5	1	-	-	-
Marche-en-Famenne	5	-	-	-	-	-	3	2	-	-
Neufchâteau	3	-	1	1	1	-	-	-	-	-
Namur	10	-	-	-	1	1	3	5	-	-
Dinant	11	-	-	-	-	2	3	6	-	-
Cour d'appel de Bruxelles	538	3	19	27	60	112	87	124	31	75
Gand	174	-	6	10	19	40	29	35	-	35
Liège	127	2	4	8	12	31	34	28	28	3
Totaux généraux	839	5	29	45	91	183	150	187	36	113

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Alost	St-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neuf-château	Namur	Dinant	Total	
I. Vente ou location de denrées et marchandises																															
a) Produits bruts et demi-finis:																															
Industrie extractive	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	4
Industrie des métaux	2	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Produits chimiques	2	-	1	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Produits agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	1	-	11
Bois	3	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	6	
Peaux et cuirs	3	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Papiers et cartons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Produits finis et de consommation immédiate :																															
Marchands de charbon	3	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	11
Machines diverses, outils, quincailleries	11	-	-	9	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	2	2	-	1	-	30
Verrerie et céramique	3	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Drogueries et pharmacies	1	-	-	4	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Produits agricoles, de chasse et de pêche	3	-	-	2	-	-	3	-	-	4	-	-	1	-	1	1	2	2	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	22	
Produits alimentaires	9	-	1	15	1	-	4	4	1	3	1	2	-	-	3	2	4	-	-	6	1	-	-	-	1	-	-	1	2	61	
Tissus, vêtements, habillement	28	1	-	10	-	2	3	3	1	1	-	2	-	-	1	-	5	1	-	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	62
Produits textiles	5	1	-	6	4	-	-	1	1	8	2	1	2	-	2	1	5	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	1	-	1	44
Ameublement	6	4	-	5	6	-	-	1	1	1	-	2	1	-	-	-	3	1	1	4	-	1	-	-	-	1	-	-	1	-	39
Accessoires du bâtiment	23	2	1	25	4	-	1	6	2	-	1	-	-	1	3	1	4	-	-	6	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	83
Tabacs	-	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, libraires, etc)	1	3	-	7	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	1	21	
Automobiles et accessoires	8	-	1	18	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-	8	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	44
Electricité et appareils électro-ménagers	9	-	-	5	-	-	1	-	1	2	-	-	-	-	1	1	2	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Art et précision	2	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
c) Autres commerces de vente ou locations	13	-	1	7	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28
II. Entreprises de travaux publics ou privés	20	1	6	20	7	4	2	6	1	7	-	1	3	-	3	1	3	1	-	10	2	1	1	4	-	1	-	4	-	109	
III. Transports	2	1	-	16	-	1	-	4	-	-	-	-	1	-	-	-	5	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37	
IV. Agences et bureaux d'affaires	4	-	-	5	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	11
V. Banque et crédit	2	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	-	-	-	5	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	7
VII. Assurances	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
VIII. Intermédiaires commerciaux	7	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	8
IX. Divertissements publics	6	-	-	3	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	
X. Hôtels, cafés, restaurants	11	2	1	18	-	-	-	-	-	4	-	-	2	-	13	3	-	-	-	2	-	1	-	-	1	-	-	-	1	3	62
XI. Soins personnels, blanchisseries, teintureries	2	-	-	7	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	15
XII. Activité commerciale, inconnue ou mal déterminée	-	-	-	5	3	-	1	5	3	5	1	2	2	-	-	-	-	-	-	2	2	2	-	2	-	-	-	-	-	1	36
TOTAL :	190	15	14	208	27	8	19	43	14	48	5	10	13	1	34	15	41	5	2	57	7	13	4	9	8	5	3	10	11	839	

Tableau 5 - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1956
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	-	-	1	-	2	-	-	-	3
Moins de 10%	-	-	-	-	1	-	-	-	1
De 10 à 20%	-	-	-	-	1	-	-	-	1
De 20 à 30%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 50%	-	-	2	-	1	-	1	-	4
De 50 à 75%	-	-	-	-	-	1	-	-	1
De 75 et +	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement intégral	-	-	-	2	-	-	1	-	3
Inconnu	-	-	-	1	-	-	1	1	3
Total :	-	-	3	3	5	1	3	1	16

Tableau 6 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1956
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	-	6	5	17	18	15	7	1	69
Moins de 10%	2	1	8	18	30	20	18	2	99
De 10 à 20%	-	1	4	8	8	9	6	1	37
De 20 à 30%	-	-	-	4	7	4	9	-	24
De 30 à 50%	-	1	4	3	8	6	4	-	26
De 50 à 75%	-	1	3	2	5	1	1	-	13
De 75 % et +	1	3	3	1	2	2	-	-	12
Paiement inté- gral	2	6	8	4	6	2	2	-	30
Inconnu	-	-	-	1	1	-	-	-	2
Total :	5	19	35	58	85	59	47	4	312

Tableau 7 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1956

Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	Nombre des faillites	Passif chirographaire	Actif réalisé	Frais de tout genre	Honoraires des curateurs	Paiements aux créanciers	
						priviliés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 10.000 francs	5	28.103	116.925	18.983	18.062	55.369	11.793
De 10.000 à - 50.000 F	19	586.099	1.270.421	118.180	146.587	827.225	345.888
De 50.000 à - 100.000 F	35	2.453.778	2.754.551	192.615	258.754	1.540.141	645.625
De 100.000 à - 200.000 F	58	8.727.662	3.716.560	485.892	574.483	1.911.605	829.140
De 200.000 à - 500.000 F	85	27.891.113	11.235.169	926.208	1.488.262	6.470.847	2.040.087
De 500.000 à - 1.000.000 F	59	39.657.185	13.532.065	1.446.345	1.252.688	7.888.662	2.944.096
De 1.000.000 à - 5.000.000 F	47	84.417.657	40.811.785	1.817.392	2.408.340	13.476.599	5.877.886
De 5.000.000 francs et plus	4	20.507.393	15.342.374	1.521.134	557.426	11.696.160	1.559.553
Total des faillites terminées par liquidation	312	184.268.990	88.779.850	6.526.749	6.704.602	43.866.608	14.655.069

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

Tableau 8 - NOMBRE DES LETTRES

Montant des

DE CHANGE ACCEPTÉES PROTÉSTÉES

valeurs protestées

TRIBUNAUX	1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956	
	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées
Bruxelles	9.913	91.305.882	13.501	97.890.087	16.797	129.906.138	18.796	142.559.981	20.203	162.095.857	24.183	166.143.550	24.610	153.673.569	24.598	164.794.812	23.362	184.290.376
Louvain	776	6.796.521	899	5.695.672	1.488	9.954.897	1.709	8.208.832	2.241	9.138.057	2.553	18.624.716	2.206	10.300.987	2.228	11.446.283	2.311	15.720.765
Nivelles	947	3.160.365	1.449	7.427.534	1.705	7.041.828	2.059	9.944.674	1.841	9.588.831	1.998	7.153.258	2.307	9.877.141	2.516	14.052.957	2.684	19.553.747
Anvers	3.032	27.686.494	4.296	28.758.612	5.652	27.647.940	7.575	33.389.571	8.027	35.814.601	9.545	44.577.226	11.515	52.116.432	11.577	44.524.045	10.223	52.593.284
Malines	465	4.123.910	689	3.552.367	899	4.077.420	1.388	7.266.136	1.705	7.393.246	1.665	8.672.814	1.192	8.435.379	1.963	7.656.976	1.681	9.919.213
Turnhout	390	1.426.177	504	2.379.136	613	2.353.431	930	5.444.148	1.229	7.687.271	1.758	13.557.641	1.767	7.603.667	1.947	8.787.598	1.709	9.752.728
Mons	1.776	4.978.882	3.120	24.365.970	3.935	13.909.659	4.885	23.193.411	5.089	17.786.619	6.267	27.627.786	7.332	60.555.539	6.542	22.640.011	6.325	26.776.607
Charleroi	2.322	11.738.686	3.746	15.331.566	6.492	23.775.907	6.863	27.453.953	7.651	26.694.431	10.097	37.944.912	11.244	64.248.231	11.057	40.846.405	11.249	49.287.784
Tournai	479	2.066.927	769	4.243.261	1.049	4.793.948	1.322	9.481.799	1.155	6.357.349	1.378	6.610.053	1.718	7.506.171	1.816	9.559.822	2.327	9.768.167
Gand	1.326	10.941.031	1.403	10.760.335	2.101	13.048.747	2.363	20.830.238	2.427	21.373.100	2.994	29.566.351	3.604	30.438.477	3.807	24.683.280	4.027	23.640.964
Audenarde	105	1.305.926	145	1.720.586	253	1.996.986	379	4.878.635	265	2.796.456	321	1.687.596	377	3.165.452	423	3.294.303	524	4.207.008
Alost	201	1.865.865	403	2.986.710	643	5.556.482	815	7.299.964	863	5.989.818	1.251	11.743.273	1.491	8.087.482	1.614	8.631.954	1.506	8.262.635
Saint-Nicolas	321	1.214.187	443	2.021.952	336	2.388.035	830	4.668.453	769	3.124.162	842	5.636.383	597	5.022.161	1.002	4.572.535	967	11.622.060
Termonde	214	1.712.113	306	2.524.279	409	3.301.161	696	3.115.900	522	3.083.651	594	2.246.753	696	2.495.881	739	2.866.087	584	3.129.570
Bruges	816	5.752.045	837	6.512.904	1.220	10.446.583	1.175	7.779.033	1.176	13.068.093	1.352	12.310.849	1.407	7.348.390	1.331	7.169.369	2.764	22.109.091
Ostende	479	2.517.533	626	3.416.042	850	3.799.689	834	4.684.561	698	4.029.760	737	7.082.250	970	4.838.315	981	6.745.195	1.222	6.899.443
Courtrai	988	4.907.820	1.182	5.837.568	1.499	8.438.782	1.879	27.786.526	1.584	11.409.774	2.068	16.376.015	2.299	12.735.969	2.403	15.847.960	1.277	8.416.923
Furnes	281	2.885.234	284	1.265.062	363	1.758.624	372	1.945.822	487	2.008.817	504	2.553.070	653	6.167.771	463	2.305.566	589	2.832.343
Ypres	255	1.029.667	230	643.260	298	892.149	231	1.871.670	343	3.026.272	647	7.041.681	630	2.861.903	654	3.645.184	747	4.283.363
Liège	3.539	25.371.899	4.400	26.877.044	5.589	20.369.426	7.302	45.467.900	8.532	36.254.023	9.980	39.986.096	16.554	41.083.772	2.288	10.874.599	10.833	50.408.000
Huy	395	2.120.221	619	3.833.528	1.020	4.632.802	1.020	5.193.763	1.241	6.805.968	1.765	10.172.114	2.265	8.652.201	14.189	50.201.896	2.083	10.471.376
Verviers	760	7.302.182	955	5.270.059	1.342	6.207.852	1.696	11.892.397	1.585	10.347.878	1.799	10.102.409	2.355	14.717.455	2.166	11.484.657	2.074	14.330.855
Tongres	1.099	2.237.950	1.165	4.992.590	1.273	4.362.495	1.700	5.364.903	1.925	9.010.041	2.555	8.070.303	2.801	8.779.584	2.274	8.462.826	2.541	12.450.448
Hasselt	995	3.426.678	1.286	5.165.535	1.303	5.866.432	1.672	4.988.908	1.973	5.602.292	2.813	12.757.280	2.749	8.095.496	2.337	12.914.894	2.011	12.676.538
Arlon	195	637.410	380	1.204.172	527	4.040.720	614	2.538.842	869	3.999.136	920	2.630.679	963	3.568.632	1.038	3.967.359	1.214	4.436.394
Marche-en-Famenne	178	1.533.564	302	2.286.345	493	1.816.720	411	1.550.379	346	2.219.083	644	3.627.998	694	2.666.079	941	4.142.742	755	3.317.373
Neufchâteau	178	1.473.834	689	2.009.868	372	2.343.155	518	3.348.162	572	5.119.474	784	4.895.132	750	3.310.865	816	3.456.427	735	4.195.207
Namur	1.277	9.344.284	1.537	12.554.154	2.227	11.881.600	2.578	10.201.373	3.166	12.948.661	3.919	15.705.500	4.449	17.024.251	4.340	18.591.162	4.714	22.322.151
Dinant	630	2.974.947	926	4.404.594	1.390	6.003.777	1.881	8.582.791	2.099	9.491.836	2.122	11.442.876	2.328	10.838.881	2.595	12.071.532	2.788	13.636.635
Cour d'appel de																		
{ Bruxelles	20.100	153.285.844	28.973	189.644.205	38.630	223.461.168	45.527	266.942.505	49.141	282.556.282	58.444	330.911.956	64.494	374.317.116	64.244	324.308.909	61.871	377.662.671
{ Gand	4.986	34.131.421	5.859	37.688.698	7.972	51.627.238	9.574	84.860.802	9.134	69.909.903	11.310	96.244.221	13.024	83.161.801	13.417	79.161.433	14.207	95.403.400
{ Liège	9.246	58.422.969	12.259	68.597.889	15.536	67.524.979	19.392	99.129.418	22.308	101.798.392	27.301	119.390.387	35.948	118.737.216	32.984	136.168.094	29.748	128.154.977
Totaux généraux :	34.332	243.840.234	47.091	295.930.792	62.138	342.613.385	74.493	450.932.725	80.583	454.264.557	97.055	546.546.564	113.426	576.216.133	110.645	539.638.436	105.826	601.221.048

(1) Plus 5.640 florins.

(2) Plus 4.000 florins.

(3) Plus 1.234 D.R. m.

4^e Saisies immobilières

Tableau 9 - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES
(du 1^{er} août au 31 juillet)

Arrondissements	1945 1946	1946 1947	1947 1948	1948 1949	1949 1950	1950 1951	1951 1952	1952 1953	1953 1954	1954 1955	1955 1956	1956 1957
Bruxelles	43	23	38	92	49	66	96	65	109	102(1)	73	94
Louvain	13	22	19	14	21	30	15	26	38	34	43	40
Nivelles	3	20	9	16	12	15	9	17	23	9	21	26
Anvers	33	46	22	83	54	46	58	54	58	53	45	68
Malines	5	4	4	12	8	11	12	11	7	14	13	11
Turnhout	11	7	8	15	13	17	33	25	20	18	26	22
Mons	11	12	24	6	14	20	32	33	39	54	56	46
Charleroi	13	34	21	25	31	35	32	43	52	40	38	51
Tournai	3	2	11	14	13	16	11	34	29	30	46	38
Gand	9	4	5	26	15	9	25	13	28	24	20	40
Audenarde	15	2	7	8	12	7	16	17	16	20	12	27
Termonde	8	3	6	15	15	14	15	18	16	13	18	22
Bruges	11	-	15	12	21	17	24	20	21	23	23	25
Courtrai	11	-	8	15	23	24	29	39	34	43	54	47
Furnes	5	-	3	10	6	1	6	6	11	18	6	4
Ypres	-	-	1	2	1	1	5	-	4	3	4	2
Liège	16	19	23	31	48	34	40	32	32	31	36	29
Huy	2	9	13	15	9	12	13	11	16	9	9	24
Verviers	8	6	6	17	10	13	7	12	17	15	15	20
Tongres	2	9	2	14	8	12	13	14	7	19	16	17
Hasselt	11	11	9	25	11	13	24	24	34	27	33	22
Arlon	2	3	1	4	6	4	9	2	5	6	12	10
Marche-en- Famenne	-	1	4	4	4	11	4	4	3	16	17	15
Neufchâteau	2	4	4	2	5	6	4	9	16	24	13	12
Namur	8	16	8	17	14	8	12	12	19	21	37	163
Dinant	5	8	6	6	14	10	11	17	31	13	26	21
Le Royaume	250	265	277	500	437	452	555	559	685	679	712	896

(1) dont 2 renouvellements.

5^e Sursis de paiement

Tableau 10 - NOMBRE DES DECISIONS DE JUSTICE
ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Sursis provisoires	-	-	1	-	-	1	1	1	1
Sursis définitifs	-	-	-	1	-	-	-	1	1
Total :	-	-	1	1	-	1	1	2	2

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE

DU DROIT DE CONDUIRE

UN VEHICULE

ANNEE 1956

DECHEANCE DU DROIT DE

CONDUIRE UN VEHICULE

I. TABLEAU

GENERAL

ARRON - DISSEMENTS	Cause et durée de												la déchéance																			
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour						de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour						de plus de nation		6 mois à 20 ans après condamnation pour						définitive après condamnation pour						Récapitulation					
	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total		
Bruxelles	3	85	274	7	172	541	18	87	345	20	203	673	23	1	-	3	-	27	4	-	1	2	-	7	48	173	620	32	375	1.248		
Louvain	1	7	40	-	5	53	3	7	43	2	3	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	14	83	2	8	111			
Nivelles	-	-	35	-	7	42	2	10	28	6	7	53	-	-	1	1	1	3	1	-	-	1	1	3	3	10	64	8	16	101		
Anvers	-	9	640	6	170	825	3	5	187	17	17	229	-	-	1	-	2	3	-	-	4	1	-	5	3	14	832	24	189	1.062		
Malines	-	1	57	5	6	69	-	-	9	4	1	14	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	1	66	9	7	84		
Turnhout	-	2	94	-	9	105	-	-	25	3	1	29	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	119	4	10	137		
Mons	-	2	103	1	10	116	1	12	47	1	3	64	6	-	-	1	-	3	-	-	-	-	-	-	1	7	15	150	5	13	190	
Charleroi	-	-	116	-	15	131	5	11	95	2	13	126	-	-	1	3	2	6	1	-	-	1	-	2	6	11	212	6	30	265		
Tournai	-	1	41	-	6	48	-	1	15	1	4	21	1	-	-	2	-	3	-	-	-	-	-	-	1	2	56	3	10	72		
Gand	-	7	372	3	32	414	11	14	147	5	12	189	10	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	1	2	96	2	8	109		
Audenarde	-	2	72	1	6	81	-	-	23	1	2	26	1	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	2	96	2	8	109		
Termonde	-	1	245	1	34	281	-	2	60	5	7	74	1	-	-	1	-	2	-	-	2	1	-	3	1	3	307	8	41	360		
Bruges	-	10	201	1	8	220	1	5	112	4	11	133	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	15	313	6	19	354		
Courtrai	-	1	187	1	20	209	-	2	43	4	6	55	2	-	-	1	-	3	-	-	-	-	-	-	2	3	230	6	26	267		
Fumes	-	1	34	-	2	37	-	-	13	4	2	19	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	47	4	4	56	
Ypres	-	1	64	1	2	68	1	-	37	-	5	43	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	101	1	7	111		
Liège	-	2	51	-	11	64	8	18	111	7	13	157	9	1	1	3	1	15	1	1	1	1	-	4	18	22	164	11	25	240		
Huy	-	5	14	1	2	22	1	10	29	1	6	47	3	-	-	-	-	4	-	-	1	-	-	1	4	15	45	2	8	74		
Verviers	-	1	29	-	3	33	-	1	43	2	3	49	1	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	2	72	3	6	84		
Tongres	-	6	38	2	-	46	1	8	38	-	6	53	5	-	2	-	-	7	2	-	-	-	-	2	8	14	78	2	6	108		
Hasselt	-	-	81	-	4	85	-	2	45	1	6	54	1	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	2	2	2	107	1	10	122		
Arlon	-	-	12	-	1	13	1	1	17	-	2	21	1	-	-	2	-	3	-	-	-	-	-	-	2	1	29	2	3	37		
Marche-en- Famenne	-	-	7	-	-	7	-	-	10	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	-	-	17	
Neufchâteau	-	-	11	-	-	11	-	-	6	1	-	7	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	2	-	19	
Namur	-	1	41	1	30	73	-	2	91	2	10	105	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	1	1	-	3	132	7	41	183		
Dinant	-	3	43	-	5	51	2	4	37	-	2	45	2	-	-	-	-	2	-	-	1	-	-	1	4	7	81	-	7	99		
LE ROYAUME	4	148	2.882	31	560	3.625	58	202	1.656	93	345	2.354	68	2	8	28	7	113	11	4	13	10	2	40	141	356	4.559	162	914	6.132		

II. APERCUS

RETROSPECTIFS

ANNEES	Cause et durée de												la déchéance																			
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour						de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour						de plus de 6 mois à 20 ans après condamnation pour				définitive après condamnation pour								Récapitulation							
	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total	Homi- cide	Coups et bles- sures	Ivres- se	Violat. d'inter- diction ant.	Autres motifs	Total		
A. Nombres absolus																																
1951	1	67	1.163	5	79	1.315	12	82	967	25	71	1.157	15	-	19	15	1	50	9	2	7	4	1	23	37	151	2.156	49	152	2.545		
1952	2	47	1.515	7	154	1.725	32	152	1.288	34	126	1.632	37	5	12	29	2	85	10	3	6	6	1	26	81	207	2.821	76	283	3.468		
1953	6	67	1.803	5	153	2.034	26	153	1.162	35	154	1.530	34	3	5	44	3	89	8	9	2	3	1	23	74	232	2.972	87	311	3.676		
1954	2	88	2.139	37	353	2.619	40	133	1.182	52	346	1.753	36	2	7	49	1	95	9	6	5	8	6	34	87	229	3.333	146	706	4.501		
1955	8	110	2.445	25	385	2.973	54	129	1.473	92	374	2.122	48	1	5	41	7	102	12	4	4	8	5	33	122	244	3.927	166	771	5.230		
1956	4	148	2.882	31	560	3.625	58	202	1.656	93	345	2.354	68	2	8	28	7	113	11	4	13	10	2	40	141	356	4.559	162	914	6.132		
B. Pour centages																																
1951	0,1	5,1	88,4	0,4	6,-	100	1,-	7,1	83,6	2,2	6,1	100	30,-	-	38,-	30,-	2,-	100	39,1	8,7	30,4	17,4	4,4	100	1,5	5,9	84,7	1,9	6,-	100		
1952	0,1	2,7	87,9	0,4	8,9	100	2,-	9,3	78,9	2,1	7,7	100	43,5	5,9	14,1	34,1	2,4	100	38,5	11,5	23,1	23,1	3,8	100	2,3	6,-	81,3	2,2	8,2	100		
1953	0,3	3,3	88,6	0,3	7,5	100	1,7	10,-	75,9	2,3	10,1	100	38,2	3,4	5,6	49,4	3,4	100	34,8	39,1	8,7	13,-	4,4	100	2,-	6,3	80,8	2,4	8,5	100		
1954	0,1	3,4	81,6	1,4	13,5	100	2,3	7,6	67,4	3,-	19,7	100	37,9	2,1	7,4	51,6	1,-	100	26,6	17,6	14,7	23,5	17,6	100	1,9	5,1	74,1	3,2	15,7	100		
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	13,0	100	2,6	6,1	69,4	4,3	17,6	100	47,-	1,-	4,9	40,2	6,9	100	36,4	12,1	12,1	24,3	15,1	100	2,3	4,6	75,1	3,2	14,8	100		
1956	0,1	4,1	79,5	0,9	15,4	100	2,5	8,6	70,3	4,-	14,6	100	80,2	1,7	7,1	24,8	6,2	100	27,5	10,-	32,5	25,-	5,-	100	2,3	5,8	74,3	2,7	14,9	100		

Le nombre des déchéances fait un nouveau bond en 1956. Il passe en effet de 5.230 à 6.132. En ce qui concerne la répartition selon les motifs il n'y a rien de caractéristique à signaler. Notons que le groupe " autres motifs " se compose presque exclusivement de délits de fuite. Une ventilation plus poussée n'a malheureusement pas été possible cette année.

En ce qui concerne la sévérité des mesures prises, presque toutes les déchéances se répartissent entre les deux premiers groupes : 8 jours à 1 mois et plus d'un mois à 6 mois. Cette répartition n'a pas varié d'une façon significative, le petit tableau ci-contre en témoigne.

	8 jours à 1 mois	+ 1 mois à 6 mois	+ 6 mois	Définitive	Total
1951	51,7	45,4	2,-	0,9	100
1952	49,7	47,1	2,4	0,8	100
1953	55,3	41,6	2,4	0,7	100
1954	58,2	38,9	2,1	0,8	100
1955	56,8	40,6	2,-	0,6	100
1956	59,1	38,4	1,8	0,7	100

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain--BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1956

N^o. 3

La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source.

Novembre 1958

STATISTIQUE

DES

CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

EN

1956

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Année 1956

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

TABLEAU 1 - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, EN 1956 PAR LES
INFRACTIONS ET LE

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, CLASSES D'APRES LA NATURE DES
RESULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	Prévenus acquittés	CONDAMNES										
		Total des con- dam- nés	En ordre principal à					Accessoirement				
			condition- nel	l'emprisonnement			l'amende		à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'inter- diction de conduire
				plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	condition- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de défense sociale du 9 avril 1930	
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
<u>INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE PENAL</u>												
Crimes correctionnalisés												
Sûreté de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	389	959	563	26	123	244	2	1	12	-	7	1
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 1)	-	7	4	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Rébellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement ayant causé la mort avec consentement de la femme (art. 352)	-	4	-	3	1	-	-	-	1	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	2	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attenta à la pudeur sans violences ni menaces :</u>												
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	51	489	283	12	116	78	-	-	453	-	-	2
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	1	5	1	-	4	-	-	-	5	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	3	2	-	1	-	-	-	3	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :</u>												
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	16	151	76	6	51	16	-	2	148	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans, par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4), (L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	27	74	35	4	30	4	1	-	65	-	-	2
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	4	1	-	2	1	-	-	4	-	-	-
<u>Viol :</u>												
sur personne majeure (art. 375, § 1)	10	77	27	15	31	3	-	1	71	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	6	6	3	1	2	-	-	-	6	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375 ^{bis} , 377 quater)	2	16	3	6	4	3	-	-	16	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par plusieurs en s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	10	8	4	1	3	-	-	-	8	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	14	24	13	2	8	1	-	-	22	-	1	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	2	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc. (art. 375, § 4, 377)	2	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	-

TABLEAU 1 - 1956 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	1	4	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	2	8	6	-	1	1	-	-	2	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	6	9	4	-	-	1	3	1	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre, Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	1	110	7	-	5	23	37	38	-	-	2	4
Coaltion de fonctionnaire (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiétement des autorités (art. 237 à 239)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Létournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	3	17	13	-	1	3	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	-	10	8	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	13	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption : offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	10	31	13	-	1	6	7	4	-	-	-	2
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, Refus de faire agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 283 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du code civil)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	12	580	141	-	6	174	111	148	-	-	-	67
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	3	43	5	-	-	5	21	12	-	-	-	3
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	86	1.687	194	-	2	240	463	788	-	-	-	69
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	15	259	84	-	4	68	56	47	1	-	-	17
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	6	-	-	-	1	3	2	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fournitures pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (art. 299)	2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	19	1	-	-	1	8	9	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gage (art. 306 à 308)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrique (art. 309)	-	3	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des prix des marchandises (art. 311, 312)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Épizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Association de malfaiteurs (art. 323, § 2 et 324)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	55	209	51	-	-	62	41	55	-	-	-	1
Evasion de détenus. Négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336 et 337)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	5	-	-	-	3	-	2	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348 § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	38	184	127	6	32	16	-	3	6	-	1	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	3	2	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardien (art. 355, 356, 357, 359)	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfant dans le besoin (art. 360 bis, loi du 15 mai 1912, art. 60)	34	156	45	-	1	102	4	4	1	-	-	1
Enlèvement de mineur (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1956 (suite)

1
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis, art. 57, L. du 15.5.1912)
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370, L. du 15.5.1912, art. 55)
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)
par plusieurs en s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 5, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)
Attentat aux mœurs :
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382
Ecrits ou images. Vente, impression, annonces, etc. (art. 383 § § 1, 3, 4, art. 384)
Publications (L. du 11.4.1936, arrêté du 29 mai 1936)
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383 § § 5, 9)
Paroles obscènes (art. 383, § 2, L. du 29.1.1905)
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2, L. du 15.5.1912, art. 53)
Outrage public aux mœurs : images, figures ou objets indécents (art. 386 bis)
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)
Abandon de famille (art. 391 bis)
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1 et 410)
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400 § 1, 410, § 2)
Privation volontaire d'aliments et soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable (art. 398, 401 bis)
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)
Homicide provoqué (art. 411, 414)
Homicide involontaire (art. 419)
Lésions corporelles involontaires (art. 420)
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)
Violation de domicile par un particulier avec menaces et violences (art. 439)
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité (art. 440 - 441)
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)
Calomnie envers particulier (art. 444)
Dénonciation calomnieuse (art. 445)
Calomnie envers corps constitués (art. 446)
Injures par faits, écrits, images, emblèmes (art. 448)
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2)
Divulgation méchante (art. 449)
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis, L. 14.5.1980, art. 3 b et c, L. 13.10.1930, art. 1°)

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
6	15	5	-	3	3	4	-	1	-	-	-
-	3	2	-	1	-	-	-	1	-	-	-
-	4	3	-	-	1	-	-	1	-	-	-
10	41	27	1	2	11	-	-	38	-	-	-
-	3	1	-	1	-	-	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44	81	47	-	11	15	5	3	60	-	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	7	4	-	1	-	-	2	4	-	-	-
-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
69	293	138	7	105	33	3	7	249	-	1	-
-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
-	2	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53	241	145	-	4	88	3	1	17	-	1	-
-	5	1	-	-	3	-	1	-	-	-	-
10	48	17	-	-	12	7	12	2	-	-	-
-	6	1	-	-	-	1	4	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	7	3	-	-	2	1	1	-	-	-	-
-	961	466	1	40	220	122	112	51	-	-	-
18	60	32	-	5	16	5	2	12	-	-	-
-	4	1	-	-	-	1	2	-	-	-	-
124	4.044	286	-	-	136	1.059	2.563	-	-	-	-
78	445	110	-	-	260	45	30	-	-	-	-
936	4.581	715	12	65	519	1.398	1.872	1	-	-	33
-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3	8	3	-	3	2	-	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
189	518	322	-	40	56	44	56	-	-	1	151
1.324	9.344	562	1	13	302	3.302	5.164	1	-	2	669
2	17	14	-	-	3	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
1	31	6	-	-	-	6	19	-	-	-	1
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
13	87	14	-	2	22	13	16	-	-	-	-
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
1	5	1	-	-	1	2	1	-	1	-	-
34	217	46	-	3	20	73	75	-	-	-	-
13	29	16	-	-	7	5	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	11	2	-	-	5	1	3	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
-	3	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1956 (suite)

1	
Attroupements (A.R. 25.4.1940)	
Règlements communaux	
Impôts (lois et règlements)	
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944	
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	
Police des étrangers (A.L. du 28.9.1939)	
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	
Organisation militaire	
Pigeons militaires (L.L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	
Recel de déserteurs (loi du 12.12.1817)	
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934)	
Dommmages de guerre (L.L. 1.10.1947, mod. 1.8.1952)	
Fabrication, vente, etc.; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	
Monuments et sites (loi du 7.8.1931)	
Non-livraison d'armes à feu (A.L. 14.11.1944)	
Mobilisation civile (arrêté des 12-15.4.1945)	
Menaces de dépossession par l'ennemi (arrêté du 8.4.1917)	
Vente, distribution, cession d'appareils de protection contre agression aéro-chimique (L. 16.12.1934, A.L. 27.1.40)	
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (A.L. 10.11.1918)	
Assurance de la mortalité infantile (loi du 26.12.1906)	
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888)	
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62)	
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935)	
Enseignement primaire (art. 12)	
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938)	
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 15.11.1946)	
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27)	
Presse (décret du 20.7.1831)	
Introduction, transport, etc., de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	
Tracts interdits (A.R. du 30.1.1940)	
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art. 8)	
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1918; A.R. du 22.9.1923)	
2.- Santé publique	
Art de guérir (lois et règlements)	
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	
Ivresse (A.L. du 14.11.1939)	
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L. du 14.11.1939)	
Trafic des substances vénéreuses, soporifiques, sopéifiantes, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921 - A.R. 31.12.1930)	
Sauf art. 23	
Seul art. 23	
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939; A.L. 24.1.1945)	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	36	-	-	-	-	9	27	-	-	-	-
172	3.779	48	-	85	162	46	3.438	-	-	-	1
-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
1	43	1	1	6	33	1	1	-	-	-	-
19	270	25	-	9	175	26	35	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
-	9	-	-	-	-	3	6	-	-	-	-
3	7	2	-	-	1	2	2	-	-	-	-
-	17	1	-	-	-	10	6	1	-	-	-
1	4	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-
-	71	1	-	1	1	41	27	-	-	-	-
42	209	4	-	1	9	96	99	-	-	-	-
-	146	2	-	1	5	70	68	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
5	10	-	-	-	-	2	8	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32	185	-	-	-	1	30	154	-	-	-	-
-	4	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-
2.- Santé publique											
18	92	3	-	-	5	25	59	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
283	1.021	126	-	-	206	167	522	1	-	-	377
12	453	11	-	-	11	39	392	-	-	-	-
1	5	1	-	-	-	-	4	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	45	4	-	-	4	22	15	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
-	10	2	-	-	3	-	5	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1956 (suite)

1	
Falsification des denrées alimentaires (loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5 etc.)	
Beurres, margarines, graisses préparées (loi du 8.7.1935)	
Protection des eaux de boisson (loi du 14 août 1933, art. 5)	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935).	
Distribution de lait (A.R. du 7.7.1939)	
Salubrité publique	
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (A.L. 15.11.1945)	
3. - Commerce et industrie	
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	
Registre du commerce (A.A. 30.7.1940, 11.8.1940, 18.10.1940)	
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. du 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	
Recensement des stocks (A.R. 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêtés 28.2.1947 et 10.3.1950).	
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	
Affichages des prix de vente (loi du 30.7.1923)	
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935, Code de commerce, Livre I, titre V)	
Sociétés commerciales (loi coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208).	
Interdiction à des condamnés et faillits (A.R. 27.10.1934)	
Vente de marchandises neuves (loi du 20.5.1846).	
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1936).	
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (loi du 1.4.1879)	
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	
Réglementation, distribution des carburants (A. 2.8.1940)	
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946).	
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (loi du 5.5.1888, etc.)	
Mines et extraction de toute nature (A.R. de coordination des lois du 15.9.1919 et arrêtés d'exécution).	
Matières explosives ou inflammables (loi du 15.10.1881; loi du 22.5.1886).	
Emploi du courant électrique (A.L. 2.12.1944).	
4. - Agriculture, animaux, chasse, pêche	
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural. Loi du 7.10.1886)	
Importation, transit et exportation des oeufs (loi du 14.7.1930; loi du 5.4.1934)	
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. 19.7.1926; A.R. 20.8.1926).	
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	
Art vétérinaire (loi du 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; loi du 23.5.1924)	
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (loi du 30.12.1882).	
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	
Protection des animaux (loi du 22.3.1929)	
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules. (loi du 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	
Garde rurale (A. 4.8.1941)	
Chasse (loi du 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	
Permis de tanderie (loi du 30.7.1922)	
Pêche fluviale (loi du 19.1.1883; loi du 5.7.1899; A.R. 13.3.1936).	
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (loi du 15.7.1931, etc.)	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
5	42	-	-	-	1	11	30	-	-	-	-
20	136	-	-	-	-	55	81	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	7	-	-	-	1	-	6	-	-	-	-
19	165	-	-	-	-	75	80	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. - Commerce et industrie											
121	1.073	11	-	-	134	293	629	-	-	-	-
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
21	233	5	-	-	6	98	124	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	5	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-
13	78	5	-	-	1	26	46	-	-	-	-
1	20	2	-	-	-	7	11	-	-	-	-
4	8	-	-	-	-	1	7	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
31	283	1	-	-	1	169	112	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
24	163	2	-	-	3	30	128	-	-	-	-
-	3	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29	55	4	-	-	-	33	18	-	-	-	-
6	4	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-
14	12	-	-	-	-	10	2	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
151	271	-	-	-	1	186	84	-	-	-	-
15	59	-	-	-	-	18	41	-	-	-	-
7	77	3	-	-	8	20	46	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. - Agriculture, animaux, chasse, pêche											
-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
1	6	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-
3	20	-	-	-	-	15	5	-	-	-	-
-	11	-	-	-	-	4	7	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
127	855	9	-	-	4	372	470	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	91	6	-	-	2	46	37	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
151	585	32	-	-	31	291	231	-	-	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3	9	1	-	-	-	2	6	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1956 (suite)

1
5.- Travail et prévoyance
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)
Liberté d'association (loi du 24.5.1921 garantissant la . . .)
Réparation des accidents de travail (loi du 24.12.1903, etc.)
Règlements d'atelier (loi du 15.6.1896; loi du 14.6.1921; A.R. 20.6.1936)
Contrat d'emploi (loi du 7.8.1922; loi du 2.5.1929; loi du 28.9.1932)
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; loi du 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; loi du 7.4.1938)
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30.4.1909, A.R. 4.7.1925)
Mesurage du travail (loi du 30.7.1901)
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6.7.1948)
Paiement des salaires (loi du 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; loi du 30.7.1934; loi du 7.7.1936)
Congés annuels payés (loi du 8.7.1938)
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (loi du 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)
Repos dominical (loi du 19.7.1905; loi du 26.5.1914; loi du 14.6.1921; loi du 24.7.1927)
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les L.L. 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)
Emploi de la céruse (loi du 20.5.1926)
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; loi du 16.5.1938)
Travail à domicile (loi du 10.2.1934; arrêté du 21.1.1941)
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (loi du 14.7.1930; loi du 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution; loi du 15.12.1937)
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)
Contrôle des reprises d'assurance sur la vie (loi du 25.6.1930)
6.- Transport, voirie, communications
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12.4.1835; loi du 24.6.1865; loi du 25.7.1891, etc.)
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 21.1.1931)
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)
Voirie, routage et messageries (réglementation)
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1.8.1924, art. 3)
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1.8.1924, art. 2)
Police maritime (réglementation)
Police des rivières et des polders
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)
Navigaton aérienne (L.L. 16.11.1919 et 2.6.1937)
Télégraphes et téléphones (loi du 1.3.1851, etc.)
Postes (réglementation)
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal
Délits prévus par le Code pénal
Contraventions de police prévues par le Code pénal
Infractions prévues par des lois spéciales
TOTAUX :

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
5	62	-	-	-	-	24	38	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
6	71	-	-	1	1	23	46	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
1	8	-	-	-	1	2	5	-	-	-	-
4	5	-	-	-	1	3	1	-	-	-	-
11	66	1	-	-	1	30	34	-	-	-	-
1	5	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	25	17	-	-	5	-	3	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
68	295	3	-	1	9	125	157	-	-	-	-
-	7	-	-	-	-	1	6	-	-	-	-
7	11	-	-	-	-	3	8	-	-	-	-
4	56	5	-	-	6	18	27	-	-	-	-
12	58	4	-	-	3	25	26	-	-	-	-
-	5	-	-	-	3	-	2	-	-	-	-
-	4	1	-	-	1	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	13	1	-	-	1	8	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-
162	655	7	-	-	15	230	403	-	-	-	33
-	138	31	-	-	56	13	38	-	-	-	111
-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2
5	99	2	-	-	6	43	46	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
19	46	-	-	-	1	29	16	-	-	-	-
1	4	-	-	-	1	-	3	-	-	-	-
43	473	-	-	-	2	178	293	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
634	3.199	1.463	177	766	781	8	4	856	-	39	13
4.400	31.880	6.269	56	814	4.896	7.779	12.066	512	4	47	1.081
52	260	3	-	-	1	112	144	-	-	-	-
1.764	12.889	394	1	108	934	3.144	8.308	2	-	-	526
6.850	48.228	8.129	234	1.688	6.612	11.043	20.522	1.370	4	86	1.620

TABLEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGEANT EN PREMIER RESSORT-1956

	Durée des sursis								Total
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	7 ans	8 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8		
Bruxelles	6	36	1	810	1	906	1.760		
Louvain	-	90	12	254	-	168	524		
Nivelles	6	2	-	78	-	237	323		
Anvers	-	275	1	1.638	1	157	2.072		
Malines	1	66	-	281	-	114	462		
Turnhout	8	52	-	692	-	8	760		
Mons	3	64	-	627	1	265	960		
Charleroi	3	65	1	917	-	621	1.607		
Tournai	-	2	1	80	-	172	255		
Gand	1	90	1	875	-	386	1.353		
Audenarde	1	129	-	832	-	10	972		
Termonde	1	170	-	1.335	-	361	1.867		
Bruges	2	75	1	832	-	139	1.049		
Courtrai	-	105	13	392	-	207	717		
Fumes	-	70	35	12	-	13	130		
Ypres	-	59	-	40	-	434	533		
Liège	52	10	-	853	-	115	1.030		
Huy	18	12	-	239	-	20	289		
Verviers	3	5	192	35	-	47	282		
Tongres	-	26	2	307	-	128	463		
Hasselt	-	54	1	520	-	11	586		
Arlon	26	5	76	48	-	52	207		
Marche-en-Famenne	3	5	14	62	-	10	94		
Neufchâteau	9	23	6	46	-	80	164		
Namur	55	69	-	245	-	51	420		
Dinant	34	-	-	238	-	21	293		
Total :	232	1.559	357	12.288	3	4.733	19.172		

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1956

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Prévenus acquittés	Total des condamnés	CONDAMNES			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition
1	2	3	4	5	6	7	8
INFRACTIONS JUGÉES EN DEGRE D'APPEL							
Délits prévus par le Code pénal	1.192	431	761	4	1	249	507
Contractions de police prévues par le Code pénal	246	95	151	2	3	73	73
Infractions prévues par des lois spéciales	8.225	2.709	5.516	70	130	1.516	3.800
Totaux :	9.663	3.235	6.428	76	134	1.838	4.380
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	55.078	6.850	48.228	8.129	8.534	11.043	20.522
Récapitulation générale							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	64.741	10.085	54.656	8.205	9.668	12.881	24.902

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCÉES PAR
LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1956

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	141	Cand	55	Vervies	13
Louvain	6	Audenarde	14	Tongres	5
Nivelles	8	Termonde	69	Hasselt	5
Anvers	81	Bruges	42	Arlon	1
Malines	9	Courtrai	21	Marche-en-Famenne	1
Turnhout	3	Fumes	7	Neufchâteau	-
Mons	13	Ypres	7	Namur	45
Charleroi	12	Liège	9	Dinant	8
Tournai	1	Huy	7	Total :	583

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MARNES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Excitation à la débauche:																												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 36.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	261	11	250	32	3	29	19	-	19	145	6	139	15	3	12	30	2	28	78	4	74	159	14	145	43	-	43	
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	6	-	6	1	-	1	1	-	1	5	-	5	-	-	-	-	-	-	3	1	2	6	-	6	2	-	2	
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	2	-	2	2	1	1	1	-	1	8	2	6	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, § 1, 513)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Destruction de constructions (art. 521)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	1	-	
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dé - lits																												
Recel d'inciviques. Epuratio civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149; L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 171)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Excitation à la débauche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	33	2	31	26	1	25	23	2	21	12	1	11	6	-	6	6	-	6	30	-	30	16	1	15
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Destruction de constructions (art. 521)	-	-	-	1	-	1	4	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D é - l i t s																								
Recel d'inciviques. Epuration civique (art. 121, § 4, sex, 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149; L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénonciation illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Contrefaçon :																											
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	4	-	4	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	5	-	5	2	-	2
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	9	2	7	2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	1	8	-	-	-	-	-	-	5	3	2	2	-	2	-	-	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre, Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	8	-	8	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	-	13	1	-	1	5	-	5	3	-	3	4	-	4	3	-	3
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	3	2	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	6	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	4	1	3	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 255)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	6	1	66	11	-	11	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	9	1	8	1	-	1	1	-	1	74	-	74	11	3	8	39	1	38	35	2	33	23	2	21	14	-	14
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art. 276)	308	13	295	42	2	40	43	1	42	3	-	3	-	-	-	11	1	10	5	-	5	1	-	1	-	-	
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107	3	104	16	1	15	52	1	51	113	5	108	90	5	85	31	-	31
Outrages envers jurés ou témoins (art. 278, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	69	2	6	4	-	4	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	13	1	12	4	2	2	3	-	3	9	1	8	17	-	17	3	-	3

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Contrefaçon :																											
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	8	3	5	2	-	2	5	-	5	5	-	5	8	3	5	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	5	1	4	3	3	-	2	-	2	5	4	1	9	3	6	1	1	-	-	-	-	8	-	8	1	-	1
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	6	-	6	4	-	4	13	-	13	4	-	4	4	-	4	2	-	2	1	-	1	8	-	8	6	1	5
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	6	-	6	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 248 et 247)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	12	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	5	-	5	1	-	1	8	3	5	-	-	-	1	1	-	2	2	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	64	1	63	23	-	23	31	-	31	44	-	44	14	-	14	5	-	5	16	-	16	39	-	39	1	-	1
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art. 276)	150	9	141	70	3	67	113	3	110	86	2	84	62	4	58	30	4	26	38	3	35	109	5	104	37	3	34
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	46	2	44	12	-	12	12	-	12	7	-	7	28	3	25	4	-	4	2	-	2	9	3	6	6	1	5
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLÉAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	2	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Épizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	19	4	15	16	4	12	29	3	26	18	4	14	17	7	10	1	-	1	5	-	5	12	3	9	4	1	3
Evasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recei de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	2	5	5	2	3
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	6	-	6	1	1	-	12	1	11	4	1	3	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L. 15.5.1912, art. 60)	11	4	7	2	-	2	5	1	4	10	1	9	12	6	6	5	-	5	7	-	2	20	2	18	9	1	8
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L. 15.5.1912)	1	-	1	-	-	-	1	1	-	1	-	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
<u>Atteinte à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																											
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	4	1	3	1	-	1	6	4	2	6	-	6	5	1	4	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs en s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Atteinte aux mœurs :</u>																											
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	3	2	1	2	2	-	9	3	6	5	1	4	5	1	4	-	-	-	-	-	-	7	1	6	4	3	1
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLÉAU 4 - 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			MUSKÉLÉ			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	2	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	2	3	18	-	-	-	16	4	12	21	3	18	34	13	21	1	-	1	-	-	-	13	-	13	4	2	2
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	14	7	7	-	-	-	5	-	5	18	1	17	10	7	3	2	-	2	-	-	-	-	-	2	-	2	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § § 1, 3, 4, 384)	-	2	5	-	-	-	2	-	2	1	-	1	2	1	1	1	1	-	1	-	1	3	-	3	1	-	1
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	1	-	1	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	55	-	55	9	-	9	58	-	58	81	-	81	46	-	46	20	-	20	39	-	39	43	-	43	11	-	11
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	6	2	4	1	-	1	8	1	7	9	-	9	6	3	3	-	-	-	1	-	1	4	1	3	-	-	-
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	248	15	233	48	4	44	104	7	97	139	12	127	121	3	118	28	2	26	18	3	15	381	8	373	37	2	35
Abandon de famille (art. 391 bis)	36	13	23	10	1	9	28	5	23	28	4	24	18	7	11	7	1	6	6	-	6	33	1	32	9	3	6
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	616	109	507	231	44	37	470	35	435	509	84	425	449	121	328	73	5	68	147	13	134	119	21	98	58	14	44
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	46	15	31	8	2	6	59	28	31	25	8	17	30	9	21	10	3	7	9	-	9	57	16	41	13	1	12
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1.084	121	963	393	80	313	1.212	202	1.010	657	107	550	661	106	555	173	17	156	208	18	190	210	40	170	92	16	76
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 43b, 43c)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	13	1	12	1	-	1	4	-	4	6	-	6	8	1	7	1	-	1	-	-	-	7	5	2	-	-	-
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité (art. 440 - 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction forcée la nuit (art. 442)	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	24	4	20	18	2	18	37	7	30	22	-	22	19	3	16	-	-	-	7	1	6	7	-	7	1	-	1
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	3	1	2	-	-	-	1	1	-	1	-	1	4	1	3	-	-	-	-	-	-	7	4	3	4	-	4
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dévolement méchant (art. 449)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Excitation à la débauche de mineur dont on ignore l'état de minorité (art. 380)	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignore l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	4	2	2	3	-	3	1	1	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	5	-	-	5	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (provocation) (art. 380 quater)	1	-	-	-	1	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Violation de l'interdiction d'exploiter au commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § § 1, 3, 4, 384)	3	-	3	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Publications (L. 14.1936 modifié du 29.01.1936)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2 et 3, 380a)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 384, § 1, 386)	14	-	14	53	-	53	15	-	18	8	-	8	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 384, § 2 et 3, 16.5.1912, art. 55)	6	1	4	4	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs: images, figures, objets indécents (art. 384 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	57	-	57	1	1	37	3	34	-	25	2	23	7	-	7	8	1	7	78	1	77	45	10	35
Abandon de famille (art. 391 bis)	11	2	9	4	-	4	5	2	3	3	-	3	1	-	1	1	-	1	19	6	13	12	2	10
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	188	40	128	106	14	92	256	67	189	78	18	60	27	4	23	23	1	22	32	3	29	62	16	46
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 40 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	32	8	24	47	12	29	28	-	21	7	2	5	7	1	6	12	4	8	14	4	10	21	8	13
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	10	22	65	12	24	103	28	54	224	180	51	129	49	10	39	62	11	51	55	3	52	127	22	105
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	3	1	2	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de mandaté (art. 440 - 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	-	2	-	-
Violation de domicile - introduction furtive (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particuliers (art. 444)	36	3	33	5	1	4	10	6	4	3	-	3	1	-	1	2	-	2	1	-	1	2	-	2
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	1	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	2	1	1	-	-	-	2	1	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, parols publiques (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	2	-	-	2	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT																
	56	57	58	59	60	61	62	63	64														
1 ter	56	57	58	59	60	61	62	63	64														
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	1	-	1	-	-	-	-	-	-														
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	2	-	2	-	-	-	-	-	-														
Vol (art. 463 à 466)	116	14	102	85	16	69	97	15	82														
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	6	1	5	-	-	-	-	-	-														
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Abus de confiance (art. 491)	50	7	43	34	5	29	24	8	18														
Abus de faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Escroquerie (art. 496)	18	5	13	11	2	9	8	1	7														
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	9	2	7	1	-	1	-	-	-														
Falsification de denrées et boissons et détection volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	2	-	2	-	-	-	-	-	-														
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	5	3	2	13	6	7	22	6	16														
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	2	1	1	2	-	2	5	1	4														
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	5	4	1	3	-	3	13	3	10														
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	20	2	18	9	3	3	8	2	6														
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Chèques sans provision (art. 509 bis)	-	-	-	4	-	4	4	1	3														
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § § suivants, 514)	1	-	-	-	-	-	-	-	-														
Incendie involontaire (art. 519)	6	3	3	-	-	-	-	-	-														
Destruction :																							
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
de tombeaux, monuments, objets d'art (526)	2	-	2	-	-	-	1	-	1														
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	1	-	1	1	-	1														
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
de poissons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
de clôtures (art. 545, 546)	8	-	7	7	-	7	7	1	6														
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-														
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	-	-	-	1	-	1														
							Contraventions																
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-										1	-	1	-	-
Autres contraventions	11	1	10	9	-	9	13	1	12									4	-	4	5	1	4

	ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	58	1	57	28	2	26	15	1	14	113	3	110	63	4	59
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	8	2	6	5	1	4	8	-	8	60	8	52	7	-	7
Abus de faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	5	3	2	4	1	3	2	-	2	16	1	15	6	-	6
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	5	1	4
Falsification de denrées et boissons et détection volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	5	2	3	1	1	-	-	-	-	13	1	12	7	2	5
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1	5	1	4
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	13	-	13	3	1	2
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	4	1	3	6	2	4	6	1	5	16	1	15	22	7	15
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	2	-	2	2	-	2	-	-	-	5	-	5	2	-	2
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § § suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	9	-	9	2	-	2	-	-	-	-	-	-	4	1	3
Destruction :															
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de tombeaux, monuments, objets d'art (526)	-	-	-	3	-	3	-	-	-	1	-	1	1	-	1
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1
de poissons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	5	-	5	-	-	-	-	-	8	4	4	5	-	-	5
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
							de Police								
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Autres contraventions	12	5	7	-	-	-	-	-	2	2	-	4	-	4	5

TABLEAU 4 - 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			DOUVAIN			NIEVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Poïce sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	21	5	16	60	2	58	6	-	6
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	5	1	4	9	3	6	3	1	2
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	26	6	20	28	9	20	22	4	18
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5. Travail et

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	13	1	12	2	-	2	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	24	1	23	-	-	1	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 14.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	13	1	12	1	-	1	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	58	4	54	3	2	1	3	-	3

	ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	38	4	34	22	4	18	61	7	54	19	2	17	10	1	9	10	1	9
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	-	5	-	-	-	5	-	5	5	1	4	7	2	5	4	3	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	40	6	34	15	3	12	43	4	39	26	7	9	31	12	19	21	3	18
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

prévoyance

	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	3	-	3	-	-	-	9	-	9	1	-	1	10	1	9	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	3	-	3	-	-	-	6	-	6	1	-	1	4	-	4	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1	-	1	1	-	1	2	1	1	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
	2	-	2	1	-	1	12	2	10	-	-	-	8	1	7	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	4	1	3	22	1	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	12	7	5	1	-	1	11	-	10	-	-	7	23	6	7	-	-	-

TABEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	102	13	89	106	19	87	93	13	80																		
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	8	62	41	12	29	13	-	13	28	-	28	-	-	-	8	1	7
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	8	2	6	21	-	21	6	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	2	-	2	2	-	2	3	1	2	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	68	11	57	16	1	15	62	7	55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60	12	48	24	6	18	13	1	12	25	5	20	14	3	11	23	4	19
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	2	1	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	6	2	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
5. Travail et prévoyance																											
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921; A.R. 20.6.1936)	1	-	1	5	-	5	6	-	6	3	-	3	8	2	6	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	1	-	1	6	1	5	11	-	11	4	-	4	9	3	6	-	-	-	3	-	3	2	1	1	1	-	1
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 14.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	2	-	2	15	2	13	2	-	2	9	1	8	1	-	1	-	-	2	-	2	2	2	2	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937; coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	4	-	4	-	-	-	40	11	29	16	3	13	29	-	29	-	-	-	5	-	5	17	-	17	7	-	7

TABLEAU 4 - 1966 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	-	-	-	2	-	2
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1930)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	-	4	1	-	1	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
2	-	2	1	1	-	2	-	2	1	1	-	3	3	-	-	-	-
4	-	4	3	1	2	5	-	5	2	-	2	-	-	-	1	-	1
4	-	4	6	-	6	2	1	1	-	-	-	2	-	2	4	-	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. Transport, voirie,

communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885 et L. 26.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voie, roulage et messageries (réglementation)	56	12	44	18	3	15	5	-	9
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	23	-	23	3	-	3	2	-	2
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Navigaton aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	25	-	25	2	-	2	4	1	3
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
41	10	31	13	3	10	12	2	10	17	3	14	57	16	41	7	2	5
25	-	25	3	-	3	6	-	6	8	-	8	6	-	6	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
46	3	43	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	7	6	1	-	1	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
19	4	15	1	-	1	11	-	17	20	5	15	26	2	23	2	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Récapitulation des infractions

Jugées en premier ressort

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	718	72	646	86	17	69	49	2	47	563	228	335	58	12	46	73	7	66	222	28	194	326	46	280	98	9	89
Délits prévus par le Code pénal	5.697	339	5.358	1.259	165	1.094	508	54	452	3.125	287	2.838	801	91	710	904	133	771	2.118	261	1.857	2.653	327	2.326	531	38	493
Contraventions de police prévues par le Code pénal	4	1	3	16	4	12	2	1	1	8	3	5	1	1	-	6	-	6	28	8	20	6	3	3	1	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	1.976	168	1.808	292	31	261	177	16	161	1.172	151	1.021	246	54	192	497	69	428	602	78	524	776	91	685	225	22	203
Totaux :	8.395	580	7.815	1.553	217	1.436	734	73	661	4.868	669	4.199	1.106	158	948	1.480	209	1.271	2.970	375	2.595	3.761	467	3.294	855	69	786

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 bis									
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	1	-	1	-	-	-	1	1	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	2	-	2	2	-	2	4	-	4
Arrêté organique du 26.5.1945, instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	2	2	-	-	-	5	1	4
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885; 25.7.1891, etc.)	-	-	-	1	-	1	3	-	3
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	135	23	112	55	8	47	87	2	85
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	14	-	14	3	-	3	7	-	7
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	5	-	5	1	-	1	1	-	1
Police des rivières et des polders	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	7	2	5	-	-	-	7	-	7
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	23	4	19	1	-	1	17	4	13
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Récapitulation des infractions jugées

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	190	20	170	46	9	37	224	48	176
Délits prévus par le Code pénal	3.105	396	2.709	968	161	807	2.716	390	2.326
Contraventions de police prévues par le Code pénal	26	5	21	14	2	12	46	4	42
Infractions prévues par des lois spéciales	1.073	129	944	738	70	668	1.163	158	1.005
Totaux :	4.394	550	3.844	1.766	242	1.524	4.149	600	3.549

NATURE DES INFRACTIONS	BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			NGUY		
	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	6	-	6	6	1	5	7	-	7	4	-	4	3	-	3	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945, instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	-	4	10	3	7	5	2	3	10	-	10	4	1	3	1	-	1
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885; 25.7.1891, etc.)	-	-	-	1	1	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	55	15	40	63	18	45	16	-	16	17	4	13	36	7	29	13	2	11
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	6	-	6	8	-	8	1	-	1	4	-	4	-	-	-	2	-	2
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	38	2	36	1	-	1	7	-	7	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Police des rivières et des polders	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	3	-	3	5	1	4	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	7	1	6	3	-	3	1	-	1	-	-	-	32	1	31	46	-	46
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

en premier ressort

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	184	28	156	124	22	102	22	4	18	62	9	53	307	21	286	50	2	48
Délits prévus par le Code pénal	2.295	334	1.961	2.055	387	1.668	466	50	416	621	52	569	1.793	193	1.600	417	66	351
Contraventions de police prévues par le Code pénal	30	2	28	26	4	22	6	-	6	25	3	22	9	1	8	1	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	899	112	787	857	167	690	198	23	175	337	49	288	824	53	771	231	19	212
Totaux :	3.408	476	2.932	3.062	580	2.482	692	77	615	1.045	113	932	2.933	268	2.665	699	87	612

TABEAU 4 - 1956 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations reçues indifféremment (A.R. 31.5.1933)	1	-	1	-	-	-	6	2	4
Arrêté organique du 26.5.1945, instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.	1	1	-	-	-	-	1	1	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	10	6	4	29	3	26	19	9	10
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	1	-	1	1	-	1	5	-	5
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	19	5	14
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	6	-	6	118	20	98	10	-	10
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Récapitulation des infractions

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	80	5	75	79	11	68	53	7	46
Délits prévus par le Code pénal	781	141	640	631	92	539	868	188	880
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	1	10	9	-	9	13	1	12
Infractions prévues par des lois spéciales	256	33	223	452	55	397	461	107	354
Totaux :	1.128	180	948	1.171	158	1.013	1.395	303	1.092

	ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

communications

	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	-	3	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	18	4	12	4	2	2	5	4	1	14	-	14	17	4	13
	2	-	2	-	-	-	-	-	-	6	-	6	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8	-	8	-	-	-	4	1	3	124	-	124	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Jugées en premier ressort

	35	3	32	26	1	25	31	5	26	76	5	71	51	13	38
	479	91	388	172	23	149	191	27	164	659	37	622	469	77	392
	12	5	7	-	-	-	2	2	-	5	-	5	5	1	4
	153	20	133	81	9	72	204	24	180	548	7	541	215	49	166
	679	119	560	279	33	246	428	58	370	1.288	49	1.239	740	140	600

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Récapitulation générale des prévenus jugés par

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	8	-	8	3	1	2	58	27	31
Contraventions de police prévues par le Code pénal	20	11	9	2	1	1	6	2	4
Infractions prévues par des lois spéciales	1.459	504	955	162	48	114	148	55	93
Totaux :	1.487	515	972	167	50	117	212	84	128
Totaux des infractions jugées en premier ressort	8.395	580	7.815	1.653	217	1.438	734	73	661
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	9.882	1.095	8.787	1.820	267	1.553	946	157	789

PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1956

chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Infractions jugées en degré d'appel																		
Délits prévus par le Code pénal	4	1	3	7	3	4	5	1	4	80	21	59	130	76	54	44	11	33
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	3	8	3	1	2	1	1	-	4	2	2	15	12	3	3	2	1
Infractions prévues par des lois spéciales	706	196	470	177	94	83	120	45	75	212	63	149	372	156	216	106	17	89
Totaux :	681	200	481	187	98	89	126	47	79	296	86	210	517	244	273	153	30	123
Totaux des infractions jugées en premier ressort	4.566	669	4.199	1.106	158	948	1.480	209	1.271	2.970	375	2.595	3.761	467	3.294	855	69	736
Récapitulation générale																		
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	5.247	869	4.680	1.293	256	1.037	1.606	256	1.350	3.266	461	2.805	4.278	711	3.567	1.008	99	909

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 bis									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	3	1	2	8	1	7	1	1	-
Contraventions de police prévues par le Code pénal	12	7	5	4	1	3	29	14	15
Infractions prévues par des lois spéciales	541	180	361	177	55	122	773	269	504
Totaux :	556	188	368	189	57	132	803	284	519
Totaux des infractions jugées en premier ressort	4.394	550	3.844	1.766	242	1.524	4.149	600	3.549
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4.950	738	4.212	1.955	299	1.656	4.952	884	4.068

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55									
Infractions jugées en degré d'appel																											
Délits prévus par le Code pénal	17	6	11	57	13	44	-	-	-	-	-	-	275	129	146	78	38	40									
Contraventions de police prévues par le Code pénal	9	8	4	7	2	5	4	1	3	5	-	5	31	13	18	15	9	6									
Infractions prévues par des lois spéciales	345	93	252	341	109	232	97	34	63	96	23	73	897	344	553	195	63	132									
Totaux :	371	107	267	405	124	281	101	35	66	101	23	78	1.203	486	717	288	110	178									
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.403	475	1.932	3.062	580	2.482	692	77	615	1.045	113	932	2.933	268	2.665	699	87	612									
Récapitulation générale																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3.774	582	2.199	3.467	704	2.763	793	112	681	1.146	136	1.010	4.136	754	3.382	987	197	790									

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	119	43	76	65	18	47	57	20	37
Contraventions de police prévues par le Code pénal	6	1	5	1	-	1	8	3	5
Infractions prévues par des lois spéciales	285	94	191	122	33	89	149	44	105
Totaux :	410	138	272	188	51	137	214	67	147
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1.128	180	948	1.171	158	1.013	1.395	303	1.092
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.538	318	1.220	1.359	209	1.150	1.609	370	1.239

NATURE DES INFRACTIONS	ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Infractions jugées en degré d'appel															
Délits prévus par le Code pénal	7	-	7	20	3	17	9	-	9	77	9	68	60	8	52
Contraventions de police prévues par le Code pénal	2	-	2	-	-	-	1	-	1	13	1	12	34	3	31
Infractions prévues par des lois spéciales	34	20	44	56	19	37	66	16	50	427	88	339	172	47	125
Totaux :	43	20	53	76	22	54	76	16	60	517	98	419	266	58	208
Totaux des infractions jugées en premier ressort	279	119	560	279	33	246	428	58	370	1.288	49	1.239	740	140	600
Récapitulation générale															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	702	139	613	355	55	300	504	74	430	1.805	147	1.658	1.006	198	808

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORREC-

JUDICIAIRES

TIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SELVANT LEURS ANTECEDENTS

1956

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS								PENS								CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A					
				A L'EMPRISON -								NEMENT								A L'AMENDE					
				conditionnel de				sim -				ple de				conditionnelle de				l'inter-diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter-diction de conduire		
				6 mois à 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à - 5 ans	2 ans	+ 6 mois à - de 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	- de 8 jours	20 F et plus	moins de 20 F	20 F et plus		moins de 20 F	19.2.11, art. 14, 15, 19, 22 et 23		19.4.1930, art. 25	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles	Primaires		3.858	124	238	268	124	1	5	12	11		110	84	106	34	1	362	15	2.287	82	100	-	1	174
	Récidivistes		3.957	104	151	184	86	-	2	27	31		286	263	333	145	1	100	3	2.203	36	100	-	2	183
	Total :	8.395	580	7.815	228	389	452	210	1	7	39	42	396	347	439	179	2	462	18	4.484	120	206	2	26	357
Louvain	Primaires		806	18	20	75	41	-	2	4	2		8	7	7	8	-	155	61	322	76	19	-	-	26
	Récidivistes		630	9	8	31	19	-	-	2	6		14	25	36	25	-	59	28	334	34	9	-	2	27
	Total :	1.653	217	1.436	27	28	106	60	-	2	8		22	32	43	33	-	214	89	656	110	28	-	2	53
Nivelles	Primaires		320	5	12	42	42	-	-	2	2		2	5	17	10	-	95	6	74	6	12	-	-	22
	Récidivistes		341	3	11	31	31	-	-	2	4		12	24	38	37	-	43	2	99	4	8	-	-	27
	Total :	734	73	661	8	23	73	73	-	-	6		14	29	55	47	-	138	8	173	10	20	-	-	49
Anvers	Primaires		2.077	50	110	197	168	1	3	13	13		44	45	57	37	2	680	183	437	39	50	-	2	75
	Récidivistes		2.122	16	54	140	145	-	3	21	25		114	136	203	110	-	283	55	789	36	44	-	15	86
	Total :	4.868	669	4.199	66	164	337	313	1	6	38		158	181	260	147	2	953	238	1.226	75	94	-	17	161
Malines	Primaires		547	22	16	37	26	-	-	-	1		7	5	7	7	-	218	50	126	25	15	-	-	10
	Récidivistes		401	10	5	13	5	-	1	1	1		18	22	25	24	-	47	13	203	13	10	-	-	8
	Total :	1.106	158	948	32	21	50	31	-	1	2		25	27	32	31	-	265	63	329	38	25	-	-	18
Turnhout	Primaires		688	9	11	47	99	-	-	-	-		7	11	9	15	1	343	55	72	9	13	-	-	17
	Récidivistes		583	1	9	38	30	-	-	2	3		19	14	38	51	1	109	9	245	14	10	-	2	18
	Total :	1.480	209	1.271	10	20	85	129	-	-	3		26	25	47	66	2	452	64	317	23	23	-	2	35
Mons	Primaires		1.224	33	63	132	134	-	1	3	1		15	17	32	22	-	189	48	426	106	61	-	2	29
	Récidivistes		1.371	27	49	63	115	-	-	4	3		32	51	145	103	-	90	17	513	99	35	-	3	33
	Total :	2.970	375	2.595	60	112	195	249	-	1	4		47	68	177	125	-	279	65	1.001	205	96	-	5	62
Charleroi	Primaires		1.574	58	42	183	94	-	2	5	6		21	30	92	11	-	601	58	333	38	73	-	-	34
	Récidivistes		1.720	60	38	129	68	-	-	6	13		81	98	262	47	1	268	10	611	30	89	-	3	46
	Total :	3.781	467	3.294	118	80	312	160	-	2	19		102	128	354	58	1	869	68	944	68	162	-	3	80
Tournai	Primaires		372	17	16	40	42	-	-	-	2		16	17	14	5	-	40	2	143	18	20	-	-	7
	Récidivistes		414	15	24	31	15	-	2	6	8		42	40	47	13	1	12	1	146	11	26	-	1	7
	Total :	855	69	786	32	40	71	57	-	2	10		58	57	61	18	1	52	3	289	29	46	-	1	14
Gand	Primaires		1.892	34	48	125	115	-	-	4	3		27	28	50	31	-	502	170	650	115	55	-	-	44
	Récidivistes		1.952	17	24	50	83	1	1	4	3		46	89	185	209	1	58	26	916	19	43	-	6	100
	Total :	4.394	550	3.844	51	72	175	198	1	1	6		63	117	235	240	1	660	196	1.626	194	98	-	6	144
Aude- garde	Primaires		848	3	9	23	50	-	-	-	2		3	3	8	7	-	554	102	76	8	1	-	-	20
	Récidivistes		676	2	5	10	18	-	1	1	1		11	8	36	64	-	116	22	307	16	11	-	-	22
	Total :	1.766	242	1.524	5	14	33	66	-	1	3		14	11	44	71	-	730	124	383	24	18	-	-	42

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUDICIAIRES

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENT							
				A L'EMPRISONNEMENT							
				conditionnel de				sim-			
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde			1.869	10	38	76	76	-	2	3	8
			1.680	9	19	30	22	-	2	8	16
			4.149	600	3.549	19	57	106	98	-	4
Bruges			1.432	33	38	145	39	1	-	7	6
			1.500	16	14	56	17	-	2	4	8
			3.408	476	2.932	49	52	201	56	1	2
Courtrai			1.203	27	26	84	44	-	-	2	-
			1.279	12	14	42	43	-	-	3	5
			3.062	580	2.482	39	40	126	87	-	-
Fumes			333	5	5	19	11	-	-	-	-
			282	-	2	3	8	-	-	-	-
			692	77	615	5	7	22	19	-	-
Ypres			522	11	21	38	2	-	-	-	-
			410	5	9	18	3	-	-	1	1
			1.045	113	932	16	30	56	5	-	-
Liège			1.226	34	73	144	209	-	6	5	14
			1.439	15	32	73	122	-	4	12	9
			2.933	268	2.665	49	105	217	331	-	10
Huy			292	11	6	32	60	-	1	2	1
			320	5	4	20	24	-	-	1	2
			699	87	612	16	10	52	84	-	1
Verviers			466	8	11	63	64	-	2	7	3
			482	1	6	26	22	-	-	3	3
			1.128	180	948	9	17	89	86	-	2
Tongres			559	24	26	51	57	-	-	-	1
			454	4	11	21	34	-	-	-	2
			1.171	158	1.013	28	37	72	91	-	-
Hasselt			599	8	17	39	47	-	-	-	1
			493	5	9	18	32	-	-	2	4
			1.395	303	1.092	13	26	57	79	-	-
Arlon			310	9	11	21	38	-	-	-	1
			260	2	4	11	13	-	-	1	-
			679	119	560	11	15	32	51	-	-

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS 1956

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENT															
				A L'AMENDE															
				pie de					conditionnelle de				simple de						
				+6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement	l'interdiction de conduire				
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25							
Termonde			1.869	19	16	37	21	-	1.164	144	233	22	45	-	2	43			
			1.680	51	66	139	67	-	254	25	907	65	47	-	1	58			
			4.149	70	82	176	88	-	1.418	169	1.140	87	90	-	3	101			
Bruges			1.432	16	15	42	9	-	454	62	522	43	66	-	-	52			
			1.500	54	50	166	54	-	159	15	830	55	64	-	6	47			
			3.408	70	65	208	63	-	613	77	1.352	98	130	-	6	99			
Courtrai			1.203	9	29	42	19	-	244	90	424	163	31	-	-	31			
			1.279	51	65	94	73	-	77	14	676	110	25	-	2	49			
			3.062	60	94	136	92	-	321	104	1.100	273	56	-	2	80			
Fumes			333	2	4	10	11	-	51	5	183	27	9	-	2				
			282	5	16	17	17	-	19	2	179	14	2	-	7				
			692	7	20	27	28	-	70	7	362	41	11	-	9				
Ypres			522	7	2	8	2	-	295	48	77	11	19	-	16				
			410	9	17	31	11	-	75	8	199	23	4	-	25				
			1.045	16	19	39	13	-	370	56	276	34	23	-	1	41			
Liège			1.226	50	44	59	29	-	163	39	337	20	44	-	1	17			
			1.439	99	107	137	97	-	107	19	589	17	41	1	3	21			
			2.933	149	151	196	126	-	270	58	926	37	85	1	4	38			
Huy			292	5	-	12	15	-	73	23	48	3	11	-	12				
			320	5	6	46	37	1	27	4	134	4	6	-	17				
			699	10	6	58	52	1	100	27	182	7	17	-	29				
Verviers			466	12	22	21	13	-	60	3	147	30	14	-	4				
			482	17	41	75	67	-	17	1	196	7	10	-	8				
			1.128	29	63	96	80	-	77	4	343	37	24	-	1	12			
Tongres			559	15	25	36	22	-	135	25	108	34	22	-	29				
			454	19	31	43	24	-	72	3	168	22	9	-	27				
			1.171	34	56	79	46	-	207	28	276	58	31	-	1	56			
Hasselt			599	4	6	14	12	-	267	46	99	39	6	-	34				
			493	10	16	41	50	-	91	7	185	23	11	-	16				
			1.395	14	22	55	62	-	358	53	284	62	17	-	1	50			
Arlon			310	7	7	22	9	-	45	29	91	20	8	-	7				
			260	12	11	36	22	-	22	2	100	14	2	-	9				
			679	19	18	58	31	-	67	31	191	34	10	-	1	16			

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	C O N D A M -							
				A L' E M P R I S O N -							
				conditionnel de					sim-		
				6 mois à 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à - 5 ans	2 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Marche- (Primaires Récidivistes)			118	2	9	17	5	-	-	1	-
			128	5	3	9	4	-	-	1	-
Total :	279	33	246	7	12	26	9	-	-	2	-
Neufchâ- teau (Primaires Récidivistes)			176	10	3	8	9	-	-	-	3
			194	9	-	9	8	-	-	2	-
Total :	428	58	370	19	3	17	17	-	-	2	3
Namur (Primaires Récidivistes)			536	9	10	41	26	-	-	1	5
			703	1	9	16	15	-	2	4	3
Total :	1.288	49	1.239	10	19	57	41	-	2	5	8
Dinant (Primaires Récidivistes)			292	11	15	41	65	-	-	-	-
			308	7	9	13	25	-	-	1	2
Total :	740	140	600	18	24	54	90	-	-	1	2
Le Royau- me (Primaires Récidivistes)			24.139	585	894	1.988	1.687	3	24	71	86
			24.089	360	523	1.085	1.003	1	20	119	153
Total	55.078	6.850	48.228	945	1.417	3.073	2.690	4	44	190	239

Récapitulation des condam-

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel
		sans condition
	à l'amende	conditionnelle
		simple

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1956

N E S												CONDAMNES			
N E M E N T					A L' A M E N D E							A C C E S S O I R E M E N T A			
ple de					conditionnelle de			simple de				l'inter- diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter- diction de conduite
+ 6 mois à - de 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	26 F et plus	moins de 26 F		LL 27.11. 1951, art. 14 15, 1952 art. 37	L. 9.4. 1930, art. 25	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25			
-	4	6	-	-	28	9	35	2	4	-	-	-			
1	10	7	7	-	3	-	75	3	3	-	-	2			
1	14	13	7	-	31	9	110	5	7	-	-	2			
-	3	3	1	-	56	18	51	11	3	-	-	1			
3	4	19	9	-	25	9	81	16	1	-	1	8			
3	7	22	10	-	81	27	132	27	4	-	1	9			
10	10	20	10	-	160	43	164	27	18	-	-	14			
21	27	89	33	-	81	9	348	45	18	-	3	19			
31	37	109	43	-	241	52	512	72	36	-	3	33			
3	9	17	13	-	51	22	39	6	5	1	-	11			
8	20	48	44	-	21	13	84	13	8	-	-	19			
11	29	65	57	-	72	35	123	19	13	1	-	30			
409	448	748	373	4	6.985	1.356	7.500	978	728	1	8	731			
1.040	1.257	2.336	1.440	6	2.385	317	11.237	807	642	3	78	889			
1.449	1.705	3.084	1.813	10	9.370	1.673	18.737	1.785	1.370	4	86	1.620			

nés jugés en premier ressort en 1956

plus de 2 ans	8.129
plus de 6 mois à 2 ans	234
de 6 mois et moins	1.688
	6.812
	11.043
	20.522
Total des condamnés	48.228

TABLEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE - 1958

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	Durée du sursis qui avait été accordé								Total
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	5 ans	8	
1	2	3	4	5	6	7			
Emprisonnement de :									
plus d'un mois à moins de 6 mois	1	15	9	245	-	279			549
6 mois à moins de 3 ans	-	8	-	107	-	106			221
3 ans et plus	-	-	-	18	-	12			30
Total :	1	23	9	370	-	397			800

Tableau 7 - 1956 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III.- COMMERCE ET INDUSTRIE														
Réglementation des constructions privées (A.2.12.1946)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
IV.- AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PÊCHE														
Police sanitaire des animaux domestiques: insectes nuisibles (L. 30.12.1982)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
V.- TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1895; L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	-	8	-	-	-	1	1	3	3	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messagerie	20	183	-	-	-	2	-	68	113	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphe et téléphone (L. 1.3.1857, etc.)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
CODE PENAL MILITAIRE														
Port d'armes contre la Belgique et alliés	-	16	-	14	-	-	2	-	-	-	12	3	-	-
Désertion	14	671	-	1	-	145	524	-	1	-	-	-	-	-
Abandon de poste	2	84	-	-	-	11	72	-	1	-	-	-	-	-
Insubordination	1	141	-	-	-	17	123	-	1	-	-	-	-	-
Refus d'obéissance	2	84	-	-	-	11	72	-	1	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	1	111	-	-	-	25	85	-	1	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	5	97	-	-	-	27	69	-	1	-	-	-	-	-
Violences envers une sentinelle	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Venue ou reproduction d'effets militaires	2	18	-	-	-	5	9	-	4	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1956 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol qualifié d'effets militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crimes	26	278	1	7	4	141	123	1	1	-	8	69	-	-
Délits	187	1.594	-	2	-	465	406	341	380	-	1	5	-	1
Contraventions	2	9	-	-	-	1	-	1	7	-	-	-	-	-
Lois spéciales	37	433	-	-	-	19	18	112	284	-	-	-	-	-
Code pénal militaire	27	1.223	-	15	-	242	956	-	10	-	12	3	-	-
Total général:	279	3.537	1	24	4	868	1.503	455	682	-	21	77	-	1

TABLEAU 8 - CONDAMNATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - 1956

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale				
			de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles						simples			
					conditionnelles	simples										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			
Bruxelles	966	-	16	-	307	423	116	104	-	12	28	-	-			
Gand	473	-	-	3	85	214	81	90	-	-	9	-	-			
Litège	580	1	2	-	120	286	72	79	-	2	4	-	1			
En Campagne	1.013	-	1	-	200	321	136	355	-	1	13	-	-			
En Afrique	66	-	-	-	7	29	3	27	-	-	3	-	-			
Total	3.078	1	19	3	719	1.273	408	655	-	15	57	-	1			
Cour militaire :	459	-	6	1	149	230	47	27	-	6	20	-	-			
Total général :	3.537	1	24	4	868	1.503	455	682	-	21	77	-	1			

ROYAUME DE BELGIQUE

Documentation

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Parquet

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain—BRUXELLES

A

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1956

N^o. 4

S O M M A I R E

Activité des Cours et Tribunaux

p. 1

Vagabondage et mendicité

p. 54

S T A T I S T I Q U E D E L ' A C T I V I T E

D E S

C O U R S E T T R I B U N A U X



Année 1956

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ACTIVITE DES COURS ET TRIBUNAUX

Année 1956

A - Affaires pénales

1° Police judiciaire et instruction

Tableau n° 1 - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1956)

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATION ET PROCES-VERBAUX							
		Nombre des Affaires							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite		terminées par transactions acceptées (1)
			du ministère public	de la partie civile	d'une administration publique		parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	79.219	2.835	4.527	220	987	5.976	10.249	49.786	3.402
Louvain	11.752	390	1.121	49	62	1.421	2.009	6.138	524
Nivelles	9.972	300	394	7	40	2.004	1.441	4.398	696
Anvers	56.731	1.671	2.589	94	441	2.261	28.765	18.780	2.180
Malines	10.341	421	992	108	51	2.073	2.665	3.229	1.044
Turnhout	8.923	306	937	3	89	1.335	1.018	4.556	645
Mons	24.281	997	1.449	4	264	3.793	3.157	13.354	1.700
Charleroi	26.830	1.990	1.846	128	436	4.474	3.478	11.388	2.082
Tournai	10.680	576	492	2	67	1.714	1.050	6.405	334
Gand	30.779	1.100	3.590	53	355	3.190	9.577	10.654	2.018
Audenarde	7.021	467	1.175	30	64	909	1.033	2.727	457
Termonde	14.912	621	3.388	6	110	1.871	2.468	6.529	782
Bruges	18.977	712	3.073	33	225	2.464	5.593	5.634	851
Courtrai	13.358	1.069	1.890	19	199	1.736	2.813	4.556	878
Furnes	4.041	197	521	-	41	608	1.007	1.474	159
Ypres	5.965	186	687	11	35	644	1.196	2.952	286
Liège	28.407	1.904	4.034	12	454	5.059	7.054	6.890	2.240
Huy	6.948	243	417	7	72	2.874	604	2.387	123
Verviers	9.772	579	591	11	125	2.783	1.300	3.758	603
Tongres	11.568	454	909	1	61	3.068	1.541	4.928	451
Hasselt	10.018	344	1.232	35	104	2.185	1.496	4.001	418
Arlon	4.843	217	667	1	37	2.027	339	1.646	56
Marche-en-Famenne	3.764	200	161	1	41	1.165	339	1.476	104
Neufchâteau	3.589	165	218	-	34	781	297	2.206	120
Namur	13.230	681	1.316	3	188	3.752	3.331	3.132	856
Dinant	8.170	413	522	7	95	2.884	638	3.521	287
Totaux	434.001 434.001	19.038	38.738	845	4.677	63.051	94.512	187.105	23.296

(1) Voir aussi tableau 1 bis.

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1956)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	3.589	3.402	977.049
Louvain	541	524	110.430
Nivelles	713	696	138.726
Anvers	2.280	2.180	422.516
Malines	1.097	1.044	358.676
Turnhout	703	645	172.200
Mons	1.733	1.700	332.338
Charleroi	2.154	2.082	563.345
Tournai	350	334	78.480
Gand	2.191	2.018	635.810
Audenarde	479	457	115.005
Termonde	963	782	808.989
Bruges	970	851	222.255
Courtrai	910	878	296.000
Furnes	162	159	47.250
Ypres	294	286	67.365
Liège	2.430	2.240	1.477.827
Huy	202	123	43.682
Verviers	688	603	179.691
Tongres	629	451	132.885
Hasselt	514	418	170.390
Arlon	67	56	38.940
Marche-en-Famenne	109	104	24.276
Neufchâteau	123	120	31.790
Namur	1.605	856	432.800
Dinant	330	287	51.241
Totaux	25.826	23.296	7.929.956

(1) Voir tableau n° 1, col. 10

Tableau n° 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINEES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1956)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES									
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES									
	de renvoi devant					d'inter- nement	de non-lieu à pour- suivre	ren- voyées à d'autres juges	évo- quées par la cour d'appel	TOTAL
	la chambre des mises en accu- sation	le tribunal correc- tionnel	le tribunal de police sur réqui- sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la L. 4 oct. 1867	après ins- truction	une autre juri- diction					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	2	2.102	285	2	29	44	618	27	1	3.110
Louvain	2	249	61	-	9	5	104	6	-	436
Nivelles	-	195	480	1	7	7	81	9	-	780
Anvers	2	1.042	134	-	21	65	510	32	-	1.806
Malines	1	241	44	-	1	70	178	7	-	542
Turnhout	-	193	74	-	23	18	117	-	-	425
Mons	3	718	1.059	7	8	14	306	6	-	2.121
Charleroi	1	1.404	2.140	12	15	37	638	9	-	4.256
Tournai	-	307	647	15	7	4	264	1	-	1.245
Gand	1	752	14	-	1	23	367	7	-	1.165
Audenarde	1	251	40	-	9	5	187	-	1	494
Termonde	-	471	-	7	1	13	184	56	-	732
Bruges	1	493	154	-	2	16	219	2	-	867
Courtrai	-	633	498	-	8	10	249	8	2	1.408
Furnes	-	99	2	-	2	1	83	2	-	189
Ypres	-	122	2	3	-	1	54	-	-	182
Liège	2	1.256	3.343	2	4	27	385	8	-	5.027
Huy	-	147	543	-	6	3	84	-	-	783
Verviers	-	370	774	7	6	10	223	4	-	1.394
Tongres	2	257	503	-	4	12	123	-	4	905
Hasselt	-	196	523	3	-	3	102	2	7	836
Arlon	-	135	678	4	3	4	62	1	-	887
Marche-en-Famenne	-	75	152	1	5	-	80	41	-	354
Neufchâteau	-	117	158	2	-	11	95	-	-	383
Namur	1	345	1.371	10	2	9	234	64	-	2.036
Dinant	-	234	580	11	9	9	164	-	-	1.007
Totaux :	19	12.404	14.259	87	162	421	5.711	292	15	33.390

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRÊTS (1956)

NOMBRE DES ARRÊTS	Cours d'appel			Total
	Bruxelles	Gand	Liège	
1	2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	4	17	20	41
(aux assises	11	3	5	19
(au tribunal correctionnel	14	6	16	36
Portant renvoi (au tribunal de police	1	-	1	2
(devant une autre juridiction	-	3	3	6
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930	57	16	-	73
Prévenu décédé	-	-	-	-
Totaux	87	45	45	177
Statuant sur des demandes en réhabilitation	Octrois	661	472	2.789
	Rejets	135	22	222
Totaux	1.791	683	537	3.011

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ETE
SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1956)

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits	pour vice de forme	pour autres motifs	
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre				
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	674	149	39	3	22	55	942
(auxquelles il a été formé opposition)	9	-	9	1	-	-	19
(par le ministère public)	48	-	11	-	-	1	60
(par les parties civiles)	13	2	-	1	1	1	18
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	-	-	-	-	-	-	-
(ou dont il a été interjeté appel)	-	-	-	-	-	-	-
(par les prévenus)	-	-	-	-	-	-	-
(par les inculpés)	-	-	-	-	-	-	-
(art. 8, L. 9-4-30)	-	-	-	-	-	-	-
(dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle)	2	-	-	1	-	3	6
Cours d'appel	403	106	31	1	21	4	566
(Bruxelles)	196	45	28	5	2	11	287
(Gand)	147	-	-	-	-	45	192
(Liège)	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	746	151	59	6	23	60	1.045

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition

Bruxelles 0 - Gand 6 - Liège 0

Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES CONTRADICTOIREMENT
PAR LES COURS D'ASSISES (1956)

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 4 mois	De 4 à 5 mois	De 5 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 mois à 1 an	1 an et plus	Durée inconnue
				4	5	6	7	8	9	10	11	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	4	4	-	-	-	-	-	-	-	1	3	-
Anvers	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Hainaut	6	6	-	-	-	-	-	-	1	3	2	-
Flandre orientale	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Flandre occidentale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Limbourg	4	4	-	-	-	-	-	-	-	1	3	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	5	5	-	-	-	-	-	-	1	4	-	-
Nombre des condamnés	19	19	-	-	-	-	-	-	2	8	9	-
Nombre des acquittés	8	8	-	-	-	-	-	-	-	2	6	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	27	27	-	-	-	-	-	-	2	10	15	-

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1956)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	16	9	5	1	1
Gand	5	-	3	2	-
Liège	1	-	-	-	1
Totaux	22	9	8	3	2

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES
EN ACCUSATION (1956)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-
Totaux	-	-	-	-	-

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1956)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES déchargés des poursuites par les chambres de conseil				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels acquittés											
	DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive											
	Moins de	De	De	De	Moins de	De	De	De	Moins de	De	De	De	Moins de	De	De	De								
	1 à 1 mois	2 à 2 a - 3 mois	3 à 3 a - 6 mois	6 mois et +	1 à 1 mois	2 à 2 a - 3 mois	3 à 3 a - 6 mois	6 mois et +	1 à 1 mois	2 à 2 a - 3 mois	3 à 3 a - 6 mois	6 mois et +	1 à 1 mois	2 à 2 a - 3 mois	3 à 3 a - 6 mois	6 mois et +								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	1	-	-	-	-	-	645	452	122	47	20	4	-	-	-	-	-	-	8	1	5	2	-	-
Louvain	1	-	1	-	-	-	50	17	14	10	6	3	1	1	-	-	-	-	5	1	4	-	-	-
Nivelles	1	-	-	-	-	-	24	5	12	3	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	9	8	1	-	-	-	197	71	72	31	17	6	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines	8	8	-	-	-	-	33	4	16	10	3	-	1	1	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-
Turnhout	3	3	-	-	-	-	19	4	6	8	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	2	2	-	-	-	-	123	40	60	18	4	1	1	2	1	1	-	-	8	-	6	2	-	-
Charleroi	-	-	-	-	-	-	151	121	27	1	1	1	1	13	11	2	-	-	22	19	3	-	-	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	43	6	32	4	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Gand	2	-	-	-	-	-	259	14	76	35	49	85	-	-	-	-	-	-	7	7	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	39	21	13	3	2	-	-	1	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	134	36	17	8	7	66	1	1	1	-	-	-	9	9	-	-	-	-
Bruges	-	-	-	-	-	-	141	41	63	16	16	5	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
Courtrai	1	1	-	-	-	-	127	57	54	8	7	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Furnes	2	1	1	-	-	-	26	7	15	2	2	-	1	1	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Ypres	2	1	1	-	-	-	23	3	15	4	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	9	8	-	-	-	-	312	99	177	24	12	-	10	2	5	3	-	-	6	-	4	2	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	33	8	16	7	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	-	-	-	-	-	-	76	32	34	6	4	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	151	46	76	26	2	1	-	-	-	-	-	-	7	3	1	3	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	30	4	15	6	5	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	38	6	12	5	7	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	4	1	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	10	4	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	39	16	12	6	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-	26	6	10	5	2	1	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Total	40	35	3	1	-	1	2,753	1,123	974	294	177	185	31	20	8	3	-	-	24	48	26	10	-	-

Tableau n° 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE (1956)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles (1)	51,000	42,993	13,358,733	Turhout	4,029	3,061	752,875
Asse	3,200	2,936	699,700	Arendonk	1,304	776	162,350
Hal	2,769	2,622	771,350	Herentals	2,734	2,504	592,200
Sint-Kwintens-Lennik	673	628	117,600	Hoogstraten	1,217	870	174,000
Vilvorde	3,046	2,711	769,000	Mol	3,750	3,047	669,800
Wolvertem	1,724	1,534	376,700	Westerloo	1,500	1,423	298,150
Totaux:	62,412	53,424	16,093,083	Totaux:	14,534	11,681	2,749,875
Louvain	4,200	3,974	1,108,087	Mons	3,829	3,383	773,550
Aarschot	625	576	148,180	Boussu	2,371	2,034	501,390
Diest	1,182	1,035	278,000	Chièvres	330	323	86,100
Glabbeek	504	453	98,950	Dour	766	675	145,225
Haacht	422	360	86,880	Enghien	500	457	138,610
Tirlemont	1,667	1,504	395,579	La Louvière	1,741	1,558	342,275
Léau	589	437	92,805	Lens	614	521	106,100
Totaux:	9,189	8,339	2,208,481	Pâturages	1,671	1,436	314,800
Nivelles	3,800	3,615	959,775	Roeulx	2,530	2,119	495,350
Genappe	840	794	231,953	Soignies	2,968	2,822	731,400
Jodoigne	870	722	178,350	Totaux:	17,320	15,333	3,634,800
Perwez	339	282	65,650	Charleroi	7,800	6,789	1,659,170
Wavre	2,191	2,037	473,300	Beaumont	619	508	119,100
Totaux:	8,040	7,450	1,909,028	Binche	2,146	1,969	459,600
Anvers	21,570	18,756	4,421,050	Châtelet	1,900	1,608	395,088
Eerchem	2,902	2,455	557,800	Chimay	473	359	85,780
Boom	2,628	2,375	647,150	Fontaine- l'Evêque	1,663	1,460	354,430
Borgerhout	8,120	7,093	1,585,520	Gosselies	3,024	2,635	645,270
Brecht	2,804	1,860	462,350	Jumet	1,132	994	223,850
Ekeren	3,307	2,822	625,650	Marchienne-au- Pont	2,200	1,683	370,830
Kontich	2,403	1,941	521,440	Merbes-le- Château	582	509	112,900
Zandhoven	1,845	1,616	345,590	Seneffe	946	801	192,303
Totaux:	45,579	38,918	9,166,550	Thuin	449	391	97,250
Malines	6,000	5,649	1,291,625	Totaux:	22,934	19,726	4,725,571
Duffel	2,260	1,996	562,600				
Heist-op-den- Berg	1,857	1,650	364,800				
Lierre	2,200	1,945	531,830				
Puurs	2,358	2,109	513,275				
Totaux:	14,675	13,349	3,264,130				

(1) Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelle, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	1.925	1.757	390.540	Bruges	7.967	7.289	1.745.770
Antoing	493	433	89.500	Ardoosie	609	571	163.815
Ath	606	522	122.250	Gistel	770	725	162.600
Celles	352	318	69.850	Ostende	1.400	1.301	322.205
Flobecq	188	164	36.750	Ruiselede	392	344	77.620
Frasnes	260	227	47.850	Tielt	804	716	146.245
Lessines	612	566	139.200	Torhout	1.732	1.565	376.560
Leuze	1.109	1.021	283.823	Totaux :	13.674	12.511	2.997.315
Péruwelz	417	374	98.612	Courtrai	2.213	2.046	557.750
Quevaucamps	1.102	920	246.400	Avelgem	596	567	154.440
Templeuve	940	821	190.955	Harelbeke	1.980	1.913	465.045
Totaux :	8.004	7.123	1.714.730	Izegem	1.109	1.032	248.525
Gand	8.044	7.176	1.753.650	Menin	1.611	1.528	340.240
Assenede	1.602	1.432	297.500	Meulebeke	389	367	81.205
Deinze	1.760	1.568	376.655	Mouscron	1.610	1.324	363.860
Eeklo	1.330	1.247	251.920	Moorsele	274	259	60.950
Evergem	1.846	1.701	347.600	Oostrozebeke	552	524	123.605
Kaprijke	735	549	101.450	Roulers	950	832	217.065
Kruishoutem	597	540	121.890	Totaux :	11.284	10.392	2.632.685
Ledeberg	1.204	1.090	291.840	Furnes	1.443	1.393	292.150
Lochristi	1.655	1.540	337.835	Dixmude	654	617	132.100
Nazareth	833	818	175.600	Haringe	361	337	68.500
Nevele	1.161	1.011	202.050	Nieuport	1.497	1.445	318.575
Oosterzele	1.561	1.433	300.200	Totaux :	3.955	3.792	811.325
Waarschoot	810	744	164.100	Ypres	1.220	1.179	293.175
Zomergem	500	465	110.700	Hoogdele	517	495	110.875
Totaux :	23.638	21.314	4.822.990	Messines	653	573	139.195
Audenarde	1.260	1.134	256.100	Passendale	334	311	74.875
Grammont	588	537	128.550	Poperinge	521	498	119.480
Herzele	1.596	1.370	332.900	Wervik	837	747	206.555
Nederbrakel	599	549	142.595	Totaux :	4.082	3.803	944.155
Ninove	1.660	1.340	373.396	Liège	9.493	7.755	1.679.338
Renaix	900	854	217.995	Dalhem	761	447	84.270
Horebeke-				Fexhe-Slins	940	800	186.960
Ste Marie	377	352	76.570	Fléron	2.700	2.029	501.090
Zottegem	764	717	193.865	Hollogne-aux-			
Totaux :	7.744	6.853	1.721.971	Pietres	2.568	2.027	454.250
Termonde	1.275	1.133	365.300	Louveigné	1.100	962	213.170
Alost	3.375	3.070	956.465	Seraing	1.778	1.527	351.600
Beveren	1.350	1.155	257.130	Waremmé	757	707	216.660
Hamme	913	836	238.740	Totaux :	20.097	16.254	3.687.338
Lokeren	1.426	1.228	377.715				
Sint-Gillis-Waas	1.050	900	229.200				
Saint-Nicolas	1.750	1.632	439.865				
Tamise	1.191	940	252.725				
Wetteren	1.375	1.136	325.020				
Zelee	631	549	203.475				
Totaux :	14.336	12.579	3.737.635				

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	1.009	876	196.290	Marche-en-			
Ferrières	196	135	27.200	Famenne	217	205	49.350
Hannut	300	250	57.030	Durbuy	196	173	36.000
Héron	279	228	56.200	Erezée	233	205	46.350
Jehay-Bodegnée	363	266	70.460	Houffalize	204	162	40.300
Landen	358	268	59.400	Laroche	153	149	37.550
Nandrin	1.037	790	187.923	Nassogne	97	72	15.400
Totaux :	3.542	2.813	654.503	Vielsalm	55	52	12.850
Verviers	2.220	1.929	540.050	Totaux :	1.155	1.018	237.800
Aubel	629	521	146.625	Neufchâteau	422	370	84.140
Eupen	680	506	132.517	Bastogne	473	437	115.640
Dison	220	181	43.380	Bouillon	320	294	72.050
Herve	155	131	38.200	Paliseul	362	331	83.900
Limbourg	330	288	89.570	Saint-Hubert	296	237	64.840
Malmédy	849	700	198.780	Sibret	145	121	31.050
St-Vith	776	606	174.080	Wellin	265	240	53.850
Spa	711	628	169.190	Totaux :	2.283	2.030	505.470
Stavelot	415	375	98.650	Namur	3.800	3.028	824.590
Totaux :	6.985	5.865	1.631.042	Andenne	1.076	880	249.700
Tongres	1.295	961	212.030	Eghezée	343	299	76.100
Blizzen	2.920	1.812	434.100	Fosse	1.850	1.439	407.040
Looz	2.178	1.311	306.050	Gemboux	1.632	1.271	354.994
Bree	690	477	110.950	Totaux :	8.701	6.917	1.912.424
Maaseik	964	592	226.400	Dinant	716	614	163.365
Mechelen	2.010	1.136	259.200	Beauraing	305	280	83.622
Zichen-Zussen-				Ciney	1.224	1.080	274.220
Bolder	914	635	154.750	Couvin	378	312	71.465
Totaux :	10.971	6.924	1.703.480	Florennes	655	504	122.460
Hasselt	2.881	2.574	618.615	Gedinne	247	169	39.280
Beringen	2.485	1.756	400.100	Philippeville	267	213	59.800
Herck-la-Ville	567	471	131.450	Rochefort	768	677	178.270
Neerpelt	1.252	1.349	293.600	Walcourt	641	508	134.810
Peer	1.252	985	242.550	Totaux :	5.201	4.357	1.127.292
Saint-Trond	1.613	1.352	318.890	Total			
Totaux :	10.376	8.487	2.005.205	Général :	352.981	303.072	76.968.538
Arlon	700	522	134.260				
Etalle	391	297	95.600				
Fauvillers	249	206	20.700				
Florenville	214	206	54.800				
Messancy	191	159	46.000				
Virton	525	430	117.800				
Totaux	2.270	1.820	469.160				

Tableau n° 10 - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1956

TRIBUNAUX	1	2	3	4	5	6	Inculpés jugés en matière de police			Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)			Individus jugés en matière de loif électorales (Absence au vote)								
							Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompetent	à l'emprisonnement		à l'amende		Total	Acquitrés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquitrés	Condamnés
												condi- tionnel	simple	condi- tionnelle	simple						
7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17											
Bruxelles	24.362	24.207	155	-	24.207	3.009	5	359	2.043	18.788	155	20	135	-	-						
Asse	1.088	1.078	10	-	1.279	254	-	-	173	852	10	2	8	-	-						
Hai	591	578	13	-	651	24	-	6	39	582	13	-	13	-	-						
Sint-Kwintens-Lennik	221	221	-	-	309	1	-	-	255	53	-	-	-	-	-						
Vilvorde	738	721	17	-	857	56	-	9	14	778	17	-	17	-	-						
Wolvertem	683	680	3	-	680	118	-	-	76	486	3	-	3	-	-						
Totaux	27.683	27.485	198	-	27.983	3.462	8	374	2.600	21.539	198	22	176	-	-						
Louvain	1.196	1.125	11	-	1.159	48	-	2	473	636	11	-	11	-	-						
Aarschot	259	259	-	-	288	49	-	-	72	167	-	-	-	-	-						
Diest	396	395	1	-	538	75	-	1	163	299	1	-	1	-	-						
Glabbeek	83	83	-	-	106	16	-	-	45	45	-	-	-	-	-						
Haacht	150	150	-	-	154	23	-	-	29	102	-	-	-	-	-						
Tirlemont	241	273	8	-	362	28	-	-	193	141	8	-	8	-	-						
Léau	146	145	1	-	157	21	-	-	67	69	1	-	1	-	-						
Totaux	2.451	2.430	21	-	2.794	260	-	3	1.042	1.459	21	-	21	-	-						

Tableau n° 10 (suite)

TRIBUNAUX	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17															
																		Inculpés jugés en matière de police			Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)			Individus jugés en matière de loif électorales (Absence au vote)								
																		Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompetent	à l'emprisonnement		à l'amende		Total	Acquitrés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquitrés	Condamnés
																							condi- tionnel	simple	condi- tionnelle	simple						
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17																							
Nivelles	952	933	19	-	1.244	150	-	-	-	320	774	19	-	19	-	-																
Genappe	178	178	-	-	246	29	-	7	47	47	163	-	-	-	-	-																
Jodogne	457	457	-	-	526	79	-	-	123	324	-	-	-	-	-	-																
Perwez	164	163	1	-	263	67	-	-	142	54	1	1	-	-	-	-																
Wavre	570	566	4	-	683	121	-	1	226	335	4	-	4	-	-	-																
Totaux	2.321	2.297	24	-	2.962	446	-	8	858	1.650	24	1	1	23	-	-																
Anvers	8.381	8.212	169	-	11.310	766	-	38	1.791	8.715	169	5	5	164	-	-																
Berchem	1.539	1.530	9	-	2.137	263	-	7	366	1.501	9	-	-	9	-	-																
Boom	975	970	5	-	1.453	490	-	-	398	565	5	-	-	5	-	-																
Borgerhout	1.641	1.629	12	-	2.342	376	-	9	328	1.629	12	1	1	11	-	-																
Brecht	993	987	6	-	1.239	115	-	-	479	645	6	-	-	6	-	-																
Ekeren	1.083	1.076	7	-	1.192	154	-	13	310	712	7	-	-	7	-	-																
Kontich	898	889	9	-	1.066	188	-	1	275	602	9	-	-	9	-	-																
Zandhoven	591	591	-	-	850	211	-	1	178	460	-	-	-	-	-	-																
Totaux	16.301	16.084	217	-	21.589	2.563	3	69	4.125	14.829	217	6	6	211	-	-																
Malines	887	819	68	-	1.118	177	-	14	280	646	68	-	-	68	-	-																
Duffel	467	464	3	-	501	62	-	1	59	379	3	-	-	3	-	-																
Heist-op-den-Berg	386	386	-	-	560	108	-	-	-	452	-	-	-	-	-	-																
Lierre	521	518	3	-	548	178	-	2	72	296	3	-	-	3	-	-																
Puurs	402	399	3	-	424	68	-	-	157	199	3	-	-	3	-	-																
Totaux	2.663	2.586	77	-	3.151	593	1	17	568	1.972	77	-	-	77	-	-																
Turnhout	1.126	1.052	74	-	1.314	155	-	6	31	610	512	74	4	70	-	-																
Arendonk	547	545	2	-	835	227	-	1	1	352	255	2	-	2	-	-																
Herentals	432	427	5	-	571	118	-	2	2	166	283	5	-	5	-	-																
Hoogstraten	636	635	1	-	713	164	-	-	-	381	162	51	-	51	-	-																
Mol	623	616	7	-	647	68	-	1	1	262	315	7	1	6	-	-																
Westerloo	253	253	-	-	282	34	-	-	29	219	-	-	-	-	-	-																
Totaux	3.617	3.478	139	-	4.362	766	9	21	1.800	1.752	139	5	5	134	-	-																

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Mons	1.207	1.181	26	-	1.445	342	-	1	3	1.099	26	-	26	-	-	-
Roussu	1.016	1.007	9	-	1.294	357	-	7	9	921	9	-	9	-	-	-
Châtévres	122	121	1	-	190	52	1	4	20	113	1	1	-	-	-	-
Dour	416	411	5	-	572	57	-	-	179	336	5	2	3	-	-	-
Enghier	152	149	3	-	181	59	-	-	80	42	3	-	3	-	-	-
La Louvière	831	815	16	-	959	197	-	5	276	481	16	2	14	-	-	-
Lens	266	260	-	-	297	42	3	2	48	202	-	-	-	-	-	-
Pâturages	617	613	4	-	709	129	-	-	28	552	4	2	2	-	-	-
Roelux	742	738	4	-	961	157	-	-	221	583	4	2	4	-	-	-
Soignies	544	529	15	-	690	117	-	2	149	422	15	-	15	-	-	-
Totaux	5.913	5.830	83	-	7.298	1.509	4	21	1.013	4.751	83	7	76	-	-	-
Charleroi	3.237	3.180	57	-	4.247	526	-	23	534	3.159	57	-	57	-	-	-
Beaumont	247	246	1	-	292	56	-	-	90	146	1	-	1	-	-	-
Blinche	949	941	8	-	1.282	296	5	14	247	720	8	3	5	-	-	-
Châtelet	955	953	2	-	1.340	198	3	2	272	865	2	-	2	-	-	-
Chimay	263	259	4	-	317	89	-	-	83	145	4	-	4	-	-	-
Fontaine-l'Évêque	698	695	3	-	854	189	-	-	225	439	3	-	3	-	-	-
Gosselies	872	870	2	-	1.020	255	-	1	170	593	2	-	2	-	-	-
Jumet	587	580	6	-	687	124	-	2	149	412	6	-	6	-	-	-
Marchienne-au-Pont	1.222	1.215	7	-	1.597	184	-	5	403	1.005	7	-	7	-	-	-
Merbes-le-Château	350	348	2	-	401	44	-	-	65	292	2	-	2	-	-	-
Seneffe	553	552	1	-	644	134	-	-	204	306	1	1	-	-	-	-
Thuin	346	345	1	-	500	51	-	-	85	354	1	-	1	-	-	-
Totaux	10.278	10.184	94	-	13.181	2.157	8	52	2.528	8.436	94	4	90	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	574	564	10	-	764	145	3	26	107	493	10	-	10	-	-	-
Antoing	207	205	2	-	236	34	1	3	86	112	2	-	2	-	-	-
Ath	320	315	5	-	383	75	2	5	137	164	5	-	5	-	-	-
Celles	108	108	-	-	134	21	-	-	72	41	-	-	-	-	-	-
Flobecq	64	62	2	-	89	17	-	-	28	44	2	-	2	-	-	-
Frances	64	64	-	-	75	15	3	-	19	38	-	-	-	-	-	-
Lessines	222	218	4	-	306	22	-	-	82	202	4	-	4	-	-	-
Leuze	401	394	7	-	452	89	-	-	155	208	7	-	7	-	-	-
Péruwelz	191	190	1	-	251	45	2	-	74	130	1	-	1	-	-	-
Quevaucamps	417	417	-	-	585	134	-	3	106	342	-	-	-	-	-	-
Templeuve	348	338	10	-	338	31	-	-	141	166	10	-	10	-	-	-
Totaux	2.916	2.875	41	-	3.613	628	11	37	1.007	1.930	41	-	41	-	-	-
Gand	2.749	2.714	35	-	3.057	331	1	99	484	2.142	35	3	32	-	-	-
Assenede	297	295	2	-	356	32	-	-	95	229	2	-	2	-	-	-
Deinze	245	242	3	-	323	34	-	-	60	229	3	-	3	-	-	-
Eeklo	364	361	3	-	507	90	-	-	167	250	3	-	3	-	-	-
Evergem	453	451	2	-	502	45	-	13	65	379	2	-	2	-	-	-
Kaprijke	201	201	-	-	265	49	-	-	99	117	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	121	119	2	-	149	43	-	-	39	67	2	-	2	-	-	-
Ledeberg	492	492	-	-	685	80	-	4	135	466	-	-	-	-	-	-
Lochristi	248	246	2	-	281	42	-	1	91	147	2	-	2	-	-	-
Nazareth	138	136	-	-	178	47	4	3	34	90	-	-	-	-	-	-
Nevele	239	239	-	-	310	68	-	1	78	163	-	-	-	-	-	-
Oosterzele	312	311	1	-	354	51	1	5	43	254	1	1	-	-	-	-
Waarschoot	125	125	-	-	182	64	-	-	46	72	-	-	-	-	-	-
Zomergem	157	155	2	-	177	28	-	2	74	73	2	-	2	-	-	-
Totaux	6.141	6.089	52	-	7.326	1.004	6	126	1.510	4.678	52	4	42	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Audenarde	320	314	6	-	457	106	8	3	247	93	6	-	6	-	-	-
Grammont	263	254	5	-	377	78	1	2	172	184	5	-	5	-	-	-
Hierzele	693	693	-	-	922	164	1	7	373	377	-	-	-	-	-	-
Nederbrakel	144	144	-	-	193	34	-	-	27	132	-	-	-	-	-	-
Ninove	960	956	4	-	956	115	15	5	218	603	4	-	4	-	-	-
Renais	261	258	2	-	259	44	10	-	129	76	2	-	2	-	-	-
Sint-Maria-Horebeke	74	73	1	-	97	17	3	2	45	27	1	-	1	-	-	-
Zottegem	135	135	-	-	274	24	-	2	133	111	-	-	-	-	-	-
Totaux	2,900	2,822	15	-	3,545	555	35	21	1,347	1,553	15	-	15	-	-	-
Termorode	531	-	15	-	115	28	-	-	360	404	15	-	15	-	-	-
Alon	1,477	1,477	9	-	1,901	315	-	6	659	662	9	-	9	-	-	-
Beveren	663	663	-	-	714	70	-	2	340	302	-	-	-	-	-	-
Hamme	297	297	-	-	340	45	-	1	50	242	-	-	-	-	-	-
Lokeren	574	579	5	-	650	96	-	13	145	355	5	-	5	-	-	-
Sint-Gillis-Waas	350	349	1	-	429	55	-	2	177	225	1	-	-	-	-	-
Saint-Nicolas	921	914	7	-	1,101	119	-	9	220	693	7	-	7	-	-	-
Tamise	377	355	2	-	404	27	3	-	254	124	2	-	2	-	-	-
Wetteren	449	427	-	-	520	101	-	4	159	256	2	-	2	-	-	-
Zele	301	301	-	-	324	27	-	1	51	240	-	-	-	-	-	-
Totaux	10,313	10,272	41	-	12,271	314	3	40	2,554	3,730	41	-	41	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruges	2,196	2,171	25	-	2,517	340	101	134	549	1,393	25	5	20	-	-	-
Ardoote	168	168	-	-	167	23	-	5	62	92	-	-	-	-	-	-
Gistel	228	227	1	-	322	87	-	4	103	134	1	-	1	-	-	-
Ostende	1,105	1,085	21	-	1,005	222	31	13	479	340	21	1	20	-	-	-
Ruislede	104	104	-	-	104	7	3	-	34	60	-	-	-	-	-	-
Tielt	271	269	2	-	316	39	2	6	87	182	2	-	2	-	-	-
Torhout	439	438	1	-	532	89	-	5	153	285	1	-	1	-	-	-
Totaux	4,512	4,462	50	-	5,069	612	137	167	1,467	2,425	50	5	44	-	-	-
Courtrai	1,431	1,423	8	-	2,171	349	-	8	494	1,320	8	-	8	-	-	-
Avelgem	174	172	2	-	231	36	-	-	45	150	2	-	2	-	-	-
Harelbeke	562	561	1	-	645	99	-	2	141	403	1	-	1	-	-	-
Izegem	423	423	-	-	451	32	-	1	169	249	-	-	-	-	-	-
Mentin	702	700	2	-	1,009	153	-	6	437	403	2	-	2	-	-	-
Meulebeke	115	115	-	-	173	38	2	-	88	45	-	-	-	-	-	-
Mouscron	920	909	11	-	1,041	180	-	-	285	576	11	1	10	-	-	-
Moorsele	155	154	1	-	264	100	-	-	91	73	1	-	1	-	-	-
Oostrozebeke	196	196	-	-	242	46	-	-	71	123	-	-	-	-	-	-
Roulers	660	655	5	-	767	65	1	3	254	444	5	1	4	-	-	-
Totaux	5,338	5,308	30	-	6,994	1,110	3	20	2,075	3,756	30	2	22	-	-	-
Furnes	326	322	4	-	454	128	-	3	99	224	4	1	3	-	-	-
Dixmude	212	212	-	-	233	38	-	-	37	158	-	-	-	-	-	-
Haringe	81	80	1	-	95	20	-	-	2	53	1	-	1	-	-	-
Nieuport	362	355	7	-	437	67	2	4	95	269	7	-	7	-	-	-
Totaux	981	969	12	-	1,219	253	2	7	277	704	12	1	11	-	-	-
Ypres	704	693	11	-	1,020	83	1	2	217	717	11	1	10	-	-	-
Hooghele	65	65	-	-	135	12	-	-	54	69	-	-	-	-	-	-
Messines	268	265	3	-	233	65	-	4	85	129	3	1	2	-	-	-
Passendale	132	130	2	-	210	30	-	-	65	95	2	-	2	-	-	-
Poperinge	167	163	4	-	197	25	-	-	88	84	4	-	4	-	-	-
Wervik	286	265	1	-	394	60	-	7	105	216	1	-	1	-	-	-
Totaux	1,642	1,621	21	-	2,239	261	1	13	634	1,310	21	2	19	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Liège	6.590	6.532	58	-	9.514	2.054	1	15	2.257	5.187	58	5	53	-	-	-
Dalhem	878	878	-	-	991	161	-	-	57	773	-	-	-	-	-	-
Fexhe-Slins	514	514	-	-	793	218	-	2	145	428	-	-	-	-	-	-
Fléron	1.733	1.728	5	-	2.560	153	-	-	55	2.382	5	-	5	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1.835	1.831	4	-	2.248	513	-	-	47	1.688	4	-	4	-	-	-
Louveigné	671	668	3	-	1.082	242	-	1	182	657	3	1	2	-	-	-
Seraing	1.409	1.402	7	-	2.190	359	4	19	312	1.496	7	-	7	-	-	-
Waremmé	391	387	4	-	575	126	-	-	35	414	4	1	3	-	-	-
Totaux	14.021	13.940	81	-	19.953	3.856	5	37	3.090	12.965	81	7	74	-	-	-
Huy	717	709	8	-	1.022	233	1	8	482	298	8	-	8	-	-	-
Ferrrières	156	156	-	-	205	37	-	-	72	96	-	-	-	-	-	-
Hannut	160	158	2	-	189	29	-	-	62	98	2	-	2	-	-	-
Héron	189	189	-	-	236	41	1	2	116	76	-	-	-	-	-	-
Jehay-Bodegnée	284	234	-	-	348	93	-	-	118	137	-	-	-	-	-	-
Landen	253	252	1	-	378	33	-	-	120	225	1	-	1	-	-	-
Nandrin	511	507	4	-	653	169	-	-	214	270	4	-	4	-	-	-
Totaux	2.220	2.205	15	-	3.031	635	2	10	1.184	1.200	15	-	15	-	-	-
Verviers	630	625	5	-	844	201	-	2	-	641	5	-	5	-	-	-
Aubel	226	224	2	-	315	15	-	-	92	208	2	-	2	-	-	-
Dison	160	160	-	-	229	30	-	-	50	149	-	-	-	-	-	-
Eupen	329	329	-	-	417	177	-	1	53	186	-	-	-	-	-	-
Herve	166	165	1	-	168	25	-	-	60	103	1	-	1	-	-	-
Limbourg	205	201	4	-	345	81	-	-	13	251	4	-	4	-	-	-
Malmédy	408	408	-	-	615	72	-	1	167	375	-	-	-	-	-	-
St-Vith	269	268	1	-	356	71	-	2	28	255	1	-	1	-	-	-
Spa	359	357	2	-	469	135	2	-	89	243	2	-	2	-	-	-
Stavelot	283	283	-	-	356	83	-	-	78	195	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.035	3.020	15	-	4.134	290	2	6	630	2.606	15	-	15	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tongres	756	747	9	-	995	312	-	-	383	300	8	-	8	-	-	-
Bilzen	1.328	1.310	18	-	1.512	220	-	4	507	781	18	-	18	-	-	-
Looz	1.003	1.002	1	-	1.334	290	-	-	696	348	1	-	1	-	-	-
Bree	293	293	-	-	332	50	-	1	217	64	-	-	-	-	-	-
Maasik	337	337	-	-	493	50	-	-	288	155	-	-	-	-	-	-
Mechelen	999	998	1	-	1.118	132	-	-	246	650	1	-	1	-	-	-
Zichen-Zussen-Bolder	311	311	-	-	409	66	1	2	223	117	-	-	-	-	-	-
Totaux	5.027	4.999	28	-	6.193	1.170	1	7	2.600	2.415	28	-	28	-	-	-
Hasselt	941	931	10	-	1.200	201	-	1	403	595	10	-	10	-	-	-
Beringen	951	949	2	-	1.237	175	-	-	523	539	2	-	2	-	-	-
Herk-la-Ville	214	214	-	-	256	61	-	3	97	95	-	-	-	-	-	-
Neerpelt	420	418	2	-	582	83	-	-	147	352	2	-	2	-	-	-
Peer	346	346	-	-	577	43	-	-	352	182	-	-	-	-	-	-
Saint-Trond	712	706	6	-	1.073	121	-	-	663	289	6	-	6	-	-	-
Totaux	3.624	3.604	20	-	4.925	684	-	4	2.185	2.052	20	-	20	-	-	-
Arlon	496	490	6	-	563	92	-	3	134	334	6	-	6	-	-	-
Etalle	154	154	-	-	183	25	-	1	69	88	-	-	-	-	-	-
Fauvillers	225	225	-	-	263	76	-	7	60	120	-	-	-	-	-	-
Florenville	133	133	-	-	144	29	-	-	47	68	-	-	-	-	-	-
Messancy	749	748	1	-	788	71	4	5	360	345	1	-	1	-	-	-
Virton	228	228	-	-	278	52	-	1	121	104	-	-	-	-	-	-
Totaux	2.025	2.014	7	-	2.219	345	4	17	707	1.082	7	-	7	-	-	-
Marche-en-Famenne	194	193	1	-	285	41	-	3	26	215	1	-	1	-	-	-
Durbuy	50	50	-	-	84	23	-	-	25	36	-	-	-	-	-	-
Erezée	72	72	-	-	101	30	-	-	16	55	-	-	-	-	-	-
Houffalize	140	139	1	-	185	48	2	1	44	91	1	1	-	-	-	-
Laroche	82	82	-	-	137	61	-	-	34	42	-	-	-	-	-	-
Nassogne	67	67	-	-	97	19	-	-	37	41	-	-	-	-	-	-
Vielsalm	45	44	1	-	62	6	-	2	24	30	1	-	1	-	-	-
Totaux	650	647	3	-	952	228	2	6	206	510	3	1	2	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Neufchâteau		141	146	1	-	209	53	-	-	117	39	1	-	1	-	-	-
Bastogne		207	204	3	-	285	59	-	-	172	54	3	1	2	-	-	-
Bouillon		121	120	1	-	156	34	-	-	76	44	1	-	1	-	-	-
Paliseul		123	121	2	-	148	34	-	-	65	49	2	-	2	-	-	-
Saint-Hubert		147	143	4	-	189	49	-	-	75	65	4	1	3	-	-	-
Sibret		63	61	2	-	97	36	-	-	47	14	2	-	2	-	-	-
Wellin		57	57	-	-	90	20	1	-	31	38	-	-	-	-	-	-
Totaux		865	852	13	-	1.174	285	1	-	535	303	13	2	11	-	-	-
Namur		2.447	2.421	26	-	3.332	563	34	22	1.438	1.255	26	1	25	-	-	-
Andenne		497	494	3	-	569	97	-	-	136	334	3	-	3	-	-	-
Eghezée		235	235	-	-	345	55	-	-	66	189	-	-	-	-	-	-
Fosse		1.197	1.197	-	-	1.746	522	-	-	254	904	-	-	-	-	-	-
Gembloux		771	770	1	-	979	170	6	5	200	586	1	-	1	-	-	-
Totaux		5.150	5.120	30	-	6.971	1.536	40	27	2.098	3.270	30	1	29	-	-	-
Dinant		526	509	17	-	677	59	-	-	271	317	17	-	17	-	-	-
Beauraing		162	162	-	-	219	66	-	-	56	97	-	-	-	-	-	-
Ciney		505	503	2	-	749	57	-	-	322	370	2	-	2	-	-	-
Couvin		302	302	-	-	373	68	-	1	101	203	-	-	-	-	-	-
Florennes		406	405	1	-	557	152	-	2	145	225	1	-	1	-	-	-
Gedinne		162	161	1	-	205	61	-	-	83	62	1	-	1	-	-	-
Philippeville		163	162	1	-	211	59	-	1	71	80	1	-	1	-	-	-
Rochefort		285	282	4	-	401	112	-	1	117	171	4	-	4	-	-	-
Walcourt		223	223	-	-	317	99	-	-	125	90	-	-	-	-	-	-
Totaux		2.735	2.709	26	-	3.710	793	-	5	1.294	1.616	26	-	26	-	-	-
TOTAUX GENERAUX		141.322	139.966	1.356	-	178.825	27.766	291	1.131	40.074	104.566	1.356	71	1.265	-	-	-

Tableau n° 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1956

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquit- tés	Ren- voyés par une décla- ration d'in- compé- tence	CONDAMNES					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				condi- tion- nel	sans condition de 8 jours et plus	de 1 à 7 jours	condi- tion- nelle	sans condi- tion	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil (L. 4. 10. 1867)									
Code pénal	16.135	4.101	43	8	2	32	4.279	7.670	
Lois spéciales	827	57	4	-	-	4	385	377	
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police									
Code pénal	7.116	1.964	19	4	2	29	1.660	3.438	
Règlements communaux et provinciaux	6.136	546	5	-	1	42	1.160	4.382	
Lois spéciales et règlements généraux	143.614	20.761	266	279	73	46	32.590	88.639	
Totaux	173.828	27.429	337	291	978	153	49.074	104.566	

Tableau n° 12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1956

ARRON- DISSEMENTS	Appels					ARRON- DISSEMENTS	Appels				
	Restant à juger au commen- cement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pen- dant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commen- cement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pen- dant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles	142	1.206	1.168	-	180	Furnes	17	63	64	-	16
Louvain	16	135	136	-	15	Ypres	4	91	81	-	14
Nivelles	33	150	162	-	21	Liège	177	845	585	5	432
Anvers	65	712	720	-	57	Huy	39	165	175	-	29
Malines	22	163	158	-	27	Verviers	65	255	254	-	66
Turnhout	11	85	78	-	18	Tongres	38	112	135	-	15
Mors	5	261	248	-	18	Hasselt	20	200	181	-	39
Charleroi	48	444	389	-	103	Arlon	4	68	64	-	8
Tournai	8	110	107	-	11	Marche-en- Famenne	19	61	57	-	14
Cand (1)	(1) 66	416	443	-	39	Neufchâteau	10	61	62	-	9
Audenarde	17	139	135	-	21	Namur	73	421	456	-	41
Termonde	-	506	506	-	-	Dinant	76	124	178	1	21
Bruges	71	333	371	-	33	Totaux	1.076	7.455	7.206	6	1.329
Courtrai	36	339	293	-	82						

(1) Chiffre rectifié : 66 appels au lieu de 94

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 et 11^{bis} (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX
(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1956

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	1	-	-	1	-	-
Louvain	19	-	4	15	-	-
Nivelles	10	-	5	5	-	-
Anvers	5	1	1	3	-	-
Malines	2	-	1	1	-	-
Turnhout	35	5	1	28	-	1
Mons	13	1	2	10	-	-
Charleroi	20	3	3	14	-	-
Tournai	11	1	4	3	-	3
Gand	1	-	-	1	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	47	4	17	25	-	1
Bruges	13	4	2	7	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	13	2	-	11	-	-
Ypres	19	5	2	12	-	-
Liège	2	-	-	2	-	-
Huy	1	-	1	-	-	-
Verviers	3	2	-	1	-	-
Tongres	59	16 (1)	-	43	-	-
Hasselt	18	3	6	8	1	-
Arlon	2	-	-	2	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	73	8	2	60	3	-
Dinant	1	-	-	1	-	-
Totaux	368	55	51	253	4	5

(1) y compris 13 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

Tableau n° 13 b - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1956

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	14	1	-	13	-	-
Louvain	2	-	-	2	-	-
Nivelles	1	-	-	1	-	-
Anvers	5	-	-	5	-	-
Malines	5	1	-	4	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	18	2	2	14	-	-
Charleroi	31	2	1	28	-	-
Tournai	9	-	2	6	-	-
Gand	16	3	10	3	-	-
Audenarde (1)	(1) 7	5	-	2	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	1	-	1	-	-	-
Courtrai	30	5	-	24	-	1
Furnes	1	1	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	43	43	-	-	-	-
Huy	4	1	-	3	-	-
Verviers	13	10	3	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	1	-	-	1	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-
Dinant (2)	(2) 17	17	-	-	-	-
Totaux	217	91	19	106	-	1

(1) dont 4 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté

(2) 17 chefs de famille réprimandés.

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCUPPER - 1956

3^e Tribunaux correctionnels

APRONDISSEMENTS	Affaires pendantes au comment de l'année		AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNEE						AFFAIRES TERMINEES						Total des affaires terminées	Affaires restant à juger à la fin de l'année		
	1	2	portées devant le tribunal par		renvoyées devant le tribunal par				par jugement									
			citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une administration publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	au fond			d'incompétence	par radiation du rôle					
									contradictoirement	par défaut	contra-dict. à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres			Total				
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17				
Bruxelles	1.375	4.527	220	987	2.102	7	4	7.847	9.222	6.186	1.216	347	7.749	-	15	16	7.749	1.473
Louvain	70	1.121	49	62	249	-	-	1.481	1.551	1.220	206	63	1.489	-	-	-	1.489	62
Nivelles	73	394	7	40	195	1	5	642	715	451	148	25	624	-	-	-	624	91
Anvers	251	2.589	94	441	1.042	-	-	4.166	4.417	3.082	943	104	4.129	4	53	53	4.186	231
Malines	205	992	108	51	241	-	-	1.392	1.597	1.154	104	39	1.297	-	-	-	1.297	300
Turnhout	130	937	3	59	193	-	-	1.222	1.352	1.018	203	21	1.242	-	1	1	1.243	109
Mons	287	1.449	4	264	712	3	-	2.438	2.725	1.727	544	133	2.404	-	-	-	2.404	321
Charleroi	949	1.446	124	436	1.404	1	1	3.816	4.765	2.707	801	163	3.671	-	-	-	3.671	1.094
Tournai	203	492	2	67	307	-	-	862	1.151	735	159	13	907	-	-	-	907	244
Gand	2.613	3.590	53	355	752	-	-	4.750	7.363	3.200	777	240	4.217	2	226	226	4.445	2.918
Audenarde	601	1.175	30	64	251	1	-	1.521	2.122	1.189	271	83	1.543	-	13	13	1.556	566
Termonde	2.213	3.244	6	110	471	-	9	3.984	6.197	2.574	577	37	3.388	12	210	210	3.610	2.587
Bruges	329	3.073	33	225	493	-	2	3.821	4.155	2.399	641	239	3.079	4	6	6	3.089	1.066
Courtrai	755	1.450	19	199	533	-	3	2.744	3.500	1.948	509	154	2.611	7	37	37	2.685	845
Furnes	162	521	-	41	99	-	-	661	823	404	130	39	573	1	1	1	575	248
Ypres	492	607	11	35	122	-	2	857	1.355	675	130	37	842	-	-	-	842	513
Liège	1.188	4.034	12	454	1.256	-	9	5.765	6.953	2.477	724	208	3.409	7	2	2	3.418	3.535
Huy	66	417	7	72	147	-	8	651	717	421	169	18	608	-	14	14	622	95
Verviers	444	591	11	125	370	3	5	1.105	1.549	979	232	61	1.272	2	5	5	1.279	270

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	555	909	1	61	257	-	-	1.228	1.783	711	239	51	1.001	-	-	1.001	782
Hasselt	355	1.232	35	104	196	-	-	1.507	1.922	1.430	261	55	1.746	3	5	1.754	168
Arlon	14	667	1	37	135	-	1	841	559	548	80	22	650	-	3	653	206
Marche-en-Famenne	29	161	1	41	75	-	-	273	367	216	44	7	267	-	5	272	95
Neufchâteau	39	214	-	34	117	-	-	369	408	271	52	24	377	1	1	379	29
Namur	145	1.316	3	182	345	2	3	1.857	2.002	1.337	412	76	1.825	-	-	1.825	177
Dinant	165	522	7	95	234	1	3	662	1.047	622	187	42	851	2	18	871	176
Totaux	13.879	30.731	845	4.677	12.404	19	55	56.735	70.617	39.681	9.789	2.301	51.771	45	600	52.416	14.201

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.
AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE - 1956

Arrondissements	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
1	2	3	4
Bruxelles	7.749	1.008	6.741
Louvain	1.489	92	1.397
Nivelles	624	110	514
Anvers	4.129	1.443	2.686
Malines	1.297	331	966
Turnhout	1.242	355	887
Mons	2.404	414	1.990
Charleroi	3.671	1.610	2.061
Tournai	907	454	453
Gand	4.217	2.073	2.144
Audenarde	1.543	788	755
Termonde	3.388	2.089	1.299
Bruges	3.079	1.427	1.652
Courtrai	2.611	1.268	1.343
Furnes	573	399	174
Ypres	842	255	587
Liège	3.409	1.911	1.498
Huy	608	207	401
Verviers	1.272	535	737
Tongres	1.001	159	842
Hasselt	1.746	590	1.156
Arlon	650	176	474
Marche-en-Famenne	267	71	196
Neufchâteau	377	91	286
Namur	1.825	846	979
Dinant	851	579	272
Totaux :	51.771	19.281	32.490

4° Cours d'appel

Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL

NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

1956

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES				NOMBRE DES ARRÊTS			ARRÊTS		Nombre des prévenus jugés				
	à juger		terminées		restant à juger à la fin de l'année	NOMBRE DES ARRÊTS		Total	infirmatifs en tout ou en partie					
	pendantes au 1er janvier	portées devant la cour durant l'année	par arrêt	rayées du rôle dispaires par jonction etc.		contra-dictaires	par défaut				contra-dictaires	confirmatifs		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles (1)	320	2.276	2.596	2.436	7	2.443	(1)332	2.292	102	42	2.436	1.167	1.269	2.991
Gand	725	1.738	2.463	1.909	-	1.909	557	1.528	105	176	1.909	1.021	588	2.923
Liège	125	1.119	1.244	1.157	-	1.157	57	907	195	54	1.157	435	722	1.740
Totaux	1.173	5.135	6.303	5.502	7	5.509	976	4.827	403	272	5.502	2.623	2.879	7.654

(1) dont 177 affaires portées au rôle en 1956 mais non terminées au 1.1.1957

Tableau n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1956

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS A LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire				
					de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion						de l'amende		de la mise à la dis- position du gouver- nement			
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps		de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	de 18	19		20		
										extraordinaire	ordinaire										de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20			
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																						
Assassinat, 394	7	1	-	6	1	1	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-
Infanticide, 396	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Avortement 350, art. 66	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre, 393	9	3	-	6	1	2	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-
Coups et blessures, 401	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																						
Incendie volontaire (510, 511, 513, 517)	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Vol à l'aide de violences ou de menaces (461, 468, 473)	5	1	-	4	-	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	3	-	-	-
Totaux	27	8	-	19	2	3	5	4	-	-	-	3	1	1	-	-	-	18	-	-	-	-

Tableau n° 19 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1956

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNES A LA PEINE										Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende		
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps						
								extraordinaire	ordinaire					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
NEANT														

Tableau n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1956

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NEANT									

6^e - Cour de Cassation

Tableau n° 21 - AFFAIRES PENALES (2ème chambre) - 1956

NATURE DES ARRÊTS	Nombre des arrêts		RESULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger	
			le ministère public, le gouverneur de province, etc.	les parties		
						3
1	2	3	4	5		
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	{ cassation rejet	-	-	-	
			2	2	-	
	correctionnelle	{ cassation rejet	199	23	176	
			792	2	790	
	cour militaire	{ cassation rejet	5	-	5	
			11	-	11	
	de défense sociale	{ cassation rejet	-	-	-	
			1	-	1	
	de milice	{ cassation rejet	10	-	10	
			60	-	60	
	électorale	{ cassation rejet	-	-	-	
			-	-	-	
	fiscale	{ cassation rejet	111	-	111	
			198	-	198	
	ordre des médecins	{ cassation rejet	-	-	-	
-			-	-		
ordre des pharmaciens	{ cassation rejet	3	-	3		
		2	-	2		
de police	{ cassation rejet	-	-	-		
		-	-	-		
Totaux		328	1,066	25	1,369	522
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	{ admission rejet	20	20	-	
			-	-	6	
	de cassation dans l'interdiction de la loi	{ admission rejet	-	-	-	
			-	-	-	
	en réhabilitation	{ admission rejet	-	-	-	
			-	-	-	
	en annulation	{ admission rejet	4	3	1	
			-	-	-	
	en revision	{ admission rejet	4	-	4	
			4	-	4	
Totaux		28	4	23	9	8
Total général		356	1,070	48	1,378	530

B. - Affaires civiles et commerciales

1^{re} Justice de paix

Tableau n° 22 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1956)

CANTONS	Affaires pendantes au début de l'année	Affaires introduites pendant l'année				Affaires terminées			Affaires restant à juger à la fin de l'année	Jugements rendus avant de statuer au fond
		par citation	par procès verbal de comparution volontaire	par requête	Total	par jugement au fond	par radiation jonction etc.	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1 ^{er} canton	68	3.256	14	9	3.279	2.944	341	3.285	62	90
" 2 ^e canton	120	4.647	24	-	4.671	4.248	394	4.642	149	112
" 3 ^e "	208	5.337	50	37	5.424	5.083	427	5.520	112	374
" 4 ^e "	106	1.536	36	42	1.614	1.406	194	1.600	120	76
Anderlecht	197	2.920	43	118	3.061	2.664	389	3.053	225	200
Asse	24	389	5	65	459	374	57	431	52	76
Hal	22	445	29	40	514	437	64	501	41	84
Ixelles 1 ^{er} canton	49	4.612	20	-	4.532	4.383	250	4.633	48	117
" 2 ^e "	9	2.587	4	33	2.724	2.487	241	2.728	5	114
Molenbeek-St-Jean	89	2.740	35	107	2.882	2.484	298	2.782	189	208
Saint-Gilles	57	2.046	13	47	2.106	1.945	182	2.127	36	80
St-Josse-ten-Noode	101	3.028	24	114	3.166	2.723	427	3.150	117	355
Schaerbeek 1 ^{er} canton	138	1.523	23	38	1.584	1.340	249	1.589	133	92
" 2 ^e canton	80	1.461	26	63	1.550	1.502	70	1.572	58	51
St-Kwintens-Lennik	5	252	6	9	267	256	10	266	6	201
Uccle	119	2.394	46	83	2.523	2.252	252	2.504	138	150
Vilvorde	31	707	30	41	778	702	80	782	27	41
Wolvertem	41	317	10	64	391	330	39	369	63	12
Totaux :	1.470	40.297	438	910	41.645	37.570	3.964	41.534	1.581	2.433
Louvain 1 ^{er} canton	79	590	-	49	639	551	74	625	93	53
" 2 ^e "	59	803	5	14	902	780	130	910	51	64
Aarschot	3	202	3	-	211	167	46	213	6	7
Diest	45	359	4	19	392	552	35	387	50	41
Glabbeek	9	90	5	5	101	89	17	106	4	17
Haacht	13	163	3	9	175	159	20	179	9	27
Tirlemont	42	559	11	35	605	519	88	607	40	96
Léau	32	152	-	8	160	117	32	149	43	21
Totaux	287	3.014	32	139	3.185	2.734	442	3.176	296	326
Nivelles	114	776	34	25	839	756	55	811	139	48
Genappe	34	189	6	4	199	158	41	199	34	13
Jodoigne	51	304	10	9	331	327	31	358	24	57
Perwez	36	159	2	7	174	145	20	165	45	11
Wavre	50	379	6	29	405	376	45	421	34	74
Totaux	265	2.198	72	75	2.345	2.162	192	2.354	276	203

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1 ^{er} canton	91	1.308	22	81	1.411	1.265	171	1.436	66	70
" 2 ^e "	180	2.986	39	72	3.097	2.649	412	3.061	216	150
" 3 ^e "	179	1.805	57	113	1.975	1.684	353	2.037	117	92
" 4 ^e "	208	1.519	174	110	1.803	1.617	195	1.812	199	482
Berchem	346	1.133	21	56	1.210	1.032	164	1.196	360	121
Boom	84	351	21	-	372	326	50	376	80	56
Borgerhout	250	2.137	47	213	2.397	2.094	299	2.393	254	169
Brecht	35	214	4	14	232	197	41	238	29	10
Ekeren	94	921	11	50	982	880	120	1.000	76	593
Kontich	27	405	13	16	434	369	72	441	20	61
Zandhoven	36	267	6	10	283	261	35	296	23	22
Totaux	1.530	13.046	415	735	14.196	12.374	1.912	14.286	1.440	1.826
Malines (Nord)	64	536	11	28	575	523	52	575	64	29
" (Sud)	71	508	23	46	577	517	50	567	81	74
Duffel	40	255	13	-	268	225	24	249	59	39
Heist-op-den-Berg	48	203	-	-	203	195	36	231	20	19
Lierre	79	364	2	43	409	348	51	399	89	36
Puurs	29	167	8	-	175	152	52	204	-	23
Totaux	331	2.033	57	117	2.207	1.960	265	2.225	313	220
Turnhout	69	363	21	15	399	349	65	414	54	66
Arendonk	18	107	18	1	126	91	33	124	20	24
Herenthals	65	341	10	1	352	273	74	347	70	53
Hoogstraten	13	95	-	-	95	80	20	100	8	13
Mol	36	434	16	-	450	401	49	450	36	85
Westerlo	35	166	7	-	173	128	43	171	37	35
Totaux	236	1.506	72	17	1.595	1.322	284	1.606	225	276
Mons	182	1.430	36	106	1.572	1.387	214	1.601	153	124
Boussu	107	815	16	68	899	834	110	944	62	49
Chièvres	37	120	4	9	133	123	19	142	28	21
Dour	51	292	3	29	324	299	31	330	45	17
Enghien	20	117	-	-	117	103	24	127	10	15
La Louvière	63	757	30	39	826	746	72	818	71	53
Lens	75	224	4	-	228	204	44	248	55	17
Pâturages	74	524	2	34	560	479	91	570	64	59
Roeulx	62	422	11	9	442	390	45	435	69	42
Soignies	76	418	16	-	432	456	18	474	34	51
Totaux	747	5.117	122	294	5.533	5.021	668	5.689	591	448
Charleroi (Nord)	198	1.159	31	58	1.248	1.092	151	1.243	203	92
" (Sud)	234	1.519	74	37	1.630	1.377	179	1.556	308	73
Beaumont	10	153	6	14	173	151	14	165	18	21
Binche	47	624	26	61	711	639	77	716	42	44
Châtelet	90	722	32	22	776	647	89	736	130	63
Chimay	4	134	5	-	139	124	13	137	6	22
Fontaine-l'Évêque	129	671	-	-	671	560	74	634	166	65
Gosselies	95	537	15	29	581	539	75	614	62	50

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jumet	66	395	13	30	438	394	63	457	47	27
Marchienne-au-Pont	50	463	16	3	482	451	48	499	33	36
Merbes-le-Château	19	235	7	9	251	247	16	263	7	6
Seneffe	79	532	25	-	557	502	38	540	96	52
Thuin	8	296	-	10	306	277	27	304	10	3
Totaux	1.029	7.440	250	273	7.963	7.000	864	7.864	1.128	554
Tournai	67	529	35	27	591	531	56	587	71	31
Antoing	40	160	13	18	191	150	15	165	66	16
Ath	36	180	-	-	180	171	15	186	30	15
Celles	5	82	1	11	94	80	12	92	7	2
Flobecq	10	65	2	3	70	60	13	73	7	15
Frasnes	12	73	16	4	93	71	12	83	22	11
Lessines	6	117	15	12	144	129	11	140	10	12
Leuze	22	217	37	15	269	253	17	270	21	27
Péruwelz	51	232	7	13	252	201	26	227	76	26
Quevaucamps	20	255	6	11	272	240	25	265	27	16
Templeuve	23	108	8	-	116	118	5	123	16	7
Totaux	292	2.018	140	114	2.272	2.004	207	2.211	353	178
Gand 1 ^{er} canton	129	893	43	47	983	805	141	946	166	39
Gand 2 ^e "	75	1.151	17	42	1.210	1.033	117	1.150	135	44
Gand 3 ^e "	110	898	3	58	959	845	131	976	93	40
Assenede	24	138	-	-	138	103	34	137	25	7
Deirze	22	170	8	-	178	139	20	159	41	15
Eeklo	36	213	-	-	213	207	14	221	28	7
Evergem	66	326	8	13	347	316	55	371	42	28
Kaprijke	12	48	-	-	48	43	10	53	7	2
Kruishoutem	19	60	3	5	68	66	10	76	11	3
Ledeberg	52	460	63	-	523	511	25	536	39	27
Lochristi	44	140	-	6	146	128	22	150	40	37
Nazareth	30	113	5	5	123	127	19	146	7	10
Nevele	22	62	6	-	68	53	12	65	25	9
Oosterzele	37	210	10	9	229	185	38	223	43	33
Waarschoot	27	38	-	2	40	47	10	57	10	2
Zomergem	8	86	1	-	87	80	8	88	7	11
Totaux	713	5.006	167	187	5.360	4.688	666	5.354	719	314
Audenarde	110	224	8	14	246	208	25	233	123	24
Grammont	37	155	12	14	181	146	32	178	40	19
Herzele	54	173	10	21	204	158	47	205	53	38
Nederbrakel	25	144	15	6	165	139	15	154	36	12
Ninove	109	349	14	26	369	363	54	417	81	53
Renaix	50	273	20	5	298	228	85	313	35	26
St-Maria-Horebeke	30	87	5	4	96	58	24	82	44	12
Zortegem	21	158	4	3	165	124	-	124	62	10
Totaux	436	1.563	88	93	1.744	1.424	282	1.706	474	194

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Termonde	28	493	-	142	835	500	53	619	42	25
Alost	393	735	20	35	798	74	118	732	457	72
Beveren	73	130	1	21	152	127	18	145	40	27
Hamme	3	175	8	6	190	173	17	190	3	29
Lokeren	34	130	7	10	155	151	25	176	13	7
Sint-Gillis-Waas	53	181	-	-	181	181	33	194	40	21
Saint-Nicolas	11	700	8	39	747	699	50	751	7	10
Tamse	70	213	10	16	239	194	28	210	99	31
Wetteren	14	192	-	56	241	231	13	244	18	1
Zele	4	105	4	12	111	109	19	179	6	14
Totaux	681	3.115	64	345	3.524	3.006	374	3.440	765	237
Bruges 1 ^{er} canton	68	414	-	23	444	399	103	502	10	29
Bruges 2 ^e "	169	741	16	38	825	752	101	853	141	783
Bruges 3 ^e "	105	493	31	-	524	444	75	519	110	64
Ardoole	39	5	10	3	71	60	28	88	22	6
Gistel	30	109	2	10	121	98	15	116	35	23
Ostende	103	225	15	93	333	257	119	276	60	93
Ruisselede	-	40	2	-	42	36	4	40	8	4
Tielt	22	70	9	6	93	88	15	103	12	4
Torhout	55	136	4	16	206	170	39	209	52	27
Totaux	597	2.944	98	219	3.259	2.904	502	3.406	450	1.033
Courtrai 1 ^{er} canton	97	340	-	-	340	278	44	322	115	15
Courtrai 2 ^e "	175	370	10	-	380	350	97	477	78	58
Avelgem	9	61	5	-	66	57	9	66	9	6
Harelbeke	42	236	-	7	273	243	37	280	35	18
Izegem	34	162	10	5	180	153	34	187	27	12
Merin	316	398	15	22	435	315	54	369	382	25
Meulebeke	25	52	11	-	93	88	11	99	19	27
Mouscron	515	309	20	22	351	360	14	374	492	36
Moorsele	109	121	3	3	127	108	78	166	70	7
Oostrozebeke	27	103	-	19	122	108	19	127	22	9
Roulers	33	344	31	33	401	380	43	423	18	20
Totaux	1.302	2.556	105	114	2.775	2.450	440	2.890	1.267	233
Furnes	54	263	-	-	263	252	34	286	31	10
Dixmude	22	73	2	8	83	79	15	94	11	11
Haringe	9	29	4	2	35	28	4	32	12	5
Neuport	68	216	8	18	240	212	33	251	57	30
Totaux	153	581	14	28	621	571	92	663	111	56
Ypres 1 ^{er} canton	7	51	2	-	58	48	5	51	14	7
Ypres 2 ^e "	17	133	4	2	139	99	35	134	22	10
Hooghelede	24	71	7	1	79	64	20	84	19	8
Messines	7	60	8	-	66	61	3	69	7	10
Pavendaele	13	44	1	3	48	39	4	43	18	2
Poperinge	7	50	-	-	50	48	9	57	10	5
Wervik	13	123	-	3	131	113	20	133	11	7
Totaux	89	547	22	14	593	470	101	571	101	49

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liège 1 ^{er} canton	454	2.201	45	70	2.316	2.011	413	2.424	346	248
Liège 2 ^e "	127	2.993	9	74	3.081	2.878	228	3.106	102	139
Dalhem	-	190	4	-	194	171	23	194	-	10
Fexhe-Slins	38	285	23	23	331	291	57	348	21	26
Fléron	52	690	31	39	760	623	127	750	62	39
Grivegnée	-	717	34	45	796	790	96	796	-	68
Herstal	45	714	36	37	727	635	145	780	52	210
Hollogne-aux-Pierres	83	968	43	104	1.113	1.038	34	1.102	94	106
Louveigné	45	336	10	1	347	298	60	358	34	40
Saint-Nicolas	76	498	17	19	534	479	36	565	45	67
Seraing	-	913	120	77	1.110	991	119	1.110	-	74
Wareme	38	354	-	-	354	313	30	343	49	12
Totaux	952	10.262	372	469	11.723	10.458	1.418	11.876	805	1.039
Huy	45	602	31	21	654	589	45	634	65	60
Ferrières	9	27	-	-	27	21	9	30	6	6
Hannut	13	146	3	-	149	128	12	140	22	13
Héron	14	136	6	8	151	134	9	143	22	11
Jehay-Bodegnée	8	120	-	-	120	110	11	121	7	4
Landen	14	182	3	14	199	170	35	205	8	40
Nandrin	67	237	15	-	252	218	27	245	74	26
Totaux	170	1.450	58	44	1.552	1.370	148	1.518	204	169
Verviers	47	765	18	33	816	737	88	825	38	41
Aubel	-	73	2	2	82	64	13	77	5	16
Dison	11	101	27	11	139	122	15	137	13	6
Eupen	55	253	-	1	254	207	39	246	63	23
Herve	10	11	2	1	94	83	7	90	4	10
Limbourg	14	131	13	7	151	133	15	148	17	18
Malmédy	47	240	9	-	249	242	26	268	28	23
Saint-Vith	32	110	3	-	126	95	25	120	38	46
Spa	33	242	7	-	249	227	34	261	21	57
Stavelot	16	95	2	-	97	91	16	107	6	9
Totaux	265	2.104	58	55	2.247	2.001	278	2.279	233	251
Tongres	45	439	12	50	501	421	40	461	85	22
Bilzen	55	120	15	37	172	138	137	175	52	57
Borgloon (Looz)	17	153	1	6	162	131	28	159	20	12
Brée	5	59	1	-	60	52	3	55	10	20
Maaseik	13	185	-	7	192	176	22	198	7	11
Mechelen	8	348	7	13	368	361	4	365	11	9
Zichen-Zussen-Bolder	16	119	3	-	122	108	13	126	12	5
Totaux	159	2.123	39	115	2.277	1.987	252	2.239	197	136
Haselt	17	339	8	22	369	316	63	379	7	29
Herdingen	23	419	8	17	444	414	43	457	15	24
Herck-la-ville	37	129	1	-	130	120	37	157	10	22
Neerpelt	25	137	7	8	152	119	34	153	24	22

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Peer	2	129	-	-	129	111	20	131	-	14
Saint-Trond	13	413	16	-	442	368	51	419	36	42
Totaux	122	1.771	40	58	1.868	1.548	241	1.796	92	153
Arlon	16	283	11	12	311	219	65	284	43	29
Etalle	12	72	2	3	77	65	-	73	16	14
Fauvillers	13	31	1	2	34	2	9	37	10	13
Florenville	5	75	5	4	82	62	-	90	9	10
Messancy	17	206	11	7	223	204	13	217	23	76
Virton	19	91	2	-	100	71	9	90	29	28
Totaux	92	759	32	27	829	679	112	791	130	168
Marche-en-Famenne	49	229	1	-	230	203	33	236	34	16
Durbuy	21	7	-	-	27	9	13	33	18	12
Erezée	7	40	1	-	41	31	10	41	7	3
Houffalize	21	68	2	-	67	56	5	64	24	6
Laroche	11	91	5	-	101	83	12	98	14	3
Nassogne	9	67	-	4	71	54	3	57	13	6
Vieljeux	4	45	6	-	52	50	1	51	5	-
Totaux	145	620	15	4	639	580	40	640	115	46
Neufchâteau	241	153	9	-	172	133	24	157	256	6
Bastogne	19	12	-	-	12	19	1	124	23	4
Bouillon	26	51	4	1	56	47	10	57	25	11
Paliseul	34	112	16	5	133	117	18	135	32	11
Saint-Hubert	40	77	5	3	85	70	21	91	34	14
Sibret	12	41	5	-	51	38	13	51	12	10
Wellin	11	53	6	-	59	43	24	67	10	9
Totaux	390	630	45	9	644	556	126	682	392	65
Namur 1 ^{er} canton (N.)	79	1.354	4	49	1.451	1.222	106	1.328	202	63
" 2 ^e " (S.)	20	642	24	38	702	579	129	699	91	37
Andenne	10	291	1	3	312	255	23	308	84	21
Eghezée	-	224	3	14	241	215	1	233	16	10
Fosses	57	-	-	12	612	530	51	581	88	44
Gembloux	161	407	10	20	437	349	17	406	192	34
Totaux	473	2.916	103	734	3.755	3.211	344	3.555	673	209
Dinant	91	429	39	-	46	419	44	463	96	3
Feuraing	25	139	-	-	139	121	25	146	18	11
Ciney	(1) 93	360	13	-	373	311	70	451	15	6
Couvin	19	-	229	-	229	191	14	205	43	8
Florennes	25	134	11	4	149	122	23	145	29	19
Gedinne	19	74	2	-	80	62	11	73	26	13
Philippeville	17	115	2	-	117	109	4	117	17	3
Rochefort	141	235	2	4	241	197	79	276	106	39
Walcourt	51	191	4	8	210	197	14	211	50	15
Totaux	481	1.988	302	16	2.005	1.799	268	2.087	400	117
LE ROYAUME	13.484	117.916	3.246	5.221	128.385	111.989	14.549	126.538	13.331	10.924

(1) Chiffre rectifié

Tableau n° 22 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1956)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1 ^{er} canton	91	193	Brecht	47	113
" 2 ^e "	98	265	Ekeren	180	223
" 3 ^e "	58	467	Kontich	190	189
" 4 ^e "	112	162	Zandhoven	83	116
Anderlecht	346	562			
Assche	146	672	Totaux	1.410	2.393
Hal	183	74	Malines (Nord)	35	118
Ixelles 1 ^{er} canton	144	565	" (Sud)	65	148
" 2 ^e "	133	457	Duffel	151	77
Molenbeek	214	563	Heist-op-den-Berg	39	174
Saint-Gilles	138	359	Lierre	95	116
St-Josse-ten-Noode	176	561	Puurs	37	67
Schaerbeek 1 ^{er} canton	196	241			
" 2 ^e "	160	303	Totaux	422	700
Sint-Kwintens-Lennik	93	126	Turnhout	137	188
Uccle	193	546	Arendonk	86	88
Vilvorde	302	263	Herenthals	77	174
Wolvertem	80	471	Hoogstraten	29	25
Totaux	2.363	6.860	Mol	129	89
Louvain 1 ^{er} canton	222	609	Westerlo	115	153
" 2 ^e "	332	853			
Aarschot	210	256	Totaux	573	717
Diest	231	484	Mons	280	474
Glabbeek	57	94	Boussu	165	400
Haacht	100	214	Chièvres	80	168
Tirlemont	374	667	Dour	143	221
Léau	40	157	Enghien	103	78
Totaux	1.566	3.334	La Louvière	270	716
Nivelles	458	379	Lens	121	198
Genappe	87	211	Pâturages	147	324
Jodoigne	183	259	Roeulx	82	317
Perwez	137	152	Soignies	196	671
Wavre	41	549			
Totaux	1.232	1.550	Charleroi (Nord)	288	921
Anvers 1 ^{er} canton	150	164	" (Sud)	298	561
Anvers 2 ^e "	139	239	Beaumont	98	179
Anvers 3 ^e "	115	261	Binche	342	719
Anvers 4 ^e "	153	351	Châtelet	898	428
Berchem	83	285	Chimay	34	95
Boom	124	140	Fontaine-l'Évêque	345	670
Borgerhout	141	272	Gosselies	71	609
			Jumet	47	331

Tableau n° 22 B (suite)

	1	2	3	1	2	3
Marchienne-au-Pont		450	227	Termonde	203	338
Merbes-le-Château		138	186	Alost	196	647
Seneffe		219	442	Beveren	96	139
Thuin		140	189	Hamme	174	151
				Lokeren	185	116
Totaux		3.363	5.557	Sint-Gillis-Waas	146	211
Tournai	437		245	Saint-Nicolas	233	454
Antoing	78		162	Tamise	135	170
Ath	215		182	Wetteren	84	225
Celles	43		82	Zele	138	185
Flobecq	28		141	Totaux	1.592	2.647
Framnes	126		154	Bruges 1 ^{er} canton	424	547
Lessines	305		114	" 2 ^e "	168	779
Leuze	261		335	" 3 ^e "	207	629
Péruwelz	113		238	Ardoole	42	54
Quevaucamps	134		323	Gistel	52	221
Templeuve	83		108	Ostende	401	1.126
				Ruiselede	24	35
Totaux	1.833		2.084	Tielt	80	50
Gand 1 ^{er} canton	391		764	Torhout	69	337
" 2 ^e "	439		736	Totaux	1.476	3.778
" 3 ^e "	503		623	Courtrai 1 ^{er} canton	106	182
Assenede	253		220	" 2 ^e "	117	434
Deirze	72		37	Avelgem	23	62
Eeklo	208		224	Harelbeke	108	147
Evergem	101		324	Izegem	81	184
Kaprijke	63		115	Mentru	183	526
Kruishoutem	56		122	Meulebeke	141	23
Ledeberg	205		285	Mouscron	407	505
Lochristi	66		163	Moorsele	31	64
Nazareth	25		133	Oosterzele	22	68
Nevele	62		64	Roulers	271	362
Oosterzele	192		303	Totaux	1.490	2.541
Waarschoot	39		65	Furnes	97	211
Zomergem	83		126	Dixmude	51	130
				Haringe	29	56
Totaux	2.758		4.377	Nieuport	85	169
Audenarde	204		504	Totaux	262	566
Grammont	126		223	Ypres 1 ^{er} canton	71	140
Herzele	123		379	" 2 ^e "	115	146
Nederbrakele	98		176	Hoogdele	77	74
Ninove	106		338	Messines	37	77
Renaix	276		342	Passendale	58	55
Sint-Marla-Hoorebeke	86		122	Poperinge	48	96
Zottegem	87		186	Wervik	161	136
				Totaux	567	724
Totaux	1.106		2.074			

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Liège 1 ^{er} canton	321	542	Arlon	242	320
" 2 ^e "	340	545	Etalle	36	26
Dalhem	78	166	Fauvillers	52	48
Fexhe-Slins	40	201	Florenville	47	132
Fléron	103	199	Messancy	122	165
Grivegnée	427	466	Virton	64	168
Herstal	150	270			
Hollogne-aux-Pierres	178	358	Totaux	563	859
Louveigné	87	141	Marche-en-Famenne	99	294
Saint-Nicolas	61	183	Durbuy	55	121
Seraing	141	325	Erezée	55	80
Waremme	117	128	Houffalize	88	92
Totaux	2.043	3.524	Laroche	106	152
Huy	294	599	Nassogne	29	60
Ferrières	26	41	Vielsalm	141	149
Hannut	98	162	Totaux	573	948
Héron	52	101	Neufchâteau	102	102
Jehay-Bodegnée	38	99	Bastogne	188	80
Landen	106	283	Bouillon	18	83
Nandrin	60	176	Paliseul	83	131
Totaux	674	1.461	Saint-Hubert	40	62
Verviers	46	50	Sibret	44	48
Aubel	97	128	Wellin	55	90
Dison	86	151	Totaux	530	596
Eupen	45	139	Namur 1 ^{er} canton (N.)	218	1.162
Herve	35	70	" 2 ^e " (S.)	110	663
Limbourg	109	75	Andenne	103	233
Malmédy	131	228	Eghezée	72	213
Saint-Vith	59	207	Fosses	203	659
Spa	193	354	Gembloux	233	406
Stavelot	98	182	Totaux	939	3.336
Totaux	901	1.584	Dinant	359	604
Tongres	425	432	Beauraing	120	257
Bilzen	241	543	Ciney	190	363
Borgloon	105	157	Couvin	139	209
Bree	62	116	Florennes	85	242
Maaseik	192	251	Gedinne	24	152
Mechelen	306	242	Philippeville	118	165
Zichen-Zussen-Bolder	95	45	Rocheftort	121	242
Totaux	1.426	1.786	Walcourt	164	324
Hasselt	250	496	Totaux	1.320	2.558
Bertingen	126	508	LE ROYAUME	33.679	62.014
Herck-la-Ville	47	166			
Neerpelt	64	196			
Peer	47	133			
Saint-Trond	71	394			
Totaux	605	1.893			

La statistique a depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	Affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1941	158.110	12.852	8,1
1942	127.800	7.091	5,6
1943	110.951	4.650	4,1
1944	87.320	3.265	3,7
1945	127.009	3.226	2,5
1946	155.092	3.765	2,4
1947	146.236	3.892	2,6
1948	165.259	6.791	4,1
1949	179.915	9.312	5,1
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.674	6,8
1952	136.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.497	9.155	6,7
1955	142.284	13.430	9,4
1956	139.869	13.146	9,4

Tableau n° 23 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1941	19.828	3.656	16.258	919	91.063
1942	19.370	3.223	15.795	1.200	104.878
1943	19.126	4.267	14.363	1.278	108.175
1944	20.444	3.908	15.853	1.193	79.404
1945	21.302	4.213	23.786	1.109	93.577
1946	22.891	4.451	25.068	911	117.179
1947	20.449	3.711	31.084	844	143.740
1948	19.435	3.812	26.208	806	129.526
1949	18.926	3.759	28.439	872	122.130
1950	18.019	3.363	29.745	751	120.192
1951	17.222	3.478	31.450	766	140.765
1952	16.344	3.262	34.478	812	152.903
1953	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1954	15.761	3.215	33.717	777	159.601
1955	16.260	2.998	36.509	844	179.869
1956	16.197	2.953	38.361	784	186.812

2^e Tribunaux de première instance

Tableau n° 24 - AFFEUX GENERAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTART A JUGER - ANNEE 1956

PROVINCES	NATURE DES AFFAIRES										AFFAIRES				
	AFFAIRES A JUGER					AFFAIRES TERMINEES					AFFAIRES PAR DES JUGEMENTS				
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
BRUXELLES	5,320	204	401	1,470	14,052	3,225	2,419	6,244	1,539	1,453	1,209	1,412	2,354	3,845	5,471
BRUXELLES	1,344	2	13	40	1,493	343	213	599	129	722	945	155	599	-	101
NIVELLES	234	6	12	531	1,383	217	174	391	127	518	665	93	317	74	239
ANVERS	3,120	51	73	3,675	6,923	1,450	977	2,457	1,146	4,003	2,920	596	2,020	837	1,879
MALINES	564	2	10	528	1,209	227	193	420	35	455	753	47	261	159	249
TURHOUT	529	7	-	476	1,020	385	143	478	4	482	538	179	406	72	119
MONS	1,344	20	33	1,116	2,513	482	392	854	209	1,063	1,450	23	537	317	531
CHARLEROI	2,194	33	43	1,735	4,005	735	674	1,409	441	1,850	2,185	239	1,285	124	732
TOURNAI	413	19	2	590	1,024	225	244	469	60	549	475	123	293	176	352
GAND	2,260	14	9	1,442	3,729	775	449	1,224	175	1,399	2,330	362	1,019	175	563
AUDENARDE	525	6	4	472	1,007	221	150	371	66	457	550	125	344	23	115
TERMONDE	764	24	3	764	1,563	327	218	605	150	755	808	155	523	77	245
BRUGES	1,171	13	4	1,023	2,271	606	257	563	276	1,139	1,132	264	726	137	343
COURTRAI	423	21	10	427	1,581	272	305	577	176	753	828	131	577	-	137
FURNES	209	11	-	243	511	160	93	253	32	235	226	77	210	43	114
YPRES	271	3	3	254	531	131	84	215	55	270	261	35	206	9	80
LIEGE	1,723	55	14	2,040	3,833	210	703	1,513	207	1,720	2,113	1,224	938	675	1,252
HUY	232	-	10	365	907	199	123	322	94	416	191	264	217	105	177
VERVIERS	519	7	12	547	1,025	254	199	453	211	664	421	340	360	73	218
TONGRES	197	2	5	413	617	189	148	337	24	361	256	74	337	-	68
HASSELT	372	43	9	511	935	259	165	424	92	516	419	274	325	99	162
ARLON	340	29	10	187	566	155	82	237	26	263	303	34	223	14	116

Tableau n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Famenne	221	1	2	194	418	62	51	103	34	137	281	58	45	103	-	6
Neufchâteau	105	-	2	133	240	70	42	112	21	133	107	101	11	112	-	16
Namur	701	16	-	560	1,277	225	238	458	98	556	721	352	106	385	73	339
Dinant	389	-	6	360	755	146	137	243	42	325	430	215	68	283	-	57
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	15,400	344	355	15,312	33,811	8,292	5,429	13,721	3,780	17,501	16,310	10,854	2,867	8,076	5,645	9,759
Gand	6,027	9	41	5,029	11,193	2,552	1,556	4,102	950	5,058	6,135	2,939	1,169	3,644	464	1,597
Liege	4,099	154	70	5,310	10,333	2,359	1,823	4,242	849	5,091	5,242	3,294	948	3,203	1,039	2,411
Le Royaume	2,626	594	466	27,651	55,337	13,203	8,665	22,071	5,579	27,650	27,687	17,087	4,984	14,923	7,148	13,767

Tableau n° 25 - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND

AFFAIRES SUR REQUÊTE - REFERES (1956)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	REFERES JUGES
		Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sans suite	Total des affaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.060	5.460	136	3	5.599	1.774	982
Louvain	120	505	8	9	522	151	110
Nivelles	104	375	17	-	392	79	65
Anvers	707	3.818	47	-	3.865	824	711
Malines	178	364	8	-	372	64	100
Turnhout	79	322	-	-	322	54	23
Mons	329	1.184	21	45	1.250	463	233
Charleroi	295	1.711	19	2	1.732	34	403
Tournai	113	539	18	-	557	191	75
Gand	396	1.515	12	23	1.550	666	406
Audenarde	108	269	6	-	275	47	47
Termonde	154	529	14	35	578	127	89
Bruges	208	520	16	6	542	153	132
Courtrai	155	400	20	-	420	88	78
Furnes	45	179	16	-	195	70	21
Ypres	70	211	5	2	218	25	23
Liège	393	1.976	60	18	2.054	335	476
Huy	89	294	5	-	299	44	61
Verriers	132	718	7	-	725	90	81
Tongres	65	433	13	-	446	67	25
Hasselt	123	307	5	6	318	90	41
Arlon	110	304	11	-	315	38	44
Marche-en-Famenne	58	219	-	-	219	15	9
Neufchâteau	20	453	-	-	453	11	3
Namur	168	634	1	-	635	168	105
Dinant	143	424	11	-	435	45	58
Ressort de la Cour d'appel de :							
Bruxelles	2.985	14.278	274	59	14.611	3.634	2.702
Gand	1.136	3.623	89	66	3.778	1.176	796
Liège	1.301	5.762	113	24	5.899	903	903
Le Royaume	5.422	23.663	476	149	24.288	5.713	4.401

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

Tableau n° 20 APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER - ANNÉE 1956

TRIBUNAL	NATURE DES CAUSES													Causés restant à juger	Jugement rendu avant le 31 décembre au fond
	Causes à juger						Causes terminées						Total des causes terminées		
	anciennes		nouvelles introduites pendant l'année		Total des causes à juger		par jugement		par défaut		Total				
pendantes au commencement de l'année	révisées après avoir été jugées comme terminées	révisées après avoir été jugées comme terminées	poursuites sur opposition à des jugements par défaut	Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	concordantes	par défaut	concordantes	par défaut	Total	par défaut	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		
Nivelles	Bruxelles-Louvain	3.276	505	782	19.705	24.866	5.318	12.176	17.496	3.049	20.545	4.121	455		
Malines	Auxois	188	11	17	1.194	1.817	368	612	980	284	1.244	573	96		
Tournai		4.241	21	198	7.592	12.053	1.61	378	539	83	622	210	37		
Charleroi	Mons	523	3	33	880	1.439	2.546	3.251	5.797	2.144	7.941	4.112	525		
Audenarde		366	5	7	652	1.072	253	495	748	118	866	573	128		
Termonde		1.531	28	60	1.750	3.369	326	388	714	7	721	301	51		
Fumes	Tournai	727	40	49	2.207	3.023	572	940	1.512	241	1.753	1.616	156		
Ypres	Gand	179	1	12	658	850	611	1.134	1.745	340	2.085	938	48		
Huy		2.431	-	76	2.773	5.280	203	402	605	63	668	182	134		
		251	5	2	431	689	875	1.313	2.188	314	2.502	2.778	325		
		482	-	42	1.420	1.944	104	245	349	60	403	280	18		
		329	4	6	592	931	198	814	1.215	174	1.389	555	132		
		158	10	2	326	496	71	211	409	89	498	433	86		
		519	6	23	954	1.502	496	171	242	73	315	181	17		
		244	1	21	533	799	373	425	798	193	991	511	83		
		517	24	5	1.928	2.474	192	233	425	93	518	281	79		
		120	-	2	240	362	485	790	1.275	566	1.841	633	207		
		260	-	-	203	463	108	92	200	32	232	130	13		
		2.718	85	135	4.702	7.640	97	2.734	4.625	928	5.553	2.087	152		
		247	-	17	573	837	185	274	459	115	574	263	28		
		293	-	30	1.055	1.378	336	526	862	61	923	455	36		

Tableau n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		273	2	6	508	789	139	253	392	145	537	252	26
Hasselt		255	5	10	754	1.024	265	349	614	168	782	242	53
Arlon		130	38	12	278	458	81	157	238	56	294	164	94
Marche-en-Famenne		201	1	4	252	458	40	154	194	35	229	229	26
Neufchâteau	Namur	111	2	2	175	290	75	115	190	33	223	67	9
Dinant		579	4	22	1.159	1.764	408	566	974	271	1.245	519	136
		158	-	6	517	681	182	264	446	72	518	163	45
Ressort de la Cour d'Appel de Liège		11.986	613	1.200	35.272	49.071	10.358	19.778	30.136	6.309	36.445	12.626	1.628
		5.311	50	179	9.400	14.940	2.904	4.365	7.269	1.659	8.928	6.012	979
		4.965	137	244	9.973	15.319	3.602	5.392	8.994	1.684	10.678	4.441	605
TRIBUNAUX (civils) (de commerce)		3.940	122	169	8.632	12.663	2.698	4.540	7.238	1.402	8.640	4.223	610
		18.322	678	1.454	46.013	66.467	14.166	24.995	39.161	8.450	47.611	18.856	2.602
Totaux		22.262	800	1.623	54.645	79.330	16.864	29.535	46.399	9.852	56.251	23.079	3.212

4^e Cours d'appel

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1956

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causes restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total	par arrêts au fond		Total des arrêts	par transaction, abandon ou autres motifs	Total général des causes terminées		
				contra-dictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	(1)	COUR D'APPEL DE BRUXELLES								
Tribunaux de première instance en matière civile	1.756	1.332	3.088	922	89	1.011	309	1.320	1.768	72
Tribunaux de première instance en matière commerciale	117	54	171	31	5	36	14	50	121	39
Tribunaux de commerce	1.087	608	1.695	446	26	472	184	656	1.039	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	6	11	17	5	-	5	-	5	12	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	15	2	17	9	-	9	-	9	8	
Référés	217	259	476	188	16	204	108	312	164	
Affaires portées directement devant la Cour	10	8	18	9	-	9	4	13	5	
		COUR D'APPEL DE GAND								
Tribunaux de première instance en matière civile	497	427	924	305	40	345	44	389	535	28
Tribunaux de première instance en matière commerciale	37	22	59	17	3	20	4	24	35	4
Tribunaux de commerce	201	167	368	121	18	139	20	159	209	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	5	4	9	4	-	4	1	5	4	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	2	2	1	-	1	-	1	1	
Appels de jugements d'arbitres	1	2	3	1	-	1	-	1	2	
Référés	36	42	78	24	4	28	10	38	40	
		COUR D'APPEL DE LIEGE								
Tribunaux de première instance en matière civile	525	387	912	311	32	343	77	420	492	70
Tribunaux de première instance en matière commerciale	63	61	124	47	11	58	10	68	56	19
Tribunaux de commerce	173	94	267	91	2	93	27	120	147	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	14	7	21	8	-	8	1	9	12	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Référés	80	66	146	53	1	54	14	68	78	

(1) Chiffres rectifiés (voir dossiers de Bruxelles et de Gand)

Tableau n° 27 (suite)

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance en matière civile		2.772	2.146	4.924	1.538	161	1.699	430	2.129	2.795	170
Tribunaux de première instance en matière commerciale		217	137	354	95	19	144	23	142	212	62
Tribunaux de commerce		1.481	869	2.330	658	46	704	231	935	1.395	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)		25	22	47	17	-	17	2	19	28	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats		-	2	2	1	-	1	-	1	1	
Appels de jugements d'arbitres		16	4	20	10	-	10	-	10	10	
Référés		333	367	700	265	21	286	132	418	568	
Affaires portées directement devant la Cour		10	8	18	9	-	9	4	10	5	
Totaux par ressort :											
Bruxelles		3.208	2.274	5.482	1.610	136	1.746	619	2.365	2.417	111
Gand		777	656	1.443	473	65	538	79	617	626	37
Liège		855	615	1.470	510	46	556	129	685	785	69
Totaux généraux		4.840	3.555	8.395	2.593	247	2.840	827	3.667	4.728	232

Tableau n° 28 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1956)

COUR D'APPEL de	AFFAIRES A JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêts au fond	par radiation transaction, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	4.484	1.623	6.107	40	922	729	1.651	4.456
Gand	1.130	827	1.957	22	465	51	516	1.441
Liège	1.078	564	1.642	30	459	192	651	991
Le Royaume	6.692	3.014	9.706	92	1.846	372	2.218	6.848

Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1956)

Néant

5^e Cour de Cassation

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la cour de cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La cour de cassation connaît

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art 1^{er}).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 30 - COUR DE CASSATION (1^{ère} Chambre)
POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE (Année 1956)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendus les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRÊTS					Causes restant à juger	
	Pen- dantes au commen- cement de l'année	Intro- duites pen- dant l'année	Total	au fond		décrétant				Total des arrêts
				Cassa- tion	Rejet	la déché- ance	le désis- tement	la jonc- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	3	2	5	-	1	-	-	-	1	4
Cours d'Appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	47	59	106	18	25	-	4	2	49	57
Gand	8	18	26	6	6	-	1	-	13	13
Liège	24	14	38	6	15	-	-	-	21	17
Léopoldville	5	4	9	3	1	-	-	-	4	5
Elisabethville	2	3	5	1	-	-	-	-	1	4
Ruanda-Urundi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	86	98	184	34	47	-	5	2	88	96
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	31	19	50	3	7	-	-	-	10	40
Gand	4	4	8	1	2	-	-	-	3	5
Liège	6	6	12	1	-	-	-	-	1	11
Totaux	41	29	70	5	9	-	-	-	14	56

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance										
a) Jugeant en premier degré :										
Bruxelles	15	-	15	-	2	-	-	8	10	5
Louvain	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	2	3	5	-	-	-	-	-	-	5
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	2	-	2	2	-	-	-	-	2	-
Gand	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Bruges	2	1	3	1	-	-	-	-	1	2
Courtrai	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Tongres	2	-	2	-	1	-	-	-	1	1
Hasselt	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Nœufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Dinant	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Totaux	35	7	42	6	4	-	-	8	18	24
b) Jugeant en degré d'appel :										
Bruxelles	7	21	28	8	5	-	-	3	16	12
Louvain	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Nivelles	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1
Anvers	8	9	17	4	3	-	1	-	8	9
Malines	1	1	2	2	-	-	-	-	2	-
Turnhout	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
Mons	4	2	6	2	2	-	-	-	4	2
Charleroi	1	4	5	-	1	-	-	-	1	4
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	8	8	2	-	-	-	-	2	6
Audenarde	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Termonde	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Bruges	4	3	7	3	1	-	-	-	4	3
Courtrai	6	1	7	5	-	-	-	-	5	2
Furnes	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Ypres	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-
Liège	-	4	4	2	-	-	-	-	2	2
Huy	2	1	3	1	-	-	-	1	2	1
Verviers	1	3	4	1	1	-	-	-	2	2

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	1	2	3	1	1	-	-	-	2	1
Hasselt	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Arlon	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Namur	4	1	5	1	1	-	-	-	2	3
Dinant	-	2	2	1	-	-	-	-	1	1
Totaux	44	71	115	35	19	-	1	4	59	56
Tribunaux de commerce	3	1	4	3	1	-	-	-	4	-
Justice de paix	4	4	8	2	1	-	-	-	3	5
Conseils de prud'hommes	21	26	47	10	14	-	1	-	25	22
Affaires disciplinaires (1)	-	1	1	-	-	1	-	-	1	-
Conseil supérieur d'arbitrage	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Cour des Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux généraux :	237	240	477	95	96	1	7	14	213	264

(1) Déchéance de magistrat

S T A T I S T I Q U E

D U

V A G A B O N D A G E E T D E

L A M E N D I C I T E

A n n é e 1956

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE EN 1956

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Article 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Article 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Article 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subsides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Article 5. - Les individus âgés de -de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Article 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Article 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Article 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Articles 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Article 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Article 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Article 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Article 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Article 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Article 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 1. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1956

ETABLISSEMENTS	Entrées										Sorties					Popu- lation moyenne
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891	Entrées réelles			Total	Entrées par transferts	Entrées après évacuation	Total des entrées	Elargis	Transférés	Evadés	Décédés	Total	Popu- lation au 31 décembre		
		Article 13	Article 14	Article 16												
		3	4	5												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Hommes																
Dépôt de Wortel	-	395	-	-	395	66	4	465	93	300	6	2	401	133	131	
Refuge de Wortel	1	-	-	661	662	133	13	808	400	440	15	20	875	272	281	
Totaux	1	395	-	661	1.057	199	17	1.273	493	740	21	22	1.276	405	412	
Femmes																
Dépôt de Sint-Andries	-	14	-	-	14	31	-	45	33	17	-	1	51	33	37	
Refuge de Sint-Andries	2	-	-	(1) 11	13	42	-	55	(2) 31	29	-	3	63	(3) 18	24	
Totaux	2	14	-	11	27	73	-	100	64	46	-	4	114	51	61	
Totaux généraux	3	409	-	672	1.084	272	17	1.373	557	786	21	26	1.390	456	473	

(1) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

(2) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

(3) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

Tableau n° 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS
COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1956

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
<u>Chiffres absolus</u>						
<u>Hommes</u>						
Dépôt de Wortel	17	23	27	17	49	133
Refuge de Wortel	24	47	32	50	119	272
Totaux :	41	70	59	67	168	405
<u>Femmes</u>						
Dépôt de Sint-Andries	7	7	4	3	12	33
Refuge de Sint-Andries	9	5	1	1	2	18
Totaux :	16	12	5	4	14	51
Totaux généraux :	57	82	64	71	182	456
<u>Pourcentages</u>						
<u>Hommes</u>						
Dépôt de Wortel	12,8	17,3	20,3	12,8	36,8	100,00
Refuge de Wortel	8,8	17,3	11,8	18,4	43,7	100,00
Totaux :	10,1	17,3	14,6	16,5	41,5	100,00
<u>Femmes</u>						
Dépôt de Sint-Andries	21,2	21,2	12,1	9,1	36,4	100,00
Refuge de Sint-Andries	50,-	27,7	5,6	5,6	11,1	100,00
Totaux :	31,4	23,5	9,8	7,8	27,5	100,00
Totaux généraux :	12,5	18,-	14,-	15,6	39,9	100,00

Tableau n° 3 - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION
DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1956

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
<u>Chiffres absolus</u>												
<u>Hommes</u>												
Dépôt de Wortel	-	6	17	17	3	5	20	21	19	8	17	133
Refuge de Wortel	-	6	26	28	4	40	26	65	50	22	5	272
Totaux :	-	12	43	45	7	45	46	86	69	30	22	405
<u>Femmes</u>												
Dépôt de Sint-Andries	1	3	2	2	3	3	3	4	-	8	4	33
Refuge de Sint-Andries	-	1	5	-	3	-	2	2	-	4	1	18
Totaux :	1	4	7	2	6	3	5	6	-	12	5	51
Totaux généraux :	1	16	50	47	13	48	51	92	69	42	27	456
<u>Pourcentages</u>												
<u>Hommes</u>												
Dépôt de Wortel	-	4,5	12,8	12,8	2,2	3,8	15,7	15,8	14,3	6,-	12,8	100,00
Refuge de Wortel	-	2,2	9,6	10,3	1,5	14,7	9,6	23,8	18,4	8,1	1,8	100,00
Totaux :	-	3,-	10,6	11,1	1,7	11,1	11,4	21,3	17,-	7,4	5,4	100,00
<u>Femmes</u>												
Dépôt de Sint-Andries	3,-	9,1	6,1	6,1	9,1	9,1	9,1	12,1	-	24,2	12,1	100,00
Refuge de Sint-Andries	-	5,6	27,8	-	16,7	-	11,1	11,1	-	22,1	5,6	100,00
Totaux :	2,-	7,8	13,7	3,9	11,8	5,9	9,8	11,8	-	23,5	9,8	100,00
Totaux généraux :	0,2	3,5	11,-	10,3	2,9	10,5	11,2	20,2	15,1	9,2	5,9	100,00

Tableau n° 4 - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS

- 1956 -

A.- Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 2 ans à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-	-	12
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	28	16	11	4	4	2	4	1	-	-	-	-	-	-	70
de 2 à 3 ans	2	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
de 3 à 4 ans	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
de 4 à 7 ans	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Conduits à la frontière	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Transférés	277	19	-	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	300
Evadés	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Décédés	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	2
Totaux :	316	38	13	7	5	3	4	13	1	-	1	-	-	-	401
Femmes															
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	11	-	-	3	-	-	14
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	3	4	3	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	13
de 2 à 3 ans	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3
de 3 à 4 ans	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
de 4 à 7 ans	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	10	4	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	17
Evadés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Totaux :	15	10	5	1	1	-	3	2	11	-	-	3	-	-	19

Tableau 4 - 1956 (suite)

B.- Maisons de refuge

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Hommes																		
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis par décision du Ministre	31	27	59	21	18	-	10	7	3	-	-	-	-	-	33	181	-	69
Conduits à la frontière	5	75	30	21	9	-	7	6	-	7	-	-	-	-	440	5	-	181
Transférés	285	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	440	-	440
Evadés	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	15	-	15
Décédés	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	17	3	17	-	20
Renvoyés par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1891	-	-	-	11	19	10	25	33	27	9	11	-	-	-	145	-	-	145
Total :	330	108	89	53	47	10	43	46	30	16	16	1	33	53	822	53	875	
Femmes																		
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargies par décision du Ministre	-	-	2	2	3	2	2	1	4	-	-	-	-	-	4	22	-	7
Conduites à la frontière	-	-	-	1	3	2	2	-	1	-	-	-	-	-	22	-	-	22
Transférés	12	5	1	1	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	29	-	-	29
Evadés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédés	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	2	-	3
Renvoyés par mesure disciplinaire (colloqués)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2
Total	13	7	3	4	7	4	5	1	5	5	1	4	3	1	63	59	4	63